

Le Monde

QUARANTE-CINQUIÈME ANNÉE — N° 13575 — 4,50 F

Fondateur : Hubert Beauve-Méry

Directeur : André Fontaine

MARDI 20 SEPTEMBRE 1988

Haïti à nouveau déchiré

L'histoire mouvementée d'Haïti vient de connaître un nouveau rebondissement. Le général putschiste Henri Namphy, qui avait déposé le président Leslie Manigat, mal élu cinq mois plus tôt, vient à son tour d'être écarté, le samedi 17 septembre, par un autre militaire, le général Prosper Avril. Ce nouveau coup d'Etat, qui n'a pas donné lieu à de violents affrontements, est intervenu à un moment où le pays connaissait le retour d'une terreur qui semblait laisser l'ancien pouvoir indifférent.

Le nouveau chef de l'Etat, si l'on en juge par ses premières déclarations, souhaite remettre le processus démocratique sur les rails et s'apprête à constituer un gouvernement civil et militaire en faisant appel à des personnalités en vue de l'opposition, comme Marc Bazin, ancien candidat à la présidence du Mouvement pour l'instauration de la démocratie en Haïti (MIDH). Le général Avril, qui a effectué de nombreux séjours et stages militaires à Washington, affiche aussi son intention de lever le plus rapidement possible les obstacles à une reprise des relations américaines.

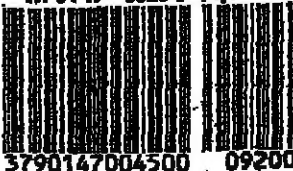
Le coup d'Etat pourrait être bénéfique pour ce pays déchiré et ruiné, par contraste avec l'échec cuisant du général Namphy, dont l'immobilisme et l'incapacité étaient évidents. Mais les réserves ne manquent pas. Tout d'abord, sur l'origine même du putsch, manigés par des hommes de troupe et des sous-officiers. On peut s'interroger sur leurs motivations profondes, alors que l'une de leurs revendications concerne la nomination du colonel Jean-Claude Duvalier, commandant des casernes Desolines, au poste de chef d'état-major des armées. Le colonel est sérieusement soupçonné d'être l'un des hommes forts du trafic de drogue en Haïti, dont il aurait fait profiter la troupe.

Même si le général Avril ne semble pas encore avoir accédé à cette demande, le nouveau chef de l'Etat lui-même n'est pas à l'abri de tout soupçon. Toute sa carrière militaire s'est en effet déroulée aux côtés de la famille Duvalier : père et fils. Il était même membre du corps et le commandant de l'armée. C'est donc un personnage pour le moins ambigu, qui avait été écarté du premier gouvernement provisoire sous la pression populaire, malgré le rôle d'intermédiaire qu'il avait joué au moment du départ de Jean-Claude Duvalier.

Il n'en reste pas moins que la population haïtienne, soumise depuis de longues années à la violence et au dénuement, peut pour l'instant s'accrocher à ce nouvel espoir. Si fragile soit-il.

Lire page 3 l'article de notre envoyé spécial à Haïti et le portrait du nouveau chef de l'Etat.

M 0147 - 0920 D - 4,50 F



Après avoir repris le pouvoir en Birmanie

L'armée réprime brutalement des manifestations à Rangoun

Le général Saw Maung, ministre de la défense, a pris le pouvoir dimanche 18 septembre à Rangoun, à la tête d'un comité de militaires « pour la restauration de la paix ». Le nouveau régime a interdit toute manifestation et annoncé que des élections auraient lieu une fois le calme rétabli. Ce coup d'Etat a été accueilli par des manifestations d'opposition à Rangoun, qui ont été réprimées dans le sang.

L'armée a ouvert à nouveau le feu ce lundi 19 septembre à Rangoun contre les milliers de manifestants qui étaient descendus dans la rue. Une cinquantaine d'étudiants et de bouzes, et vingt à trente soldats auraient trouvé la mort au cours de ces affrontements. De graves incidents se seraient aussi produits à Mandalay, la seconde ville du pays. Ces morts s'ajoutent à la quarantaine de civils et à la quinzaine de militaires tués dimanche quand l'armée a tenté de réprimer le mouvement de protestation.

De nombreux manifestants s'étaient rassemblés lundi à proximité du principal bâtiment administratif, de l'ambassade américaine et de la pagode Sule, au centre-ville, pour exprimer leur opposition au retour en force des militaires.

(Lire l'article de notre envoyé spécial page 5, et nos informations page 7.)

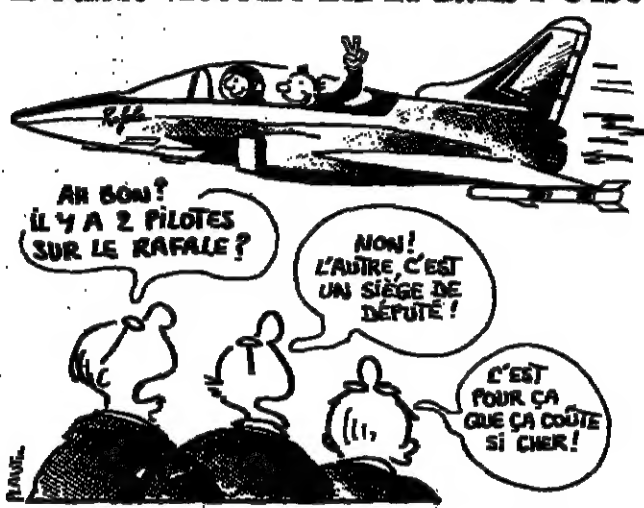
3 000 postes non pourvus aux derniers concours

M. Jospin lance la campagne pour recruter des professeurs

M. Lionel Jospin doit lancer, le jeudi 22 septembre, une « campagne de communication » destinée à attirer les étudiants vers la profession d'enseignant, et annoncer une spectaculaire augmentation en 1989 du nombre de postes offerts aux concours de recrutement du second degré.

Cette année encore, trois mille emplois de professeur n'ont pu être attribués faute de postulants ayant un niveau suffisant.

Double victoire RPR dans l'Oise



Aux législatives partielles de l'Oise, M. Olivier Dassault est élu à Beauvais-Nord et M. Jean-François Mancel à Beauvais-Sud. (Lire page 36.)

L'élection présidentielle dans l'impasse

Le veto des chrétiens libanais

Pour la première fois depuis deux ans, le centre ville dévasté de Beyrouth a été le théâtre, dimanche 18 septembre, d'échanges de tirs. Cet incident a coïncidé avec le rejet, par la milice chrétienne des Forces libanaises et par le commandement de l'armée, de l'accord intervenu entre la Syrie et les Etats-Unis en vue de sortir le Liban de la crise, et de permettre l'élection présidentielle.

BEYROUTH
de notre envoyé spécial

A quatre jours de la date fixée du 23 septembre, terme officiel du mandat du président Amine Gemayel, l'impasse politique est totale au Liban, où s'est évanoui « l'espoir de la médiation miracle » des Etats-Unis auprès de la Syrie pour arracher un accord permettant la tenue de l'élection présidentielle. Les cinq jours passés à Damas par le secrétaire d'Etat adjoint américain pour le Proche-Orient, M. Richard Murphy, qui a eu plus de vingt heures d'entretiens avec les officiels syriens — le ministre des affaires étrangères, M. Farouk Al Charrah, le vice-président Abdel Halim Khaddam, et enfin le président Hafez El Assad — ont certes permis la conclusion d'un accord syro-américain pour le choix d'un candidat à l'élection libanaise, mais celui-ci a été catégoriquement rejeté dimanche 18 septembre par les principales forces politiques du « réduit chrétien ».

FRANÇOISE CHIPAUD
(Lire la suite page 4.)

Emile G. Léonard Histoire générale du protestantisme



Collection Quadrige puf

Les livres des Puf questionnent le monde.

Le gouvernement face à la crise de l'audiovisuel public

Les impatiences de M^{me} Tasca

La crise ouverte à la rédaction d'Antenne 2 a pris une ampleur inattendue et pose, au-delà du salaire des « présentateurs-stars », le problème des moyens et de l'avenir d'un service public mis à mal par la concurrence du secteur privé. Les préavis de grève des chaînes et radios publiques restent maintenus pour les 21 et 22 septembre.

Le gouvernement affronte sa première épreuve sur le terrain de l'audiovisuel. L'appel à la grève qui, lancé à Antenne 2, a gagné Radio-France, FR 3, et menace aujourd'hui Télédiffusion de France, n'a rien d'une réaction épidermique au salaire de Christine Ockrent. Le malaise, profond, couve depuis des mois (le Monde du 9 juillet). La brusque poussée de fièvre trahit d'abord le désarroi d'un service public qui cherche désespérément sa raison d'être. Car tout est allé trop

vite, depuis quatre ans. 1985 marque le vrai début de la tentation commerciale.

C'est sur TF 1, chaîne publique, qu'Hervé Bourges introduit, avec la complicité passive de la Haute Autorité et du gouvernement socialiste de l'époque, la course à l'audience et le sponsoring, et ajoute les séries américaines aux feuilletons américains. L'année suivante voit apparaître la concurrence de deux télévision privées (la 5 et la 6 devenue M 6) sans que l'audiovisuel public songe à marquer sa différence. En 1987, la privatisation de TF 1 achève de brouiller les cartes. Les vedettes de la Une partent pour la 5, les stars et les cadres d'Antenne 2 émigrent sur TF 1.

Sur toutes les chaînes les salaires explosent, les importations de programme aussi. 1988 : l'audiovisuel public a perdu ses derniers points de repère ; il hésite entre la concurrence et la

complémentarité, balance entre l'élitisme et la loi de l'audimat, ne sait plus s'il est chaîne de référence ou télévision au rabais.

Arrive le mois de mai. Comme chaque fois, l'alternance politique plonge les chaînes publiques dans une attente morose : projets gelés, PDG en sursis expédiant les affaires courantes, CNCL en fin de course se réfugiant dans le silence. Désœuvrés, démotivés, techniciens et journalistes cultivent leur état d'âme, tandis que les syndicats multiplient les motions de défiance, les appels du pied au gouvernement. Tous redoutent que la discussion d'une nouvelle loi sur l'audiovisuel ne prolonge encore pendant des mois les langueurs de cet interregne. Ils sont tous tentés de bousculer les échéances, les uns pour voir changer les têtes des dirigeants, les autres parce qu'ils aspirent seulement à sortir de cette médiocrité.

JEAN-FRANÇOIS LACAN

(Lire la suite page 27.)

La préparation des réformes en Pologne

M. Messner a présenté la démission de son gouvernement.

PAGE 2

Les élections en Suède

Les sociaux-démocrates conservent le pouvoir et les Verts entrent au Parlement.

PAGE 2

L'Europe et la TVA

La France accepte le schéma Delors d'harmonisation des taux.

PAGE 28

La fête des Bleu-Blanc-Rouge

M. Le Pen dénonce la « mafia cosmopolite » contre la France française.

PAGE 8

La préparation des cantonales

Des trempings disponibles.

PAGE 12

Le sommaire complet se trouve en page 36

Les Jeux de Séoul

Natation : une Française en bronze

La jeune Savoyarde Catherine Pleuninski a remporté la médaille de bronze du 100 m nage libre gagnée par l'Allemande de l'Est Kristin Otto.

L'Américain Matt Biondi, favori du 200 m nage libre, a été devancé par l'Australien Armstrong, qui a établi un nouveau record du monde, et par le Suédois Holmertz.

Gymnastique : déceptions chinoises

Le duel attendu avec les Soviétiques n'a pas eu lieu dans les exercices imposés.

Plongeon : les atouts de Greg Louganis

Un entretien avec l'entraîneur du champion olympique de Los Angeles.

Lire pages 18 à 20

Etranger

POLOGNE

Au pèlerinage de Solidarité à Czeszochowa l'heure était à la modération

CZESTOCHOWA
de notre envoyée spéciale

Une mer de parapluies sur laquelle flottent, comme autant de bateaux, des centaines de banderoles de «Solidarność» : c'était samedi soir 17 et dimanche 18 septembre, le spectacle offert aux pèlerins qui, d'un autel dressé sur les remparts du monastère de Jasna Gora, ont célébré deux messes pour quelque quarante mille ouvriers venus en pèlerinage à Czeszochowa.

La tradition du pèlerinage des ouvriers avait été lancée en plein état de guerre, en 1982, par le Père Popieluszko, assassiné deux ans plus tard et dont les parents étaient là aussi dimanche. A leurs côtés, quelques figures de Solidarité, mais surtout «Monsieur Lech, celui qui est toujours prêt à faire le mur des chantiers et celui du pouvoir» : le prêtre a nommé Lech Walesa en faisant allusion à son escalade des grilles des chantiers navals pour y rejoindre les grévistes, en août.

Mais, même si l'on a fait applaudir le président de Solidarité, l'heure était visiblement à la modération ce week-end, au moment où le pouvoir et l'opposition sont engagés, avec la bénédiction de l'Eglise, dans de délicates négociations. On attendait l'évêque Tokarczuk connu pour ses tirades radicales et anticommunistes : l'évêque a été remplacé au pied levé, pour un sermon inespéré, par le Père Sitko.

On attendait un vrai discours de Lech Walesa, auquel ses collègues de Solidarité avaient demandé de donner aux ouvriers quelques explications sur le processus politique en cours, on n'a eu que quelques mots prononcés depuis l'autel à la fin de la messe : «Solidarité est et sera...» - il s'est aussitôt allé se réunir avec des prêtres.

Pour ceux qui ont suivi le premier, ce sixième pèlerinage est clair : «Solidarność est maintenant très proche et l'an prochain nous viendrons seulement pour remercier la Vierge noire». Quant à l'assistance qui a eu des velléités de scandale «Solidarność» après ces phrases optimistes, elle en a vite été découragée par un orchestre qui, haut-parleurs aidant, couvrait sa voix.

Les circonstances avaient pourtant poussé la foule à plus d'audace que les années précédentes, perceptible dans le choix des banderoles : «Communistes, pensez à votre Nuremberg», «Nation, soulevez-toi», «Le communisme, c'est la terreur et l'injustice» en sont quelques exemples.

Et, devant la tiédeur des organisateurs du pèlerinage, c'est tout naturellement que quelques milliers d'ouvriers, menés par les mineurs du comité de grève de Jastrzebie, en Silésie, ont formé un cortège pour manifester, une heure durant, dans les rues de Czeszochowa aux cris de «Pas de liberté sans Solidarité» et «Nous voulons Lech, pas Wojciech» (Jaruzelski), sans que la police intervienne. En tête, Alojze Pietrzyk, chef du comité de grève des mineurs, et Zbigniew Bujak, le héros de la clandestinité et dirigeant de Solidarité, qui a été porté en triomphe, tandis qu'un groupe de touristes hongrois faisait, en passant en autocar, un «V» de la victoire communiste.

Pendant ce temps à Varsovie, le pouvoir multiplie les réunions - bureaux politiques, entretiens du général Jaruzelski avec les premiers secrétaires régionaux et le secrétaire du comité central du parti, convocation du conseil des ministres - à la veille de la réunion du parlement, lundi 19 septembre.

SYLVIE KAUFFMANN.

ISLANDE

Démission du gouvernement

REYKJAVIK
de notre correspondant

Le premier ministre islandais, M. Thorstein Pálsson (centriste), a remis samedi 17 septembre la démission de son gouvernement au président de la République, M. Vigdís Finnbogadóttir, à l'issue du conseil des ministres.

Ainsi prend fin la fragile coalition de centre-droite formée en juillet 1987 et au sein de laquelle conservateurs, agrariens et sociaux-démocrates étaient divisés quant à la politique économique à suivre. La décision de M. Pálsson fait suite à plusieurs semaines d'incertitude face à une crise économique due à une baisse du prix du poisson sur le marché international. La pêche constitue en effet 75 % du total des exportations de l'île. L'Islande s'est en outre laissée prendre une nouvelle fois par le démon inflationniste dont elle avait su se débarrasser avant les dernières élections du 8 juillet 1987 : le taux d'inflation est de 30 % sur les douze derniers mois.

Comment mener une politique d'austérité sans toucher au plein emploi et sans provoquer la colère des syndicats ? Cette question divi-

saient le gouvernement de coalition, les conservateurs souhaitant dévaluer, les agrariens baisser les salaires de 9 % et les sociaux-démocrates bloquer les salaires et les prix.

Après l'échec d'une première dévaluation de 6 % en février, puis d'une seconde de 12 % en mai dernier, les sociaux-démocrates et les agrariens considéraient une nouvelle dévaluation comme une mesure inutile et ont fait savoir qu'ils ne souhaitent pas, dans ces conditions, poursuivre leur collaboration avec les centristes.

M^{me} Finnbogadóttir a estimé dimanche qu'il n'était pas envisageable de procéder à des élections générales, d'autant que le dernier gouvernement - s'était cherché pendant près de deux mois - après le scrutin de mai 1987. Fort de quarante et un des soixante-trois députés de l'Althing, l'actuel gouvernement pourrait être remplacé par un gouvernement minoritaire, composé des seuls agrariens et sociaux-démocrates. Ce gouvernement bénéficierait au coup par coup de l'appui de l'un ou l'autre des partis d'opposition.

GÉRARD LEMARQUIS.

3^e CYCLE ISG

4 programmes en 1988 - 1989

pour ingénieurs, maîtres, DEA, DESS, IEP, médecins, pharmaciens, architectes et cadres d'entreprise

- Programme multinational à Paris, New-York et Tokyo
- Marketing et communication pharmaceutique
- Ingénieur d'affaires internationales
- Création, reprise et redressement d'entreprise.

sessions de recrutement
du 30/09 au 03/10 :

Institut Supérieur de Gestion
établissement libre
d'enseignement supérieur
8 rue de Lota 75116 Paris
☎ (1) 45 53 60 00

ISG

SUÈDE : malgré l'entrée des Verts au Riksdag

Les élections législatives consacrent la prééminence de la social-démocratie

STOCKHOLM
de notre envoyé spécial

Avec 178 sièges contre 151 pour les trois formations de l'opposition de centre droit et 20 pour les nouveaux venus du Miljö Partiet (Parti de l'environnement), la gauche social-démocrate et communiste sort sans égratoune des élections législatives du dimanche 18 septembre et continuera de disposer d'une majorité confortable au Riksdag.

Bien qu'ils réalisent leur score le plus bas depuis 1979, les sociaux-

et les communistes, qui veulent accélérer le calendrier de démantèlement des douze réacteurs nucléaires actuellement en service. Le référendum organisé sur cette question en 1980 prévoit la fermeture des centrales avant 2010.

Fait assez remarquable, alors que dans les pays européens où les écologistes sont représentés au Parlement, les voix des Verts viennent principalement de la gauche, en Suède, c'est, semble-t-il, le contraire qui s'est produit. Le succès du Parti de l'environnement s'est d'abord fait aux dépens des conservateurs de

aussi par le plus faible taux de participation au scrutin depuis vingt-huit ans : 86,4 % des inscrits ont voté.

Conservateurs et libéraux n'ont pas réussi apparemment à mobiliser leurs troupes. Ces partis ont été victimes par ailleurs de l'impressionnante machine électorale social-démocrate. Dans ses campagnes électorales, le parti - on pinche le mouvement, comme on l'appelle ici - peut en effet compter sur l'appui sans faille de la centrale syndicale LO et de diverses organisations de consommateurs, localitaires, retraités, élèves et handicapés, qu'il contrôle. Contrairement à ce que «affaires» et tous les «scandales» liés à l'enquête sur l'assassinat d'Olof Palme n'ont pas particulièrement ébranlé la social-démocratie ; peut-être seulement ont-ils poussé certains Suédois à s'abstenir dimanche.

Le redressement économique réalisé au cours des six dernières années avec l'aide précieuse d'une bonne conjoncture internationale, le faible taux de chômage (1,7 %) ont joué sans aucun doute en faveur du gou-

vernement ; de même que certaines promesses de réformes, les premières depuis douze ans, sur le congé parental qui sera porté de neuf à dix-huit mois, ou la possibilité pour les jeunes mères de famille de travailler six heures par jour pendant deux ans.

A défaut de grande vision d'avenir, pragmatisme, prudence, sérieux, sont les forces principales des sociaux-démocrates suédois qui maintiennent en gros leur position et représentent plus de 43 % de l'électorat. S'il le faut, ils n'hésitent pas à mener une politique économique qui ressemble comme deux gouttes d'eau à celle pratiquée par les libéraux ou les conservateurs depuis 1932. Ils ont gouverné le pays pendant cinquante ans au total, et presque toujours en minorité.

Au cours de la dernière législature, M. Ingvar Carlsson, le successeur d'Olof Palme, s'est appuyé au Parlement tantôt sur les voix communistes, tantôt sur les voix d'un ou plusieurs partis bourgeois.

ALAIN DEBOVE.

Un référendum local

Le vote anti-immigrés de Sjöbo

STOCKHOLM
de notre correspondant

87,5 % contre 22 % : avec ce vote sans ambiguïté, qui pourrait faire école ailleurs en Suède, les électeurs de la petite commune de Sjöbo, dans le sud du pays, ont exprimé leur refus de recevoir des réfugiés sur «leur territoire» et de se laisser imposer une politique décidée à Stockholm.

La décision de tenir un référendum local avait été prise en octobre 1987 par une seule voix de majorité lors d'un vote houleux du conseil municipal de Sjöbo, ville qui avait à se prononcer sur l'accueil d'une quarantaine de réfugiés. A Stockholm et dans le reste de la Suède, les réactions avaient été indignées.

La direction du Parti du centre s'était désolidarisée de ses représentants officiels à Sjöbo, qui avaient décliné cette campagne. Depuis, la commune de Sjöbo, devenue le symbole d'une «triste xénophobie», selon l'expression du ministre de l'Immigration, M. Georg Andersson, était divisée entre partisans du «oui» et partisans du «non» aux réfugiés.

Pendant la campagne, M. Sven Olof Olsson, l'agricul-

teur centriste à l'origine de l'affaire, avait parrainé un tract de huit pages, distribué dans tous les foyers, intitulé «Sjöbo, un exemple de démocratie» : un appel à profiter de l'occasion unique du référendum pour protester contre la politique actuelle en matière d'accueil des réfugiés, accusés d'être responsables de la récession économique du pays ainsi que du malaise des services hospitaliers.

Les résultats de ce référendum sont une «victoire de la démocratie», estimait dimanche M. Olsson. «Un résultat décevant, qui cause un tort considérable à la commune», déplore de son côté M^{me} Madeline Rame, membre conservateur du conseil municipal et présidente de la commission des affaires sociales.

Vendredi soir à la télévision, tous les chefs de parti, réunis pour une ultime table ronde avant le scrutin de dimanche, s'étaient prononcés pour le «oui» à Sjöbo. Un habitant de la population suédoise, disait-on, est d'origine étrangère : huit millions, coustait Bengt Westerberg, le leader libéral. Nous venons tous d'ailleurs.

FRANÇOISE NIÉTO.

TURQUIE

Le premier ministre menace de se retirer en cas d'échec au prochain référendum

Un référendum de pure routine, dimanche prochain 25 septembre, sur l'avancement de quatre mois des élections municipales, va-t-il entraîner la démission du premier ministre turc ? M. Özal a eu des accents gaullois pour annoncer, dimanche 18 septembre, que, «en fonction des résultats, il pourrait se retirer du gouvernement et de la vie politique». Il a accusé les vieux loups de la politique - les dirigeants de l'opposition - de conspirer tous à sa chute, pour ramener le pays au chaos qui a précédé le coup d'Etat militaire de 1980.

Réélu pour cinq ans en novembre 1987, avec une majorité de sièges frisant les deux tiers pour son parti, le Parti de la mère patrie (ANAP), M. Özal a immédiatement tenté de mettre en œuvre un impopulaire plan d'austérité visant à freiner une inflation que la visite de grands travaux et les investissements électoraux avaient porté à 78 %.

Pour les économistes qui l'entourent, deux ou trois années de vaches maigres auraient permis de redresser la situation, puis de retourner aux largesses préélectorales, avant d'affronter les élections législatives de 1992. A condition toutefois que la période d'austérité ne soit pas interrompue par l'échec constitutionnel fixé à février 1989 des élections municipales.

Le désir de M. Özal d'avancer ces dernières était renforcé par au moins deux facteurs : le premier, essentiel dans un pays où la température descend par endroits à 30 degrés en dessous de zéro, est d'ordre climatique ; après les rigueurs de l'hiver, les électeurs, touchés par les hauts prix des com-

bustibles, sont traditionnellement hostiles au gouvernement.

Le second est d'ordre politique : l'élection, en juin dernier, de M. Deniz Baykal, un ancien ministre de M. Bülent Ecevit, à la tête du premier parti d'opposition, le Parti populiste social-démocrate (PPSD), a fait de celui-ci une alternative enfin crédible à un gouvernement dont M. Özal lui-même avait attribué la victoire à «l'absence de tout autre choix». Le PSD aurait eu une bonne chance de victoire s'il avait eu jusqu'à février pour se préparer aux élections municipales.

Le premier ministre avait pensé pouvoir compter sur l'autre parti d'opposition, le Parti de la juste voix de M. Demirel (populiste conservateur), pour faire passer au Parlement un amendement constitutionnel lui permettant d'avancer la date des élections. Bien qu'ayant lui aussi tout à craindre d'une victoire du PSD aux municipales, M. Demirel a cependant préféré mettre M. Özal dans l'embarras en l'obligeant à avoir recours à un référendum.

Aussi bien les sociaux-démocrates que le Parti de la juste voix ont transformé ce référendum en un test du soutien à la politique économique et sociale du gouvernement. Tous les sondages donnent vainqueur le «non» à la proposition gouvernementale, avec, pour certains, moins de 30 % de «oui».

En ne précisant pas quel serait le critère de l'échec et de son éventuelle démission, M. Özal semble surtout vouloir limiter les dégâts et ne pas tomber trop en deçà de la barre des 36 % que son parti avait obtenus aux élections législatives de novembre 1986.

M.F.

EN BREF

• HONGRIE : fondation d'un mouvement d'intellectuels. — Le «Nouvel front de mars», mouvement d'intellectuels hongrois dont la création avait été décidée en décembre 1987, a annoncé, le 17 septembre, le début de ses travaux. Révisé à des personnalités choisies, le Nouveau front de mars, réunit des écrivains, des sociologues, des économistes et des journalistes de renom, et, comme l'indique l'un de ses membres, M. László, membre de la commission gouvernementale du plan, le critère d'adhésion est «l'acceptation du socialisme et du progrès par le moyen de réformes». Selon l'agence officielle MIT, l'objectif de ce mouvement consiste à «discuter des questions d'actualité concernant la société hongroise (...) et élaborer des propositions fondées sur ces débats» : un objectif qui ressemble fort à celui du Forum démocratique, mouvement démocratique indépendant depuis le 3 septembre dernier et qui réunit des intellectuels parmi lesquels l'on compte des membres de l'opposition dissidente. — (AFP.)

démontrer le caractère des forces sévères». Quant au désarmement conventionnel, seule l'obtention de «chiffres sérieux sur les forces adverses» permettront, selon lui, de mener avec succès les négociations avec les pays de l'Est. — (AFP.)

• URSS : manifestation autour d'une centrale nucléaire lituanienne. — Une opération «chaîne de vie», rassemblant plus de dix mille manifestants, était organisée le samedi 17 septembre autour de la centrale nucléaire d'Igarka, dans le nord de la Lituanie. Les manifestants exigeaient une expertise internationale avant la remise en marche de la centrale où l'incendie, d'ignoble, le 5 septembre, avait entraîné l'arrêt de deux réacteurs. Dimanche, le gouvernement lituanien décidait de saisir le conseil des ministres d'Union soviétique afin qu'une commission d'Etat réalise cette expertise. — (AFP.)

• ZAIRE : l'opposant Tshisekedi Wa Mulumba n'est plus en résidence surveillée. — M. Étienne Tshisekedi, dirigeant de l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS, opposition, intraitable), n'est plus en résidence surveillée et habite désormais avec sa famille, à l'indépendance, 17 septembre l'agence zairoise AZAP. Selon AZAP, M. Tshisekedi, jusqu'à assigné à résidence à Gbadolite (nord-ouest) a réintégré le Mouvement populaire de la révolution (parti unique au pouvoir), après avoir rencontré vendredi le président Mobutu Sese Seko, ce qui a entraîné sa mise en liberté. M. Tshisekedi avait été assigné à résidence en avril par le président Mobutu, qui l'avait qualifié d'«homme dangereux», souffrant de «troubles mentaux». — (AFP.)

Amériques

HAITI : le nouveau coup d'Etat

- Le général Avril se proclame président
- Son prédécesseur se réfugie à Saint-Domingue

Trois mois après avoir déposé le président Leslie Manigat, le général Namphy a été à son tour victime d'un coup d'Etat militaire, samedi 17 septembre, a porté le général Prosper Avril à la tête de l'Etat haïtien. Coudait dans la nuit de samedi à dimanche à l'aéroport — toujours fermé dimanche

soir — le général Namphy a trouvé asile avec sa femme et sa fille en République dominicaine. De source officielle, on a annoncé, dans la nuit de dimanche à lundi, la formation d'une gouvernance « civile », dont la composition devrait être rendue publique lundi.

PORT-AU-PRINCE correspondance

Bien qu'accompagnée de tirs prolongés d'armes de tous calibres, la prise de pouvoir s'est déroulée sans effusion de sang chez les militaires. Comme en juin dernier, les soldats ont tiré en l'air et aucune trace de combat n'était visible dans le palais national dimanche matin. Quatre personnes ont cependant été tuées dans le quartier populaire de la basse ville, où la foule s'est lancée à la poursuite de membres du commando qui avait assailli l'église Saint-Jean-Bosco une semaine plus tôt.

Plus encore que lors du putsch de juin, les sous-officiers et la troupe ont joué un rôle déterminant. Dans le premier communiqué annonçant le coup d'Etat, diffusé à la télévision nationale, dimanche à deux heures du matin, le sergent Joseph Heubaux a déclaré que le général Namphy avait été destitué par « les sous-officiers et les soldats de la garde présidentielle ».

Entouré de sans-grade, le général Avril a immédiatement confirmé, dans sa première adresse au pays, qu'il avait été porté au pouvoir par « les sous-officiers et les soldats, écœurés de la façon dont le pays est gouverné depuis le 7 février 1988 ». « Aux puissances amies et aux institutions internationales, je donne l'assurance formelle de respecter tout les engagements d'Haïti », a affirmé le général Prosper Avril d'une voix calme. « Les droits de l'homme seront garantis et le dialogue pour la réconciliation nationale à l'homme », a ajouté le nouvel homme fort d'Haïti.

Un appel qui a été suivi d'effets moins de douze heures après le coup d'Etat. Le général Prosper Avril a pris contact avec l'opposition démocratique par l'intermédiaire de M. Marc Bazin, ancien candidat contrainct à la présidence. Le résultat des négociations, qui ont abouti dans la nuit de dimanche à lundi, à l'annonce de la formation d'un gouvernement, pourrait cependant être troublé par un différend opposant le général Prosper Avril à certains sous-officiers et hommes de troupe. Il s'agit du sort à réserver au colonel Jean-Claude Paul, commandant du puissant bataillon des casernes Des-salines.

Dix-neuf revendications

Les sous-officiers ont présenté au nouveau chef de l'Etat un cahier de dix-neuf revendications, toutes acceptées, sauf une : la nomination de Jean-Claude Paul au poste de commandant en chef des armées. Cette exigence est difficilement acceptable par le général Avril, car sa satisfaction ruinerait les efforts de rapprochement avec Washington. Le gouvernement américain accuse le colonel Paul de coopter et a réclamé son extradition.

Mais le colonel a eu l'habileté de partager ses gains avec ses hommes, ce qui lui vaut une popularité certaine. Il a ouvert une école et des équipements sociaux pour ses soldats et aurait armé des groupes de partisans dans la région des Gonaïves (un des principaux ports du pays, à 170 kilomètres au nord de la capitale).

Entre les premières explosions de grenades qui ont marqué le début du coup d'Etat, samedi à 17 heures, et la proclamation télévisée du général Prosper Avril, neuf heures se sont écoulées au cours desquelles il a dû dissuader tant le sergent Joseph Heubaux que le colonel Jean-Claude Paul, de faire partie d'une junte militaire. Dès 22 heures, le général Avril était cependant en mesure d'appeler les ambassades des Etats-Unis et de France pour les assurer qu'il maîtrisait la situation.

En fait, les problèmes n'étaient qu'à moitié réglés, le colonel Jean-Claude Paul n'ayant toujours pas renoncé au commandement en chef de l'armée. Quelques heures après l'annonce du départ du général Namphy et de son principal allié des dernières semaines, Frank Romain, le redouté maire de Port-au-Prince (considéré comme l'instigateur du massacre de Saint-Jean-Bosco), la foule des bidonvilles s'est répandue dans les rues dans une ambiance qui n'était pas sans rappeler la liesse du 7 février 1986.

« San Hannan »

Armée de bâtons, scandant le nom d'Aristide — le père révolutionnaire qui dirigeait l'Eglise Saint-Jean-Bosco — plusieurs centaines de jeunes sont sortis des cahutes misérables de la Saline à la recherche de « san hannan » (criminel sans foi ni loi, en créole) qui s'étaient vantés à la télévision d'avoir participé à la tuerie de Saint-Jean-Bosco.

Sur le boulevard Desalines, un des tisseurs débraillés tente de faire reculer la foule à coups de revolver.



A cours de munitions, il est rejoint, frappé à coups de gourdin. La tension croît encore lorsqu'un groupe de cinq militaires se fraie sans ménagements un passage à travers la foule. Ils parviennent jusqu'au « san hannan » et après un temps d'hésitation le criblent de balles. La foule exulte et porte les soldats en triomphe avant d'incendier le cadavre.

« La grogne montait... »

Quelques heures plus tôt les résidences du général Namphy et de Frank Romain — réfugiés dans la nuit avec onze proches du général déchu à l'ambassade de la République dominicaine — ont été pillées et saccagées. Les défillements collectifs, après la vague de terreur des derniers jours, vont-ils se poursuivre ? L'établissement d'un gouvernement civil appuyé par les églises et les syndicats permettrait sans nul doute de limiter la violence. A l'exception du pasteur Sylvio Claude (ancien candidat populaire à la présidence qui se réclame de la démocratie chrétienne) et qui a dénoncé en Prosper Avril le retour

d'un « criminel duvalériste », tous les leaders de l'opposition ont réagi avec satisfaction.

Le Parti unifié des communistes haïtiens (PUCH) s'est le premier félicité que le coup d'Etat militaire « mette fin à une série sanglante ». Leader de l'opposition socialiste modérée, Serge Gilles se félicite que l'idée d'un « dialogue national incluant les secteurs conscients de l'armée » qu'il avait lancée il y a quelques semaines avec Marc Bazin soit reprise par le nouveau président. Les menaces de mort à son encontre s'étaient multipliées depuis une semaine et il ne cache pas que le coup d'Etat organisé par Prosper Avril lui permet de respirer à nouveau. « Ce coup d'Etat a tiré le pays du cauchemar. Je crois qu'il faut faire confiance au général Prosper Avril », affirme de son côté M. Gérard Gourgue, défenseur actif des droits de l'homme et ancien candidat présidentiel du Front national de concertation (gauche modérée).

Pour M. Gougeon, la tragédie de Saint-Jean-Bosco a été « la goutte qui a fait déborder le vase ». Dans le communiqué lu par le sergent Heubaux, les sous-officiers justi-

fient leur conduite « par le désir de relever le prestige du peuple haïtien avili par tant d'actes qui ont révolté la conscience du peuple et du monde international ainsi que celle des enrôlés des forces armées qui ne pouvaient plus marcher la tête haute ».

Avant l'incendie de l'église Saint-Jean-Bosco, les « militaires macoues », liés au général Namphy, avaient multiplié les actions violentes contre les mouvements de jeunes et de paysans dans les campagnes. « Depuis un mois la grogne montait tant au sein du gouvernement que dans l'armée contre le général Namphy, accusé de mener une politique suicidaire en coupant les ponts avec tout le monde à l'intérieur comme à l'extérieur », explique le responsable d'une organisation internationale. Avec plusieurs chefs militaires, dont le général Herard Abraham, ministre des affaires étrangères, le général Prosper Avril savait que l'isolement d'Haïti pouvait d'autant moins durer que la situation financière du pays est catastrophique.

JEAN-MICHEL CAROTT.

Le pari difficile de « l'intelligent » Prosper

Une fois encore, un coup d'Etat... Depuis l'indépendance, en 1804, une cinquantaine de dirigeants se sont succédés à la tête de la première République noire du continent. Plus de la moitié ont été assassinés ou contraints à l'exil. Jean-Claude Duvalier a quitté Port-au-Prince pour la France, il y a moins de trois ans. Leslie Manigat s'est réfugié au Venezuela, en passant par la République dominicaine, depuis presque trois mois. Le général Namphy suit le même chemin et trouve refuge à Saint-Domingue dans le même hôtel que son prédécesseur. Le Palais national haïtien héberge depuis dimanche son cinquième « président » en moins de trois ans.

Même si ce coup d'Etat n'a pas été sanglant, l'instabilité chronique de l'île des Caraïbes s'accompagne d'une violence toujours renouvelée, et la plus souvent annonciatrice de bouleversements. Massacres d'étudiants, élections dans un bain de sang, tueries de paysans, églises incendiées et fidèles égarés, surtout de sinistres jalons qui ont ponctué la vie haïtienne ces dernières années. Derrière ces défillements, une ombre plane en permanence. Celle des anciens du régime Duvalier, ces « macoutes » effrayés à l'idée de perdre pouvoir et privilèges.

C'est une autre classe de privilégiés qui avait une revanche à prendre, après le départ de l'ancien dictateur. Pour les militaires l'instauration d'un régime de transition — avec le conseil national de gouvernement présidé par le général Henri Namphy — avait renforcé l'unité d'une armée qui avait subi toutes les humiliations depuis son soutien au docteur François Duvalier. Après son élection en 1957, ce dernier n'avait eu de cesse de réduire leur pouvoir et divisé leurs rangs. Le fils du dictateur entretenait, lui, des rapports moins conflictuels avec l'institution militaire. Il avait rouvert l'académie militaire, fermée par son père, dès son accession au pouvoir.

Après la période de transition, l'organisation des élections se heurte cependant à ce renouveau du pouvoir militaire peu, enfin lui non plus à abandonner la direction des affaires et les avantages qui s'y rattachent. L'annulation des élections du 29 novembre ne fera que confirmer la volonté des militaires : s'assurer que le président civil « élu » ne remettra pas en cause leur existence et ne les réduira pas au silence comme Duvalier père.

Leslie Manigat fut un court moment cet homme là. Il se heurte pourtant bien vite à l'instabilité en tentant de jouer sur



les divisions réelles de l'armée. Le général Namphy tient encore ses hommes, même si le malaise se fait de plus en plus net entre la troupe d'un côté, et, de l'autre, les vieux gradés aux traitements et aux avantages découverts par leur présence au pouvoir.

Les mêmes jeunes sous-officiers qui sont allés chercher le général Namphy pour le pousser au coup d'Etat contre le président Manigat, se retournent aujourd'hui contre lui.

A leur tête, ils placent le général Prosper Avril. Un personnage ambigu et secret. L'homme, âgé de cinquante ans, est un officier qui a suivi la dernière session de l'académie mili-

taire en 1959, avant sa fermeture. Remarqué par François Duvalier, qui l'appelle « l'intelligent Avril », il deviendra très vite, par son habileté remarquée, un de ses proches. Jusqu'à être la garde du corps et le confident de Jean-Claude Duvalier. Après la mort de Papa Doc, il continuera à servir le fils, il se retrouvera un temps en disgrâce mais rejoindra très vite les coulisses du Palais national, où il a fait pratiquement toute sa carrière à la garde présidentielle.

C'est ce père de famille de trois enfants, marié à une infirmière du service de santé de l'armée, qui réglera le départ du dictateur du Palais national. Il n'aura ensuite qu'une modeste place dans le premier Conseil national de gouvernement (à la demande, dit-on, de Jean-Claude Duvalier lui-même), et il la perdra en raison de la pression populaire qui voit en lui le symbole même de l'ancien régime.

Avare de déclarations et d'un naturel plutôt réservé, il restera dans l'ombre du pouvoir comme inspecteur de la garde présidentielle, mais sera promu très vite général de brigade par le général Namphy lui-même, au moment de la destitution du président Manigat. Ses liens avec les Etats-Unis — où il a effectué plusieurs stages militaires et de nombreuses missions — peuvent faire penser que Washington, lésé par un général Namphy au nationalisme et à l'incompétence notoires, ne voit pas d'un mauvais œil arriver le nouveau chef de l'Etat.

Le difficile pari du général Prosper Avril s'inscrit dans cette histoire récente. L'homme proche de Jean-Claude Duvalier, qui bénéficie du soutien de la troupe et de certains jeunes cadres, semble vouloir tenter de réussir là où son prédécesseur a échoué : réconcilier l'armée et le pays, le pouvoir et la classe politique. Ce n'est pas le moindre paradoxe de ce coup d'Etat.

DENIS HAUTIN-GURAUT.

Trois ans d'instabilité

1986

7 FÉVRIER. — Départ en exil, en France, du président à vie Jean-Claude Duvalier, après plus de deux mois de troubles (50 morts et 133 blessés). Le général Namphy devient président d'un Conseil national de gouvernement (CNG) composé de quatre militaires et de deux civils.

9-10 FÉVRIER. — Le Parlement est dissous, le général Namphy annonce une nouvelle Constitution et des élections au suffrage universel direct.

FIN MAI - DÉBUT JUIN. — Série de manifestations antigouvernementales.

8 JUIN. — Annonce officielle d'élections législatives et présidentielle en novembre 1987.

1^{er} AOÛT. — Décret réglementant le fonctionnement des partis. Pour la première fois depuis cinquante ans, le parti communiste n'est pas exclu.

19 OCTOBRE. — Premières élections de l'Assemblée nationale pour désigner quarante et un constituants.

17-21 NOVEMBRE. — Grève générale à l'appel de cinquante-deux partis d'opposition pour obtenir le départ de CNG (trois morts).

1987

29 MARS. — Approbation par référendum du projet de Constitution qui entre en vigueur le 25 avril.

15 MAI. — Création du CEP (Conseil électoral provisoire), chargé d'organiser les élections et de former des représentants des divers secteurs de la population.

15-17 JUILLET. — Grève générale à l'appel des cinquante-sept organisations, qui réclament la démission du CNG et l'indépendance du CEP.

23 JUILLET. — Pris d'une centaine de paysans sont massacrés par un groupe armé près de la ville de Jean-Rabel (nord-ouest).

2 AOÛT. — Assassinat de Louis-Eugène Aché, fondateur et responsable du MOULIN (Mouvement démocratique de libération d'Haïti), et deux de ses proches.

13 OCTOBRE. — Assassinat à Port-au-Prince de Yves Volé, candidat démocrate-chrétien à la présidence.

29 NOVEMBRE. — Annulation des élections présidentielle et législatives, à la suite de massacres perpétrés à Port-

au-Prince, le matin du scrutin, faisant au moins 24 morts et 74 blessés.

1988

17 JANVIER. — Elections présidentielle et législatives, boycottées par l'opposition et l'Eglise. Leslie Manigat, cinquantenaire ans, universitaire, est élu président.

17 JUIN. — Crise entre le gouvernement et l'armée : le général Henri Namphy, commandant de l'armée haïtienne, est mis à la retraite par le président Manigat, à la suite de transferts d'officiers décidés à l'insu du président Manigat. Namphy est assigné à résidence.

NUIT DU 19 AU 20 JUIN. — Le général Namphy destitue le président Manigat, qui est conduit en exil à Saint-Domingue. Le nouveau gouvernement, présent le 20, est uniquement composé de militaires alors que les Etats-Unis condamnent le renversement du gouvernement civil.

10 SEPTEMBRE. — Massacre au cours d'une messe dominicale dans l'église de Saint-Jean-Bosco, à Port-au-Prince, (11 morts et au moins 70 blessés).

LE PREMIER ATLAS POLITIQUE DU XX^e SIECLE

A travers un réseau serré de cartes historiques et politiques, économiques et démographiques, la mise en scène, la mise à nu et la mise en perspective des bouleversements majeurs du XX^e siècle. Une radiographie révélatrice et spectaculaire des grands mouvements du monde depuis 1900.

Plus de 300 cartes en couleurs. Couverture cartonnée souple. 195 F

Editions du Seuil

هكذا من الأصل

Proche-Orient

Incidents entre les autorités turques et les réfugiés kurdes d'Irak

ISRAËL Regain de violence en Cisjordanie et à Gaza

JÉRUSALEM
de notre correspondant

Chronique désormais « banale » du soulèvement dans les territoires occupés : deux morts, une quarantaine de blessés par balles et des dizaines de milliers de personnes de nouveau soumises au couvre-feu. Au moment où des responsables israéliens annoncent avoir démantelé certains des cercles dirigeants du soulèvement, le week-end en Cisjordanie et à Gaza a été un des plus « chauds » enregistrés depuis plusieurs semaines.

Dimanche soir, une partie des quelque six cent cinquante mille résidents de la bande de Gaza ont été de nouveau consignés à domicile : en Cisjordanie, une demi-douzaine de camps de réfugiés restaient placés sous couvre-feu et de nombreux secteurs étaient interdits à la presse. La physionomie des territoires ne différait pas sensiblement, en cette mi-septembre, de la situation qui prévalait l'hiver dernier. Cela n'a pas empêché le conseil des ministres d'observer avec satisfaction que le « retour au calme » se confirmait dans les territoires.

La journée du samedi 17 septembre a été la plus violente, avec des incidents à peu près dans toute la Cisjordanie, de Jérusalem à Naplouse, et qui furent tout aussi étendus dans la bande de Gaza. A la grave générale, déclenchée à la fois par la direction unifiée du soulèvement (UOLP) et par le mouvement islamiste Hamas, s'était ajouté un appel à la mobilisation pour commémorer le sixième anniversaire des massacres de Sabra et Chatila. Scénario habituel : des groupes de jeunes Palestiniens sont descendus dans la rue pour dresser des barrières de pneus enflammés et attaquer les patrouilles de l'armée à coups de pierres.

Souvent disséminés, isolés dans un quartier ou à l'entrée d'un camp, parfois peu spectaculaires, les accrochages n'en ont pas moins été meurtriers. Dans le nord de la Cisjordanie, à Jeïnin, un Palestinien a été mortellement blessé par les tirs des soldats ; un autre a été tué d'une balle en plein cœur près de Ramallah. Au camp d'Al Amar, au nord de Jérusalem, les soldats ont fait face à des dizaines de manifestants ; un garçon de treize ans a été grièvement touché à la tête. A Gaza, des sources palestiniennes et israéliennes ont annoncé qu'un enfant de onze ans avait été atteint par un tir en pleine poitrine et se trouvait dans un état très grave.

Incidents aussi à Kalkiya (au nord-est de Tel-Aviv, sur la « ligne verte »), où les autorités ont immédiatement redéclaré le couvre-feu qu'elles venaient juste de lever dans cette ville, après y avoir procédé à plus d'une centaine d'arrestations. Des accrochages avaient eu lieu simultanément dans le camp de Ein-Al-Mata, près de Naplouse, que le *Jerusalem Post* relatait en ces termes : « Ce furent, selon des sources locales, les plus graves affrontements depuis le début du soulèvement, avec des soldats qui sont allés de maison en maison frapper les hommes, les femmes et les enfants. (...) Six personnes ont été blessées, dont une femme de cinquante ans et un jeune homme de dix-neuf ans, qui souffre de fracture au crâne, provoquée par les balles en caoutchouc tirées à courte distance ».

Parmi les quarante blessés de la journée du samedi, beaucoup auraient été atteints par les nouveaux projectiles en plastique — plus durs que les balles en caoutchouc — utilisés depuis peu par l'armée israélienne dans les territoires.

ALAIN FRACHON.

S'ils n'ont pas été en mesure de confirmer ou d'infirmer que l'armée irakienne ait utilisé des gaz de combat contre le Kurdistan, des journalistes étrangers invités dans la région par les autorités de Bagdad ont pu constater qu'un grand nombre de villages et de hameaux kurdes ont été rasés, sur une large bande de territoire, entre les frontières irakienne et syrienne.

Cette destruction des villages kurdes dans le nord de l'Irak et le regroupement de la population dans d'autres centres d'habitation s'inscrivent, selon un haut officiel irakien, dans le cadre d'un « programme de regroupement des Kurdes », entrepris « il y a quelques années » par les autorités de Bagdad. Ce programme, a-t-il dit, est « déjà terminé ». La bande de territoire, concernée par le programme de regroupement, est, selon des estimations officielles, de 100 kilomètres de large, et longe sur 200 kilomètres la frontière turque et sur 100 kilomètres la frontière iranienne.

DIYARBAKIR
de notre envoyé spécial

Des incidents ont opposé, samedi 17 septembre, aux alentours d'Inès, dépendance du Kurdistan turc, les *peschmergas* (combattants) irakiens se sont emparés du sous-préfet et du maire de la ville présents dans le camp, ne les relâchant qu'après la libération de deux de leurs camarades. Les réfugiés des deux camps, distants de 20 kilomètres, ont ensuite boycotté les repas en signe de protestation. A la suite de ces

incidents, ces deux camps ont été provisoirement fermés à la presse.

Cette inquiétude des autorités sur la présence possible d'éléments du FKPK parvint à se concrétiser à Bagdad, où les réfugiés kurdes ont été convoqués après la remise de leurs armes aux autorités par les *peschmergas*. Les affrontements d'Erzincan, qui ont fait vingt morts dans une région très éloignée de la frontière lors de l'arrivée des réfugiés, « sont sans rapport » avec celle-ci, selon le gouverneur des neuf provinces soumises à l'état d'urgence. M. Kozakçioğlu nous a répété ce que les *peschmergas* tiennent à souligner, à savoir qu'il n'y a pas d'accord entre le Parti démocratique du Kurdistan irakien (PDKI) et le FKPK. Certains réfugiés du camp de Diyarbakir n'hésitent pas, dimanche, à évoquer la responsabilité d'« agents irakiens » dans le déclenchement des incidents de Yaksekova.

La « cité des tentes » de Diyarbakir, l'un des quatre camps, est restée ouverte dimanche, malgré une méfiance croissante des autorités devant l'agitation qui s'empara du camp à l'arrivée des journalistes étrangers et qui s'est transformée en manifestation de soutien au PDKI et à son dirigeant, M. Massud Barzani, lors de la visite du premier ministre, M. Turgut Ozal, vendredi dernier. Les réfugiés interrogés ont vigoureusement démenti les informations parues dans un journal turc et faisant état d'« avertissements » des autorités à la suite de cette manifestation.

Panique
et exode

Par ailleurs, une liste de vingt et un villages du Kurdistan irakien, qui auraient été bombardés à l'arme chimique dans la région de Zakho,

est vite remise au visiteur, mais les morts et les blessés ayant été « abandonnés sur place », on ne peut rencontrer de victimes dans le camp : c'est la constatation à laquelle était arrivée l'équipe de Médecins du monde, et qui ne préjuge pas de l'utilisation ou non, dans certaines régions de l'Irak, comme ce fut le cas à Halabja, en mars dernier, de l'arme chimique entraînant un mouvement de panique et d'exode.

Aussi bien, le problème essentiel est-il aujourd'hui celui de l'avenir des quelque mille réfugiés à l'approche de l'hiver. « C'est au parti de décider. Nous attendons ses directives et suivrons toute proposition venant de sa direction et sur laquelle sera d'accord le gouvernement turc. » Pas question de retourner se soumettre au régime irakien : six réfugiés seulement l'auraient fait jusqu'à maintenant. En revanche, selon la presse, deux mille trois cents personnes du camp d'Uzunir, près de Yaksekova, ont gagné l'Irak à leur propre demande. Selon les « *peschmergas* » de Diyarbakir, « personne n'y a été envoyé contre son gré ».

Resentiment
contre l'Occident

Derrière les professions de foi, on s'interroge : d'ici moins de deux mois la « cité des tentes » sera invivable pour ses quelque mille habitants. Des trois cent quatre-vingt-douze à la télévision pour suivre les Jeux olympiques de Séoul, les autorités turques ont rapidement fait le nécessaire et même une partie du superflu. Mais les réfugiés eux-mêmes appuient instamment la demande du premier ministre d'une aide internationale, « par n'importe quel moyen » : loin du groupe, certains s'interrogent sur les contingents que

les pays européens seraient prêts à accueillir.

Unis aux autres réfugiés dans leur dénonciation du régime irakien, une croix tatouée sur le poignet, de jeunes chrétiens de rite chaldéen parmi les cinq cents — dont un prêtre — que compte le camp, souhaitent que l'Occident traduise autrement qu'en paroles sa solidarité en leur accordant le droit d'asile. Une mission de la Croix-Rouge internationale, qui s'est déclarée incompétente pour une enquête sur l'utilisation d'armes chimiques, est arrivée dimanche à Ankara pour étudier avec le Croissant-Rouge turc les possibilités d'aide aux réfugiés.

A défaut de marques d'appréciation du « geste » de la Turquie qu'on aurait souhaitée ici, la participation occidentale au fardeau que constituent les réfugiés apaiserait des ressentiments de plus en plus souvent exprimés en Turquie.

L'opinion ne comprend pas que l'Occident semble ignorer les agissements irakiens pour ne s'attacher qu'au refus par la Turquie de la mission d'enquête de l'ONU. Surtout, elle ressent comme une profonde injustice les commentaires de la presse, en France en particulier, et la proposition de séminaires américains, selon laquelle les malheurs des Kurdes irakiens seraient le résultat de la non-existence de l'Etat kurde préexistant sur le territoire turc dans le cadre d'un démembrement total de l'Anatolie par le traité de Sévres de 1920.

Elle est prête à voir dans ces propos, tenus « au moment où la Turquie fait de son mieux pour aider les Kurdes », une menace pour l'intégrité de la république, dont le territoire a été défini par le traité de Lausanne qui a rendu caduques, en 1923, après la guerre d'indépendance, les dispositions de celui de Sévres.

MICHEL FARRÈRE.

Diplomatie

La fin de la visite de M. Dumas en Tchécoslovaquie

La nouvelle politique à l'Est de la France cherche son langage à propos des droits de l'homme

PRAGUE
de notre envoyée spéciale

« L'occasion m'a été donnée, ici et là, de rappeler l'attachement de la France aux droits de l'homme et aux libertés », a affirmé M. Roland Dumas, samedi 17 septembre à Prague, lors de la conférence de presse par laquelle il achevait sa visite officielle de trois jours en Tchécoslovaquie. C'est sur ce terrain, où les convictions proclamées par la France semblaient ces dernières années faire obstacle à des relations diplomatiques plus intenses avec les pays socialistes, que l'on guettait le ministre des affaires étrangères, censé donner à Prague le coup d'envoi d'une nouvelle politique à l'Est de la France.

M. Dumas avait consacré une partie de la matinée de samedi à s'entretenir, autour d'un petit déjeuner à l'ambassade de France, avec deux représentants du mouvement de la Charta 77, Petr Uhl et Milos Hajek, un prêtre interdit de sacerdoce, Vaclav Malý, et l'ancien ministre des affaires étrangères de Dubcek, M. Jiri Hajek. De cette rencontre il retint deux choses : d'une part, qu'elle constituait « une première », d'autre part, que ces hommes lui avaient fait part de « des améliorations qu'ils ont eux-mêmes constatées ». Sans considérer que la faculté de déjeuner dans une ambassade change la vie de ces dissidents, force est de supposer que le résumé fut quelque peu flatteur.

Scepticisme
partagé

On sait en effet que ces hommes, ou ceux qui défendent les mêmes valeurs, sont toujours aux prises dans ce pays avec les barbelés de la police. Et même si divers mouvements, écologistes, pacifistes, religieux surtout, ont pu éclore en Tchécoslovaquie ces dernières années, des exemples récents de répression montrent que ce pays est loin d'avoir opéré son *aggiornamento* en matière de libertés. Qui plus est, les dissidents conviés à l'ambassade sont de ceux qui doutent que les dirigeants tchécoslovaques, artisans de la normalisation, soient en mesure d'accepter aujourd'hui ce qu'ils ont rejeté il y a vingt ans : scepticisme partagé, aux dires du premier ministre, M. Strougal, par une large partie de la jeu-

nesse de ce pays. M. Dumas était plus à l'aise pour rendre compte de son entretien de samedi avec le cardinal Tomasek, précisément parce que ce dernier est plus optimiste quant aux possibilités d'évolution de la situation pour ce qui le concerne, à savoir l'Eglise. Le fait que deux évêques aient pu être nommés récemment par le Vatican, le fait qu'une rencontre soit envisagée entre le Saint-Siège et un représentant du gouvernement, sont les signes, encore timides mais porteurs d'espoir, d'une ouverture à laquelle le fort courant de renouveau religieux contraint les autorités tchécoslovaques.

La nouvelle politique à l'Est de la France paraît en tout cas hésiter sur le chapitre des droits de l'homme entre le parti de la discrétion et le souci de désamorcer à l'avance des critiques sans doute inévitables mais qu'elle n'en redoute pas moins. Elle semble chercher encore sinon sa conférence, du moins son « emballage ». De cette gêne témoigne, entre autres, le fait que le ministre, empruntant au nouveau vocabulaire français, n'ait désigné les invités de l'ambassade que comme « des représentants de la société civile ».

L'économie
suitra

La journée de vendredi, hormis la visite au site d'Austerlitz et au château voisin dans lequel Napoléon séjourna après la bataille, avait été exclusivement consacrée aux questions économiques. Au cours de sa visite à la Foire de Brno, M. Dumas était accompagné par trois ministres tchécoslovaques (ceux des affaires étrangères, du commerce, de l'industrie), ce qui manifeste l'intérêt que les autorités de ce pays portent à cet aspect de leurs relations avec la France.

Elles comptent notamment sur l'appui de Paris pour faire avancer la négociation en vue d'un accord avec la CEE sur le modèle de celui qui, depuis quelques semaines, lie la Hongrie à la Communauté.

Au plan bilatéral, on souhaite de part et d'autre une intensification des échanges. Le mouvement a été amorcé ces derniers mois par la création de la première société mixte franco-tchécoslovaque dans le secteur de la construction hôtelière et par l'échange de missions à haut niveau dans les domaines du gaz, de

la banque, de l'énergie électro-nucléaire et de l'automobile. Rien n'a encore été finalisé. M. Dumas a indiqué que la décision finale concernant le contrat qui, si elle l'emporte, permettrait à la firme française Citroën d'équiper en moteurs les voitures Skoda serait prise avant la fin de l'année. Il a insisté samedi, comme il l'avait fait la veille devant les exposants français de la Foire de Brno, sur le fait que l'accroissement des échanges déconstruit de l'intensification des relations politiques.

A cet égard, M. Dumas a relevé comme une anomalie le fait qu'aucun président ou chef de gouvernement français n'ait jamais visité la Tchécoslovaquie depuis la création de ce pays en 1918 et affirmé, sans préciser de date, qu'elle serait prochainement corrigée.

CLAIRE TRÉAN.

CORÉE DU NORD

Pyongyang
critique vivement
la Hongrie

La Corée du Nord a qualifié lundi 19 septembre la décision de la Hongrie d'établir des relations officielles avec la Corée du Sud d'« acte lâche et honteux ». Dans un commentaire, le quotidien du PC, *Rodong Shinmun*, écrit : « La décision de la Hongrie est vraiment une surprise inimaginable du point de vue révolutionnaire, un acte lâche et honteux qui foule aux pieds la conscience élémentaire et la foi des communistes. En trahissant son vieux ami socialiste et en s'accordant avec un laquais de l'impérialisme, la Hongrie a abandonné le point de vue élémentaire et l'obligation morale des communistes. Cette « banqueroute politique et morale » vient du fait que la Hongrie a été « corrompue par des dollars (...) et sert désormais l'impérialisme américain ». — (UPI).

[La réaction de Pyongyang est d'autant plus violente que le maréchal Kim Il Sung avait envoyé le mois dernier l'un de ses deux fils comme ambassadeur à Budapest. L'autre étant son successeur désigné. Cette démarche de dernière minute visait à briser la norme établie avec Séoul, qui risque d'être suivie par d'autres pays du bloc soviétique.]

L'élection présidentielle dans l'impasse

Le veto des chrétiens libanais



(Suite de la première page.)

Pour une fois unanimes, le président Amine Gemayel, le patriarche maronite, l'armée et le milieu chrétien des Forces libanaises (FL) ont dit non au candidat syro-américain, M. Michael Daher, avocat de soixante ans, originaire de Koubeiate, député du Akkar (Liban nord), dont le nom avait déjà été avancé par la Syrie aux premiers jours du mois d'août. A l'époque, les FL avaient déjà mis leur veto sur ce candidat, jugé par elles trop proche de la Syrie. Elles l'ont renouvelé dimanche soir.

C'est sur le thème du refus d'un candidat désigné par l'extérieur, en l'occurrence Damas et Washington, que s'est exprimé le « non » de l'Est politique chrétien. La plus dure et sans doute la plus surprenante des réactions est venue du commandant en chef de l'armée, le général Michel Aoun, qui a dénoncé cet accord en affirmant : « L'armée, de par son serment de préserver la souveraineté du Liban et son système parlementaire démocratique libre, ne peut que refuser le principe de la désignation » par les Etats-Unis et la Syrie du président libanais.

L'attitude américaine a quelque peu ébranlé le camp politique chrétien, qui ne s'attendait pas à se retrouver tout à la fois face à Damas et à Washington. On indique de bonne source que M. Murphy a fait savoir à ses interlocuteurs que l'accord syro-américain sur le nom de M. Daher était le maximum de ce qu'il avait pu obtenir, dans la mesure où la Syrie avait accepté, d'une part, de retirer « son » candidat, M. Soleiman Franjé — ami personnel du président Assad, qui l'a reçu et gardé à déjeuner dimanche, —

d'autre part, de repousser au-delà de l'élection la question des réformes politiques du système libanais, et, enfin, dans la mesure où le candidat désigné s'était engagé à former un gouvernement incluant toutes les tendances politiques.

Daher
ou le chaos...

Surtout, M. Murphy, qui a passé la journée de dimanche à Beyrouth avant de s'envoler pour Chypre, après s'être notamment entretenu avec M. Gemayel et le patriarche maronite, Mgr Nasrallah Sfeir, aurait dit à ses interlocuteurs, transmettant tout à la fois, sans doute, les sentiments de Damas et les siens : « C'est Michael Daher ou le chaos. Si vous refusez, débrouillez-vous tout seuls ».

Que peut-il se passer maintenant ? Tandis que M. Gemayel s'est longuement entretenu, dimanche soir, avec le chef des Forces libanaises, M. Samir Geagea, le patriarche maronite, prenant l'initiative, convoquant pour

lundi un synode des archevêques et patriarches catholiques qui devait précéder, toujours au patriarcat, une réunion de députés auxquels on prête l'intention de s'entendre sur le nom d'un candidat qui pourrait être opposé à M. Daher.

Reste aussi la question de savoir quand M. Gemayel nommera un gouvernement de transition — dénoncé comme « partitionniste » par les alliés de Damas — et appelé à diriger l'exécutif dans le cas où l'élection ne pourrait avoir lieu dans le délai constitutionnel.

De nouveau en état de crise, le « pays chrétien » serre les rangs, mais la Syrie a réussi le tour de force de mettre de son côté ceux que les chrétiens considéraient comme leur meilleur allié et dont ils avaient fait leur intermédiaire à Damas, les Etats-Unis.

Washington verra-t-il ses efforts récompensés en récupérant trois de ses otages ? Il est certes trop tôt pour l'affirmer, mais dimanche, et pour la deuxième fois en trois jours, le « Jihad islamique » pour la libération de la Palestine s'est manifesté en retirant son offre de libérer MM. Robert Polhill, Alan Steen et Jesse Turner, ainsi que leur collègue indien, détenteur d'une carte de résident permanent aux Etats-Unis, M. Mithileswar Singh, contre une attitude positive des Etats-Unis face au soulèvement palestinien dans les territoires occupés. Une condition si vague qu'elle permet beaucoup d'interprétations.

FRANÇOISE CHAPPAUX.

● Le Liban sur Minitel. — En tapant 3614 RJ Liban, on peut désormais obtenir des informations culturelles, économiques ou politiques (spécialement présidentielle) sur le Liban et la diaspora libanaise. C'est une initiative du Rassemblement de la jeunesse libanaise en France, boîte postale 305, 75285 Paris Cedex 06.

ABONNEZ-VOUS RÉABONNEZ-VOUS

LE MONDE ET SES PUBLICATIONS

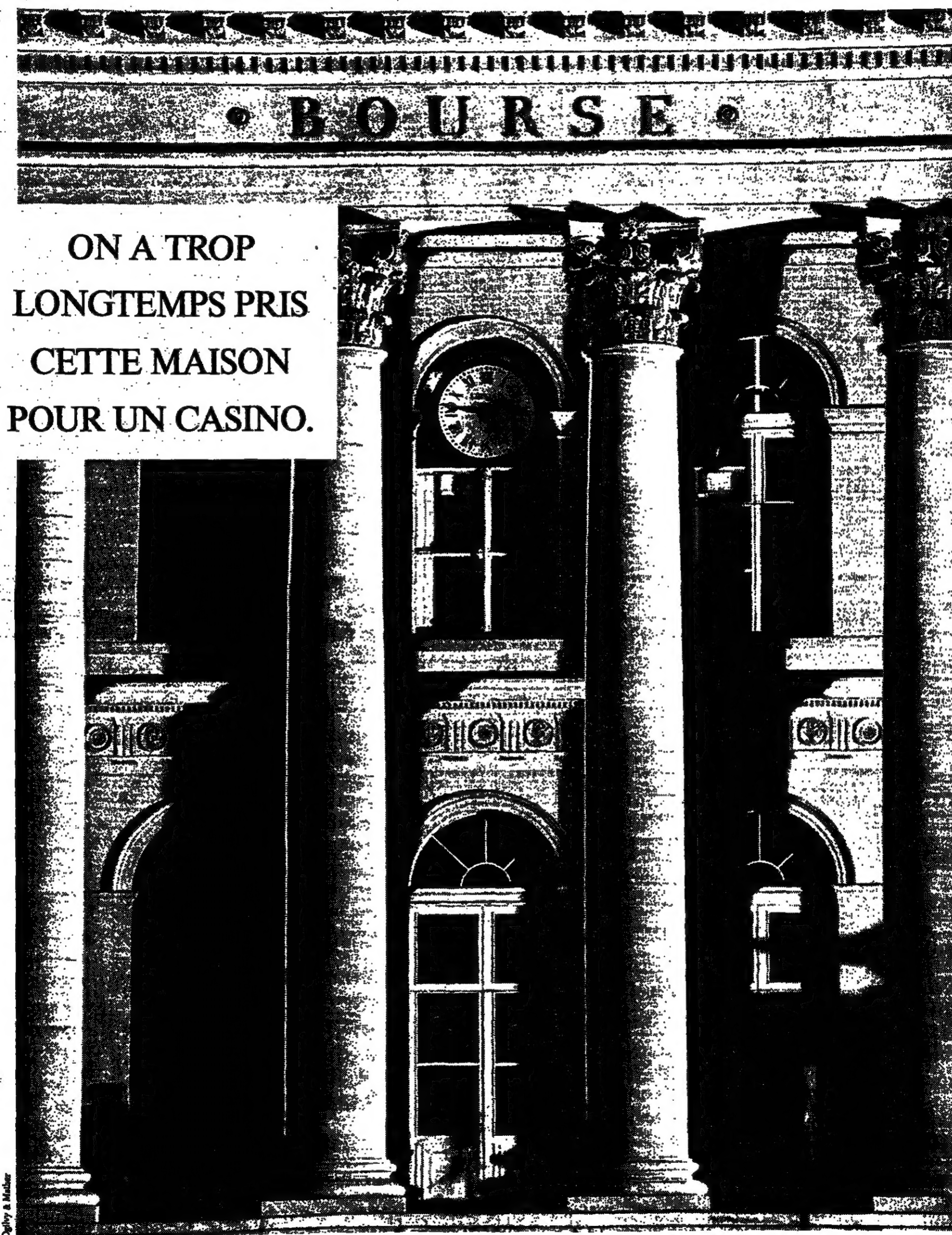
Gérez vos abonnements sur minitel
24 heures sur 24 - 7 jours sur 7

ABONNEMENTS

36.15 LE MONDE

...turques
...d'Irak

...libanais



ON A TROP
LONGTEMPS PRIS
CETTE MAISON
POUR UN CASINO.

Dans le Groupe Robeco, l'argent n'est certainement pas un jeu. Et surtout pas un jeu de hasard.

Investir est un métier, un métier qui demande de plus en plus de connaissances, d'expérience et tout simplement de talent. Le Groupe Robeco, fondé en 1929 aux Pays-Bas, est aujourd'hui le premier organisme privé européen d'investissements boursiers. Il gère plus de 100 milliards de francs que lui confient des centaines de milliers d'investisseurs privés et institutionnels dans le monde entier.

L'originalité du Groupe Robeco s'exprime par sa diversité : ce sont quatre sociétés de portefeuille, distinctes, à caractère international. Elles sont toutes cotées en Bourse : Robeco, à l'origine de la création du Groupe, est constituée d'actions d'entreprises internationales dont la pérennité est reconnue. Rolinco investit également en actions mais est orientée vers les secteurs de pointe. Rorente investit en obligations internationales, essen-

tiellement des emprunts d'Etat. Rodanco se consacre aux investissements immobiliers commerciaux dans le monde entier. Les résultats du Groupe témoignent de ses bonnes performances en toutes circonstances et en font l'un des placements les plus sûrs à moyen et long terme. Aujourd'hui, le Groupe Robeco vous propose d'investir directement en ouvrant un Compte d'Actions auprès de sa filiale Robeco France.

Pour bénéficier de l'expérience internationale du Groupe Robeco, envoyez votre carte de visite à Robeco France, 16 place de l'Iris - Cedex 13 - 92082 Paris la Défense 2. Composez sur votre minitel 36-15 Code CD puis ROBECCO ou téléphonez au (16-1) 49.00.33.44. Des spécialistes attendent votre appel.

GROUPE ROBECCO
1^{er} INVESTISSEUR PRIVÉ EUROPÉEN

هكذا من الأصل

Asie

BIRMANIE : le retour de l'armée

Le pays semble plongé dans la guerre civile

BANGKOK

de notre envoyé spécial

Chef d'état-major général des forces armées depuis 1985 et ministre de la défense depuis deux mois, le général Saw Maung passe pour être le bras droit du général Sein Lwin, qui avait succédé à M. Ne Win fin juillet et avait été contraint de démissionner le 12 août après la répression sanglante — on parle d'un millier de morts — de manifestations antigouvernementales à Rangoun. Il a indiqué dimanche que l'armée avait repris le pouvoir pour empêcher la formation du gouvernement intérimaire réclamé par l'opposition et pour sauver le BSPP, le parti unique, dont les manifestants réclamaient la disparition. Selon Radio-Rangoun, le Comité pour la restauration de la paix qu'il préside comprend dix-huit autres membres, dont les trois chefs des trois armées, neuf commandants de région et le chef des services de renseignement.

Aussitôt, Rangoun a été le théâtre de manifestations de colère spontanées. Des hommes ont abattu des arbres pour couper le chemin aux patrouilles militaires. La foule a convergé vers les lieux habituels de rassemblement, notamment à proximité de l'ambassade américaine et de l'hôpital général. Des coups de feu ont été entendus. En début de soirée, la diffusion par la télévision du message du général Maung a été accueillie par un concert de casseroles. Les nouveaux ordres des militaires ont été déobés sur le champ, les gens annonçant qu'ils ne reprendraient pas le travail et appelant à une grande manifestation pour lundi.

La confusion la plus totale a régné dans la nuit de dimanche à lundi. Des témoins ont rapporté plusieurs explosions en ville. On ignorait le sort de M. Maung Maung, premier chef d'Etat depuis 1967, dont

le gouvernement n'a pas tenu un mois. Personne ne pouvait alors dire si des arrestations avaient eu lieu. Selon certaines sources, la direction du mouvement étudiant — plus d'une centaine de jeunes — serait passée dans la clandestinité. Tard dans la nuit, aucune des quatre personnalités les plus en vue de l'opposition — U Nu, M^{re} Aung San Suu Kyi, les anciens généraux Aung Gyi et Tin U — n'avait pu être contactée à partir de Bangkok.

Laisser « pourrir » la situation

La semaine dernière, alors que les manifestations se poursuivaient, notamment dans les rues de Rangoun, des tractions en vue de la formation d'un gouvernement intérimaire s'étaient poursuivies. En accord avec MM. Aung Gyi, Tin U et M^{re} Aung San Suu Kyi, étudiants et bonzes avaient maintenu une forte pression de la rue sur le gouvernement dans l'espoir que ce dernier finirait par démissionner. Les dirigeants de l'opposition avaient, d'un commun accord, décidé de ne pas s'en prendre à l'armée, pour éviter à tout prix de lui donner l'occasion — ou le prétexte — d'intervenir.

Mais, en fin de semaine, les services d'ordre des bonzes et des étudiants — remarquablement disciplinés — avaient évité de justesse deux graves incidents avec les militaires. Vendredi, les bonzes et l'ancien général Aung Gyi avaient dû s'interposer pour éviter qu'une manifestation ne dégénère devant le ministère de la défense. Samedi, les bonzes avaient dû déguiser en manifestation une trentaine de soldats en faction au ministère du commerce pour leur sauver la vie.

Ces efforts ont, de toute façon, échoué. Selon certaines sources, depuis la levée de la loi martiale par M. Maung Maung, le 24 août, des généraux auraient décidé de laisser

le pire est arrivé en Birmanie. Peu après l'annonce, dimanche 18 septembre, de la reprise du pouvoir par l'armée, des manifestants sont descendus dans les rues de Rangoun pour y ériger de nouvelles barricades. Des tirs sporadiques d'armes ont été entendus dans plusieurs points de la capitale, où les soldats ont repris leurs patrouilles pour la première fois depuis un mois.

Un homme du général Ne Win, le général Saw Maung, a annoncé, dans un message radiodiffusé en milieu d'après-midi, que l'armée assumerait le pouvoir jusqu'à la tenue d'élections générales. S'exprimant en tant que président d'un comité pour la restauration de la paix, qui comprend les principaux chefs de l'armée, le général Saw Maung a décrété un couvre-feu nocturne et interdit tout rassemblement de plus de quatre personnes. Il a ordonné aux grévistes de reprendre le travail au plus tard le 26 septembre, faute de quoi, ils seront licenciés.

« Pourrir » la situation en vue d'une reprise en main. Voilà six semaines maintenant que le pays est paralysé par la grève de la fonction publique et les débrayages dans les entreprises d'Etat. Des militaires auraient calculé qu'en coupant le ravitaillement des villes, ils pourraient venir à bout de la résistance de la population.

Si tel est le pari de l'entourage du général Ne Win, il ne tient pas compte de l'exaspération d'une population au bout du rouleau. Le sang a déjà abondamment coulé au moins à trois reprises, en mars, juin et août. La population s'est armée de lances et de frondes équipées de flèches meurtrières. Des armes à feu auraient également été récupérées par des mouvements insurrectionnels. Depuis la levée de la loi martiale, chaque avertissement du gouvernement a provoqué des manifestations monstres. Enfin, à plusieurs reprises, l'armée a dû reculer devant des manifestants offrant leur poitrine ouverte aux soldats, enfants et bonzes en tête.

Une ultime tentative

Certes, dans ce qui paraît être une ultime tentative pour imposer leur autorité, les fidèles du général

Ne Win — tout officier supérieur doit sa carrière à l'ancien dictateur — ont, sans doute, tenté d'assurer leurs arrières. Les principaux commandants sont représentés au sein du Comité pour la restauration de la paix, si l'on en croit la radio. Le communiqué du général Saw Maung promet l'établissement du multipartisme et des élections générales, une fois « la loi et l'ordre » rétablis. Le scrutin ainsi promis — mais dans un délai non fixé — doit même être placé sous le contrôle de la commission électorale désignée le 11 septembre et dont, il est vrai, trois des cinq membres sont censés avoir démissionné la semaine dernière, faute de pouvoir remplir leur tâche.

Si l'armée a maintenant son unité en se retirant du devant de la scène le 12 août, il est cependant difficile de tabler sur son homogénéité maintenant qu'il s'agit d'interdire, apparemment à n'importe quel prix, toute manifestation. Si les unités d'élite sont recrutées à l'échelon national — et donc censées être les plus disciplinées — les commandants de région recrutent sur place et peuvent moins compter sur leurs troupes pour tirer sur la foule. En outre, la brutale répression dont Rangoun a été le théâtre du 8 au 12 août avait provoqué de sérieuses

altercations entre officiers supérieurs, souvent eux-mêmes parents d'étudiants.

Ce que les personnalités de l'opposition voulaient éviter — un affrontement entre le mouvement populaire et l'armée — semble désormais possible. Le général Saw Maung a entendu prévenir « une détérioration supplémentaire de la situation dans le pays ». En d'autres termes, il a mis fin aux reculs de M. Maung Maung, qui avait même annoncé, vendredi, le sabotage de fait du parti unique, après avoir accepté le multipartisme et des élections générales. Le noyau le plus dur d'une hiérarchie militaire qu'on disait hésitante a donc devancé les événements, imposant en fait accompli aux généraux d'activer les plus modérés.

Le risque ainsi pris est énorme car le groupe du général Ne Win, revenu ainsi en première ligne, ne peut plus faire preuve de la moindre faiblesse s'il veut s'imposer. Les vagues précédentes de répression par l'armée — plusieurs milliers de victimes en tout — n'ont pas découragé un soulèvement auquel adhèrent presque toutes les franges de la population. Le scénario le plus tragique est donc en train de se réaliser. Avant 1962, la Birmanie était le pays le plus riche d'Asie du Sud-Est. Après un quart de siècle de dictature militaire, ce pays, ruiné, déjà aux prises avec des insurrections armées sur ses frontières, semble plongé dans la guerre civile.

JEAN-CLAUDE POMONTI

Le général Saw Maung : l'« œil » de Ne Win

Agé de cinquante-neuf ans, le général Saw Maung n'appartient pas à la première génération d'officiers birmanis. Sa carrière militaire commença en effet en 1949, soit un an après l'indépendance. Chef de bataillon en 1967, il semble avoir été remarqué par le général Ne Win, qui a pris le pouvoir cinq ans plus tôt. On le retrouve, en 1975, commandant de la 98^e division d'infanterie légère, chargée de combattre les insurrections des communistes et des Kachins. Après la purge dont l'armée est l'objet en 1978 — à la suite d'un complot — il est promu commandant de l'une des neuf régions militaires (Sud-Ouest). En 1983, il devient chef d'état-major général des forces armées deux ans plus tard, fonctions qu'il assume encore aujourd'hui.

Il passe pour être — avec le général Than Shwe, son adjoint et le numéro deux du comité pour la restauration de la paix, — l'un des lieutenants du général Sein Lwin, qui en avait déjà fait son ministre de la défense du 27 juillet au 12 août. Demeuré en poste depuis lors, il était considéré comme l'œil du général Ne Win au sein du gouvernement de M. Maung Maung. Appliqué, mais sans grand génie, le général Saw Maung appartient au noyau dur de l'armée. Le 12 septembre, il était intervenu sur les ondes pour lancer un sérieux avertissement à ceux qui tentaient de diviser l'armée, une allusion à des tracts qui circulaient alors à Rangoun. Il aurait été aperçu dimanche matin se rendant chez le général Ne Win en compagnie de M. Aye Ko, secrétaire général du BSPP. L'après-midi, il annonçait le retour des militaires au pouvoir.

J.-C. P.

TWA

Paris-New York 2990F Service TWA compris.

Paris-New York 2990 F aller-retour* C'est un exemple parmi 75 des prix fous de TWA sur les USA. En effet, du 15 octobre au 19 décembre 1988, et du 25 décembre 1988 au 9 mars 1989, TWA met à la portée de tous plus de 75 villes américaines et son fameux service TWA. C'est le moment de découvrir le meilleur de l'Amérique.

TWA

Pour le meilleur de l'Amérique.

*Prix aller-retour au départ de Paris en classe économique. Offre valable du 15 octobre au 19 décembre 1988 et du 25 décembre 1988 au 9 mars 1989. Supplément de prix pour les vendredi, samedi, dimanche. Validité minimum 7 jours, maximum 45 jours. Les billets doivent être achetés 7 jours minimum avant le départ. Pénalités en cas d'annulation. Pour les autres conditions particulières de vente, contactez votre agence de voyages : à Paris, TWA au 16 (1)-47.20.62.11; en province, notre agent général Worldship. Tarifs sujets à l'approbation gouvernementale.

TWA

Asie

au pouvoir

Quatre présidents en deux mois

En moins de deux mois, sur fond de manifestations permanentes, la Birmanie aura connu quatre chefs d'Etat, tous issus de l'entourage du général Ne Win. L'agitation étudiante de mars et de juin — réprimée dans le sang — et l'échec dramatique de sa politique économique avaient contraint le général Ne Win à démissionner de son poste de président du Parti du programme socialiste birman (BSPP), le 23 juillet, lors d'une réunion d'urgence du congrès du parti unique ; il avait été suivi par le général San Yu, qui exerçait les fonctions de président de la République.

Les congressistes portèrent le général Sein Lwin à la tête de l'Etat et du parti trois jours plus tard. Surnommé le « Bouchier de Rangoun » pour avoir dirigé la répression des étudiants en 1962 et en mars 1988, ce dernier était également très proche de M. Ne Win, qui, malgré ses soixante-dix-sept ans, continuait de tirer les ficelles du régime de sa villa dans la banlieue de Rangoun.

Les protestations reprirent de plus belle dès le 28 juillet, en dépit des instructions du général Ne Win aux forces de l'ordre de « tirer pour tuer ». Les étudiants bénéficièrent d'un répit du soutien de la population et d'une partie des fonctionnaires et du clergé bouddhiste. Pour venir à bout de ce mécontentement qui faisait tache d'huile en province, le général Sein Lwin eut à nouveau recours à la manière forte : du 8 au 12 août, la répression fit de nombreuses victimes (entre mille et trois mille morts, cent douze seulement selon les sources officielles). La foule n'avait pas cédé, bien au contraire, descendant chaque jour plus nombreux dans la rue. Après seulement dix-sept jours au pouvoir, le général Sein Lwin était contraint de démissionner le 12 août.

Révolution pacifique

Convoqués le 19 août, les membres du comité central du BSPP et les députés du Pyithu Hluttaw (Parlement) sortaient leur dernière carte en émettant pour la première fois un civil à la présidence de l'Etat et du parti. Juriste et ancien ministre, et l'un des rares civils proches du général Ne Win, M. Maung Maung était s'efforcer d'obtenir par la négociation et non plus par la force un retour au calme. Sans plus de succès que son prédécesseur, car il refusait lui aussi d'abandonner le système de parti unique.

Les manifestations s'amplifièrent, rassemblant des centaines de milliers de personnes à Rangoun et dans les principales villes de province, tandis que les forces de l'ordre se retiraient des rues. L'opposition s'était trouvée des porte-paroles : l'ancien premier ministre U Nu et l'ex-ministre de la défense Tin U formèrent le 29 août une Ligue pour le paix et la démocratie.

Réagissant trop tard, M. Maung Maung avait bien proposé une formule de transition prévoyant la réunion du Parlement et du BSPP le 12 septembre pour discuter d'un référendum sur le multipartisme. L'opposition répondit par un ultimatum : démissionnez avant le 7 septembre ou nous proclamons la grève générale le lendemain. Cette grève eut pour effet de paralyser le pays : les ouvriers avaient rejoint les fonctionnaires ; quelques centaines de soldats et de policiers avaient même pris part aux manifestations. Le contrôle du pays échappait au régime, dont les dirigeants se tenaient dans leurs quartiers résidentiels.

Les 10 et 11 septembre, M. Maung Maung faisait un nouveau pas en arrière : une réunion quasi clandestine des hauts instances du régime annonçait l'abandon de la procédure référendaire et l'organisation prochaine d'élections libres. Sans plus de résultats face à la détermination d'une opposition qui sentait la victoire à portée de la main. Devant ce dernier échec et les risques de division de l'armée, le général Saw Maung, ministre de la défense, connu pour sa fermeté et lui aussi proche de M. Ne Win, a pris dimanche le relais. Le règne de M. Maung Maung aura duré à peine un mois.

PATRICE DE BEER

Afrique

La fin du voyage de Jean-Paul II

Au Mozambique, le pape a multiplié les appels à la paix civile

Après avoir conclu lundi matin 14 septembre sa visite au Mozambique, ultime étape de son quatrième voyage en Afrique, le pape Jean-Paul II a quitté Maputo et devait être de retour dans la soirée au Vatican. Cette visite a été triomphale au Mozambique, moins spectaculaire dans les quatre autres pays visités. C'est toutefois l'étape « technique » Afrique du Sud qui

suscite toujours les plus vives controverses dans la région. Invités à Maputo pour assister à la messe de Jean-Paul II, trois dirigeants noirs du Conseil sud-africain des Eglises (SACC), dont les catholiques ne sont pas membres, ont fait part de leur déception. Le pasteur Roesak, notamment, s'est déclaré « triste et déçu » par la presta-

tion du pape, pas assez vive selon lui en ce qui concerne la condamnation de l'apartheid. Les trois ecclésiastiques, très engagés dans la lutte anti-apartheid, ont également fait savoir que beaucoup en Afrique du Sud pensent que l'escalade « technique » à Johannesburg pouvait avoir été « arrangée » en commun par Pretoria et les autorités du Lesotho.

MAPUTO de notre envoyé spécial

« Comme la pluie sur une terre brûlée ». Ainsi, l'archevêque de Nampula — nord du pays, — Mgr Manuel Vieira Pinton, résumait-il dimanche soir l'impact émotionnel de la visite papale parmi ce peuple martyr du Mozambique. Comment rendre compte de l'enthousiasme proprement biblique qui attendait Jean-Paul II vendredi 16 septembre à l'aéroport de Maputo ? Cent, deux cent, trois cent mille ? Personne ne sait combien ils furent, visages noirs ruisselant de pluie chaude, pour offrir au « messager de la paix » l'une des réceptions de bienvenue parmi les plus triomphales de son office. La ville entière, à l'exception des forces de sécurité totalement invisibles, semblait s'être donnée rendez-vous tout au long du parcours pontifical. Vingt cinq mille à Beira, dix mille au moins à Nampula, ils seraient encore plus de trente mille à la messe célébrée au stade Machava de Maputo dimanche par l'évêque de Rome.

« Beaucoup de mozambicains attendent de sa visite un véritable miracle », nous avait prévenu M. Gérard Croc, ambassadeur de France dans ce pays déchiré et profondément déstabilisé par la guerre, les massacres et une faillite économique quasi totale. Le miracle a-t-il

été accompli ? Trop tôt pour en juger. Jean-Paul II a lancé tout au long de son parcours — Maputo, Beira et Nampula — de vibrants appels à la « réconciliation, à la paix et au dialogue ».

« Cessez de tuer ! Répondez le sang ! Abandonnez le chemin de la vengeance ! Au nom du Christ, accueillez partout les victimes et les enfants de la guerre ! » Parmi les milliers de mots déversés dans une demi-douzaine d'interventions publiques par le pape tout au long de son périple, ce sont ceux-là, martelés avec passion et conviction qui resteront dans le cœur et le souvenir des Mozambicains. « Il faut sauver ce pays », nous avait dit Jean-Paul II dans l'avion de Rome. La prière est devenue un véritable leitmotiv pendant les soixante heures de son séjour.

« Je lance un appel urgent à la communauté internationale. Il y a de beaucoup de vies humaines. Faites tout votre possible pour que ce peuple courageux, dont j'ai senti saigner le cœur, retrouve l'harmonie, la paix et le progrès ». L'héritier du trône de Pierre a-t-il une chance d'être entendu ? On souligne à Maputo que la quasi totalité des diplomates occidentaux soutiennent les efforts actuels du président Joaquim Chissano pour sortir son pays de la tragédie « où une politique insuffisamment pragmatique et par trop idéologique l'a embourbé ».

Le conflit du Sahara occidental

Les Marocains reconnaissent avoir subi de lourdes pertes lors de l'attaque du « mur » par le Polisario

ALGER de notre correspondant

Une des plus violentes batailles du conflit du Sahara occidental qui oppose depuis quinze ans le Front Polisario au Maroc s'est déroulée vendredi 16 septembre, dans la région d'Oum Dreiga (le Monde daté 18-19 septembre). Selon le Front Polisario, l'attaque menée par l'Armée de libération populaire sahraoui (ALPS) contre le mur de défense marocain « de 5 heures à 9 heures du matin, sur un front large de 15 kilomètres » s'est soldée par « l'annihilation du deuxième groupement du 3^e régiment d'infanterie motorisée marocain (RIM) ».

Dans un communiqué détaillé, le Polisario affirme avoir mis hors de combat « plus de deux cents militaires marocains dont plusieurs dizaines ont été tués ». Au nombre des victimes figurent « le capitaine Hafidi Sidi El Millani, commandant le deuxième groupement du 3^e RIM », ainsi que le commandant de ce régiment, « le colonel Abdel-salam El Abidi ». Ce dernier avait été fait prisonnier, selon le Polisario, avant de succomber à ses blessures. « Il avait été capturé en même temps que vingt-cinq autres soldats des Forces armées royales (FAR) ».

Dans leur bilan, les Sahraouis revendiquent la destruction de quatre dépôts de munitions, six blindés AML-90, quarante-huit véhicules, douze camions, trente-quatre mitrailleuses, des mortiers et deux rampes lance-missiles. Ils affirment également avoir récupéré neuf véhicules, quarante-cinq fusils, douze mitrailleuses, deux canons, quatre mortiers et sept lance-missiles. Qualifiée de « particulièrement meurtrière » à Rabat, cette bataille aurait fait, de source officielle marocaine, « cinquante et un morts et quatre-vingt-cinq blessés au sein des Forces armées royales et cent vingt-quatre morts et blessés côté sahraoui ».

Entre deux mille cinq cents et deux mille huit cents combattants de l'ALPS auraient pris part à cette bataille, selon des sources diplomatiques indiquant que cette concentration d'hommes ainsi qu'une centaine de véhicules blindés de transport de troupes avaient été repérés par satellite près d'une semaine avant le début des combats, dans une zone comprise entre le mur de défense marocain et la frontière mauritanienne, à proximité de Zouerate.

Cette attaque intervient une quinzaine de jours après que les deux belligérènes eurent accepté, à Gènes, le plan de paix de l'ONU pour le Sahara occidental (le Monde du 1^{er} septembre). Le Maroc avait exprimé son « accord de prin-

cipe » aux propositions de M. Javier Perez de Cuellar que les dirigeants sahraouis avaient eux-mêmes acceptées « sous certaines conditions ». Le projet du secrétaire général de l'ONU d'articuler autour de deux axes principaux : la proclamation d'un cessez-le-feu et l'organisation d'un référendum d'autodétermination. Le gel des opérations militaires sur le terrain pouvait laisser croire à une cessation des hostilités de fait. Les événements du 16 septembre viennent rappeler qu'il y a toujours au Sahara occidental une armée sahraoui organisée.

FREDERIC FRITSCHER

Guinée-Équatoriale

Plusieurs opposants sévèrement condamnés

MADRID de notre correspondant

Coup dur pour l'opposition équato-guinéenne : sept civils ont été condamnés, le 16 septembre, à des peines allant de douze ans de prison à la réclusion à vie, lors d'un conseil de guerre sommaire qui s'est tenu à Bata. Le président Teodoro Obiang aurait gracié, dimanche, deux militaires, condamnés à mort lors de ce procès, ou en tout cas commués leur peine en détention à vie. L'Espagne, ancienne puissance coloniale, était intervenue pour demander la clémence de Malabo à l'égard des deux sous-officiers, le sergent Joaquín Elena et le sous-lieutenant Francisco Bonifacio Mba Nguema, a révélé le ministre des affaires étrangères, M. Francisco Fernandez Ordóñez.

D'après des opposants équato-guinéens résidant à Madrid, les neuf hommes avaient été accusés d'atteinte à la sécurité de l'Etat, de fraude et d'espionnage. Plus précis, le ministre équato-guinéen, chargé des relations avec le Parlement, M. Eloy Eio, a affirmé, dimanche, dans la capitale espagnole, que les condamnations à mort ont fait suite à une tentative d'assassinat du chef de l'Etat.

Toujours selon l'opposition, parmi les condamnés figuraient notamment le secrétaire général du PP (Parti du progrès), M. José Luis Jones (dix-sept ans de réclusion) et un autre dirigeant de cette formation, M. José Primo Esano (prison à vie).

Au dire du président du PP, M. Severo Moto, exilé à Madrid, la sévérité du verdict du conseil de guerre témoigne de la nervosité du président Obiang, qui craindrait de perdre les substantiels bénéfices que lui rapporterait un accord passé avec une entreprise américaine, Axim Consortium Group, pour le déversement de déchets radioactifs dans les eaux territoriales de son pays.

Pour M. Moto, une chose est claire : le président Obiang tente ainsi d'étouffer une campagne lancée par le Parti du progrès contre l'accord conclu avec l'Axim Consortium Group, et du même coup de se débarrasser de l'opposition avant les élections générales de l'année prochaine. — (Madrid.)

Entretien entre M. Mitterrand et le président Obiang. — En visite privée en France, M. Teodoro Obiang, président de la Guinée-Équatoriale, devait s'entretenir avec M. Mitterrand à l'Élysée, le lundi 18 septembre. Des entretiens avec M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères, et Jacques Follier, ministre de la coopération, étaient également prévus. La France essaye de développer ses relations avec l'ancienne colonie espagnole, malgré de nombreuses atteintes aux droits de l'homme.

PATRICE CLAUDE

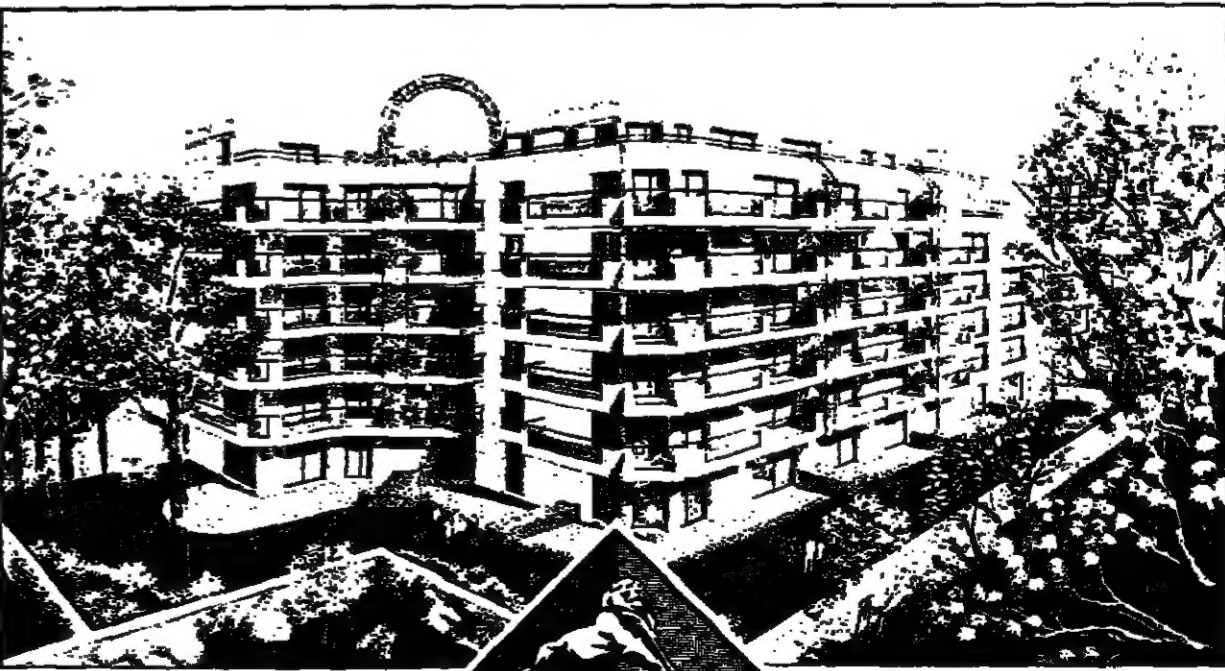
(1) En 1971, les Pères blancs avaient quitté le pays pour protester contre la politique pro-portugaise de la hiérarchie ecclésiastique.

Une Eglise éprouvée

Les animistes représentant près de la moitié de la population, où l'islam (près de 3 millions de musulmans) progresse. Les catholiques — 1 800 000 fidèles et seulement 272 prêtres — ne représentent plus que 13 % de la population, dans un pays évangélisé au seizième siècle par les missions portugaises du seizième siècle, et qui a subi de violentes campagnes antireligieuses après l'indépendance de 1975, l'instauration par le FRELIMO d'un régime marxiste et la guerre civile. Le Vatican évalue à deux sur trois la proportion de missionnaires chassés du Mozambique.

LE PIERRE 1^{er} SCHEFFER

5, rue Scheffer-Paris 16^e



GRUPE PIERRE 1^{er}

Venez retrouver le sens des valeurs au cœur du Trocadéro, dans un jardin entouré de jardins, à trois rues du pittoresque marché de Passy, à trois minutes des métros, à trois pas de la Tour Eiffel.

Le Pierre 1^{er} Scheffer réunit tous les avantages de sa situation exceptionnelle : le calme de son jardin et son ensoleillement, la sécurité, le luxe des prestations et la qualité technique de la construction.

Une résidence de prestige de 30 appartements où les 4/5 pièces sont des espaces privilégiés.

Bureau de vente : 3, avenue du Président Wilson - 75116 PARIS - TEL 47.20.18.16

هكذا من الأصل

Politique

Le rassemblement annuel du Front national baptisé Fête des « Bleu-Blanc-Rouge » s'est déroulé, les samedi 17 et dimanche 18 septembre au Parc des expositions du Bourget. Cette manifestation, qui se déroulait peu après le calendrier de M. Jean-Marie Le Pen sur le compte du ministre de la fonction publique — « Durafour-crématoire » — a été l'occasion pour le dirigeant d'extrême droite de tester, en quelque sorte, une inversion de la charge de la presse, alors même que son jeu de mots lui avait valu d'être soupçonné d'antisémitisme.

Le comité central du Front national, privé de MM. François Bachelot (exclu) et Arrighi (démissionnaire) à la suite de cette affaire, ainsi que de M^{me} Yvonne Piat, unique député FN

« retenu pour préparer les élections cantonales », a réaffirmé sa « confiance » à M. Le Pen et indiqué que le mouvement « sera largement présent aux élections cantonales du 25 septembre avec plus de mille cinq cents candidats ».

L'électorat et l'extrême droite

Cette fête, qui semblait avoir, au premier jour, selon les témoignages de quelques

participants, une participation moindre que celle de l'an dernier, s'est achevée devant une foule d'une dizaine de milliers de personnes enthousiastes venues écouter M. Le Pen.

Invité du « Club de la presse d'Europe 1 », M. Georges Marchais s'en est pris, en citant le Parti socialiste, à ceux qui dans un passé récent avaient cru bon, selon lui, d'utiliser M. Le Pen, ajoutant que le PCF se place au premier rang de ceux qui le combattent.

Quoi qu'il en soit, l'électorat de l'extrême droite n'a pas fait défaut aux deux candidats du RPR qui ont remporté dimanche les élections législatives partielles de l'Oise aux dépens

de deux socialistes, dont le maire de Beauvais, M. Ansallem (lire page 36).

Enfin, au « Grand Jury RTL-Le Monde », M. Edouard Balladur a expliqué qu'une « bonne partie » des électeurs du FN « sont venus de nos rangs » et que le RPR « ne voulait pas donner l'impression de les répéter ». Il a refusé de juger le dernier calendrier du leader d'extrême-droite et a reproché au gouverneur « ment d'être à la fois « conservateur » et « archaïque » et de ne pas préparer dans de bonnes conditions l'échéance européenne de 1993.

Le discours de M. Jean-Marie Le Pen à la Fête des « Bleu-Blanc-Rouge »

« La mafia cosmopolite » contre « la France française »

Tel un magnificat, le célèbre « Chœur des esclaves », de Nabucco de Verdi, a salué l'arrivée de M. Le Pen. Le président du Front national est monté sur scène entouré de la direction de son mouvement, à laquelle s'étaient joints M. Philippe Malaud, dissident du Centre national des indépendants (CNI), et A. peine le chef de file de l'extrême droite avait-il commencé son discours que la foule, forte d'une dizaine de milliers de personnes (15 000, selon les organisateurs), s'est mise à scander « la France aux Français ».

En exergue d'une longue intervention, M. Le Pen a dressé un bilan des derniers mois. « Malgré les trucs, malgré les fraudes, le candidat national a pu faire presque jeu égal avec ses concurrents de droite,

de droite courbe bien sûr, a-t-il dit. J'affirme que si la consultation avait été loyale, et loyalement démocratique, je serais arrivé en tête de l'élection présidentielle, devant MM. Chirac et Barre, et que j'aurais été le porte-drapeau des Français nationaux contre François Mitterrand au deuxième tour. » Il a accusé les organismes de sondage d'avoir « délibérément caché au pays » sa représentation électorale et soupçonné « l'univers médiatique » de l'avoir « mis sur la touche ».

Faisant part de sa confiance dans ses partisans, il a affirmé n'avoir aucune crainte « quand deux ou trois ambitieux ou aigris trahissent le mouvement qu'ils avaient déjà moralement quitté ». M. Le Pen a

appelé ses troupes à « combattre pour rendre le peuple conscient de la manière dont il est délibérément trahi et trompé ». « Sous les apparences, les ors, les appareils de la République, a-t-il lancé, est en train de s'installer un véritable système oligarchique, tyrannique et totalitaire, hostile à la liberté du peuple et au respect de nos lois. »

Il a dénoncé « les campagnes de dénigrement, de mensonge, de désinformation, de calomnie déclenchées, tous les ans, à peu près à la même date, pour nous faire renoncer, nous intimider ou nous faire plier ». S'interrogeant sur les raisons qui poussent, selon lui, à vouloir « éliminer » le Front national de la vie politique, le parlementaire européen a répondu : « C'est parce que nous avons raison, c'est parce que nous

sommes de plus en plus forts. » « Le Front national est l'objet de ces offensives successives parce qu'il est celui qui défend l'identité française, parce qu'il est le mouvement qui défend l'avenir de la France et des Français, leur liberté, leur sécurité, et, bien sûr, parce qu'il fait échec au complot cosmopolite qui vise à établir sur le monde entier une espèce d'égalité d'apparence qui serait celle qui courberait sous le joug de big brother, du grand frère, les peuples dont on aurait démantelé les solidarités naturelles », a-t-il expliqué.

M. Le Pen a assuré que « le partage ne fera, dans toutes les communautés, dans tous les mouvements, dans tous les partis, entre ceux qui sont les complices de cette mafia cosmopolite et ceux qui sont les tenants de la France française, de l'Europe européenne ».

Le dirigeant d'extrême-droite a appelé tous les Français à « isoler, au sein de leurs organisations, de leurs mouvements, de leurs communautés, ceux qui se font les porte-parole et les porte-drapeaux de la plus formidable entreprise d'esclavage humain qui ait jamais été lancée sur le monde après le nazisme et le communisme ». « Je suis fier d'être la cible de cette mafia », a indiqué M. Le Pen, en notant que le plus dangereux, selon lui, serait que lui-même ou le FN soient « l'objet de vantardises ou de flatteries de la part de ceux qui, d'habitude, nous attaquent ».

Rappelant que son mouvement s'est vu qualifier successivement de « parti de l'exclusion, de la violence et de la haine », qui sont devenus « le racisme », puis « l'antisémitisme », en passe de devenir l'« islamisme », il a affirmé que ces accusations n'ont jamais reçu « un commencement de preuve » (1).

« L'étoile tricolore »

M. Le Pen s'est attaché sur l'accusation d'antisémitisme pour demander à « nos compatriotes juifs, à quel moment, dans quel discours, dans quel écrit a-t-il été élaboré une doctrine, des mots d'ordre tendant à la persécution des juifs parce qu'ils sont juifs ? » Il s'est écrié contre « cette campagne qui, aujourd'hui, atteint des sommets de mensonges et tend à représenter notre mouvement, patriote, partisan des libertés économiques, respectueux de la liberté de conscience et d'expression, comme un mouvement totalitaire nazi, alors que ce sont les gens qui sont au pouvoir, alors que c'est la mafia de l'établissement politico-médiatique qui se conduit à notre égard comme le parti nazi se conduisait à l'égard de ses adversaires politiques. On pourrait dire, a-t-il martelé, que c'est nous qui sommes traités, comme étaient traités les juifs en Allemagne, aujourd'hui. Est-ce que la mafia cosmopolite ira jusqu'à nous faire porter l'étoile tricolore ? » a-t-il demandé.

« J'ai la conviction, a poursuivi M. Le Pen, que l'organisation méthodique, méthodiquement dirigée, de la subversion cosmopolite s'efforce, par des mécanismes collectifs de dresser la communauté juive contre le Front national et contre l'idée de nation. Je crois que, profitant du fait que nombre de membres de cette communauté occupent des positions éminentes dans la société française, en particulier dans le domaine de l'information, la presse, le cinéma, la télévision, des sondages et beaucoup d'autres organisations, a insisté M. Le Pen alors que des sifflets fusillaient de la foule, on veut se servir de la communauté juive en faisant croire qu'elle risque d'être persécutée, pour faire un combat contre les patriotes français, ce qui, a contrario, laisserait croire qu'elle n'est pas patriote. » Affirmant sa conviction que le pays compte « une large majorité de juifs patriotes », il les a adjuré « de ne pas tomber dans le piège qui leur est tendu par la subversion, sous des applaudissements nourris. » Notre DPS [service

d'ordre du FN] n'est pas la formation SS ni SA. Non, Le Pen n'est pas Hitler, le Front national n'est pas le Parti national-socialiste », a conclu le dirigeant d'extrême droite.

Après avoir déploré la disparition des « débats » sur le chômage, l'immigration, l'explosion démographique du tiers-monde, l'insécurité, et vivement attaqué le système communiste ainsi que la politique étrangère de M. Mikhaïl Gorbatchev, qui « veut moderniser son pays avec l'aide des gogos », M. Le Pen a consacré la fin de son discours à la Nouvelle-Calédonie « en passe d'être abandonnée par toute la classe politique ». Il a vilipendé « le chef des terroristes FLNKS et le capitaine de Nouméa, le RPR Lafleur [qui] organise à terme l'abandon de

ce territoire ». Selon lui, son application conduirait à un mouvement revendicatif d'indépendance dans tous les DOM-TOM « et pourquoi pas la Corse ».

Le chef de file de l'extrême droite a invité ses électeurs à ne pas « bouder les urnes » aux élections cantonales, en pensant que cette consultation constituerait, a-t-il indiqué, « l'ouverture de la campagne contre le référendum de traction et d'abandon de la Nouvelle-Calédonie ».

(1) M. Le Pen a été condamné pour antisémitisme, le 11 mars 1986 par le tribunal d'instance d'Aubervilliers (le Monde du 13 mars 1986).

« Commencer le nettoyage »

« Supportez-vous les uns les autres dans la charité », demandait l'apôtre Paul dans l'épître aux Ephésiens qui a été lue à la messe traditionnelle célébrée à la fête du Front. Alors que les fidèles se recueillaient dans l'attente de l'autre, les militants débattaient entre les stands palmas sous un autre langage. A l'un d'eux, une jeune fille vendait des cartes postales dont l'une se résumait à une transcription originale en arabe signifiant, selon la vendeuse : « Vive Le Pen, à bas l'islam ». Plus loin, au stand des Bouches-du-Rhône, on présentait aux visiteurs d'autres cartes déclinant une vieille publicité pour Bataine disant : « Ya bon les alloues », « Ya bon la Séne », ou « Ya bon le chéoudu ». Au jeu de massacre, les enfants pouvaient abattre des cibles représentant M^{me} Veil, M^{me} Krasucki, Marchais, Mitterrand, Jospin, Harlem Désir ou... Le Pen.

Au stand du 18^e arrondissement de Paris, on se proposait « de commencer le nettoyage » autour du Sacré-Cœur afin que la basilique « soit une église catholique et ne devienne pas une mosquée ». Plus prosaïque, M^{me} Christiane, voisine occasionnelle qui « travaille dans la communication et la haute couture » déplorait « une moins grande affluence » qu'elle mettait au compte de la concurrence

des voyantes professionnelles autorisées cette année. Dans les allées, le cameraman de la Cinq était suivi, comme son ombre, par un jeune homme particulièrement entêté qui trouvait son plaisir dans le débarrasement systématique de l'alimentation électrique de la canaëra. Un costard du service d'ordre l'a prié de cesser, car « il faut être gentil avec la Cinq, c'est la meilleure ». Plus tard, le téléphone en question, d'abord muni d'un brassard officiel vert et rouge, assurait le service d'ordre, l'œil aux aguets. Un comique est venu assurer le rire. De « l'aventureuse M^{me} Veil », il a dit : « Même quand elle sort de chez la coiffeuse, elle me défrise », sur M. Fabius, il a lancé : « Comme les cocus, il n'est jamais au courant de rien... ». Quant à M. Rocard : « Je ne peux pas le voir, je lui souhaite d'avoir la gale, car il a de petits bras et ne pourra jamais se gratter... ».

Prompt à l'énervement à l'égard de la presse — il est vrai que M. Le Pen ne se prive pas de dénoncer cette « mafia » ou le « monde politico-médiatique », — ce public hétéroclite s'est admirablement enflammé pour le drapeau tricolore contre le drapeau bleu-blanc-rouge et se méfier du « cosmopolitisme ».

O.B.

Au « Club de la presse » d'Europe 1

M. Georges Marchais propose au PS de reconduire les alliances municipales

Invité dimanche soir 18 septembre du « Club de la presse » d'Europe 1, M. Georges Marchais a indiqué que le PCF « n'appartient pas à la majorité présidentielle et n'appartient pas à la majorité parlementaire, mais n'appartient pas non plus à l'opposition ». « Nous sommes ailleurs », a dit le secrétaire général du PCF avant de préciser que, « à chaque fois que le gouvernement prendra des mesures positives, il les soutiendra » et que, à chaque fois que ces mesures « iront dans le mauvais sens, il les combattra ».

Après avoir estimé que le projet de revenu minimum d'insertion « ne dans le bon sens », il a critiqué le projet de l'impôt de solidarité sur la fortune préparé par le gouvernement et plaidé dans ce domaine pour un seuil de 2,5 millions de francs incluant l'outil de travail et les œuvres d'art, ce qui, a-t-il affirmé, permettrait de dégager 20 milliards de francs et de financer un revenu minimum de 3 000 francs par mois. « y compris aux jeunes à la recherche d'un premier emploi ». En ce qui concerne les élections municipales, M. Marchais a proposé au PS de

reconduire les accords de 1983. « En règle générale, la population est satisfaite et ne change pas une équipe qui gagne », a-t-il dit, avant d'indiquer qu'il s'agit d'« empêcher la droite de s'emparer de municipalités gérées par la gauche ».

M. Marchais a d'autre part qualifié d'« inopportune » l'attitude de M. Delebarre à l'égard des pilotes grévistes d'Air Inter, indiquant que son parti soutient ces derniers, qui ont « une position respectable ». Il a défendu le projet d'avion de combat Rafale « au nom de la défense de l'emploi, de la technologie et de l'indépendance nationale », défense qui, a-t-il dit, n'est pas en contradiction avec la demande du Parti communiste d'amputer de 40 milliards de francs pour participer aux armements nucléaires et financer l'éducation nationale.

Enfin, M. Marchais a rappelé sa « condamnation inébranlable du stalinisme », qualifié de « perversion du socialisme » et de « crime », et s'est félicité de voir « les Soviétiques s'engager dans une voie nouvelle ».

Raymond, député, a téléphoné au

45.49.24.25

pour s'abonner à Profession Politique.

PROFESSION POLITIQUE

Le 1^{er} hebdomadaire professionnel du monde politique et des pouvoirs. Directeur de la Rédaction : Gérard Carreyrou.

le journal mensuel de documentation politique après-demain

Fondé par la Ligue des droits de l'homme (non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :

OU VA L'EDUCATION NATIONALE ?

Avec notamment des articles de : LAURENT FABUS, YANNICK SIMON, FRANCINE BOST, JEAN-PIERRE MAILLES. Envoyer 40 F (timbre à 2 F ou chèque) à APRES-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en joignant le dossier demandé ou 150 F pour l'abonnement annuel (50 F de réduction, qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro).

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Emprunts septembre 1988

Emprunt à taux fixe : 1,5 milliard de francs.

Obligations de 5.000 F. Prix d'émission : 4.990 F.

Durée : 9 ans.

Taux de rendement actuel : 8,70 %.

Taux nominal : 9 %.

Date de jouissance et règlement : 3 octobre 1988.

Coupon payable le 3 octobre de chaque année.

Par exception, le premier coupon payable le 3 octobre 1989 sera de 340 F.

Amortissement normal : in fine le 3 octobre 1997 ou par.

Emprunt à taux révisable avec bons d'échange : 1,5 milliard de francs.

Obligations de 20.000 F.

Prix d'émission : 19.980 F.

Date de jouissance : 15 décembre 1988.

Date de règlement : 3 octobre 1988.

Durée : 9 ans et 342 jours.

Coupon payable trimestriellement, déterminé par soustraction d'une marge de 0,20 % au taux de référence PIBOR 3 mois.

Marge actuarielle : 0,52 % sur la base d'un PIBOR 3 mois de 8,1675 % équivalent à un taux actuariel de 8,56 %.

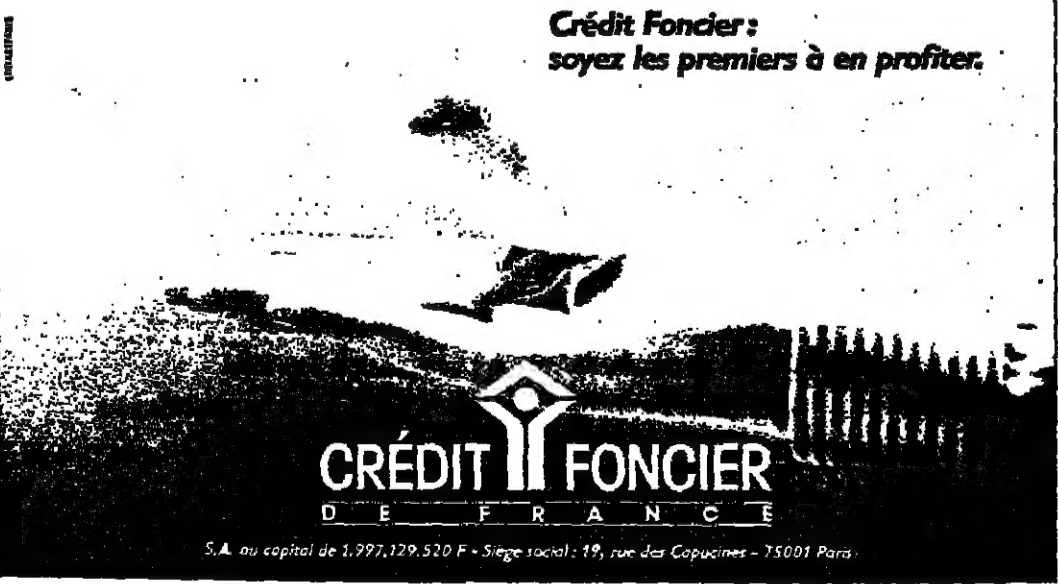
Amortissement normal : in fine le 10 septembre 1998 ou par.

Bons d'échange : à chaque obligation est attaché un bon d'échange contre quatre obligations 8,50 % 1987-2000, exerçable à deux périodes différentes.

Le taux de rendement des nouvelles obligations ressort à 8,65 % ou 8,53 % selon la période choisie.

Une fiche d'information (vise CDB n° 88-314 du 15.09.88) est disponible sans frais, sur demande. Date du 19 septembre 1988.

Crédit Foncier : soyez les premiers à en profiter.



S.A. au capital de 1.997.129.520 F - Siège social : 19, rue des Capucines - 75001 Paris

**Au fait, quel est le nom
du plus grand constructeur européen
de mini-ordinateurs ?**

FAUX



La bonne réponse était «Nixdorf». Mais si vous ne l'avez pas trouvée, ne vous sentez surtout pas coupable. Vous n'êtes sûrement pas le seul, et si nous sommes plus occupés à réussir qu'à le faire savoir, c'est notre faute, pas la vôtre.

L'important est de savoir pourquoi nous sommes devenus, en Europe, les premiers fournisseurs européens de mini-informatique. Bien que rien ne soit simple, deux règles qui nous tiennent à cœur expliquent pour beaucoup ce résultat. Premièrement, nous construisons notre succès profession par profession. Autrement dit, nous sommes devenus grands en devenant successivement des grands dans l'Automobile, des grands dans la Banque, des grands dans la Distribution etc... Et non l'inverse. Deuxièmement, nous ne proposons pas des «produits» au sens classique du terme mais des «solutions intégrées». Une gamme, complète et cohérente, de matériels allant de la Micro au super-mini. Une gamme de logiciels de gestion puissants, flexibles, riches, modulaires. Une continuité dans l'évolution de notre matériel et de nos logiciels, qui protège l'investissement de nos clients. Un diagnostic à distance, une bonne maintenance et un bon service de formation. Une banque extraordinairement abondante de solutions très spécifiques, capitalisées au long de notre expérience unique dans 150 professions. Enfin, un réseau mondial, qui sert nos clients dans 600 villes de 46 pays.

Nixdorf Computer S.A.

14, avenue des Béguines
95802 Cergy Pontoise Cedex
Tél. (1) 34 20 34 20

Nixdorf Computer Lyon S.A.
2 Avenue Georges Pompidou
69003 Lyon, Tél. 72349600

**NIXDORF
COMPUTER**

Fiabilité allemande, esprit français

هكذا من الأصل

EGP ÉCOLE DE GESTION DE PARIS

PROGRAMME DE PRÉPARATION AU
MASTER OF BUSINESS ADMINISTRATION
M.B.A.
DE L'EUROPEAN UNIVERSITY OF AMERICA

Double formation en France et aux États-Unis

EGP :
les moyens de réussir et la compétence internationale
pour une économie compétitive de progrès

Admissions 1988-1989 :
Sélection: exclusivement par concours à Paris
Bac plus deux années d'enseignement supérieur

Renseignements, inscriptions et concours :
EGP DE GESTION DE PARIS - 17-25, rue de Choiseul, 75116 PARIS - Tél. (1) 40 70 11 91
Communiqué par European University of America, San Francisco (Californie)

E.G.P. : LA FORMATION DES MANAGERS INTERNATIONAUX

Jack, ministre, a téléphoné au

45.49.24.25

pour s'abonner à Profession Politique.

PROFESSION POLITIQUE

Le 1^{er} hebdomadaire professionnel
du monde politique et des pouvoirs.

Directeur de la Rédaction : Gérard Carreyrou.

Politique

Au « Grand Jury RTL-le Monde »

M. Edouard Balladur : le Parti socialiste est une force de conservation

M. Edouard Balladur, ancien ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et des privatisations du gouvernement Chirac, invité du « Grand Jury RTL-le Monde », dimanche 18 septembre, a annoncé :

« Il faut reprendre l'action pour l'union de l'opposition » et observé que « le groupe centriste dans lequel on avait annoncé qu'il était prêt de quitter l'opposition en fait toujours partie et qu'il semble en faire partie de plus en plus ». Il a souligné des listes d'union de l'opposition pour les élections municipales, ainsi qu'une liste commune RPR-UDF pour les élections européennes de juin 1989. Le député RPR de Paris estime : « Jacques Chirac avait la réputation d'être un excellent homme politique et un bon chef de parti jusqu'en 1986. De 1986 à 1988, il a acquis, par son action et le bilan de son action, une stature d'homme d'Etat. J'estime donc qu'il peut regarder l'avenir avec optimisme. »

M. Balladur évoquant son projet a poursuivi : « Il y a actuellement dans notre société deux grandes forces qui sont l'une une force de conservation et l'autre une force de renouvellement. Je considère que le Parti socialiste est la force de conservation, que son objectif est de maintenir la société dans l'état dans lequel elle est et de ne pas la changer. Ce que nous avons tenté de faire en 1986-1988, commencé à faire et qu'il faudra continuer, c'est de renouveler la société française qui appelle, dans toutes ses couches, à davantage de libertés et davantage de participation. Telle est l'ambition que nous devons nous fixer pour la France. » A propos de la décision du RPR de sanctionner tout accord électoral avec le Front populaire M. Balladur reconnaît : « Nous avons hésité, parce qu'une bonne partie des électeurs du Front national sont venus de nos rangs que nous ne voulions pas leur donner l'impression de les rejeter, ajoutant : « Les socialistes, si fiers de morale pour les autres devraient maintenant, de leur côté tirer les choses au clair. »

« Il s'agit de deux questions importantes : les droits de l'homme et la défense de la France, et nous avons le droit de demander aux socialistes si, sur ces deux sujets, ils

ont les mêmes opinions que les communistes. Si oui, qu'ils le disent, et ce sera tout à fait clair ; si non, pour quoi maintenant-ils des alliances avec eux ? »

Enfin, à propos de la Nouvelle-Calédonie, M. Balladur refuse de dévoiler le choix qu'il fera pour le référendum mais indique : « Lorsqu'il y a des élections dont l'objectif est clair, l'abstention ne peut se justifier. Elle ne se justifie pas à des élections législatives ou à des élections présidentielles, mais pour un référendum elle peut se justifier. Je dis « elle peut ». Je ne dis pas qu'elle se justifierait dans ce cas-là. N'oubliez pas de ne transformer en parti de l'abstention. »

La fin de l'ouverture

M. Stoléru se réjouit, M. Carignon s'inquiète

Les déclarations politiques de la fin de semaine ont confirmé que l'automne sonne le glas de l'ouverture. M. Lionel Stoléru, secrétaire d'Etat chargé du Plan, a affirmé, le dimanche 18 septembre au « Forum FR 3-RMC », que « le petit jeu de l'ouverture, c'est fini », car « maintenant, on gouverne ». « L'ouverture, ce n'est pas le drugstore, ce n'est pas ouvert en permanence », a ajouté M. Stoléru qui a aussi expliqué que « certains ministres socialistes sont des spécialistes du « oui-mais », tandis que les ministres de l'ouverture sont « des ministres du « oui-plus » à l'égard de M. Michel Rocard » et poussent le premier ministre « à aller plus loin, plus vite, dans la direction qu'il a choisie ». M. Stoléru a jugé que le rôle PS « ne signifie pas grand-chose pour les jeunes » qui, selon lui, doivent le confondre avec un type d'ordinateur.

M. Stoléru pense néanmoins que si l'ouverture est « bloquée », il n'y a pas « glaciation ». M. Stoléru pense que l'on verra « le dégel au Parlement » pour la discussion sur l'impôt

de solidarité et le revenu minimum d'insertion.

Enfin, le secrétaire d'Etat au Plan a ajouté, dans l'éventualité de constitution d'une liste pour l'élection européenne dirigée par M. Simone Veil : « Nous, centristes, cela nous intéresse ». Selon lui, une telle liste serait « complémentaire » de la liste socialiste et pourrait montrer que « la majorité présidentielle va très loin ».

Un collègue socialiste de M. Stoléru au gouvernement, M. Georges Sarre, secrétaire d'Etat auprès du ministre des transports, a affirmé, dimanche, toujours à propos de l'ouverture : « Il est inutile de se livrer à une parade amoureuse pour séduire d'éternels vacillants ».

Conclusion : dans une interview au Journal du dimanche, M. Alain Carignon, maire RPR de Grenoble, a reproché aux socialistes de « revenir à leurs premières amours, la fermeture et le sectarisme ». « M. Michel Rocard, dont on ne comprend pas toujours ce qu'il choisit, a ajouté M. Carignon, semble les suivre désormais dans cette impasse. C'est une erreur. »

M. Mitterrand à Cluny

« La France s'est apaisée »

CLUNY
de notre envoyée spéciale

M. François Mitterrand n'a pas besoin de « grosir (son) magot ». Aussi a-t-il choisi, le samedi 17 septembre, pour son premier voyage officiel en province depuis sa réélection au public de chercheurs bien étrangers aux contingences politiques, réuni à Cluny (Saône-et-Loire) pour un colloque scientifique international sur « le gouvernement de Hugues de Semur ». La clôture de ces trois journées consacrées à la vie et l'œuvre de celui qui fut de 1049 à 1109 l'abbé de Cluny, ne se prêtait guère à de longues digressions sur l'actualité.

Dans le faïencier, où était installée une tribune, sous l'auguste charpente du treizième siècle, en carène de bateau, le

président de la République, accompagné par M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur, et M. Jack Lang, ministre de la culture, des grands travaux et du bicentenaire, s'autorise tout juste à rappeler les actions entreprises pendant son premier septennat, pour la protection et la sauvegarde du patrimoine national. « En France, a déclaré le chef de l'Etat, la pierre et l'écri témoignent en abondance de tout ce que les hommes ont créé. De cette mémoire disponible, nous sommes tous responsables. Il faut donc « une politique du patrimoine », que M. Mitterrand souhaite élargir aux « lieux de mémoire ».

M. Mitterrand a ajouté que dans le budget de 1989, un milliard de francs seraient affectés à la restauration et à la mise en valeur du patrimoine, et que des postes supplémentaires seraient créés dans les conservatoires régionaux des monuments historiques. Insistant sur le nécessaire développement de la recherche et de la coopération internationale, le président de la République a affirmé qu'il « valait personnellement à ce que, sans relâche, nous puissions offrir à l'Europe et au monde un visage ramené de ce qui fut notre grandeur, et de ce qui doit l'être encore ».

En quittant l'assistance respectueuse des chercheurs pour celle plus impatiente des journalistes, M. Mitterrand se livra à quelques considérations plus actuelles. Le gouvernement de M. Michel Rocard « travaille bien » et le chef de l'Etat le « laisse faire ». « La France s'est apaisée, elle va plutôt mieux », et les tensions, dans le pays, se font « moindres ». Si le bénéfice en revient à l'ouverture il ne faut toutefois pas oublier « la France unie, avec la France unifiée ». M. Mitterrand a déclaré qu'il ne pensait pas intervenir dans la campagne pour le référendum sur la Nouvelle-Calédonie pour ne pas politiser un débat « qui ne concerne que la Nouvelle-Calédonie, et pas le gouvernement ». Il s'est également interdit de commenter l'actualité politique qui agite l'audiovisuel, précisant qu'il refusait de s'en mêler, et qu'il ne connaissait même pas les présidents de chaîne. A ceux qui s'interrogeaient sur son silence depuis quelques mois, le président de la République a répondu : « J'ai suffisamment occupé les Français ces derniers temps. »

P.R.D.

(Publicité)

30 ANS, ÇA SUFFIT !

Les MINISTÈRES DES FINANCES et du BUDGET peuvent-ils GÉRER EFFICACEMENT les P.T.T. ?

NOUS NE LE PENSONS PAS ! ET POURTANT DEPUIS 30 ANS, LA LOI ORGANIQUE DU 2 JANVIER 1959 DONNE TOUS LES POUVOIRS AU MINISTRE DES FINANCES POUR :

- Fixer les TARIFS de chaque service des P.T.T.
- Déterminer le NOMBRE de facteurs, de techniciens, de guichetiers, de cadres et leur NIVEAU DE CLASSIFICATION, indépendamment des besoins réels.
- Décider unilatéralement du PRÉLÈVEMENT sur les bénéfices au profit du budget général et de l'emploi des 500 milliards collectés par la Poste.

Ceci aboutit à des BUDGETS P.T.T. INADAPTÉS au caractère INDUSTRIEL et COMMERCIAL de la Poste et des Télécom

GÉRER LES P.T.T., C'EST NOTRE MÉTIER

- Ne vivent que de leurs RECETTES sans faire appel à l'IMPOT
- Assurent la présence du SERVICE PUBLIC sur tout le TERRITOIRE NATIONAL
- Réalisent 150 milliards de F. de CHIFFRE D'AFFAIRES

LE MINISTÈRE DES P.T.T. DOIT MAÎTRISER SON BUDGET

- Doivent avoir le COURAGE POLITIQUE DE MODIFIER LA LOI DU 2.01.59
- Et reconnaître ainsi L'AUTONOMIE DU BUDGET ANNEXE DES P.T.T. qui permettra à la POSTE ET AUX TÉLÉCOM :
 - ◊ d'entrer, avec tous leurs atouts, dans l'Europe des COMMUNICATIONS
 - ◊ d'exercer pleinement leur MISSION au service de tous les USAGERS, de la COHÉSION SOCIALE et de la VIE ÉCONOMIQUE DU PAYS.

(Cet appel a été signé par des Cadres dirigeants, supérieurs et des services opérationnels des P.T.T. Il a été participé au financement de cet appel public de la Fédération Unifiée des P.T.T. C.F.D.T.)



De l'éveil naît l'expression...

...de la communication naît la performance



Eurosignal, Alphaisignal, radio-téléphones, répondeurs ou encore télécopieurs, Télètes, terminaux point de vente...
Leader de la transmission de la parole et de l'écrit depuis 15 ans, EGT propose

aux entreprises d'aujourd'hui un éventail complet des systèmes de communication les plus souples, les plus rapides, les plus performants.
Afin de relever les défis de demain...

EGT Communiquer pour gagner

مَكْنَا مِنَ الْأَصْلِ

Politique

La campagne des élections cantonales

Tremplins disponibles

Les élections cantonales des 25 septembre et 2 octobre seront suivies, dans plusieurs départements, par des changements de présidence au conseil général à la suite du retrait de personnalités qui ont longtemps incarné la vie des terroirs. Tel est le cas, notamment, en Vendée, en Loir-et-Cher, dans le Finistère et dans la Somme, où les départs « à la retraite », respectivement, de MM. Michel Crucis (UDF-PR),

Kléber Loustau (UDF-PSD), Louis Orvoën (UDF-CDS) et Max Lejeune (UDF-PSD) attirent les convoitises.

Le règlement politique de ces successions donne lieu, partout, à de grandes manœuvres dans lesquelles le choc des ambitions personnelles des principaux prétendants crée de nouveaux clivages, dont l'apparition ne sera pas sans conséquences sur les échéances ultérieures. Les compétitions se résument d'autant plus à l'ère, au sein des assemblées départementales assurées de demeurer sous le contrôle de l'opposition nationale, que les fautes présidentielles ainsi laissées vacantes offriront à leurs nouveaux titulaires la possibilité de se tailler les fiefs d'où partira, espèrent-ils, la reconquête du pouvoir central et, par la même occasion, de se donner de bons tremplins vers l'avenir.

Vendée: la boulimie de M. de Villiers

LA ROCHE-SUR-YON
de notre envoyé spécial

La cause est entendue: M. Philippe de Villiers est un génie! Malheur à qui oserait ou douter dans le haut bocage vendéen.

Les résultats électoraux enregistrés ces derniers temps autour du mont des Aiguilles, site historique de la chouannerie, confirment d'ailleurs que l'ancien secrétaire d'Etat à la communication, surgi comme un météore en politique par les sentiers buissonniers de l'agitation culturelle avant d'entrer au gouvernement de M. Jacques Chirac dans les bagages de M. François Léotard, puis d'en sortir pour se rallier à Raymond Barre, via l'influent directeur de *France Océan*, M. Philippe Mestre, « maître-député » du bas-bocage, est prophète en son pays. Peu de députés de l'opposition peuvent se targuer d'avoir été élus, en mars, en recueillant, comme lui, 74,56 % des suffrages exprimés au premier tour de scrutin.

Rien d'étonnant, donc, à ce que, aujourd'hui, dans la compétition ouverte au sein de la droite départementale pour la succession de M. Michel Crucis, sénateur UDF, maire de Chantonnay, qui présidait depuis dix-huit ans le conseil général et qui se retire après trente-sept ans de service politique, les citoyens de l'ancienne Vendée blanche plébiscitent le talentueux concepteur de la saga scénique du *Puy-du-Fou*, candidat dans le canton de Montaigu, où il a déjà été brillamment élu en juin 1987.

La boulimie que manifeste en la circonstance, dans ses formes d'expression, M. Philippe de Villiers apparaît, en revanche, beaucoup plus singulière de la part d'un homme réputé pour son anticonformisme.

L'ancien sous-préfet de Vendôme, si prompt à brocarder les mœurs du microcosme politique, exprime ses ambitions avec la roquerie des vieux bricards.

C'est pas son principal rival dans la course à la présidence, le président départemental du RPR, M. Jacques Oudin, quarante-neuf ans, lui aussi ancien député de l'ENR, sénateur depuis septembre 1986 et conseiller général depuis 1976, qui fera, à ce sujet, la moindre remarque publique. Conseiller général sortant de Nottolmoutier, ce notable, affable et discret, qui possède une impressionnante carte de visite de gestionnaire, préfère parler de la vitalité exceptionnelle de sa chère Vendée,

à l'avant-garde du développement agricole et industriel. Il faut le pousser dans ses retranchements pour qu'il montre le bout de l'oreille: « Mot, je ne suis pas un agitateur culturel ni un agitateur politique, je suis un simple laboureur, et je suis surtout qu'il faut au conseil général une équipe décidée à tirer dans le même sens et à faire un projet pour la Vendée. Il ne faut pas en faire un tremplin d'ambitions personnelles », dit-il avec la sursourde.

Un sourire qui, en vérité, veut tout dire: les appétits de pouvoir de M. Philippe de Villiers commencent à indisposer ses partenaires politiques, et surtout ceux des notables qui, à l'image de M. Oudin, n'apprécient guère les jeunes loups pressés de s'installer aux premières loges avant même d'avoir fait leurs classes.

La bataille entre M. Philippe de Villiers et M. Jacques Oudin se livre, en fait, par personnes interposées, au nord du département, dans le canton de Mortagne-sur-Sèvre, dont le conseiller RPR sortant, M. Gérard Brossier, muni du chapelet du caudex, n'est autre que le suppléant sénatorial de M. Oudin. Cet ancien artisan de cinquante-huit ans, qui a fait de sa commune de 5 880 habitants, qu'il dirige depuis quinze ans, une localité-phare en matière d'expansion économique, ne cache pas, lui, son amertume. Car il ne s'attendait pas à voir M. Philippe de Villiers lui opposer la concurrence de l'ancien suppléant, son bras droit, M. Bruno Retallieu, vingt-huit ans, directeur de la Fondation pour les arts et la communication, créée à Nantes à son initiative.

« Revolté le vicomte! »

« Philippe et moi, raconte M. Brossier, nous avions travaillé la main dans la main, et c'est moi qui l'ai introduit dans les milieux industriels du canton pendant sa campagne législative. Je n'étais pas naïf: quand j'ai vu arriver dans le coin Bruno Retallieu, bardé de diplômes parisiens et naïf du bocage, j'ai senti qu'il était originaire de Saint-Malo-du-Bessin, j'ai dit à Philippe: « Bien entendu, je prendrais ce jeune homme comme successeur, au renouvellement cantonal suivant, et notre accord avait été parvenu, sur ce point, par M. Oudin et M. Mestre. Mais, quand, après les législatives, j'ai vu Philippe et Bruno se promener ensemble dans le canton, sans m'en parler, j'ai compris, et cela a été une

grosse déception. Pour moi, la parole donnée est sacrée, et je n'aurais jamais vu une telle désinvolture chez un homme politique. Je me suis dit: revolté bien le vicomte! Comment peut-on se comporter comme cela quand on veut devenir le chef du département? »

Le maître de Mortagne pourfend désormais le « mythe de Villiers ». Son humeur est d'autant plus changeante que la candidature du suppléant de M. Philippe de Villiers est soutenue par les onze autres maires du canton, parmi lesquels des élus RPR, socialistes et communistes. Les hommes de M. Philippe de Villiers ont donc une description et une image de « filou » politique sous prétexte que le conseiller sortant aurait, au cours de son mandat, privilégié sa commune de Mortagne et, notamment, favorisé de façon intempestive la construction, au chef-lieu du canton, d'un CES public dont les portes viennent d'ouvrir.

Le troisième homme

M. Brossier veut croire que les électeurs ne seront pas dupes de cette manœuvre cousue de fil blanc: « Ce scrutin permettra de savoir, dit-il, si les techniques utilisées par les professionnels des médias l'emportent sur le travail et la compétence. Mais il ne se fait pas vraiment d'illusions. Au premier tour de l'élection présidentielle, M. Barre, soutenu par M. de Villiers, a obtenu dans toutes les communes du canton, y compris à Mortagne, plus de voix que son champion, M. Chirac, et, aux législatives, M. de Villiers lui-même a recueilli plus de scores phénoménaux: 76,64 % des suffrages exprimés sur l'ensemble du canton.

L'occasion était trop belle, l'ancien secrétaire d'Etat ne l'a pas laissée passer. L'élection probable de son compère Bruno Retallieu lui fournira une voix supplémentaire dans une assemblée sortante qui devrait confirmer la présidence de l'UDF (1) et où il siège déjà, depuis le retrait de père de la famille, Jacques, un autre de Villiers, Bertrand, frère de Philippe.

Le chef de file départemental du RPR, M. Oudin, sait que ses chances personnelles de freiner l'ascension de ce clan sont minimes: « Arbitrairement, je suis minoritaire, confie-t-il, mais rien n'est joué... »

Les objectifs de M. de Villiers, qui se tient ces ces jours, comme s'il avait mesuré le risque, pour lui, d'en faire un peu trop, troublent aussi, en effet, cer-

tains des conseillers généraux qui ne sont pas sortants. Et parmi ceux-ci, un homme aspire, de toute évidence, à jouer les trouble-fête et à poser, au besoin, sa propre candidature. Il s'agit d'un « audiste », le maire de Talmont-Saint-Hilaire, M. Jean de la Rochefoucauld, ancien directeur de l'UDF et suppléant sénateur, pour sa part, du président sortant de l'assemblée départementale, M. Crucis.

Cet exploitant agricole de cinquante-quatre ans, qui dispose d'un poste-clé au conseil général, en sa qualité de président de la commission des finances, n'a pas aimé lire dans *l'Express Océan* que, dans l'hypothèse où il rivaliserait avec M. Philippe de Villiers dans la course au fauteuil présidentiel, il serait, de toute façon, battu. Il y a vu « un message ».

Du coup, M. de la Rochefoucauld a plus que jamais envie de tenir le rôle de l'empêcheur de tourner en rond. « Je n'ai pas fait acte de candidature, mais je n'exclus pas de le faire à certains moments », déclare-t-il. Entre Jacques Oudin et Philippe de Villiers, il y a des gens qui veulent, en effet, une solution intermédiaire, une troisième voie.

D'une voix tranquille, cet homme aux cheveux gris et aux yeux bleus explique, sans esprit polémique, le handicap que l'ancien secrétaire d'Etat s'impose à lui-même en cherchant à brûler les étapes: « Philippe de Villiers, à trente-neuf ans, n'a aucune expérience en matière de gestion des collectivités locales. Son style de campagne déconcentre parce qu'il sollicite tout le monde, propose ses services aux candidats en échange de leur soutien s'ils sont élus; cela ne s'est jamais vu chez nous. Il agace aussi, c'est vrai, surtout les plus anciens, parce qu'il change souvent de position de façon surprise, et parce qu'il est devenu, au fond, un homme politique très ordinaire, très classique, après avoir dit beaucoup de mal sur les hommes politiques... C'est dommage qu'il ait cette attitude. S'il prend la présidence du conseil général et s'il ne se calme pas, il aura des problèmes... »

Moralité provisoire de cette campagne: « Il ne faut pas compter les coups dans le derrière de la poule... » Proverbe vendéen, variante de la pèze de l'our.

ALAIN ROLLAT.

(1) Le conseil général sortant compte 16 UDF, 8 RPR, 5 divers droite, 1 PS et 1 MRG.

Somme: M. Max Lejeune n'a pas dit son dernier mot

AMIENS
de notre correspondant

A soixante-dix ans, M. Max Lejeune n'est pas le plus vieux parlementaire de France, mais il est le parlementaire qui compte le plus grand nombre d'années passées d'abord à l'Assemblée nationale, puis au Sénat. Et si la loi limitait le cumul des mandats, il n'aurait pas à solliciter le renouvellement de son mandat cantonal, alors qu'il préside l'assemblée départementale de la Somme depuis 1945, il reste sénateur et maire d'Abbeville.

C'est pour des raisons sentimentales que j'ai choisi de rester maire d'Abbeville, tant que les électeurs ne m'ont pas dit non, dit-il. Je suis attaché à la ville qui m'a élu député il y a cinquante-deux ans, en 1936.

M. Max Lejeune avait à l'époque vingt-neuf ans. Il était le plus jeune député de France et, socialiste, soutenait le Front populaire. Il n'oubliera jamais comment, en 1947, il dut prendre la responsabilité de la reconstruction d'une ville détruite par la guerre aux trois cinquièmes.

Aujourd'hui Abbeville, avec vingt-sept mille habitants, a les mêmes équipements qu'une localité de cinquante mille personnes. Mais le taux de chômage y est plus élevé: 13,50 % de la population active — que la moyenne nationale. « Je n'ai pas le droit de désespérer, affirme-t-il. Je dois faire face à la crise et essayer pour un renouveau économique... »

S'il quitte le conseil général, ce n'est pas, toutefois, de pitié de cœur. Il faut bien faire un choix. Il n'oubliera pas non plus comment, à son retour de captivité en Allemagne, en 1945, il fut élu conseiller général et devint tout de suite président de l'assemblée départementale: « A l'époque, mes premières responsabilités ont été celles de la remise en état des routes et des ports. La commission de la reconstruction s'agissait chaque semaine... »

« Pas de politique », tel a toujours été le leitmotiv de M. Max Lejeune au conseil général. « J'ai pour souci constant d'éloigner la politique, à tel point que, au moment où je quitte l'assemblée départementale, je peux dire que j'ai acquis un certain crédit personnel auprès de mes collègues parce que j'ai traité impartialement tous les problèmes auxquels je m'étais

ressenti. J'ai en plus souvent le sentiment d'être un arbitre qui n'a mené de jeu... »

Qui voit-il dans son fauteuil? M. Pierre Claisse (UDF-CDS), conseiller général de Villen-Bocage, premier vice-président; M. Jacques Monion (UDF-CDS), sénateur, maire de Doullens; M. Bernard Demilly, deuxième vice-président et responsable de la commission des affaires économiques et de l'emploi; M. Max Lejeune refuse de se prononcer. « Je suis un républicain, les assemblées sont mères de leur choix, se contente-t-il d'affirmer. Je souhaite que le conseil général choisisse un homme compétent, travailleur, ayant conscience des tâches à accomplir, tout en ayant la volonté de comprendre ses interlocuteurs et de travailler en toute indépendance, mais avec le contact nécessaire du préfet représentant le pouvoir central, à la satisfaction des besoins et aspirations des populations locales... Voilà un portrait qui pourrait convenir à beaucoup de candidats à la succession... »

« J'erre socialiste »

Tout laisse à penser, malgré tout, que M. Max Lejeune ne serait pas fâché que le futur président du conseil général de la Somme soit M. Demilly qui est inscrit au Parti social-démocrate, composante de l'UDF, le parti que le maire d'Abbeville a fondé après avoir été exclu du Parti socialiste parce qu'il n'acceptait pas, en 1972, le programme commun conclu par celui-ci avec le Parti communiste. Mais attention! Il ne faut pas dire à M. Max Lejeune qu'il n'est pas socialiste: « Oui, M. Mitterrand, avec M. Mauroy, m'ont fait, quand j'étais député, une offre de rejoindre notre profonde humanité, mais je reste socialiste, dit-il. Depuis 1936, j'ai voté toutes les lois sociales de la III^e, de la IV^e et de la V^e République... »

M. Max Lejeune, qui a été onze fois ministre de Léon Blum, en 1947, à la Gauche, en 1958, est ainsi l'un des rares hommes politiques à avoir pu se vanter de créer son propre parti, en étant personnellement réélu et en faisant dire ses amis sous son étiquette. Même s'il abandonne une partie de son pouvoir et aussi de ce qui fait sa vie, en abandonnant la présidence de l'assemblée départementale, pas encore dit son dernier mot. La bataille pour les municipalités est déjà engagée à Abbeville.

MICHEL CURIE.

Finistère: les centristes à trois contre un

BREST
de notre correspondant

Une maison de verre dans laquelle se reflète la cathédrale Saint-Corentin. Architecture moderne à côté du gothique. La construction de la Maison du département a fait du bruit dans Quimper. Finalement, l'édifice vitré des conseillers généraux a belle allure et le mariage ne choque plus. Le lancement du projet date de 1971. L'assemblée départementale avait en commun une préoccupation: la décentralisation en quittant la préfecture pour reprendre son indépendance.

C'est là la plus grande satisfaction de M. Louis Orvoën, qui prend sa retraite. Après quarante-deux ans de vie politique, dont vingt-sept sur les bancs du Parlement et dix à la tête du département, ce petit homme rond se retire dans sa commune de Mottan-sur-Mer dont il fut le maire de 1959 à 1983. Il en profitera pour relire Voltaire, ce qui signifie sans doute qu'il consacra du temps à cultiver son jardin. « Un fin politique », dit un observateur de la vie du conseil général. Il avait su gagner la confiance de tout le monde, y compris de la gauche. « La jour de ses adieux, le 23 août, M. Louis Le Pen, ministre des DOM-TOM, conseiller général de Quimper, retenu à Paris par les négociations sur la Nouvelle-Calédonie, n'a pas manqué de lui passer un coup de téléphone.

Sur sa succession, M. Orvoën n'est guère bavard. « Tout ce que je souhaite, dit-il, c'est que celui qui occupera mon fauteuil soit centriste... »

Le problème, c'est justement que trois centristes sont susceptibles de s'y assoir: deux CDS, MM. Ambroise Guellou, député, conseiller général du canton de Plogastel-Saint-Germain, et Jean-Yves Cozan, député, conseiller général d'Ouessant, ainsi qu'un indépendant, M. Georges Lombard, sénateur, président de la communauté urbaine de Brest. Sans oublier le RPR, également présent dans la compétition en la personne de M. Charles Miossec, député de Landivisiau. Quatre

hommes pour un siège, cela fait beaucoup mais quand on sait que ce siège représente 2 milliards de francs et la direction de huit cents personnes, on comprend que cela donne des fourmis dans les jambes, bien que l'administration de ce département bisextile, fortement touché par la crise agricole et réputé pour être « remuant », ne soit pas une partie de plaisir.

En fait, il n'y a pas de véritable candidat pour l'instant. On parle plutôt de « prétendants » et les intérêts eux-mêmes ne veulent pas trop s'étendre sur la question. Comme si le sujet était tabou.

Deux noms, en tout cas, viennent en tête des pronostics: ceux de MM. Cozan et Guellou. Alors qu'il y a deux ans M. Cozan était donné gagnant, M. Guellou a réussi à remonter son handicap, secrétaire à la mer aidant. Réélu en cinquième position sur la liste RPR-UDF aux législatives de 1986, il était resté sur le carreau en dépit de bons états de service à la tête de la commission des affaires sociales du département. Une seconde liste menée par M. Bécam, RPR, maire de Quimper, avait aspiré des voix à droite. Son poste dans le gouvernement de M. Chirac lui a donné des ailes pour voler vers les premiers rôles dans le Finistère.

Le « technicien » ou le « politicien »?

La silhouette longiligne de M. Ambroise Guellou n'a cependant jamais masqué en totalité la large stature de M. Jean-Yves Cozan. « L'homme d'Ouessant » à la barbe grise et au franc parler n'a pas son pareil pour être omniprésent sur le terrain. M. Cozan s'est ainsi constitué une chasse gardée au centre du Finistère à partir du parc régional d'Armorique et de l'abbaye de Daoulas dont il a fait un centre culturel renommé, donnant ainsi un sérieux coup de pouce à l'animation de la zone la plus pauvre du Finistère. Les législatives dans la circonscription de Châteaulin-Carhaix ne furent pas cependant, pour lui, une

formalité (Châteaulin est « blanche » et Carhaix est « rouge »). M. Cozan a eu chaud en ne recueillant que 170 voix d'avance sur la candidate socialiste, M^{me} Boyer.

Entre un homme jugé plus « technique » — M. Guellou — et un autre plus « politique » — M. Cozan — pourrait se glisser M. Lombard, le troisième larron en quelque sorte. Le fauteuil présidentiel est, en effet, taillé à la mesure d'un homme rompu à l'administration des collectivités et aux questions d'aménagement du territoire, comme l'est le président de la communauté urbaine de Brest. Le RPR rêve néanmoins de tirer son épingle du jeu. M. Miossec, notamment indéboulonnable dans le Léon, a, en effet, fait des comptes qui l'avantage: 17 conseillers communistes pour son parti, 14 pour l'UDF. Sait-on jamais?

GABRIEL SIMON.

Loir-et-cher: le tapis rouge pour M. Roger Goemaere (RPR)

BLOIS
de notre correspondant

Bien qu'ils s'en soient défendus l'un et l'autre, tout le monde y a vu bien davantage qu'une simple manifestation d'amitié. Sincère ou demeurant, l'estime réciproque avait certes existé, mais, en d'autres temps, à expliquer l'événement: M. Kléber Loustau, président UDF-PSD du conseil général de Loir-et-Cher, remettait la Légion d'honneur à son premier vice-président RPR et ami, M. Roger Goemaere.

Le président, on le sait depuis un an et demi, ne se représente pas. Et dans la course à sa succession, discrètement ouverte, un moment sévèrement disputée et encore incertaine, le nom de son premier

vice-président reste le plus souvent cité.

M. Kléber Loustau avait toujours été silencieux sur la question, vraisemblablement pour ne pas froisser des sensibilités au sein des nombreux courants de l'UDF, au RPR et aux centristes du département. Mais en décaçant M. Roger Goemaere, il s'est d'emblée réjoui de l'existence, entre eux deux, « depuis très longtemps, d'une convergence de vues, d'une vision similaire des choses, d'une même approche des problèmes ». Aussi, pour beaucoup d'observateurs, ce n'était plus un ruban mais un tapis rouge offert au récipiendaire.

Sans se départir de son humour, M. Kléber Loustau a même discrètement rappelé être né huit ans avant M. Roger Goemaere, « dans la même rue de Romorantin », comme s'il préférait aux suppositions politiciennes ses signes de destin.

Les jeux ne sont pas encore faits. Non que le scrutin prime bouleverser l'équilibre politique d'une assemblée départementale où la gauche détient quatre sièges sur treize. A deux ou trois exceptions près, visées par le PS, les quinze cantons renouvelables ont toutes chances de retrouver leurs sortants.

« Sans sectarisme »

Dans ce département où la Loire sépare bien davantage les Solognots des Beaucerons que la politique la droite de la gauche, les élus sans étiquette sont et resteront l'écrasante majorité. Les questions de personnes sont évidemment déterminantes.

M. Kléber Loustau, soixante-treize ans, ancien député SFIO, ancien ministre de Guy Mollet, opposé à l'union de la gauche, a dû quitter le PS en 1976 pour avoir été réélu à la tête du conseil général de Loir-et-Cher. Il est désormais vice-président du Parti social-démocrate.

Il laisse son fauteuil après cinq mandats de conseiller général à Selles-sur-Cher et quinze ans de présidence au moment qu'il a choisi, serin, actif, et profondément respecté dans son département, toutes opinions confondues.

M. Roger Goemaere, soixante-cinq ans, membre du RPR, ne s'est, quant à lui, jamais référé à d'autres valeurs qu'à celles de la Résistance, à personne d'autre qu'au général de Gaulle, plaçant ostensiblement cette fidélité au-dessus de toute influence partisane.

Imprimé à Montrichard, il a été député UNR-UDF de 1962 à 1967 et conseiller général depuis cette date, encore facilement réélu il y a trois ans. Il est aussi premier vice-président du conseil régional du Centre.

Son élection au fauteuil de M. Kléber Loustau ne faisait guère de doute jusqu'aux dernières législatives. Mais son soutien, en tant que suppléant, au parachutage d'un jeune candidat URC-FR, M. François Burdeyron, investi par les instances nationales contre l'avis de certains dirigeants locaux du PR et du RPR, a exacerbé des conflits de personnes déjà latents au sein de la majorité du conseil général. MM. François Burdeyron et Roger Goemaere ont été largement battus par M. Jack Lang, réélu député de Loir-et-Cher au second tour des législatives. Mais ils avaient tout aussi largement gagné une primaire sauvage contre un ticket local PR-RPR.

Des séquelles subsistent. Les classes du petit monde politique loir-et-cherien bruisent aujourd'hui d'une intense activité. Les contacts sont multipliés pour apaiser les querelles et en atténuer l'effet désastreux auprès de l'opinion. On saura le 7 octobre si la majorité départementale aura pu éviter un nouveau déchirement.

JEAN-PIERRE DEL.

François, président, n'a pas eu à téléphoner au

45.49.24.25

pour s'abonner à Profession Politique.

PROFESSION POLITIQUE

Il bénéficie en effet, avec le Premier ministre, d'un service gratuit au 1^{er} hebdomadaire professionnel du monde politique et des pouvoirs. Directeur de la Rédaction: Gérard Carreyrou.

DEUX NOUVEAUX TOSHIBA

LA PUISSANCE ET LA LIBERTÉ

Un mouvement est lancé. Vers plus d'efficacité, plus de puissance, plus de liberté. Et c'est Toshiba qui le conduit. Toshiba qui vous donne de la puissance pour rivaliser avec les ordinateurs de bureau les plus performants : des capacités de traitement où et quand vous en avez besoin : de la liberté là où il y avait des contraintes. La portabilité, pour Toshiba, c'est la puissance plus la liberté.

Aujourd'hui, voici deux nouveaux portables Toshiba.

Le Toshiba T1600, avec écran EGA, mémoire vive sauvegardable et disque dur 20 Mo intégré : le tout réuni dans un portable léger et autonome. Et le Toshiba T5200, le portable qui remplace les dinosaures de bureau. Libérez-vous de la tyrannie des micros traditionnels. Sortez des limites de votre bureau. Brisez les liens de l'informatique immobile. Rejoignez la famille Toshiba. La première famille de micros portables.

T1600

La liberté à pleine puissance.

On disait que c'était impossible. Et pourtant nous l'avons fait. Nous avons fait entrer dans un portable autonome toutes ces caractéristiques :

- Processeur Intel 80C286 à 12 MHz
- Jusqu'à 5 Mo de mémoire vive sauvegardable
- Écran EGA détachable rétro-éclairé
- Disque dur 20 Mo, rapide (29 ms)
- Autonomie optimisée avec mode veille automatique et batteries amovibles
- 5,2 Kg avec une batterie



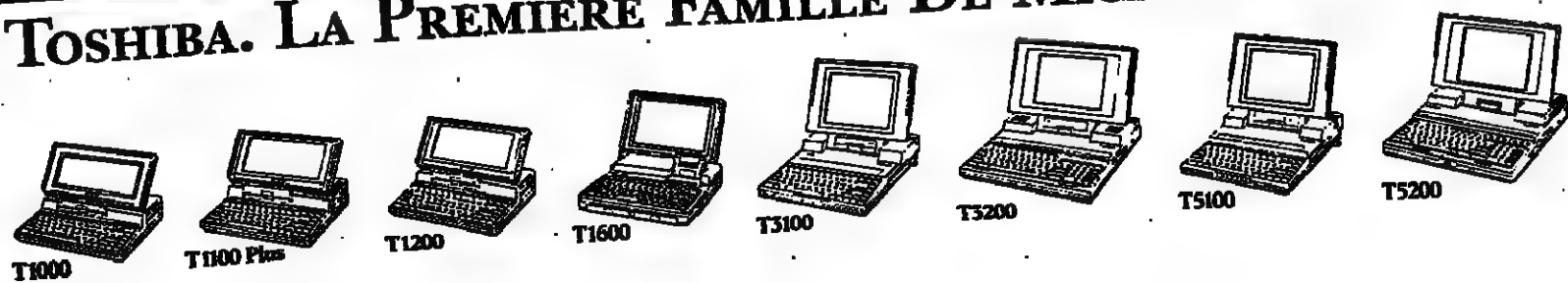
T5200

La puissance en toute liberté.

Le portable des utilisations « lourdes ». Jamais auparavant une puissance aussi considérable n'avait été logée dans un volume aussi réduit.

- Processeur Intel 80386 à 20 MHz
- Jusqu'à 8 Mo de mémoire vive
- Écran plasma, VGA, détachable
- Disque dur (rapide) 40 ou 100 Mo
- Deux connecteurs d'extension compatibles intégrés
- Système de sécurité LapLok™
- Clavier complet avec pavé numérique complet
- 8,6 Kg

TOSHIBA. LA PREMIÈRE FAMILLE DE MICROS PORTABLES.



Le logiciel Microsoft Works est offert pour l'achat de tout micro-ordinateur portable TOSHIBA entre le 15.9.1988 et le 16.1.1989

L'Empreinte de Demain
TOSHIBA

TOSHIBA SYSTEMES (France) S.A. • Division Informatique • 7, Rue Ampère - BP 151 • 92804 Puteaux Cedex • Tél: (1) 47.28.28.28.

SALON MICRO 88
STAND N° 1 DE 1060

مركزنا من الأصل

Société

Un entretien avec le secrétaire d'Etat à la famille

M^{me} Dorlhac veut améliorer l'assistance aux enfants victimes de violences

Des spécialistes de l'enfance devaient se réunir à Paris et dans plusieurs villes de province le lundi 18 septembre pour débattre de l'information sur les abus sexuels envers les enfants. M^{me} Hélène Dorlhac, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la solidarité, de la santé et de la protection sociale, chargée de la famille, expose, dans l'entretien que nous publions, sa conception de la prévention contre ces abus et annonce son intention de créer dans les départements un service de coordination réunissant la police, la justice et les travailleurs sociaux qui s'occupent des enfants victimes de mauvais traitements.

« Pourquoi avoir limité cette journée aux seuls professionnels ?
— Parce qu'avant de s'adresser aux enfants il faut informer les adultes. En France, nous parlons de plus en plus facilement des violences mais les tabous sont encore énormes lorsqu'il s'agit de violences sexuelles au sein de la famille. Pourtant, elles existent. Ceux qui s'occupent de viol d'enfants recueillent un nombre croissant de témoignages et l'on voit de plus en plus de cas éclater au grand jour. La prévention passe par la parole. Il faut que tout le monde sache que cela existe, que les conséquences sur les enfants sont graves et qu'il ne faut pas fermer les yeux.

« Educateurs sociaux, médecins, enseignants, parents doivent pouvoir reconnaître les signes d'alerte : échecs scolaires soudains, fatigues inexplicables, fugues, tentatives de suicide... Ils doivent aussi apprendre à écouter. Trop souvent l'adulte pense que l'enfant affabule. Ce qui est rarement le cas dans ce domaine. Il faut, enfin, apprendre à en discuter avec les enfants pour qu'ils puissent être victimes d'abus sexuels au sein du groupe familial (père, mère, frère, oncles...) et que ces abus ne

sont pas forcément accompagnés de violences physiques.

« Mais comment peut-on parler d'inceste à un enfant ?

« La tâche est en effet très délicate et je pense que tout le monde est concerné : enseignants, médecins, parents. Il faut trouver les mots justes qui ne heurtent pas l'enfant et respectent son âge et ses pudeurs. La France est très en retard dans ce domaine si on la compare au Canada. A l'occasion de cette journée, nous avons publié une brochure technique « Les abus sexuels à l'égard des enfants, comment en parler », disponible au ministère et qui répond aux questions que chacun est en droit de se poser. Elle est à la disposition des associations, ainsi qu'un certain nombre de films. Nous proposons surtout un document canadien, « Mon corps, c'est mon corps », qui comprend deux films : l'un s'adresse aux adultes et l'autre directement aux enfants.

« Il est important que l'adulte soit prêt à répondre aux questions des jeunes. Nous avons vu et nous voyons encore combien il est difficile pour certains d'aborder les questions d'éducation sexuelle. A mon avis, il faut en parler tôt et le plus naturellement possible. Plus on en parle tôt, moins on a de difficultés. Plus tard, la pudeur s'installe et le dialogue avec l'adolescent devient plus délicat. Partir de l'anatomie, de la physiologie me semble la meilleure approche.

« Nous ne devons pas fermer les yeux »

« Que pensez-vous de ceux qui justifient la pédophilie au nom de l'innocence que les pédophiles portent à l'enfant ?

« Pour moi, l'abus sexuel recouvre toute l'utilisation d'un enfant par

un adulte à des fins de plaisir sexuel pour l'adulte.

« Allez-vous donner des suites à cette journée ?

« En octobre, je vais former un groupe de travail où seront réunis un certain nombre de personnalités venant d'horizons divers et dont la mission sera de proposer rapidement des mesures pour prévenir les mauvais traitements et suivre les victimes. Mon intention est de créer en décembre, dans chaque département, une « coordination des services de police, de justice et de travailleurs sociaux ». Tous ceux qui s'occupent de l'enfance doivent apprendre à travailler ensemble pour obtenir une meilleure efficacité et éviter les délais ou les mesures contradictoires. Il y aura un service unique pour les mauvais traitements à l'enfant qui recueillera les signalements et sera responsable de l'action immédiate et de suivi.

« Je parle de mauvais traitements car les violences sexuelles sont une partie de toutes les violences dont les enfants sont les victimes. N'oublions pas qu'il y a environ cinquante mille enfants maltraités chaque année.

« Que répondez-vous à ceux qui estiment que battre le tambour autour des violences sexuelles, c'est recréer un climat d'insécurité ?

« Loin de moi l'idée de développer une idéologie sécuritaire contre laquelle je me suis profondément battue. Mais j'estime qu'il y a un problème qui existe depuis de nombreuses années et qui ne représente, du moins officiellement, qu'une partie infime des délits, mais dont les conséquences peuvent être parfois catastrophiques pour le développement de l'enfant. Nous ne devons pas fermer les yeux. Il faut nous attaquer à ce mal et essayer de le prévenir.

Propos recueillis par CHRISTIANE CHOMBEAU.

MÉDECINE

La conférence internationale d'Arusha (Tanzanie)

Les conséquences socio-économiques du SIDA en Afrique

ARUSHA de notre envoyée spéciale

Selon le bilan présenté le vendredi 16 septembre, à Arusha, par les représentants de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), le nombre de cas de SIDA recensés dans le monde était de 110 000 au 1^{er} septembre 1988, dont 14 000 en Afrique. « Parmi les pays les plus touchés, l'Ouganda, le Malawi, le Rwanda, le Burundi et la Tanzanie figurent en tête », précise le docteur James Chin, un des responsables du programme mondial de lutte contre le SIDA. Dans la région de Kagera, sur la rive ouest du lac Victoria, 41 % de la population sciemment infectée seraient atteints.

Bien que déjà impressionnant, ce bilan se situe, de l'aveu même de l'OMS, largement en dessous de la réalité. « D'une manière générale, on peut estimer que le bilan actuel ne représente que 10 % de la situation réelle », affirme encore le docteur Chin.

C'est la ville de Marseille qui accueillera, du 18 au 20 octobre 1989, la IV^e Conférence sur le SIDA en Afrique. Le principe de l'alternance, qui veut que l'on se réunisse une fois dans un pays africain, la fois suivante dans un pays occidental, suscite cependant des réserves. « Il serait préférable qu'à l'avenir toutes les conférences sur le SIDA en Afrique se déroulent... en Afrique », estime le professeur Souleymane Mboup, de la faculté de médecine et de pharmacie de Dakar. « L'alternance, je suis pour », rétorque un de ses homologues zairois, le professeur Billa Kapita. « Rester en Afrique serait une erreur : beaucoup de chercheurs occidentaux finiraient par se désintéresser, et le niveau des conférences risquerait alors de baisser. » Le débat est loin d'être tranché.

Concernant la conférence d'Arusha — première du genre en Afrique — les avis sont en revanche unanimes. « Événement immense » pour les uns, « étape importante » pour les autres, elle a été évoquée, et notamment les bouleversements sociaux, économiques, et peut-être politiques, que la propagation du SIDA fait peser sur l'Afrique.

Deux générations menacées

« Ce sont les gens les plus actifs socialement qui seront les plus touchés. Or, en Afrique, une personne, qui travaille fait souvent vivre une très grande famille, explique le professeur Mboup. Sur le plan démographique, le péril est également très grand. Les femmes, et par elles beaucoup de mères, sont ou vont être infectées. Nous savons déjà qu'au moins deux générations sont menacées : la nôtre et la suivante... »

La productivité économique, souvent aléatoire en Afrique, risque elle aussi de subir les conséquences du SIDA. Une étude zairoise, présentée à la conférence d'Arusha, a ainsi mis en évidence l'impact de l'infection VIH (virus du SIDA) dans deux grosses entreprises de Kinshasa. L'une de ces entreprises, une usine de textile employant 7 000 personnes, compte 4,5 % de séropositifs parmi ses employés : sur un an, le « manque à gagner » (fraîs médicaux, journées d'absence, etc.) est estimé à 401 dollars par personne séropositive, contre 27 dollars pour une personne séro-négative. Dans la seconde entreprise, une société bancaire, ce « manque à gagner » est de 688,7 dollars pour chaque séropositif (5,3 % du personnel), contre 64,15 dollars pour chaque séro-négatif.

Une autre étude, réalisée en Tanzanie et au Zaïre, donne une estimation

du coût des traitements pour les malades du SIDA en 1985. Les résultats sont, là aussi, impressionnants : au Zaïre, le traitement le moins cher est de 936 dollars par malade, le plus cher (avec, éventuellement, des soins à l'étranger) grimpe à 3 230 dollars. En Tanzanie, le traitement le moins cher (sur place) revient à 2 462 dollars par malade, le traitement le plus cher à 5 316 dollars. Ce ne sont là que des chiffres idéaux, bien des victimes du SIDA ne bénéficiant, en réalité, d'aucun traitement particulier.

Sans vouloir nier les conséquences catastrophiques que le virus risque de provoquer sur le continent, nombre de spécialistes africains en soulignent également les effets positifs.

« L'apparition du SIDA a créé une nouvelle génération de chercheurs. Nous ne sommes plus là pour servir les autres. Ceux qui tentaient de venir faire de l'impérialisme commettraient une lourde erreur. Les pays occidentaux et les pays africains doivent développer une collaboration fructueuse. A égalité : c'est un contrat », affirme le professeur Mboup.

Malgré ces professions de foi, les handicaps restent importants : le simple fait que l'Afrique ne dispose pas de laboratoires de recherche fondamentale la place inamoviblement dans un rapport de dépendance vis-à-vis de l'Occident. Celui-ci ne pourrait-il pas être tenté, un jour ou l'autre, de la « laisser tomber » ? Certains le redoutent : « Pour l'hépatite B, c'est ce qui s'est passé ! » s'exclame le docteur Souleymane Mboup. De par la nature même du virus du SIDA, c'est nous qui faisons impossible, répond le docteur Jean-Claude Chermann (Marseille). Si on laisse mourir l'Afrique, l'Occident mourra à son tour. On ne peut pas se permettre de ne pas avancer tous ensemble.

CATHERINE SIMON.

ÉDUCATION

M. Jospin lance la campagne pour recruter des professeurs

(Suite de la première page.)

Quand on sait que le départ vont s'accroître, jusqu'à dépasser dix mille par an au sein du vignoble de l'écologie, et que la généralisation de l'école au sixième degré, on mesure la profondeur du marasme.

Cette année encore, 24 % des postes offerts au CAPES externe n'ont pas trouvé preneur (27 % en 1987) et 15 % pour l'agrégation. Ce déficit atteint des sommets inquiétants dans certaines disciplines au CAPES : 46 % en lettres modernes (483 postes non pourvus sur 1 060), 33 % en lettres classiques et encore 22 % en histoire-géographie. Mais au premier rang des sinistrés figurent les disciplines scientifiques et technologiques. On trouve à peine deux candidats inscrits et seulement 1,5 en moyenne effectivement présent aux épreuves — par poste offert, en mathématiques et en physique, et même moins d'un seul en génie mécanique et en technologie. Confrontés à cette réalité, les jurys adoptent des politiques différentes.

En physique, la pénurie n'empêche pas une sévère sélection : seul un candidat présent sur trois décroche le CAPES et tant pis si 50 % des postes offerts restent sans titulaire. En mathématiques, en revanche, le taux de réussite atteint 61 % et seuls 6 % des postes n'ont pas été pourvus, contre 10 % en 1987... mais aucun jusqu'en 1986.

« La bon niveau des candidats nous a permis d'améliorer nos résultats », assure M. Jean-Louis Ovaert, inspecteur général de mathématiques qui préside le jury de CAPES depuis quatre ans. « Aucun lauréat n'a été admis au baccalauréat. Mais nous ne pouvons oublier que les postes non pourvus par concours sont confiés à des maîtres auxiliaires. » La crise du recrutement trouve là sa conséquence la plus pénible : faute de candidats de qualité suffisante, l'éducation nationale engage des étudiants sans grands diplômes ni formation, parfois recrutés par petites annonces, ballottés d'un établissement à l'autre, au gré des besoins.

L'armée des maîtres auxiliaires, ces intérimaires de l'éducation sans statut, qui avait été entièrement dissoute à partir de 1983, vient d'être reconstituée. Ils sont près de 30 000 cette année, dont quelque 3 000 en mathématiques, deux fois plus qu'il y a un an. Pour enseigner cette discipline, on a vu s'engager dans un lycée un bachelier C titulaire d'un DEUG de psychologie. Mais beaucoup plus souvent, on nomme des étudiants maghrébins ou africains, diplômés de mathématiques et plein de bonne volonté, mais dont la pratique du français n'est pas toujours courante.

Retrancher l'image du métier

Les mathématiques, comme les sciences physiques, le génie mécanique et la technologie figurent au premier rang de la liste des « disciplines prioritaires dans lesquelles des actions d'information sont nécessaires », que vient de dresser le ministre. Celui-ci s'apprête en effet à lancer une « campagne de communication » — M. Jos-

pin n'aime pas que l'on parle de publicités à ce sujet... — destinée à redonner l'image du métier d'enseignant et à susciter des vocations parmi les étudiants.

Cette opération, confiée à une agence filiale du groupe Séguié, sera limitée à certaines régions, comme le Nord, l'Est, le Centre et l'Île-de-France, où les besoins de recrutement sont particulièrement sensibles. Alors que par les placards dans la presse régionale, les messages radio et les affiches, les candidats trouveront, dans les rectorsats et les universités des brochures décrivant les grandeurs et services du métier d'enseignant. Budget prévu entre 4 millions et 5 millions de francs. Il s'agit d'accompagner la spectaculaire augmentation du nombre de postes offerts aux concours en 1989, qui pourrait atteindre 40 %. Le ministre redoute, en effet, que cet effort important ne se traduise par un gonflement du nombre de postes non pourvus.

En réalité, l'expérience du passé récent montre que l'augmentation progressive de l'offre est un bon moyen

d'attirer les étudiants. La hausse de 10 % du nombre des postes offerts entre 1987 et 1988 à l'ensemble des concours du second degré s'est traduite par une hausse équivalente des candidatures. Au total, 51 % des postes ont trouvé preneur cette année (53 % en 1987 (2)). Mais, pour maître venant en confiance les étudiants, il faudrait pouvoir les assurer que le volume de recrutement restera stable sur une période suffisante. Une telle programmation de recrutement ne sera vraisemblablement pas annoncée cette année. Il faudra attendre pour cela l'éventuel loi de programmation, que M. Jospin appelle de ses vœux.

Après de ce coup de projecteur sur les concours de l'année prochaine, le ministre a deux réponses à la crise : « pré-recrutement », et « réévaluation ». Un réajustement du système des IPES (Institut de préparation aux enseignements du second degré), qui avait fait ses preuves dans les années 70, à enlever à des étudiants d'être recrutés, notamment l'engagement de passer un concours de recrutement et de servir un certain nombre d'années dans l'éducation nationale, n'est pas envisagé pour des raisons financières. Le budget 1989 prévoit, dans une enveloppe de bourses d'études spécifiques, d'un montant nettement supérieur aux bourses d'enseignement ordinaires, pour inciter les étudiants à choisir l'enseignement. Ce système a l'avantage de permettre de concentrer l'effort sur les régions et les disciplines les plus déficitaires, mais il est moins intéressant financièrement pour les étudiants, les années de préparation ne comptent pas pour l'ancienneté dans la carrière. Ces bourses ne pourraient être versées qu'à partir de la rentrée universitaire de 1989. Ces dispositions paraissent bien timides à face à l'ampleur du problème à résoudre. Mais un dossier si complexe et potentiellement si coûteux ne saurait être réglé rapidement, réplique en substance M. Jospin.

Pour le gouvernement, en effet, ouvrir le dossier « relève » comme disent les syndicalistes de l'éducation nationale, c'est courir le risque de susciter la même revendication chez les autres catégories de fonctionnaires (3), mais surtout d'engager une discussion difficile sur une augmentation des obligations de service des enseignants. Dossier épineux s'il en est. Mais l'éducation nationale peut-elle rester plus longtemps la seule entreprise de France à proposer 3 000 emplois sans trouver preneur ?

PHILIPPE BERNARD.

(2) EN 1988, sur 16 268 postes offerts à l'ensemble des concours de recrutement externe du second degré, 13 202 ont pu être pourvus.

(3) Un professeur titulaire du CAPES débute avec un salaire mensuel de 6 700 F net, en agrégé avec 7 300 F net.

Des statistiques très incomplètes

Il est impossible de connaître le nombre de viols et d'incestes commis chaque année en France. Si les victimes de viol portent plainte plus volontiers qu'avant, les tabous résistent au sujet de l'inceste, surtout quand il s'agit d'enfants.

Voici cependant les chiffres disponibles au ministère de l'Intérieur pour les faits constatés en 1986 concernant des victimes majeures et mineures (il est impossible d'avoir des chiffres séparés) : viols, 2 837 ; attentats à la pudeur, 6 411 ; outrages publics à la pudeur, 5 607 ; incitation de mineurs à la débauche, 363 (là seules les victimes mineures sont répertoriées) ; homosexualité avec mineurs, 34 ; mauvais traitements à enfants, 1 396 (autres que services sexuels).

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

SNCF

EMPRUNTS SEPTEMBRE 1988

3 MILLIARDS DE FRANCS EN 2 TRANCHES - OBLIGATIONS DE F 5000

EMPRUNT 8,80 % ASSIMILABLE LE 2 FÉVRIER 1989 À L'EMPRUNT 8,80 % MARS 1987

MONTANT : 2 milliards de francs.

DURÉE : 11 ans et 122 jours.

PRIX D'ÉMISSION : 98,96 %, soit F 4 948 par obligation.

JOISSANCE ET RÉGLEMENT : 3 octobre 1988.

INTÉRÊT ANNUEL : 8,80 %, soit F 440, payable le 2 février de chaque année ; 1^{er} terme d'intérêt payable le 2 février 1989 : F 147.

TAUX DE RENDEMENT ACTUEL AU 3 OCTOBRE 1988 : 8,97 %.

AMORTISSEMENT NORMAL : en trois tranches sensiblement égales, chacune des années 1998 à 2000.

— soit par remboursement au pair

— soit par rachats en bourse.

Pour information, à cet emprunt public vient s'ajouter un emprunt à taux variable TROP 1 mois d'un montant d'un milliard de francs, d'ores et déjà entièrement souscrit.

Une fiche d'information (visa COB n° 88-308 en date du 13 septembre 1988) est tenue à la disposition du public, sans frais, sur demande. Bal du 19 septembre 1988.

Souscrivez, dans les banques, dans les sociétés de Bourse, chez les Comptables du Trésor, dans les Bureaux de Poste, les Caisses d'Épargne, les Caisses de Crédit Agricole Mutuel.

SNCF - Direction Financière - 17, rue de Londres 75009 Paris.

Société

MÉDECINE

Le congrès des internes et des chefs de clinique

Le bulletin de santé de l'« Europe blanche »

STRASBOURG
de notre envoyé spécial

Contrairement à de nombreuses prophéties alarmistes, la libre circulation des titulaires du titre de docteur en médecine au sein de l'espace européen, possible depuis plus de dix ans, n'a pas provoqué de phénomènes migratoires notables. En France, ils sont moins d'un millier de médecins étrangers ayant demandé à exercer une activité professionnelle et, de plus, une partie d'entre eux ont été formés dans notre pays. D'autre part, environ cinq cents médecins français sont allés dans le même temps s'installer dans un autre pays de la Communauté. A l'échelon de la CEE, selon des chiffres fournis à Strasbourg par le docteur Roger Brearley (Grande-Bretagne), membre du comité consultatif pour la formation des médecins de la CEE, le phénomène migratoire ne concernerait que 1 % de l'ensemble de la population médicale européenne. Si l'on peut s'expliquer sans mal (barrière linguistique, raisons sociologiques, inquiétude quant aux diversités des systèmes de production sociale et aux habitudes d'exercice, protectionnismes nationaux vis-à-vis des carrières hospitalo-universitaires), un tel phénomène peut, malgré tout, apparaître quelque peu paradoxal quand on connaît la très grande hétérogénéité des densités médicales au sein de l'espace européen.

Dans les douze pays de la CEE, on compte aujourd'hui environ 900 000 médecins pour 319 millions de personnes, soit une moyenne de 282 médecins pour 100 000 habitants. Les spécialistes partagent la Communauté économique européenne en quatre groupes de pays :

• ceux, d'abord, dont la densité médicale s'est toujours située au-dessus de la moyenne communautaire : l'Italie, la Grèce et la Belgique ;

• ceux, ensuite, qui ont été continuellement au-dessous de la moyenne jusqu'en 1978 et qui ont réduit

notamment les flux des médecins en formation, et fini par se situer en-dessous de cette moyenne (RFA et Danemark) ;

• le troisième groupe est composé de la France et de l'Espagne, deux pays qui ont eu une évolution inverse du groupe précédent (passant à un niveau supérieur à la moyenne européenne après 1980), et qui ont vu entre 1975 et 1980 leurs densités médicales augmenter respectivement de 40 % et de 49 %.

Bref les pays qui, depuis trente ans, se sont toujours situés en-dessous de la moyenne de la CEE. Il s'agit du Royaume-Uni, du Portugal, de l'Irlande, des Pays-Bas et du Luxembourg. « Dans le Royaume-Uni », a expliqué le docteur Brearley, le nombre d'étudiants admis dans les facultés de médecine a été planté, en fonction des besoins à venir, par une série de commissions royales. Le nombre de places s'effectue dans ce pays par un système de sélection très raffiné qui se fonde sur les examens de fin d'étude scolaire, sur une appréciation du directeur d'école, sur un curriculum vitae et, souvent, sur une interview menée par le doyen et par les enseignants de la faculté. Selon le spécialiste britannique, l'Italie possède une densité médicale trois fois supérieure à celle de l'Irlande.

Surmédicalisation

Compte tenu de l'appareillage stabilisé des zones d'exercice des médecins européens (les médecins français exercent même dans leur très grande majorité dans la région du CHU où ils ont été formés), et sans préjuger de l'impact que pourra avoir la libre circulation, actuellement à l'étude, des infirmières, des kinésithérapeutes et des pharmaciens, il est probable que l'instauration du grand marché de 1993 n'apportera dans ce domaine que de très faibles modifications. Aussi, plus que des migrations incontrôlées, c'est bien la « surmédicalisation » globale dont elle commence à souffrir que la Communauté devra apprendre à gérer.

L'« Europe blanche », celle de la santé, sortira-t-elle un jour des limbes ? L'approche de l'échéance du 1^{er} janvier 1993 voit l'ensemble des professions de santé s'inquiéter des bouleversements que pourrait entraîner la mise en œuvre de la libre circulation des personnes et des biens au sein de l'espace européen. Tel était le thème du huitième congrès des internes et des chefs de clinique, qui a réuni à Strasbourg, du 15 au 17 septembre, de très nombreux spécialistes européens des problèmes médicaux ainsi que plusieurs responsables du ministère français de la santé.

Alors que depuis 1950 la population européenne s'est accrue de 259 à 319 millions de personnes (accroissement d'un facteur de 1,23) le nombre de médecins est passé de 263 000 à 900 000. Et si le taux d'accroissement n'a pas toujours été uniforme, la courbe n'a, quant à elle, cessé de progresser, aboutissant à la situation actuelle, caractérisée notamment par un nombre de plus en plus inquiétant de médecins sans emploi.

« Il semble que la tendance évolutive soit la croissance du groupe de médecins qui ne sont ni spécialistes ni généralistes, de médecins qui cherchent une formation de spécialiste ou une possibilité d'installation », a déclaré le Dr Brearley. C'est notamment le cas d'un grand nombre de femmes médecins. La situation de ces professionnels de santé est la manifestation concrète de l'excès de l'offre par rapport à ce qui est nécessaire. C'est une forme

de chômage relatif. On ne connaît pas précisément le nombre des médecins concernés, mais on parle généralement d'un chiffre de 100 000 dont 30 000 Espagnols. Leur condition professionnelle les conduit inévitablement à une perte de compétence. C'est une forme de marasme. Quelques-uns de ces médecins combinent une activité médicale avec un autre métier, comme par exemple chauffeur de taxi. D'autres encore abandonnant complètement la médecine.

Dix mille
« suicidés »

Selon une récente étude effectuée par M. G. Vincente (faculté de médecine de Strasbourg), on compterait en Allemagne fédérale entre 15 000 et 20 000 médecins au chômage ou à faible activité professionnelle. Ils sont 30 000 en Espagne,

5 000 en Grèce, 1 800 au Portugal, 1 000 en Grande-Bretagne et 300 environ seulement au Danemark et aux Pays-Bas. En France, selon le Conseil de l'ordre, on compte actuellement 1 000 médecins inscrits à l'ANPE, et 10 000 médecins disposeraient aujourd'hui de revenus inférieurs au SMIC.

Au total, selon le Conseil national de l'ordre, près de 20 000 médecins (sur 155 000 praticiens actifs), jeunes pour la plupart, seraient en situation précaire, ne pouvant notamment pas préciser leur mode d'exercice. C'est dire l'urgence qu'il y a aujourd'hui pour les médecins en formation à accéder au plus vite à une carrière hospitalo-universitaire ou à une spécialité, seule assurance de disposer de revenus substantiels dont jouissent, il y a peu encore, la grande majorité des titulaires de titre de docteur en médecine. C'est sans doute parce qu'ils sont dans cette situation enviable que, pour leur part, les jeunes internes et chefs de clinique français, organisateurs de la réunion européenne de Stras-

bourg, ne voient pas leur avenir professionnel en noir. « Trop longtemps les médecins français ont considéré le problème à l'envers », explique le docteur Philippe Collet (Lyon), président de l'Intersyndicat national des chefs de clinique assistants. Ils ont eu peur de l'entrée massive de médecins étrangers en France, alors qu'il faut au contraire comprendre que nous avons l'opportunité d'exporter dans les pays européens une médecine spécialisée de très grande compétence, notre système de formation de spécialistes étant, de par sa qualité, très enviable à l'étranger.

Les responsables de l'Association des internes et des chefs de clinique de France n'en doutent nullement : la médecine spécialisée française est l'une des meilleures d'Europe. Elle constitue un véritable label de qualité et, à ce titre, représente un « produit exportable » dans ce qui apparaît à ces médecins en formation comme un marché à conquérir.

JEAN-YVES NAU.

PUBLICATION JUDICIAIRE

CONDAMNATION POUR DIFFAMATION

Par jugement — définitif — en date du 17 décembre 1987, la 17^e Chambre correctionnelle du tribunal de grande instance de Paris a déclaré M. Max THERET coupable de diffamation publique à l'égard de la Société des Grands Magasins de LA SAMARITAINE et de son président, M. Georges RENAND, en raison d'un article publié dans le *Matin de Paris* du 1^{er} mars 1986.

Ce même jugement a condamné M. Max THERET à payer 10 000 F de

dommages-intérêts à la Société des Grands Magasins de LA SAMARITAINE et 10 000 F à M. Georges RENAND, ainsi que 3 000 F par application de l'article 475-1 du Code de procédure pénale.

Le tribunal a en outre ordonné, aux frais des condamnés, la publication de son jugement.

Pour extrait :
M^{re} LEANDRI, LEBRETTE et TILY,
avocats à la Cour de Paris.

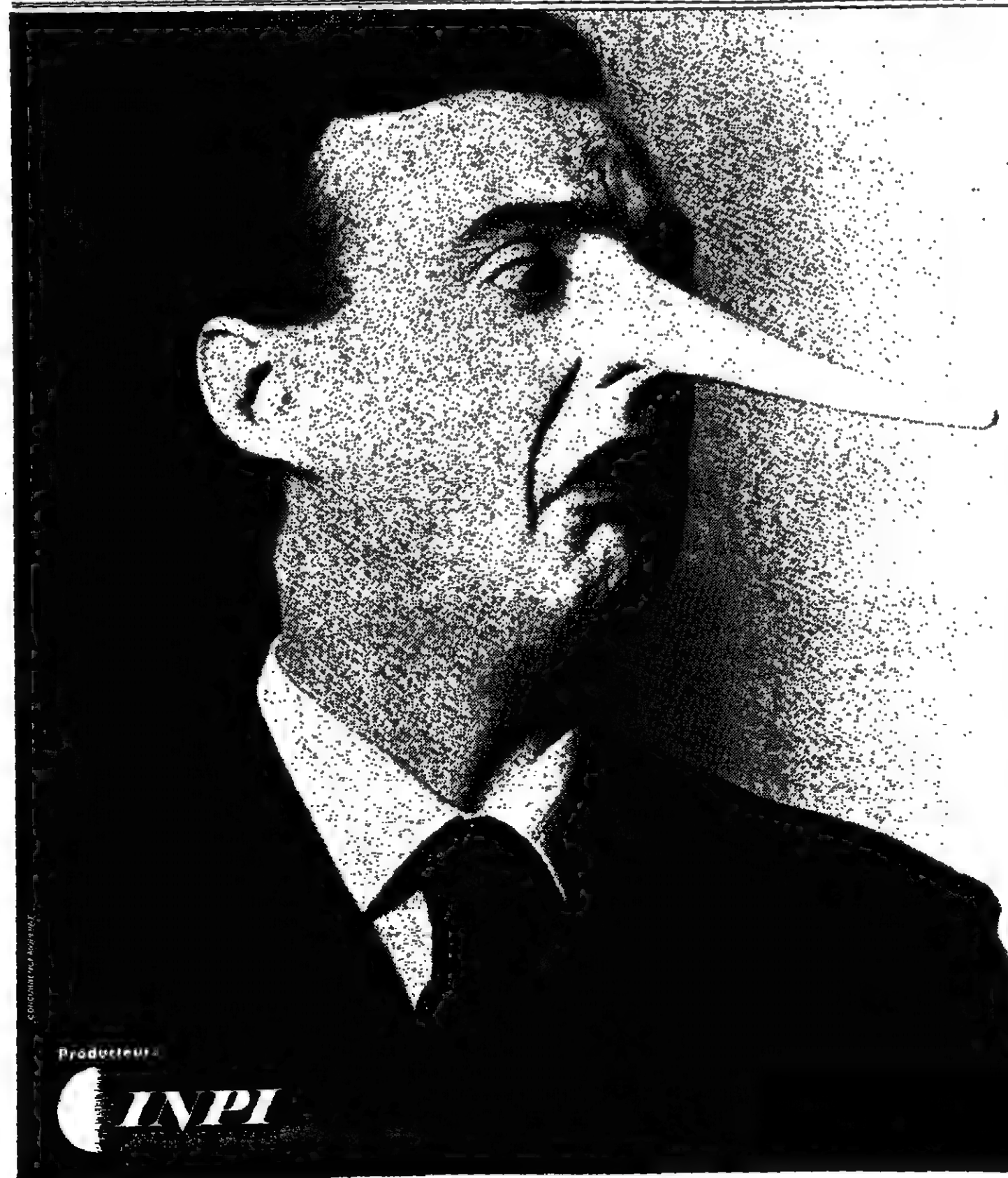
VERIFIEZ VOTRE PORTEFEUILLE SUR MINITEL

LE MONDE DE LA BOURSE

Pour suivre en direct l'évolution de chacune de vos valeurs et le montant global de votre portefeuille

BOURSE

36.15 LEMONDE



3617 EURIDILE RÉVÈLE INSTANTANÉMENT CE QUE VOUS DEVEZ SAVOIR SUR VOS PARTENAIRES.

Enfin toutes les entreprises sont à égalité devant l'information. Avec EURIDILE, vous accédez dès maintenant par Minitel à la source d'information officielle : le Registre National du Commerce et des Sociétés (RNCS), et bientôt à d'autres registres publics, dont ceux des greffes des tribunaux de commerce.

En quelques secondes et sans abonnement, vous identifiez l'entreprise qui vous intéresse parmi les 1,7 million enregistrées en France et vous disposez de premières informations telles que : date de création, dirigeants, capital, chiffres d'affaires, procédures collectives et de redressement.

Sur abonnement, vous pouvez obtenir des renseignements complémentaires et commander des pièces officielles (statuts, comptes et bilans, rapports de gestion...) auprès de leur dépositaire légal : greffe ou RNCS.

Vous pouvez encore visualiser les comptes et bilans des sociétés en consultant (sur abonnement) la banque de données "INPI Sociétés 3" également servie par OR Télématique.

3617 EURIDILE

Producteur

INPI

Serveur



TÉLÉMATIQUE

هكذا من الأصل

LE SEUL ANNUAIRE ÉCONOMIQUE ET GÉOPOLITIQUE MONDIAL

Par 130 auteurs
le tour du monde
en 640 pages

Un panorama complet
des événements
qui ont marqué
l'année écoulée

relié, 640 pages, 130 F

**L'ÉTAT DU MONDE
1988-1989**

Annuaire économique
et géopolitique mondial

TEXTE
INÉDIT

ÉDITIONS LA DÉCOUVERTE

“Un ouvrage de référence indispensable”

Le Monde

Comme les années précédentes, *L'état du monde* offre pour sa huitième édition un contenu totalement renouvelé. Ses 280 articles sont tous inédits : plus qu'une simple mise à jour, c'est donc un nouveau livre que la Découverte vous propose.

■ L'édition 1988-1989 de *L'état du monde* comporte les rubriques habituelles qui ont fait son succès et sa réputation :

– *Questions stratégiques*. Sept articles de fond, sur des problèmes de portée internationale (négociations sur le désarmement, krach boursier, etc.).

– *Le bilan de l'année, pays par pays*. L'évolution des 170 États souverains de la planète et des 27 territoires non indépendants étudiée en détail sur les plans politique, économique, social et diplomatique.

– *Événements et tendances*, 46 articles présentent autant de “signes des temps”, organisés en onze rubriques : culture, religion, médias, mouvements sociaux, conflits

armés, environnement, économie, sciences et techniques, organisations internationales, controverses, portraits.

– *Le dossier de l'année* est consacré au thème “Droits de l'homme et démocratie”. Une approche d'ensemble, mêlant les dimensions historiques, juridiques, éthiques et politiques.

– 190 tableaux statistiques mis à jour, complétés par une importante section consacrée aux plus récents chiffres et indicateurs d'économie mondiale.

■ Et aussi, comme chaque année : 40 cartes, 85 bibliographies thématiques, un index de plus de 2000 entrées, des illustrations de Planta...

Deux innovations importantes

L'état du monde a encore enrichi sa formule pour offrir au lecteur des références plus complètes, et plus pratiques à utiliser.

■ *La géopolitique de chaque continent*

Cette année, l'étude de l'évolution des 197 États et territoires présentés dans *L'état du monde* est complétée par une présentation géopolitique des grands ensembles continentaux et régionaux. Ces articles font appel à l'histoire et à la géographie pour expliquer ce qui fonde l'unité et la diversité de ces ensembles, où se situent leurs zones de tensions, et comprendre leur insertion dans les relations internationales.

■ *Dix-sept chronologies défilées*

Au fil des rubriques, les principaux événements qui ont marqué l'année écoulée sont regroupés en dix-sept chronologies thématiques qui constituent le “Journal de l'année” :

– huit d'entre elles sont continentales ou régionales.

– les neuf autres sont transversales : questions stratégiques, conflits et tensions, organisations internationales et coopération multilatérale, médias et communication, mouvements sociaux, environnement, religions, économie, sciences et techniques.

Société

RELIGIONS

L'archevêque de Paris souhaite une instruction religieuse à l'école

Le cardinal Lustiger a déclaré, le dimanche 18 septembre, au *Journal du dimanche*, qu'il était « souhaitable » que l'enseignement religieux se déroule à l'intérieur des établissements scolaires. « Ce serait un grand progrès, a-t-il ajouté, qui placerait la France en harmonie avec les autres pays européens. »

Le catéchisme à l'école primaire n'est pas autorisé par la loi, à la différence de ce qui se passe dans des pays comme l'Allemagne fédérale ou la Belgique. Mais dans le second degré, deux aumôniers sur trois sont agréés par les recteurs. 20 % d'entre eux fonctionnent à l'intérieur de l'établissement scolaire. Une circulaire du ministère de l'éducation du 22 avril a rappelé les conditions de fonctionnement des aumôniers à l'intérieur des lycées et des collèges.

L'épiscopat français est préoccupé par le déclin de l'enseignement religieux, qui menace, selon lui, la semaine de travail scolaire continue. Le cardinal Lustiger souhaite une négociation « fondamentale » sur les rythmes scolaires, déclarant : « L'Etat doit jouer son rôle en favorisant non pas les intérêts sectoriels pour le court terme, mais en acceptant de poser des questions de fond pour le long terme. »

Un attentat à l'explosif contre la mairie de Plougastel

BREST de notre correspondant

Un attentat à l'explosif, commis le dimanche 18 septembre, vers 3 heures du matin, a sérieusement endommagé les bâtiments de la mairie de Plougastel-Daoulas (Finistère). L'engin, une charge explosive déterminée, avait été placé devant la porte d'entrée des bâtiments, relativement isolés, ce qui explique que l'attentat n'ait été découvert que dans la matinée de dimanche. Cette action n'a fait l'objet d'aucune revendication, même si les enquêteurs ont découvert sur place une rondelle de ferraille portant le sigle gravé de l'Armée révolutionnaire bretonne (ARB). Créée en 1971, celle-ci est la branche armée de l'ex-Front de libération de la Bretagne (FLB), lui-même dissous en 1974 après l'attentat commis contre le château de Versailles.

L'ARB, qui a multiplié les actions terroristes contre des bâtiments administratifs depuis le début de l'année, n'avait pas, lundi matin, revendiqué, comme elle a coutume de le faire, l'explosion visant la mairie de Plougastel.

Dans cette commune, l'attentat a provoqué une vive émotion, alors même que les habitants de la région sont très divisés par un projet de la municipalité visant à la construction d'un centre commercial à proximité d'un calvaire classé datant du dix-septième siècle. Partisans et adversaires de ce projet s'affrontent depuis plusieurs mois. A l'occasion

de la journée du patrimoine, le comité de défense de Plougastel, association regroupant les opposants au projet d'urbanisation commerciale soutenu par le maire, M. Joël Julien (divers droite), ont, en dépit de cet attentat — qu'ils dénoncent et qui, selon M. Gilles Caras, porte-parole du comité, « les met dans une situation gênante » — organisé dimanche un rassemblement de protestation place du Calvaire.

Ce calvaire, un monument de tourbe haut de quelques mètres, quatre-vingt statues sculptées en granit de Kersanton, une pierre qui servit autrefois à construire nombre de monuments historiques dans le Finistère, est une œuvre réalisée à la fin du seizième siècle après une épidémie de peste.

Les travaux de construction du centre commercial, eux, ont été engagés il y a plusieurs semaines. Le petit mur d'enceinte du calvaire a été démolit, et à quelques mètres apparaissent les fondations des futurs bâtiments. Ces travaux suscitent une vive opposition d'une part des habitants qui, depuis le mois de mai, en appellent à la municipalité à la fois en bloquant le chantier sur le terrain et en formulant des requêtes successives devant le tribunal administratif de Rennes. Ces opposants, regroupés dans le comité de défense de Plougastel, ont reçu le soutien de conservateur du musée de Washington, M. John David Skelton, lequel a proposé le lancement d'une souscription pour rembourser les entreprises. M. John David Skelton fut, en 1944, à l'origine

GABRIEL SIMON.

Le corps de Delphine Bouley est définitivement identifié. — Le corps carbonisé découvert le 6 septembre dans un bois du département de l'Eure est bien celui de la petite Delphine Bouley, âgée de dix ans, qui avait disparu le 27 août du camp de Jeannettes auquel elle participait à Villerville (Calvados). Cette cartouche a été acquise par les médecins légistes à partir de l'examen d'une dent perdue par la fillette il y a quelques mois et conservée chez elle. D'autres éléments conduisent les enquêteurs à croire que Delphine fut tuée le jour-même de sa disparition.

FAITS DIVERS

La désespérance d'une adolescente « Plus de place pour moi »

LILLE de notre envoyée spéciale

Appelons-la Fatima... Elle rejoindra bientôt la terre marocaine pour y être enterrée selon la tradition musulmane. Ainsi en a décidé sa famille. La petite jeune fille rousse souriante au teint de lait qui répétait à ses copines : « Je veux être complètement française » rejoindra Tetouane où elle est née. Fatima s'est pendue de désespoir mercredi 14 septembre au matin.

Ce jour-là, dans la maison de briques aux volets blancs d'une paisible banlieue, les six frères et sœurs se dépêchaient d'avaler leur petit déjeuner. Fatima, comme chaque jour, doit les mener à l'école. Elle n'est pas encore descendue de sa chambre, qu'elle partage avec deux autres enfants. L'un d'eux monte l'escalier en courant, ouvre la porte de la chambre, Fatima est là, suspendue au montant des lits superposés, le cou serré par un cache-nez. L'adolescente vient de se pendre. Morte d'une rupture des artères coronaires. Cette mort sans un mot, qui pouvait la pressentir ? Ni les parents, ni les enseignants, ni même les amis.

La veille, Fatima a reçu quatre de ses camarades de classe. Le directeur de la SES (section d'études spécialisées) du collège les a réunies pour les préparer à de prochaines démarches, car leur scolarité s'est terminée en juin dernier. Il leur faut trouver un stage et d'abord s'inscrire à l'ANPE. Mais de cela, l'adolescente ne veut absolument pas, au point de refuser ce mardi de s'inscrire. « Je ne serai pas chômeuse comme mon père », explique-t-elle. Celui-ci, venu en 1977 dans la région lilloise, boit du sang en bâtiment, est sans travail depuis un an. Fatima a une autre crainte. Cette inscription ferait perdre des allocations à sa famille. C'est du moins ce qu'elle imagine malgré toutes les explications données par le directeur de la SES. Les adolescentes tiennent par sa quitter ce mardi en fin d'après-midi pour rejoindre leur domicile. « Avant de nous séparer, on a plaisanté comme d'habitude », disent aujourd'hui ses amies. Boulevardées, elles racontent les derniers souvenirs, les confidences des semaines écoulées.

« Si au moins ce soir-là j'avais pris le temps de lui parler, dit son père, mais je suis rentré tard et je me suis couché. » Encore jeune, il aurait voulu être plus proche de sa fille aînée, sa préférée, « plus éduquée que nous ». Mais « elle parlait avec les gens de son âge, nous on discutait entre adultes ». Désespéré, il accuse : « C'est parce que l'école n'a pas voulu de moi. » D'autres voisins pensent de même. L'adolescente se plaignait en classe, c'est un fait, au point de ne pas vouloir la quitter. Sur sa demande d'admission, elle a passé une année supplémentaire de retoucheuse tout en faisant des stages au magasin Auchan, « Compétence, studeuse, peut s'en sortir », estimaient ses professeurs.

Trop tard

Fatima s'obstine. Plus tard, elle sera « scolarisée, dans les bureaux ». Elle veut « continuer à apprendre ». Sur les conseils de la SES, elle postule en juin dernier pour entrer dans un établissement d'enseignement professionnel dans la banlieue de Lille. D'autres tentatives n'ont pas plus de succès.

Le 13 septembre, le directeur de la SES informe enfin Fatima de la probabilité d'un stage. A-t-elle peur qu'il soit trop tard ?

Fin août, elle était rentrée de vacances en famille au Maroc. Depuis elle s'inscrivait. C'est ce qu'elle confiait à ses amies, quelques jours avant sa mort. « Si je ne suis plus à l'école, si je n'ai pas de travail, mon père va me renvoyer au Maroc », Fatima, elle, voulait « vivre à la française » et non pas selon la tradition. Sa mère ne porte que des robes noires, et un voile cache sa permanence ses cheveux. « Fatima avait le pas et blanche qu'elle prenait des coups de soleil. Elle aimait les jeans. Les gens la croyaient française », se souviennent ses amies. Ainsi l'école était peu à peu devenue le seul moyen de « ne pas retourner dans la tradition ».

Ses parents, pour qui elle signait les chèques et remplissait les formulaires administratifs, l'imaginaient partie au baccalauréat. La jeune fille n'a pas cessé de rêver. Elle leur en a refusé un autre : le retour au Maroc. Entre deux cultures, « pas de place pour moi ». Alors...

DANIELLE ROUARD.

DÉFENSE

Le RPR, le PCF et la CGT soutiennent le programme Rafale

Le programme Rafale, duquel serait dérivé le nouvel avion de combat français et qui est actuellement l'objet d'une polémique au sein de son comité (le *Monde* des 17 et 18-19 septembre), a reçu le soutien, durant le week-end, de MM. Edouard Balladur et Georges Marchais, ainsi que celui de la fédération CGT des travailleurs de l'Etat.

Au « Grand Jury RTL-Le Monde », l'ancien ministre d'Etat, ministre de l'économie et des finances du gouvernement Chirac, M. Balladur, a indiqué qu'il n'était « pas du tout » d'accord avec le premier ministre, M. Michel Rocard. « Il faut savoir, a-t-il dit, ce qu'on veut : une défense indépendante ou pas. Ce projet de construction du futur avion de combat pour l'armée de l'air et pour la marine a été voté en avril 1987 par l'ensemble des députés, sauf les communistes. »

Au « Club de la presse d'Europe 1 », le secrétaire général du PCF, M. Marchais, a expliqué : « L'objectif du Rafale est d'assurer la défense de la France. Y renoncer, ce serait céder aux Américains, car il est clair et net que ce sont les Américains qui mènent l'offensive contre le Rafale. »

De son côté, la fédération CGT des travailleurs de l'Etat, qui représente les personnels civils de la défense nationale, considère que « le futur avion de combat français est, une nouvelle fois, victime d'une volonté politique délibérée d'abandon du gouvernement français (...). Les déclarations du premier ministre sont en parfait osmose avec les orientations politiques de son ministre de la défense d'aller à une défense européenne sous la tutelle des USA. »

La catastrophe aérienne de Bordeaux Une troisième expertise confirmerait la présence d'alcool dans le sang des pilotes

BORDEAUX de notre correspondant

« Il existe bien des traces importantes d'alcool dans le sang des pilotes du Brasilia » qui s'est écrasé, le 21 décembre 1987, près de l'aéroport de Bordeaux-Mérignac où il s'apprêtait à atterrir. Selon des sources, dont trois membres d'équipage, avaient été tués. C'est ce qu'il révèle le 19 septembre le quotidien *Sud-Ouest*, qui précise : « La dernière expertise faite par le professeur bordelais Christian Dautremer, puis à la demande du juge d'instruction bordelais Nicole Berthelot, a fait état d'un taux de 1,04 gramme par litre pour le pilote Guy Michoux et 0,55 gramme pour le commandant de bord Rémi Robert. »

Un premier examen le 29 janvier 1988 avait révélé un taux d'alcoolémie de 1,14 gramme dans le sang du pilote et de 0,65 gramme dans celui du pilote. Cependant une autre expertise, réalisée le 9 février 1988 par le Centre d'études et de recherches médicales de l'hôpital militaire (CERMA), était différente : 0,35 gramme pour le commandant de bord, et le CERMA jugeait alors que le pilote contenant le sang du pilote était indolable.

De nouveaux examens avaient alors été ordonnés par le magistrat. Le professeur bordelais Quilichini aboutissait aux mêmes résultats que lors de l'expertise du 29 janvier tandis que son confrère Dautremer, puis trouvait le 20 avril 1,04 gramme et 0,55 gramme respectivement pour Guy Michoux et Rémi Robert, la différence s'expliquant par le fait que chaque ouverture d'échantillon a provoqué une perte d'éthanol. Les premières constatations avaient fait apparaître des fautes de pilotage graves de la part des pilotes (le *Monde* du 23 février).

GINETTE DE MATHA.

Qui Vous Offre 3900 Relations d'Affaires Aux Etats-Unis?



Delta Bien Sûr. Avec Une Fréquence De Vols Inégalee.

Quand il s'agit d'aller aux Etats-Unis, les bonnes affaires commencent avec Delta. 240 destinations, plus de 3900 vols quotidiens : Delta et le réseau Delta Connection® vous offrent une fréquence de vols inégalee. Vous bénéficiez ainsi de correspondances plus rapides et pouvez mieux organiser votre emploi du temps.

Delta relie sans escale Paris à Atlanta. Notre personnel vous attend à votre descente d'avion, prêt à vous aider et à s'occuper de vos bagages. Quant à notre terminal d'Atlanta, ultra-moderne, il permet d'accélérer les formalités de douane et d'immigration. Si vous voyagez en classe affaires sur le parcours transatlantique, Delta vous surclassera sans supplément sur votre vol en correspondance directe. Et Delta vous propose aussi des tarifs avantageux pour vos voyages d'affaires.

DELTA
We Love To Fly And It Shows®

Numéros de vol du réseau Delta Connection® : de 2000 à 5999.

Delta: Une Qualité De Service Inégalee.

Dès votre premier vol avec nous, vous comprendrez pourquoi Delta est la compagnie aérienne préférée des Américains. La compétence et le professionnalisme de nos 54000 employés nous ont valu, année après année, des indices de satisfaction passagers inégalés par aucune autre grande compagnie aérienne, selon le Département des Transports Américain.

Laissez-Nous Faire Votre Conquête.

En affaires le succès dépend de la qualité de vos relations. Assurez-les avec Delta. Pour votre prochain voyage aux Etats-Unis, choisissez les meilleurs horaires et le meilleur service : choisissez Delta. Renseignez-vous auprès de votre agent de voyage. Ou appelez Delta Air Lines (1) 4335-4080. Bureau de vente : Delta Air Lines, 24, boulevard des Capucines, 75009 Paris.

RE
OLITIQUE

DU MONDE
89

onomique
mondial

TEXTE
INEDIT

dispensable

Le programme Rafale, duquel serait dérivé le nouvel avion de combat français et qui est actuellement l'objet d'une polémique au sein de son comité (le *Monde* des 17 et 18-19 septembre), a reçu le soutien, durant le week-end, de MM. Edouard Balladur et Georges Marchais, ainsi que celui de la fédération CGT des travailleurs de l'Etat.

هكذا من الأصل

Les XXI^{es} Jeux olympiques à Séoul

Le Monde • Mardi 20 septembre 1988 19

GYMNASTIQUE : les Soviétiques dominent les imposés par équipes

Cairon blessé et navré

Les épreuves de gymnastique ont commencé, dimanche, par les exercices imposés par équipes. Les hommes, où la domination soviétique a été évidente. Français ont présenté une équipe où les remplaçants ont dû intervenir. D'ailleurs, Jean-Luc Cairon, blessé à la cheville, a dû se retirer de la compétition.

SÉOUL de notre envoyé spécial

Jean-Luc Cairon n'est pas content. Spécialiste français du cheval d'arçons, il se retire de la compétition après son élimination.

« J'avais parlé avec le directeur technique national que ma cheville enflée ne m'empêcherait pas de participer à la compétition », assure le triple champion de France. Face à cette volonté et aux heures de soins et de piscine qui pouvaient lui donner sa chance au tournoi, Jean-Luc Cairon a donc suivi ses camarades au Japon pour l'ultime stage de préparation.

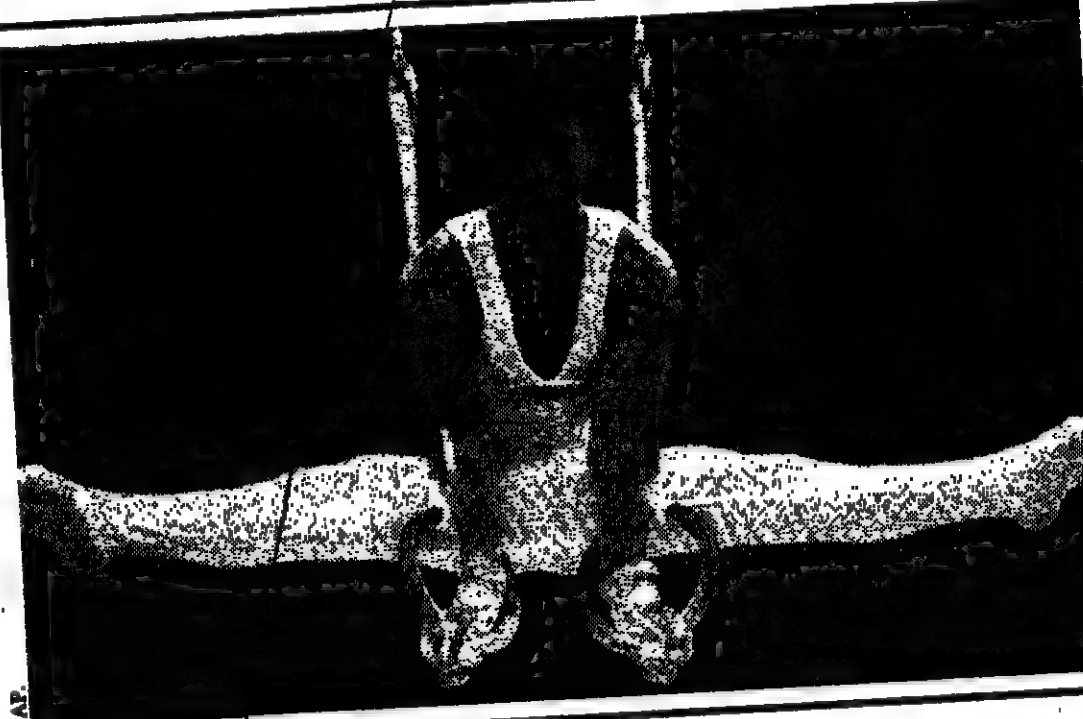
« Je sentais que mes chevilles supportaient les efforts », raconte le jeune homme. Mais arrivé à Séoul, il lui a fallu abandonner les tapis pour les réceptions afin de se préparer dans les conditions de la compétition. Le mardi précédant l'ouverture

compétitive, les Soviétiques ont pris en compte, je le rappelle, sans autre à l'équipe, en réalisant une performance pour me qualifier pour les finales par points au cheval d'arçons. Les responsables ont décidé autrement. Après la défection de Laurent Barbiéri, à la suite d'une blessure en avril, ils choisissent de se priver du deuxième espoir national pour faire confiance aux jeunes.

De gymnaste de compétition, Jean-Luc Cairon s'est retrouvé simple touriste à l'ouverture des Jeux. « J'ai l'impression d'avoir assisté à des imprévus », fustige le sportif qui souhaite être opéré le plus vite possible. « Pour moi, rien n'est terminé », ajoute-t-il en songeant déjà aux prochains championnats du monde.

Le chemin de croix des Chinois

Les gymnastes chinois ont totalement raté leur entrée dans l'épreuve masculine par équipes. Quelques jours après les exercices imposés, largement dominés par les victorieux, ils ont été victimes des défectueux de leurs deux vedettes, Li Ning et Lou Yun. Médaille de bronze aux Jeux olympiques de Los Angeles (1984), où il avait remporté trois médailles d'or (sol, cheval d'arçons et saut), Li Ning ne retrouve ni sa confiance ni son rythme après avoir subi une opération à la cheville et au bras de cheval et l'opération du genou l'une des plus difficiles. Ces contrainctions n'ont pu être compensées par la belle prestation de Li Chunyang qui a obtenu 500 aux anneaux.



Non de l'équipe olympique. « J'ai la reconnaissance France-RDA, j'avais que la partie était difficile », explique le finaliste des Jeux de Los Angeles. Une mauvaise chute au saut lui avait en effet fait perdre une médaille d'argent. Mais, malgré sa douleur, le Lorrain, âgé de 20 ans, a choisi de se battre pour figurer parmi les meilleurs aux Jeux.

des Jeux, une réception difficile lui procure de nouvelles douleurs. Et la décision du DTN tombe, sans appel. « Cairon n'est pas à mesure de suivre l'entraînement », annonce Jean-Claude Jacquot.

Le gymnaste conteste la décision. Il estime que sa blessure est toujours dans l'équipe nationale. « Lors des épreuves par équipes, comme toutes les cinq meilleures notes des six

En attendant, Cairon ne quitte pas Séoul et le stade de gymnastique. Il a obtenu un poste de « consultant » auprès du DTN. Dans une cabine située à quelques mètres de celle où son camarade Barbiéri officie pour Antenne 2, les vedettes françaises pourront ainsi commenter les évolutions de leurs remplaçants aux Jeux.

S. B.

CYCLISME : les Français quatrièmes du 100 km contre la montre

Soufflerie et coup de vent

L'Allemagne de l'Est a remporté, dimanche 18 septembre, la médaille d'or du 100 km contre la montre par équipes devant la Pologne et la Suède. L'équipe de France, composée de Laurent Bézault, Eric Heuvelot, Pascal Lance et Thierry Laurent, a terminé quatrième, à deux secondes seulement des inattendus Suédois.

SÉOUL de notre envoyé spécial

Mort le soleil ? Allons donc ! Quatre vélos à l'épais cadre noir, jumeaux cousins de l'ancêtre à moteur,

fois triomphé. Les bicyclettes de Kummer, Ampler, Landmann et Schürer sont les dernières merveilleuses sorties des souffleries des laboratoires de recherche est-allemands.

Lucien Bailly, le directeur technique national français, apprécie ce savoir-faire. Mais pour lui, leur aérodynamisme est trop beau pour être honnête. « En fabriquant un vélo monobloc profilé en matériaux composites, les Allemands de l'Est ont contourné la réglementation qui interdisait l'usage d'un vélo de tout carénage destiné à faciliter la pénétration dans l'air », explique-t-il. Pourtant sa réclamation a atterri dans la corbeille à papiers du jury. Normal : en cyclisme la loi est toujours prise de vitesse. « Le règlement est en perpétuel devenir », regrette le DTN, en rappelant que les Italiens sont devenus champions du monde l'an dernier grâce à un système inédit d'ancrage (1) qui fut interdit deux mois plus tard. Le vélo révolutionnaire des Allemands ne fera-t-il que trois petits tours à Séoul (2) ?

Les coureurs français n'ont pas seulement été victimes d'un retard technologique. Au passage des 75 km, leur médaille de bronze n'était menacée que par l'Italie. Comment les Suédois, très en retard à cet instant, s'y sont-ils pris pour leur griller la politesse ? « Étant donné la façon dont nous avons fini, aucune équipe ne pouvait nous reprendre 58 secondes en 25 km, c'est impossible », affirme Michel Thevenet, l'entraîneur de l'équipe. Je ne vois qu'une explication : le vent. « Les conditions de course ont en effet pu changer entre le passage des Suédois, partis parmi les premiers, et celui des équipes les plus fortes qui furent les dernières à s'élancer.

Un coup de vent, et s'envole l'espoir. Malgré un dernier sprint dans la ligne droite de l'arrivée, les Français ont échoué d'un souffle.

« Nous avons fini au bord des larmes », confie Laurent Bézault, épuisé par l'effort. C'est la fin d'une belle aventure de quatre copains, dont trois se retrouveront dès le mois prochain chez les professionnels. Déjà quatrièmes au Mondial 1987, ils avaient espéré tirer le bénéfice de deux années d'entraînement intensif. Pour connaître le bonheur olympique, certains avaient même renoncé l'an dernier à des contrats profes-

sionnels. Laurent Bézault, futur équipier de Jean-François Bernard chez Toshiba, ne le regrette pas : « J'espère que les recherches entreprises sur le matériel et le travail que nous avons fait profiteront à la génération qui nous suit. »

Il y a deux ans, les quatre gars avaient reçu une spécialité moribonde en héritage. La France venait de connaître le ridicule de la dernière place aux championnats du monde. Ce type d'épreuve ne tolère pas l'improvisation : « C'est un effort de puissance et de rythme », explique Lucien Bailly.

Il faut des hommes de fond ayant des qualités de poursuivants mais entraînés différemment pour soutenir un effort total de deux heures. En plus de l'entraînement physique individuel, il faut beaucoup de travail collectif pour posséder les techniques de synchronisation, d'abri, de relais.

Sur les routes de Sologne

En course par équipes, les seconds se grignotent à quatre. La moindre baisse de rythme de l'un des équipiers peut provoquer la perte de l'ensemble.

La direction technique nationale avait planifié la saison de chacun en fonction des Jeux, et depuis deux mois ils étaient réunis pour peaufiner les automatismes sur les routes tranquilles de Sologne. « La principale difficulté est d'acquiescer le rythme en début de course », dit Lucien Bailly. Généralement, il ne s'agit pas de courir vite. C'est là le principal défaut des Français, les routes corréennes, ils furent immédiatement dans l'attente, installés dès le premier tiers de la course à la troisième place. Dans le box de l'équipe française en bordure de route, tous les points étaient au beau fixe. On pouvait compter sur les qualités de finisseurs du groupe pour résister aux favoris italiens et soviétiques. La mission était accomplie. Mais vent suédois, il a jeté un sacré froid.

JEAN-JACQUES BOZONNET.

(1) Les coureurs étaient attachés à leur vélo.
(2) Les Allemands de l'Est comptent utiliser ces vélos dans deux épreuves sur piste : poursuite et kilomètre.

La télévision

Lundi 19 septembre

14 h-17 h (différé, A2) : gymnastique (imposés par équipes dames), volley-ball (France-Tunisie), handball (France-RDA).
18 h-19 h (résumé, FR 3) : basket-ball (am), boxe, sports équestres, football, pentathlon moderne (écrit), gymnastique, natation, volley-ball, handball, lutte, taekwondo.
19 h-19 h 30 (A2) : Journal des Jeux.

Mardi 20 septembre

0 h-1 h 45 (différé, A2) : boxe, gymnastique (libres par équipes dames), natation (100 m papillon), football, pentathlon moderne (écrit), volley-ball, handball, lutte, taekwondo.
6 h-6 h 30 (résumé, TF 1) : aviron, tir, plongeon, tennis (premier tour messieurs), natation.
6 h 30-7 h 30 (différé, TF 1) : boxe, gymnastique (suite libres par équipes messieurs).
13 h-14 h 30 (résumé, FR 3) : basket-ball (messieurs), boxe, sports équestres, gymnastique, handball, hockey sur gazon, aviron, tir, natation, plongeon, tennis, volley-ball, lutte, taekwondo.
14 h-15 h 30 (différé, A2) : gymnastique, handball, cyclisme (1 h contre la montre messieurs).
15 h-16 h 30 (résumé, FR 3) : basket-ball (messieurs), boxe, sports équestres, escrime, football, gymnastique, handball, hockey sur gazon, pentathlon moderne, volley-ball, handball, lutte, taekwondo.
19 h-19 h 30 (A2) : Journal des Jeux.

Mercredi 21 septembre

0 h-1 h 45 (différé, A2) : aviron, gymnastique (libres dames par équipes), natation (finale 100 m papillon messieurs), 200 m brasse quatre nages messieurs, 200 m brasse dames, relais 4 x 200 m libre messieurs, cyclisme (vitesse et poursuite individuelles).
6 h-7 h 30 (résumé, TF 1) : aviron, cyclisme, tir, natation, sports équestres, escrime (fleuret), gymnastique.

BOULE

Catégorie des 54 kg
Le Français Jean-Marc Auguin a été battu aux points (5-0) par le Sud-Coréen Byung-Jong. Il se retire le 17 septembre lors d'un premier tour.

CYCLISME

Messieurs

100 km contre la montre par équipes
1. RFA, en 1 h 57 min 47 s. (U. Ammer, M. Kummer, M. Landmann, J. Schürer) moyenne : 50,935 km/h.
2. Pologne, 1 h 57 min 54 s.
3. Suède, 1 h 59 min 47 s.
4. France, 1 h 59 min 49 s.

HALTÉROPHILIE

Catégorie des 52 kg

1. S. Marinov (Bulgarie) 270 kg (record du monde) ; ancien record 265 kg par le Chinois He Zhaoping en 1988 à Shikong.
2. G. Byung-Kwan (Corée du Sud) 260 kg.
3. H. Zhaoqiang (Chine) 257,5 kg.
Le Bulgare Marinov a également battu le record du monde à l'arraché en soulevant 120 kg (ancien record du Chinois Zhaoqiang 119,5 kg).

NATATION

Dames

100 m nage libre

1. Ota (RDA), 54 s 47.
2. Yong (Chn), 55 s 47.
3. Piewinski (Fr), 55 s 49 (nouveau record de France) ; ancien record par elle-même en 55 s 43 le dimanche 18 septembre en séries.

4. M. Stollmarch (RDA), 55 s 52 ;
5. S. Poll (CRC), 55 s 50 ; 6. K. Briesse (P-B), 56 s 15 ; 7. D. Torres (E-U), 56 s 25 ; 8. C. Van Bezimm (P-B), 56 s 54.

La Française Jacqueline Delord a terminé sixième de la cinquième série qualificative en 58 s 22.

400 m quatre nages

1. J. Evans (E-U), 4 min 37 s 76 ;
2. N. Luong (Ron), 4 min 39 s 46 ;
3. D. Hunter (RDA), 4 min 39 s 76 ;
4. E. Dengderova (URSS), 4 min 40 s 44 ; 5. K. Nord (RDA), 4 min 41 s 64 ; 6. J. Clatworthy (Ans), 4 min 45 s 86 ; 7. L. Li (Chn), 4 min 47 s 05 ; 8. D. Procter (Ans), 4 min 47 s 51.

La Française Christine Magnier a terminé cinquième de la deuxième série qualificative en 4 min 51 s 91. Elle s'est classée sixième de la finale B en 4 min 53 s 29.

Les résultats

Messieurs

100 m brasse

1. A. Moorhouse (G-B), 1 min 2 s 4 ;
2. K. Gutler (Hon), 1 min 2 s 05 ;
3. D. Volkov (URSS), 1 min 2 s 20 ;
4. V. Davis (Can), 1 min 2 s 38 ;
5. T. Debnar (Hon), 1 min 2 s 50 ;
6. R. Schroeder (E-U), 1 min 2 s 53 ;
7. G. Minervini (Ita), 1 min 2 s 53 ;
8. C. Forstner (RDA), 1 min 3 s 43.

Les Français David Leblanc et Cédric Pélissard ont respectivement terminé quatrième et sixième de la cinquième série qualificative en 1 min 4 s 56 et 1 min 5 s 46.

200 m nage libre

1. D. Armstrong (Aus), 1 min 47 s 25 (record du monde) ; ancien record en 1 min 47 s 44 par l'Allemand de l'Ouest Michael Gross, à Los Angeles, en 1984 ;
2. Holmertz (Suède), 1 min 47 s 39 ;
3. M. Biondi (E-U), 1 min 47 s 99 ;
4. Wodjat (Pol), 1 min 48 s 40 ;
5. M. Gross (RFA), 1 min 48 s 59 ;
6. Zenser (RDA), 1 min 48 s 77 ;
7. Dalbey (E-U), 1 min 48 s 86 ;
8. T. Fabraer (RFA), 1 min 49 s 19.

La Française Stéphan Caron a terminé deuxième de la sixième série qualificative en 1 min 49 s 66. Ludovic Deplâtre s'est classé huitième de la septième série en 1 min 53 s 81.

PENTATHLON MODERNE

Classement après l'épreuve d'équitation

1. A. Watson (Aus), 2. M. Abouel-soud (Égypte), 3. B. Sato (Jap) (-), 22. J. Bouzou (Fr) (-), 28. C. Ruer (Fr) (-), 44. B. Gérard (Fr).

PLONGEON

Dames

Flot vol

1. X. Yamao (Chn), 445,20 pts.
2. M. Mitchell (E-U), 436,95.
3. W. Williams (E-U), 400,44.

TIR

Dames

Carabine à air comprimé

1. I. Chlova (URSS), 498,5 pts.
2. S. Sperber (RFA), 497,5.
3. A. Malboukine (URSS), 495,5.

Les Françaises Dominique Aubrière et Valérie Malet se sont classées vingtièmes des qualifications avec 388 points.

Messieurs

Flot vol

1. Babti (Rom), 660 pts.
2. Skauker (Sué), 657.
3. Bassinski (URSS), 657.
19. Cola (Fr), 555.

Carabine petit calibre position couchée

1. Varga (Hun), 703,9 pts.
2. Young-Chul (Corée), 703,8.
3. Zahoyi (Hon), 701,9.

TIR

Dames

Pistolet sportif

1. N. Slaukavicz (URSS), 690 pts.
2. T. Hasegawa (Jap), 686.
3. J. Sekane (Yon), 686.
7. E. Maschke (Fr), 684.

VOLEY-BALL

Messieurs

Premier tour

Groupe A : - Suède-Corée du Sud 3-0 ; Brésil-Italie 3-0 ; URSS-Bulgarie 3-0.

Groupe B : - Pays-Bas-France 3-0 ; États-Unis-Japon 3-0 ; Argentine-Tunisie 3-0.

Deuxième tour

Groupe A : - URSS-Suède 3-0 ; Bulgarie-Italie 3-0.

Groupe B : - France-Tunisie 3-0 (15-10, 15-3, 15-9) ; États-Unis-Pays-Bas 3-1.



Jeux Olympiques Séoul

Vous avez rendez-vous avec la précision Longines

LONGINES®

Chronométrier officiel des Jeux Olympiques 1988
Calgary et Séoul.



Conquest VHP
Conquest VHP (pour Very High Precision), la montre la plus avancée du monde. Titane massif et plaqué or. Échelle à 100 mètres. Changement automatique de fusée horaire. Indicateur de fin de vie de pile. Glass saphir.

هكذا من الأصل

Les XXI^{es} Jeux olympiques à Séoul

PLONGEON : un entretien avec l'entraîneur de Greg Louganis

Figures d'artiste

Athlète à la plastique parfaite, l'Américain Greg Louganis, âgé de vingt-huit ans, est l'incarnation parfaite de son sport, le plongeon. Imbattable et imbattu depuis dix ans — il totalise cinq titres mondiaux et deux médailles d'or olympiques — ce champion qui à la ville est tout à la fois mannequin, danseur et acteur de cinéma est désormais menacé par trois acrobates chinois, Tong, Li et Tan. La fin d'un règne ? Ron O'Brien, entraîneur de Louganis depuis 1978, raconte le royaume de son protégé.

SÉOUL
correspondance

« Qui est Greg Louganis ?

— Le plongeur parfait. Il possède toutes les qualités requises par ce sport. Personne d'autre que lui ne les a autant réunies. Il est bien bâti. Très souple. Très fort. Très rapide. Il a du charme. Il est gracieux naturellement dans tous ses mouvements. Il a un sens inné de l'orientation dans l'espace, il n'est donc jamais perdu dans ses plongées. Il sent toujours où il se trouve et ne panique pas. En plus, il possède un caractère de compétiteur hors pair. Il le fallait pour rester au sommet si longtemps...

— Trois olympiades complètes ?

— Greg s'est révélé en finissant deuxième, à Montréal, en 1976. Il avait seize ans. Peu d'adolescents sont capables d'un tel exploit. Il y a d'habitude un problème de force, de maturité. Mais Greg était déjà un cas à part. De neuf à seize ans, il avait fait du plongeon, avec divers entraîneurs, chez lui, en Californie

du Sud. Et puis il a décidé d'aller aux Jeux. Il a pris contact avec le docteur Sammy Lee, un Américain-Coréen, l'un des meilleurs entraîneurs de plongeon du monde. Sammy Lee a accepté de s'occuper de Greg. Il l'a pris chez lui pendant plusieurs mois avant Montréal. Et Greg a réussi.

— Vous êtes devenu son coach il y a environ dix ans. Depuis, il n'a quasiment jamais été dominé. Les autres plongeurs ont-ils fait étouffer sous Louganis ?

— Au contraire, Greg a donné un élan extraordinaire au plongeon ! Il attire les médias naturellement, bien qu'il ait été très timide au début. On vient le voir, et on parle de nous par la même occasion. En plus, grâce à lui, la discipline a énormément progressé en dix ans.

— Greg Louganis a-t-il apporté une contribution originale à cette évolution ? A-t-il inventé de nouvelles plongées, par exemple ?

— Non. On ne plonge pas au hasard. Le règlement établit une liste de figures autorisées en compétition. L'époque de Greg a été marquée par l'apparition de nouvelles figures, vers 1982-1983. Cela a ouvert une porte. Greg a été le premier à en profiter. Il est resté quasiment seul à son niveau un ou deux ans. Les autres ont voulu le rattraper. Cette course-poursuite a été tout bénéfice pour le sport.

— Greg Louganis n'a jamais effectué de figures originales, pour lui, à l'entraînement ?

— Il s'entraîne pour faire ce qu'il a à faire en compétition. Ce n'est déjà pas si facile. On ne trouve pas les recettes dans un livre. Comment réaliser les figures demandées ?

Il faut chercher. Le coach essaie de donner une image au plongeur,

de lui faire saisir les gestes à faire. C'est tout un travail psychologique. Parfois, on doit même se servir de l'hypnose pour faire entrer un mouvement dans la tête d'un plongeur. Cela ne m'est pas arrivé avec Greg. Alors, avec tout ça, les mouvements « inventés » à l'entraînement. Les plongeurs acrobates le font peut-être. Ils viennent du trampoline, c'est dans leur nature. Mais Greg Louganis n'est pas comme cela.

— Greg Louganis n'est pas un acrobate ?

— Non, c'est un danseur. Il n'est pas né au plongeon en sautant, mais en dansant, depuis son plus jeune âge. Il a toujours continué. Il s'est d'ailleurs produit récemment avec le National Kallidioscope Ballet d'Indianapolis. Son style et sa méthode viennent de là. Si vous voulez un apport décisif de Greg au plongeon, le voilà ! Avec lui, les plongeurs ont compris qu'ils étaient des artistes. Regardez Greg Louganis plonger, vous verrez Mikhail Baryshnikov en train de danser !

— Un danseur ne prend pas de risques physiques exagérés. Les plongeurs ont-ils quelque chose en plus ?

— Claude Askolovitch.

— Le danger existe, bien sûr. On peut toucher le temple ou retomber à plat sur l'eau. Il y a la douleur physique, et parfois des blocages psychologiques ensuite. J'ai connu une fille qui avait touché une fois le temple avec la tête. Elle avait tellement peur ensuite qu'elle ne pouvait plus faire un certain type de saut. Elle a dû arrêter la compétition.

— Greg Louganis a-t-il peur ?

— Quand on est aux Jeux, on sait ce que l'on fait et que l'on est. Greg et tous les autres, ont un respect très sain pour ce qu'ils font. Les risques sont exclus. Mais, dans le cas particulier de Greg, ses qualités, notamment d'équilibre, le mettent assez bien à l'abri des dangers.

— Les plongeurs chinois semblent menacer sérieusement Greg Louganis à Séoul. En quoi sont-ils différents de lui ?

— Ils sont techniques, acrobatiques, et très mécaniques. Greg, lui, est un artiste avant d'être un technicien. Il reste le plus octueux.

CLAUDE ASKOLOVITCH.

Le week-end sportif

Automobilisme

1000 KILOMÈTRES DE SPA-FRANCAIS-CHAMPS
L'équipe *Belit-Johnston-Sauber* (M. C. P.), a remporté, dimanche 18 septembre, les 1000 km de Spa-Francais-Champs devant *Lammers-Brudde* (Jaguar XJR-9). Grâce à cette deuxième place, Jaguar s'assure pour la deuxième année consécutive le titre mondial en sport-prototypes.

Cyclisme

TOUR DE LA COMMUNAUTE
Classement général final. — 1. Fignon (Fr., Système U), 44 h 6 min 40 s ; 2. Rus (Fr.), 1 h 1 min 4 s ; 3. Lurvik (Norv.), 2 h 27 min 27 s ; 4. Toman (Tch.), 2 h 27 min 37 s ; 5. Flobert (Fr.), 2 h 27 min 39 s.

Football

CHAMPIONNAT DE FRANCE
Première division (Dixième journée)
*Montpellier et Paris-SG 0-0
*Toulon et Auxerre 0-0
*Laval et Bordeaux 1-0
*Marseille et Cannes 2-1
*Marseille et Nantes 2-0
*Sochaux et Monaco 0-0
*Nice et Lens 0-0
*Lille et Toulon 2-1
*Metz et Strasbourg 1-1
*Saint-Etienne et Caen 1-1
Classement. — 1. Paris-SG et Auxerre, 23 pts ; 2. Marseille, 23 pts ; 3. Bordeaux, 20 pts ; 4. Nantes et Monaco, 19 pts ; 5. Montpellier, 17 pts ; 6. Sochaux, Toulon et Caen, 17 pts ; 7. Metz, 16 pts ; 8. Lille et Laval, 14 pts ; 9. Strasbourg et Caen, 13 pts ; 10. Lens, 6 pts ; 11. Saint-Etienne, 5 pts.

Deuxième division (Dixième journée)
GROUPE A
*Brest et Rennes 0-0
*Mulhouse et Beauvais 2-0
*Nancy et Le Mans 1-0
*Dunkerque et Quimper 0-0
*Rouen et Gueugnon 1-0
*Clermont et Reims 1-1
*Le Touquet et Guingamp 1-1
*Angers et Valenciennes 3-0
*La Roche AEP et Abbeville 1-0
Classement. — 1. Brest, 28 pts ; 2. Mulhouse, 25 pts ; 3. Nancy, 23 pts ; 4. Rennes, 22 pts ; 5. Clermont, 19 pts.
GROUPE B
*Clermont-F. b. Lyon 1-0
*Nîmes 2-0
*Le Havre b. "Annecy 2-1
*Bastia b. Le Puy 1-0
*Marignac b. "Aix 1-0
*Dijon b. Orléans 3-0

SCIENCE

Le physicien Philippe Nozières médaille d'or du CNRS
La médaille d'or du CNRS pour 1988 a été attribuée à M. Philippe Nozières, physicien, professeur au Collège de France, pour l'ensemble de son œuvre.

Né le 12 avril 1932, à Paris, M. Philippe Nozières, est ancien élève de l'École normale supérieure et agrégé de physique. Docteur d'État en 1957, spécialiste des systèmes de particules et de la physique des hautes énergies, il a fait des travaux importants sur les propriétés des impuretés dans les métaux, la croissance cristalline, le comportement de l'hélium-3, l'hydrodynamique des suspensions. Animateur du groupe de physique théorique de l'Institut Laue-Langevin de Grenoble, membre de l'Académie des sciences depuis 1981, il fut, en 1985, le premier physicien français à recevoir le prix Wolf.

*Monteaux b. Sète 4-2
*Rodez et Cusset-L 2-2
*Istres b. Grenoble 3-1
Classement. — 1. Lyon, 27 pts ; 2. Nîmes, 25 pts ; 3. Le Havre, 22 pts ; 4. Bastia, 21 pts ; 5. Annecy, 20.

Golf

TROPHÉE LANCOME A SAINT-NOM-LA-BRETCHE
1. Ballesteros (Esp.), 269 (64, 66, 68, 71) ; 2. Olazabal (Esp.), 273 (69, 66, 69, 69) ; 3. Lyle (Ecosse), 275 (69, 68, 72) ; 4. Norman (Austral.), 278 (71, 72, 68, 67) ; 5. Leconte (Fr.), 282 (69, 76, 69, 68), 282.

Motocyclisme

GRAND PRIX DU BRÉSIL
250 cm³ cylindres
1. Dominique Sarron (Fr. Honda) les 27 tours en 41 min 4 s 39, moyenne 148,523 km/h ; 2. Lavado (Ven., Yamaha) à 5 s 32 ; 3. Pons (Esp., Honda) à 11 s 38.
Classement final du championnat du monde. — 1. Pons (Esp.), 231 pts ; 2. Garriga (Esp.), 221 pts ; 3. Corru Sola, 166 pts ; 4. Dominique Sarron (Fr.), 158.
500 cm³ cylindres
1. Lawson (E-U, Yamaha), 47 min 6 s 32, (moyenne 156,330 km/h) ; 2. Gardner (Aus., Honda), 47 min 19 s 68 ; 3. Schwantz (E-U, Suzuki), 47 min 27 s 67 ; 4. MacKenzie (G-B, Honda), 47 min 30 s 44 ; 5. Christian Sarron (Fr., Yamaha) 47 min 30 s 56.
Classement final du championnat du monde. — 1. Lawson (E-U), 252 pts ; 2. Gardner (Aus.), 229 pts ; 3. Raimy (E-U), 189 pts ; 4. Christian Sarron (Fr.), 149.

Tennis

TOURNOI DE BARCELONE
(Finale)
Carlson (Sué.) b. Muster (Aut.), 6-3, 6-3, 3-6, 6-1.

Voile

FORMULE 40
Vainqueur du Grand Prix de La Rochelle dimanche 18 septembre, le Français Jean Le Cam *Biscuits Carreux* s'est assuré le titre mondial des Formule 40.
Half Ton Cup
Le Français Marc Boutin *Eiff Age* remporte, samedi 17 septembre, à Foz de G-B, le titre de champion du monde devant ses compatriotes François Lamot *Sodifac* et Norbert Dratzen *ETP 3*.

JOURNAL OFFICIEL

Est publié au Journal officiel du samedi 17 septembre 1988 :

UN DÉCRET

— N° 88-926 du 15 septembre 1988 portant application du titre II de la loi n° 87-1132 du 31 décembre 1987 autorisant, en ce qui concerne la prise de possession des immeubles nécessaires à l'organisation ou au déroulement des XVI^{es} Jeux olympiques d'hiver d'Albertville et de la Savoie, l'application de la procédure d'urgence et la réquisition temporaire.

Est publié au Journal officiel du dimanche 18 septembre 1988 :

UN ARRÊTÉ

— Du 12 septembre 1988 fixant les équivalences de titres ou diplômes prévues pour accéder aux concours externe ou interne de l'agrégation.

Le Carnet du monde

Naissances

— Elisabeth GORDON et Pierre HUGUENIN ont la joie d'annoncer l'arrivée de
Chloé Nan.
Lausanne, le 14 septembre 1988.

— Jacques-Xavier et Simone MATHIEU, Jacques et Claude PERRIER, ont la grande joie d'annoncer la naissance de leur premier petit-fils
Evrad
chez Damien et Laurence, le 13 septembre 1988.

64, Eland Road, 5 W 11 Londres.
6, rue du Foin, 75003 Paris.
143, rue de la Pompe, 75116 Paris.

Décès

— M^{me} Françoise Berbach, née Wirrmann, Julien, Thomas et Adèle, M. et M^{me} Gérard Berbach (père), M. et M^{me} Bruno Wirrmann, Les familles Sniadecki, Berbach, Dibling, Elchinger, Monath, Wirrmann et les familles parentes et alliées, ont la profonde douleur de faire part que

M. Gérard BERBACH, directeur du contentieux de la CPAM de Haguenau,

s'est endormi dans la paix du Seigneur, le 8 septembre 1988 au terme d'une pénible maladie, dans sa quarante-cinquième année, après avoir survécu vingt-trois ans grâce à une greffe du rein,

et remettrait le corps médical et le personnel des hôpitaux Necker et Boucicaut de Paris, du centre Paul-Strauss, de la clinique Sainte-Barbe et de la clinique chirurgicale B de Strasbourg.

La cérémonie religieuse aura lieu le mercredi 21 septembre 1988, à 15 heures, en l'église d'Uhlwiller, où l'on se réunira.

Les obsèques seront célébrées par des docteurs de l'Ordre de France, à la paroisse.

9, rue Principale, 67350 Neudorf.

— Le Père Charles-Henri Cagnac, Bernard et Jeanne Cagnac et leurs enfants, Anne et Patrick Muzman, Vincent, Armelle, Le Père Francis Cagnac, Jean et Monique Cagnac et leurs enfants, Antoine et Bruno Cagnac, Claude et Françoise Cagnac et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de

Thérèse CAGNAC, ingénieure, leur sœur, belle-sœur, tante, cousine, survenue le vendredi 16 septembre 1988.

Le service religieux sera célébré le mercredi 21 septembre, à 14 h 30, dans la paroisse, Saint-Christophe-Javel.

4, rue Saint-Christophe, 75015 Paris.

— M. Philippe Fraissinet, Marc, Jérôme et Laurent, M. et M^{me} Antoine Pengoit, M^{me} Gustave Fraissinet, Les familles Pengoit, Galley, Isenot, Guillon, Walter et Lafaurie, Les familles Fraissinet et Cathal, Ses amis, ont la douleur de faire part du décès de

Mireille FRAISSINET, née Pengoit, survenue le 11 septembre 1988, dans sa quarante-septième année, à Châteauneuf-Malabry, à la suite d'une brutale et cruelle maladie.

— M^{me} Lucie Franck, son épouse, M. et M^{me} Eric Franck, M. et M^{me} Henri Cartier-Bresson, ses enfants, Christopher, Alexander, Louis, Meline, Taryana, ses petits-enfants, M^{me} Inès Franck-Schwarzenbach, Les familles Franck, Jeanty, Abdeni, Achy, Et leurs proches, ont la douleur de faire part du décès de

M. Louis FRANCK C.B.E., survenue le 15 septembre 1988, à l'âge de quatre-vingts ans.

L'incinération a eu lieu dans la plus stricte intimité.

Un service commémoratif sera annoncé ultérieurement.

Chloé Arno, 3780 Genève (Suisse).

CARNET DU MONDE

Tarif : la ligne H.T.
Toutes rubriques 79 F
Abonnés 69 F
Communications diverses 32 F
Renseignements : 42-47-95-93

— M. et M^{me} Fignon, leurs enfants et petites-filles, M^{me} Antoine B. ont la tristesse de faire part du décès de

M^{me} Andréas, née Gernsheim, leur mère, grand-mère arrière-grand-mère, survenue le 14 septembre 1988.

Selon son désir, l'inhumation a eu lieu, le 19 septembre 1988, dans la plus stricte intimité familiale.

45, rue Duquesne, 69006 Lyon.

— Zurich, le 16 sept. 1988.

Richard Paul LGE, 13 septembre 1902-16 sept. 1988. L'enterrement aura lieu mercredi 21 septembre 1988 à 14 h, Friedhof Sihlfeld A.

Ida Afis Lohse-Dürner, Johannes et Bryn James-L., Berti Marchetti-Dürner, Garzentrass 33, 8002 Zurich.

Anniversaires

— Le 20 septembre 1983

Jean GUILLOIN, inspecteur général de l'administration nous quitte.

Il vit dans la mémoire de ceux qui l'ont aimé.

— Il y a quatre ans disparaît le jeune et brillant

Zohair LADJIMI, à l'âge de vingt et un ans.

Que tous ceux qui l'ont connu, s'en souviennent et se rappellent.

— Quoi tous ceux qui ont été et sont

Bernard LAMBLER, maître-assistant d'enseignement mort il y a juste dix ans, gardent fidèlement son souvenir.

— 19 septembre.

Il y a cinq ans

Gilbert SAUVAGE nous quitte.

Ceux qui l'ont connu s'en souviennent et ont une pensée et une intention de prière pour lui et les vœux accompagnés d'un souvenir.

— Avis de décès

— Une messe sera célébrée à 14 h, en l'église Saint-Ignace, 33, rue de Sévres, Paris-6^e, le vendredi 23 septembre, à 12 heures, à la mémoire de

Père André MASSE, (Suisse), assassiné à Sétif (Liban), le 24 septembre 1987.

Non abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

POMPE FUNÈRE

BOBLOT

ASSISTANCE TOTALE DANS L'ORGANISATION D'OBSEQUES

(0)45.22.27.22 PERMANENCE 24 HOURS 24 H

JACQUES GAUTIER

Collier cristal sur argent

Boucles d'oreilles : 1 500 F

36, rue Jacob - Paris 6^e

Tél. : 42-60-84-33



Un accoucheur de projets

Les étudiants britanniques sont particulièrement peu enclins à créer leur entreprise, à en croire les statistiques selon lesquelles seulement 0,3 % d'entre eux se font créer 8 % aux États-Unis. Pour redresser cet état d'esprit, le Manpower Services Commission, organisme officiel chargé de promouvoir la formation professionnelle et l'esprit d'entreprise, a lancé le Graduate Enterprise Program, expérimenté avec succès, il y a trois ans, à la Cranfield Business School. Ce programme comprend plusieurs phases. Une première session d'une demi-journée, avec présentation de la création de l'entreprise. Deux jours d'atelier leur donnent ensuite la possibilité de présenter leurs projets à des experts, tout en recevant une initiation aux techniques de base de la gestion et de la comptabilité. Enfin, 450 candidats sélectionnés peuvent passer quatre semaines de stages dans une école de commerce, où ils reçoivent une formation théorique, des conseils pratiques et ont la possibilité de prendre des contacts sur le terrain. L'école continuera ensuite à les suivre et à les aider. Les stagiaires, qui doivent être inscrits au chômage, reçoivent une indemnité de 40 £ par semaine. « Démarrer sa propre affaire, c'est prendre un risque », estime Linda Skinner, directrice du département entreprise de l'université de Bristol. Il y a tant de choses qui peuvent tourner mal qu'il vous faut une sage-femme à vos côtés. Je crois que le GEP aide nos stagiaires à accoucher de leur projet. » A. L.

cadres d'associations et d'organismes sociaux de tous les âges, de loisirs et de vacances. (Université de Savoie, 27, rue Maroz, BP 1104, 73011 Chambéry Cedex. Téléphone : 79-69-27-18).

● **Galvanoplastie**
L'Institut universitaire de formation continue de Besançon lance une formation en galvanoplastie de sept mois (quatre mois d'étude, trois mois en entreprise) débouchant sur un diplôme universitaire. Inscription (niveau bac scientifique) jusqu'au 30 octobre. (Université de Franche-Comté, formation continue, route de Gray, 25030 Besançon Cedex. Téléphone : 81.50.32.86).

● **Tourisme**
L'université de Savoie organise sur deux ans (janvier 1989-décembre 1990) un cycle de formation continue sanctionné par un diplôme d'université pour les

clubs de Savoie, 88, rue Pierre-Chamon, 74006 Paris.

Urbanisme - aménagement des formations sélectives et intensives

INSTITUT FRANÇAIS D'URBANISME PARIS-VIII

DESS D'URBANISME (en deux ans)

LICENCE ET MAÎTRISE

Aménagement option urbanisme.

DESS D'URBANISME ET PRATIQUE DE L'ESPACE

PARIS-VIII ENPC

ENTPE - PARIS-1

Dossiers : ENPC 42-60-34-13, p. 1151 ou IFU 64-88-00-16

MAGISTÈRE AMÉNAGEMENT

(espace, milieu, société)

PARIS-1, PARIS-VIII

Formation en trois ans. Recrutement : DEUG ou équivalent. Dossier : 40-46-27-71 ou IFU 64-88-00-16

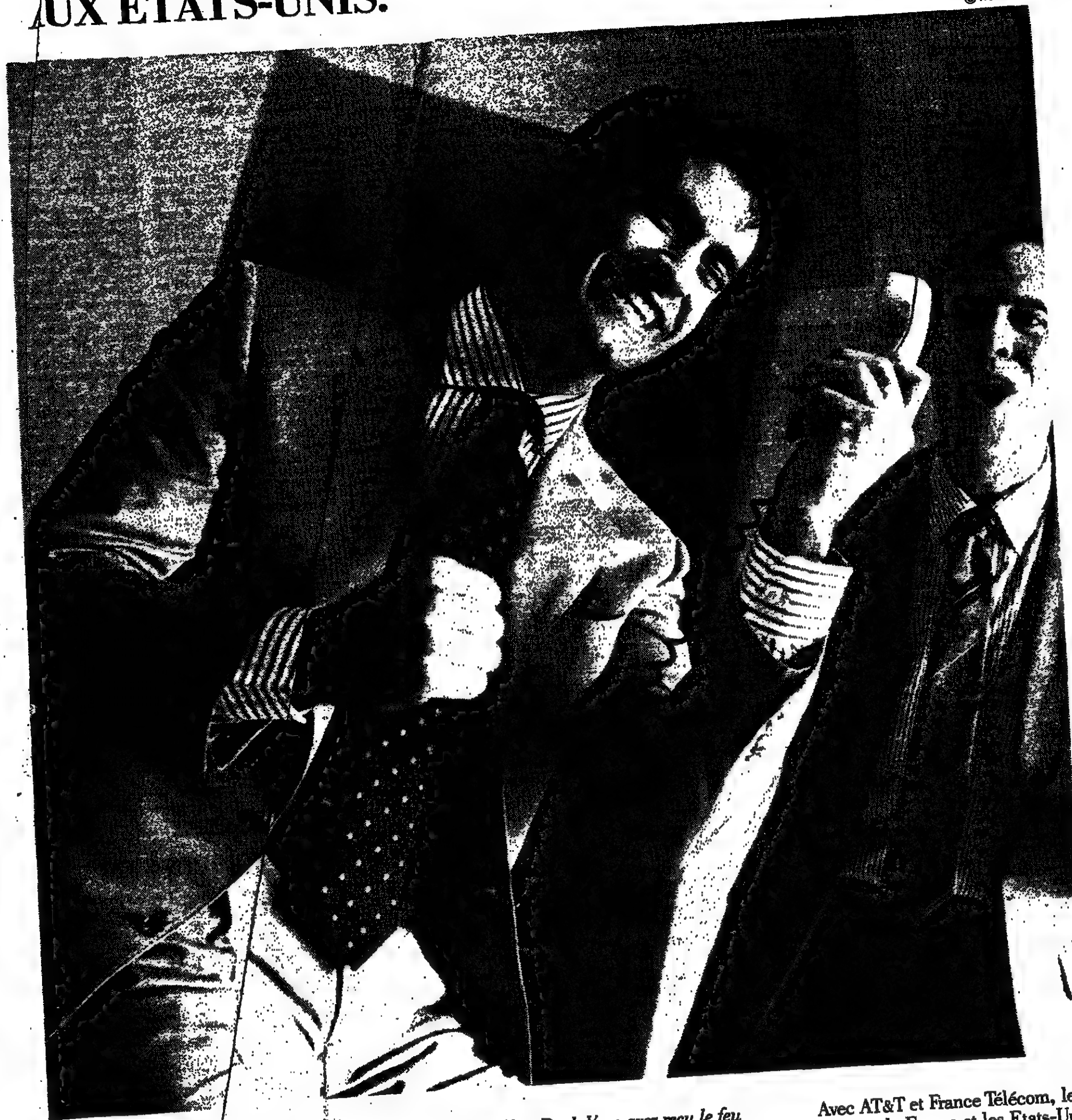
Renseignements : 64-68-00-16

IL N'EST UN ETA

VA IL Y AIT AFFAI TOI LES JO

IL N'EST PAS
AUX ETATS-UNIS.

© 1988 AT&T



MAIS
IL Y AIT DES
AFFAIRES
TOUS
LES JOURS.

"Jack ? C'est Paul. Vous avez reçu le feu vert pour l'émission ?"

"Oui, si les conditions sont acceptables."

"Elles le sont ?"

"Oui, à condition que vous preniez l'intégralité des 300 millions."

"Notre syndicat de placement est prêt à intervenir."

"Dans ce cas, on y va."

"Alors, on a le contrat ?"

"Vous l'avez."

"Fantastique... Dites, et si on signait à Paris ?"

La suite de la conversation est strictement professionnelle.

Avec AT&T et France Télécom, les lignes entre la France et les Etats-Unis sont ouvertes à tout le monde.

Si vous voulez décrocher une affaire, décrochez le téléphone.



FRANCE
TELECOM
INTERNATIONAL



هكذا من الأصل

Culture

MUSIQUES

« Die Soldaten », de Bernd-Alois Zimmermann, à Strasborg

Portrait ressemblant d'un viol collectif

Musica débute par un coup d'éclat : la plus lisible et la plus fidèle représentation des Soldats, l'opéra de Zimmermann d'après la célèbre pièce de Jakob Lenz.

L'œuvre passe souvent pour inconnue : on ne l'a pas encore vue à Paris et elle n'a été présentée en France qu'assez récemment, par la fanfaise de Ken Russell, à l'auditorium de Lyon (le Monde du 22 février 1983). On trouve presque toujours avec elle en dissimulant les difficultés par une approche trop réductrice (Francfort) ou moderniste à outrance (Berlin). Harry Kupfer et l'Opéra de Stuttgart, Bernhard Kontarsky (succédant à Dennis Russell Davies) au pupitre, prennent toute la musique de Zimmermann, toutes ses indications scéniques, au pied de la lettre.

L'une des idées essentielles du compositeur est celle de la « sphéricité » du temps, de la simultanéité des époques et des lieux, servie par les moyens du « théâtre total ». Aussi le décor de Wolf Munnzer offre-t-il en permanence trois étages de lieux divers, appartements, chambres, salons, rues, cafés, où les personnages réagissent instantanément aux événements qui se passent ailleurs. La lumière les éveille ou les endort. Ce sont des marionnettes, comme l'indiquent leurs gestes saccadés pendant le prélude, des images interchangeables de la pression sociale, « pris dans un réseau de contraintes qui les mènent inéluctablement, plus innocents que coupables, à la violence, au meurtre, au suicide et finalement à l'annihilation totale », selon Zimmermann.

Voilà bien un tableau grimaçant de la comédie humaine en (ravis) costumes du dix-huitième siècle, avec des officiers déboussés ou égarés, des courtisanes ou courtisanes méprisantes, des bourgeois fous ou révoltés, des danseurs, des clowns, une soldatesque de toutes les époques et de tous les pays, et, sur le devant de la scène, le calvaire de la trop coquette Marie qui, d'officier en soldat, descend les degrés de la déchéance jusqu'au viol par l'ordonnance de son premier amant.

Viol qui est, pour Zimmermann, celui de la condition humaine, viol

collectif qui se répète (selon sa volonté) dans les plus sinistres images de l'apocalypse allemande de 1945 : viol représenté sur scène, commenté sur trois écrans, avec une cruauté et une force saisissantes tandis que tous les personnages tour à tour répètent immobiles : « Faut-il donc qu'ils tremblent ceux qui subissent l'injustice ? Et que seuls vivent dans la joie ceux qui commettent l'injustice ? »

De Bach au jazz

Harry Kupfer (le metteur en scène du dernier Ring de Bayreuth) a réuni admirablement un mélange de style expressionniste, épique, clownesque et rituel, pour ces personnages plus symboliques qu'individualisés, avec des transpositions qui sont souvent des trouvailles merveilleuses, comme les acrobaties funambulesques du capitaine sur des tables de café, illustrant ses discussions philosophiques spéculatives avec le curé, ou bien la symphonie des parapluies qui accompagne la belle romance timbalante du troisième acte.

Avec la même minutie d'orfèvre, Bernhard Kontarsky a démonté et remonté le dédicat mécanisme musical qui agence, autour de la conception globalisante du compositeur, les

masses orchestrales (comme un décor d'orange toujours à l'arrière-plan du drame), les délicates dentelles instrumentales de certaines scènes, les citations de Bach ou de Josquin des Prés, les interruptions du jazz ou de la musique électronique, et toutes les plus folles expressions chantées, du réchât sec au bel canto et aux « barbelés » sériels bérésés de saints mortels et de coloratures surajoints.

On saluera enfin l'interprétation de la troupe allemande où chacun des vingt-sept personnages principaux ou secondaires est caractérisé avec la force d'un portrait, aussi bien scéniquement que vocalement, ce qui représente un travail d'une rigueur exceptionnelle. On ne citera ici que Nancy Shade, impressionnante Marie, qui tenait déjà le rôle principal à Lyon, le Stolz de Michael Ebbecke (qui empoisonne l'amant de sa fiancée avant de se donner la mort), saisi dans le Desport si fort dans son abjection de William Cochrane ; enfin, une mention spéciale pour Grace Hoffman qui, comme beaucoup de cantatrices allemandes, s'impose fièrement en fin de carrière dans le rôle de la grand-mère.

Il est bien dommage qu'une telle production n'ait été donnée que deux fois, ce qui représente déjà un tour de force financier (1). Mais

peut-être Harry Kupfer, invité par le Festival de Daniel Barenboim, pour le reproduire ce spectacle, difficilement surpassable, à la Bastille, au Berghaus (prévu pour cette réalisation) ne manquant pas d'autres sujets à sa mesure.

Et rappelons que Strasbourg a déjà bien de rendre cet hommage à Zimmermann, et surtout à Lenz : car c'est ici que le malheureux poète observa les meurs de la garnison, vécut en quelque manière cette aventure (qu'il transposa à Lille et à Annemasse) et écrivit *Die Soldaten* ; c'est ici également qu'il sombra dans la démence et tenta de se suicider, avant d'aller mourir misérablement à Moscou en 1972.

JACQUES LONCHAMPT.

★ Prochaines programmes à Munich : *Ennervations d'Aperçus* par l'ATEM (à partir du 20) ; créations mondiales des Français de Manoury, Finzi, Mielke (21) ; *Musica* de Stockhausen, par le duo de pianos Camino-Ballista (22). Tél. : (16) 88-35-32-34.

(1) Avec l'aide du ministère de la culture, du comité Strasborg 2000, des villes de Stuttgart et de Strasbourg et de Land Bade-Wurtemberg, Musica 88 a publié à cette occasion, avec les *Dernières Nouvelles d'Alsace* et la revue *Contrepoints*, un volume captivant consacré à cet opéra (livret, correspondances, textes et études, 198 pages, 50 francs).

Quinze concerts de Pier. Henry

Festin de l'homme seul

En quinze concerts, le Festival estival de Paris propose un nouveau parcours du plus grand compositeur de musique concrète.

Périodiquement, Pierre Henry évoque de son « sous-marin » de la rue de Toul, où il fait de fantastiques croisières à travers ses réserves de sons et de paroles gelées, accumulées sur bandes magnétiques depuis quarante ans, pour en ramener de nouvelles visions. Et soit il nous révèle quelques œuvres récentes, comme la *Hugo-Symphonie* de 1985 en quatre séries et quatre festivals, soit il nous convie au plantureux festin de toute son œuvre, comme lors des « vingt-six heures » des SMP en 1968 ou le « Parcours-Cosmogonie » en douze concerts de 1976. A faire pâir d'avance Lich, « l'opéra des sept jours », de Stockhausen (notre calendrier).

Ces jours-ci, après le modeste prologue d'un *Autoportrait* (buit heures de musique non-stop au Salon de la musique 1), c'est le quart-totale de sa production qu'il expose à l'ARC (1), pour le Festival estival, sous une forme thématique assez lâche (*Le Corps, Aventures, Vies, Ecritures, et matériaux, etc.*), mais avec le dessein de nous faire découvrir de nouvelles œuvres ou moins connues de montrer le tout se tient dans cet univers si sonnel, aux images pourtant si contrastées.

Ingenieur et interprète

Le, mais surtout dévoué de s'offrir, pour cet « homme seul », selon titre prophétique de la *Symphonie* qui le rendit célèbre (avec son Océan Pierre Schaeffer) et du premier concert : un homme qui tire de son propre fonds, qui est à la fois son ingénieur et son interprète qui triomphe ou coule au solitaire.

Permanence du créateur : ce premier programme d'œuvres récentes était tout le passé, mais un passé resté comme présent, sans aucune mortuologie, avec la même trucidation, jadis. Tel le *Portrait sonore*, créé en 1986 à la Fondation Maeght, hommage à un vieux congénère, François

Dufrenoy, le compo des *Fragments pour Artaud et Granulométrie* en particulier. Et à les matériaux bruts de ce produit « improvisateur de bouche soufflée, cris, débauches lettrées incompréhensibles discours de tun, gilles, balers, aboiements, mille autres échantillons sortis de ses trésoirs, Pierre Henry compo une musique vive, dépourvue, enjouée, fraîche et joyeuse commeux premiers jours, digne de « sang vocal » qu'était Dufrenoy en ce de son ami.

C'est avec le très plaisir que Pierre Henry s'est plongé dans la *Symphonie pour un homme seul* en 1985 pour en tirer sa *Fantaisie nouvelle*, libre et modique, à la manière dont Lenz imposait ses *Fantaisies sur Don Juan* ou sur *Rigoletto*. Plaisir délicieux et un peu pervers que de surprendre et charmer avec des souvenirs sonores si connus, mais arrangés de manière différente. Enfin, dans *Les réflexions* de 1982, qui se rize à Roger Caillols, on retrouve le jeune Henry expérimentateur obèse, explorateur de la musique abstraite, pourrait-on dire, à l'humaine de Bach... C'est en effet le suite de « réflexions », d'états sur un schéma fixe, où le color instrumentale change à chaque fois : une formule inamovible (un m d'octave au début) autour de laquelle divers reflets dérivent et se bécotent peu à peu comme dans la « minimal music ».

De ce premier concert, on retire en tout cas l'impression d'un « homme seul » en pleine forme, revigoré, s'il en était besoin, comme sa musique, qu'il a pu se dévoter à mettre hors d'attente du temps, en transportant ses créations de kilomètres de bases magiques sur ordinateur, promesse de pérennité.

J. L.

(1) Tous les jours à 18 h 30 (sauf le lundi), à l'auditorium du Musée d'art moderne de la Ville de Paris 11, avenue du Président Wilson, Paris 16, jusqu'au 2 octobre. Seront montrés en particulier les *Variations pour une porte et un sonnet* et la *Messe pour le temps présent* (le 20) ; le *Voyage et la Dernière Symphonie* (le 22) ; *Cosmogonie* (le 29), etc. Tél. : 45-72-41-01 ou 45-04-94-01 (au FEP).

CALENDRIER

Classique

★ *Quatuors et création.* — Proquart, jeune association, a passé commande à Philippe Hersant (siège d'André Jolivet né en 1948), Hersant dont les quatre Enesco créent le *Deuxième Quatuor*, mardi 20. Avant la création française, par les Arditi, de la version originale de la *Suite lyrique*, de Berg (avec un final pour voix de soprano), jeudi 22. Chaque jour, à 19 heures et à 19 heures, cycle Haydn par de jeunes formations.

★ Jusqu'au 24 septembre, salle Favart, 13 heures, 19 heures et 21 heures. Tél. : 45-04-34-13.

★ *Ouverture Stockhausen.* — Coup d'envoi du Festival d'automne : *Montag aus Licht* (version oratorio, création française) précède, à partir du 26, dix concerts intégraux consacrés à la musique de chambre du géant allemand (à l'Opéra-Comique).

★ Vendredi 23, Champs-Élysées, 19 heures. Tél. : 42-96-12-27.

★ *Bach en cathédrale.* — La Picardie, fière de ses cathédrales, le fait savoir par un festival. L'abbatiale de Saint-Leu-d'Esserent, au sud de la région, est un monument de hauteur redoutable (du strict point de vue de l'acoustique) pour une *Passion selon saint Jean*, de Bach, par Sheila Armstrong, James Bowman, John Graham-Hill, les chœurs et l'orchestre du London Bach, direction Simon Preston.

★ Samedi 24, Saint-Leu-d'Esserent, 21 heures. Tél. : (16) 44-56-64-55.

★ *Jeanne Pliand, Royanmont et Mozart.* — Mezzo destinée aux rôles travestis. Seront tant admirés(e) dans la *Clémence de Titus*, à Aix cet été, Jeanne Pliand est la star du cycle Mozart, en cours actuellement à l'abbaye de Royanmont. Elle chante aussi Schumann et Strauss, accompagnée par Charles Spencer au piano.

★ Samedi 24, Royanmont, 20 h 45. Tél. : (1) 30-35-30-16.

Jazz

★ *Vander, force de frappe.* — Si puissant qu'il soit, Christian Vander n'aime pas être réduit au jeu binaire.

Fondateur historique de Magma, il est actuellement à la recherche de nouvelles pistes. On l'a vu à Antibes avec Michel Portal. Il se présente aujourd'hui en trio.

★ Les 22 et 23, New Morning. Tél. : 45-23-51-51.

★ *Barney Wilen en club.* — Le plus élégant des saxophonistes ténors, le plus américain des jazzmen français, le plus avant-gardiste des classiques, Barney Wilen est en club pour quatre jours. Il faut aller voir cette fausse désinvolture, et les filles se pressent autour de la scène comme au temps où Barney jouait avec Miles Davis ou Lee Morgan.

★ Du 20 au 24, Sunset. Tél. : 40-26-46-60.

Variétés

★ *Raymond Devos continue.* — Nouveaux voyages du prince des humoristes-poètes, entre réel, imaginaire et féerie. Pour réfléchir d'abord sur soi-même.

★ Palais-Royal, 21 heures. Tél. : 42-87-59-41.

★ *Magry la passion.* — Vingt-cinq ans de chansons : Colette Magry poursuit son aventure solitaire avec générosité et passion, chantant aussi *Melocotron* ou empruntant un blues à Denise Smith.

★ Lundi 26, Dejazet, 21 heures. Tél. : 42-74-20-50.

Reprise de « Starmania »

Le monde est toujours stone

Tremplin de chanteurs en 1979, l'opéra-rock de Michel Berger et Luc Plamondon, rejoint par ses auteurs, rassemble à nouveau une foule de jeunes prometteurs.

Donné pour la première fois en 1979 sur la scène du Palais des congrès, *Starmania*, à pour décor une civilisation futuriste dominée par l'argent, la violence, la délinquance des métropoles, le besoin d'espace et de soleil. Il y a des personnages-symboles, la star, le présentateur télévisé, l'animatrice

branchée, l'ancien gard terroriste, l'homme d'affaires, charme charismatique attiré par la politique, la servente-automate, le disquaire mythomane. Il y a aussi de belles mélodies, que chantent y a neuf ans une génération, chanteurs francophones dont talent, alors, explosait : France 31, Diane Dufrenoy, Fabienne Thibault, Daniel Balavoine, né Joly, Etienne Chicot, Clai Dubois. Rarement spectacle musical promu sur le marché plusieurs fois auparavant par la radio coproductrice (Europe 1) n'avait connu autant de chansons que le publicateur longtemps en tête : *Les 6 contre les Autres* et *Le monde est stone*.

chantees par Fabienne Thibault, les *Alfées*, d'un *acc-symbole*, interprétées par Diane Dufrenoy, *Quand on arrive en ville*, créée par Daniel Balavoine.

A l'époque, *Starmania* paraissait fragile comme une bande dessinée sur le désir de reconnaissance qui ronge les individus dans la société des Métropoles, et sur la puissance médiatique de la télévision. Depuis, la « starmania » s'est banalisée. Même un chanteur nommé Bernard Tapie, après trois 45 tours ratés publiés par RCA, donne sa réalité au personnage d'homme d'affaires aux activités tentaculaires jusqu'à entrer en politique et reprendre au soir sur le plateau de l'émission « Champs-Élysées », de Michel Drucker, la chanson interprétée dans *Starmania* par le « business man » milliardaire : *J'aurais voulu être un artiste*.

Surtout, la télévision est devenue dévorante de « stars » : animateur présentateur, chanteurs, sportif écrivains qui, chacun, accomplissent un petit tour de piste et retrouvent l'anonymat dans lequel ils doivent continuer à vivre.

Michel Berger (compositeur, metteur en scène) et Luc Plamondon (auteur du livret, des paroles co-metteur en scène), tout en conservant ces thèmes, ont élargi leur propos, gonflé le côté band dessinée plutôt confus mis en avant antérieurement. Ils ont retravaillé le livret original, enlevé des chansons, réécrit les dialogues chantés, réorchestré la musique aux couleurs des synthétiseurs, simplifié et magnifié un décor qui permet le mouvement. Tel qu'il se présente au Théâtre de Paris, l'opéra-rock n'est plus pendant des heures aucune ride : mélodies nouvelles, texte simple, aux résolutions acérées. La jeune troupe (Marta Saint-Clair, Norman et Richi Gréux, Wenta, Mairana), jouet homogène, ne cherche pas à faire oublier leurs aînés. Ils ont les vibrations à eux, leur spontanéité, leur élan, de beaux éclats.

CLAUDE FLEOUTER.

★ Théâtre de Paris, 21 heures.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-97-27

Téléc. MONDOPAR 650572 F

Télécopieur : (1) 46-23-06-81

ABONNEMENTS BP 507 09

75422 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-98-72

Reproduction interdite de nos articles, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2097

Renseignements sur les microfilms et index de Monde au 111 42-47-98-41.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile « Les Rédacteurs du Monde »

Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Estropier

MM. André Fontaine, président, et Hubert Beau-Méry, fondateur.

Administrateur général : Bernard Wozniak

Rédacteur en chef : Daniel Vernet

Correspondant en chef : Claude Salas

ABONNEMENTS PAR MINITEL 36-15 - Tapez LEMONDE code d'accès ABO

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-97-27

Téléc. MONDOPAR 650572 F

Télécopieur : (1) 46-23-06-81

ABONNEMENTS BP 507 09

75422 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-98-72

Reproduction interdite de nos articles, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2097

Renseignements sur les microfilms et index de Monde au 111 42-47-98-41.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile « Les Rédacteurs du Monde »

Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Estropier

MM. André Fontaine, président, et Hubert Beau-Méry, fondateur.

Administrateur général : Bernard Wozniak

Rédacteur en chef : Daniel Vernet

Correspondant en chef : Claude Salas

ABONNEMENTS PAR MINITEL 36-15 - Tapez LEMONDE code d'accès ABO

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-97-27

Téléc. MONDOPAR 650572 F

Télécopieur : (1) 46-23-06-81

ABONNEMENTS BP 507 09

75422 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-98-72

Reproduction interdite de nos articles, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2097

Renseignements sur les microfilms et index de Monde au 111 42-47-98-41.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile « Les Rédacteurs du Monde »

Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Estropier

MM. André Fontaine, président, et Hubert Beau-Méry, fondateur.

Administrateur général : Bernard Wozniak

Rédacteur en chef : Daniel Vernet

Correspondant en chef : Claude Salas

ABONNEMENTS PAR MINITEL 36-15 - Tapez LEMONDE code d'accès ABO

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-97-27

Téléc. MONDOPAR 650572 F

Télécopieur : (1) 46-23-06-81

ABONNEMENTS BP 507 09

75422 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-98-72

Reproduction interdite de nos articles, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2097

Renseignements sur les microfilms et index de Monde au 111 42-47-98-41.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile « Les Rédacteurs du Monde »

Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Estropier

MM. André Fontaine, président, et Hubert Beau-Méry, fondateur.

Administrateur général : Bernard Wozniak

Rédacteur en chef : Daniel Vernet

Correspondant en chef : Claude Salas

ABONNEMENTS PAR MINITEL 36-15 - Tapez LEMONDE code d'accès ABO

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-97-27

Téléc. MONDOPAR 650572 F

Télécopieur : (1) 46-23-06-81

ABONNEMENTS BP 507 09

75422 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-98-72

Reproduction interdite de nos articles, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2097

Renseignements sur les microfilms et index de Monde au 111 42-47-98-41.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile « Les Rédacteurs du Monde »

Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Estropier

MM. André Fontaine, président, et Hubert Beau-Méry, fondateur.

Administrateur général : Bernard Wozniak

Rédacteur en chef : Daniel Vernet

Correspondant en chef : Claude Salas

ABONNEMENTS PAR MINITEL 36-15 - Tapez LEMONDE code d'accès ABO

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,

Culture

JAZZ

Betty Carter au Festival d'Albi

Le be-bop qui mord

Chanteuse, c'est-à-dire musicienne à part entière, Betty compose et écrit des arrangements. Toujours sans compromis, sans pitié.

Quand elle chante, elle mord les mots, se défigure, tord ses traits et on croit à une espèce de délire. Elle est comme un chien en laisse, en tant que femme, Noire et chanteuse. Betty Carter est aussi pianiste. Elle a exercé l'arrangement et l'orchestration dans son premier emploi : l'orchestre de Lionel Hampton. Après 1948.

Lily Lee Jones, dite Betty Carter, est née dans le Michigan le 16 mai 1930. Ni New-York, ni la Californie : à Flint, une de ces villes plates ou moines ingrates autour de Detroit. Cela trompe le caractère. Comme les saxophonistes ou les batteurs, comme tout le monde aux Etats-Unis, les chanteuses ont des styles, une sorte de langue individuelle, un accent local en somme, qui dépendent de leur ville ou de leur région d'origine. Il est sûr que la communauté des quartiers ou des premiers musiciens qu'ils ont fréquentés. Betty Carter ne chante pas comme on chante dans le Sud (Le Nord-Ouest industriel est dur, Detroit n'a rien d'une station balnéaire). Betty Carter y a débuts au Paradise Theater, le même où Frank Morgan a entendu Parker pour la première fois (Le Monde du 28 août). Le paradis perdu.

Maintenant une expressivité corporelle exagérée, très heureuse (musique, évidemment) à une



délicatesse toute poétique du langage, allant de la douceur au cri comme quand on aime, centrée, cassée, soudain ondulante et sans angle, Betty Carter donne en scène une image forte du blues... qu'elle n'interprète pourtant pas.

A Detroit, comme à New-York plus tard, elle chante avec tous les musiciens connus et importants de sa génération. A ce degré d'interprétation, il faut bien voir qu'on n'attend pas de vous que vous soyez simplement la chanteuse (décorative) de l'orchestre. Il faut que vous soyez improvisatrice, et irréprochable dans la mise en place. Le secret n'est parfaitement perdu. Betty Carter chante avec Charlie Parker, Miles Davis, Dizzy Gillespie, Max

Roach, Duke Jordan, Tommy Potter, etc. Son surnom est Bebop.

Manquant d'indulgence pour les margoulines, elle finit par fonder sa propre maison de disques. C'est évidemment une garantie d'indépendance : mais, d'un autre côté, on ne lui fait pas de cadeau.

Si, d'aventure, vous trouvez, avant que les margoulines ne le pionnent définitivement, le disque de Betty Carter avec Ray Charles (la 10^e Convention des disques de collection se tient les deux premiers jours d'octobre), n'hésitez pas une seconde : vendez donc tous ces appareils et véhicules, tous ces trucs que vous croyez indispensables et rachetez ce disque sur-le-champ. Pour patienter, vous pouvez toujours vous procurer son dernier album (produit par elle), superbe, ou le dialogue en « standards » qu'elle vient d'enregistrer avec Carmen McRae.

Mais son duo avec Ray Charles reste une rareté aléatoire. Comme un opéra d'émotion rassemblée — subtilité d'arrangements comprises (Marty Paich) — en quelques airs sans importance. Parce qu'en outre, ce ne sont que des chansons !

FRANÇOIS MARMAIDE.

★ Discographie : Look What I got / CD Verve 835 661-2.

★ Jazz dans le Tarn : Betty Carter et son trio, Albi (20 septembre), Serge Lazarevitch (7 octobre), Mel Waldron/Martin Brown (8 novembre), Jack DeJohnette (15 novembre), Negro spirituals and Gospel songs (Castres, 1^{er} décembre), Magali Pétit (Albi, 9 décembre), Rickie Cole (15 décembre), Louis Scialoja, Barney Wilson, etc. Téléphone : 63-47-56-50, 63-59-41-90.

DANSE

La III^e Biennale de Lyon

Petites pièces et grands moments

La Biennale file bon train et pavoise : au troisième jour, 85 % de ses « objectifs financiers » étaient déjà atteints.

Vendredi, on court au TNP de Villeurbanne : Dominique Bagouet y présente ses Petites Pièces de Berlin. Une salle d'attente d'aéroport, semée de banquettes de bois très raides. Des bruits d'avion, alternant avec des cigales, des silences, des bribes de conversation et de la musique hachée ment. Dans ce no man's land, des rencontres : un quinquette, un trio, un quatuor et deux « nonettes ». On ne peut pas dire que cela déborde d'invention, mais un certain charme Bagouet opère, fait de nonchalance, de tendresse et d'ironie légère. Lui-même est là, qui vient entre chaque tableau faire à l'avant-scène un petit numéro, drôle, en costume de bain.

Samedi après-midi, on découvre le beau parc de la Villa Gillet, où se tient l'exposition « Jean Cocteau et la danse ». Dessins et photos pour la plupart commes. On procède à une vérification d'importance : le grand manteau de Phédre, exposé sur un mannequin, était bien rouge sang de bœuf séché, et non bêtement vert-olive comme certaines reprises ont voulu nous le faire croire.

De là, on vole au Palais Saint-Jean voir l'exposition « Les grands maîtres de la danse ». Entre autres merveilleuses figures, Pina Bausch, Forsythe ou Delaunay, on tombe amoureux d'un Pina Bausch bleu, une danseuse de french-can-can qu'on emporterait bien sous son bras. Cette expo viendra bientôt au foyer de l'Opéra de Paris.

Samedi soir, c'est le gala. Dans le cadre un peu vaste, un peu froid, de l'Auditorium Maurice-Ravel. Un TGV spécial, venu de Paris, a déposé dans la salle son contingent de chorégraphes et d'étoiles, en exercice ou non : d'est une fête de famille, un peu ce que sont les céle-

bre et le théâtre pour le cinéma et le théâtre. Une fête un peu timide : le monde de la danse n'a pas encore l'habitude, et les danseurs ne sont pas de orateurs (comme le dit joliment Jean Babilée, président de ce gala parce qu'il réconcilie les classiques et les modernes, « la parole n'est pas mon langage »).

Pourquoi pas d'Oscars ?

Et puis il n'y a pas de distribution des prix, de remise de statuettes : pourquoi ne pas l'envisager pour l'avenir ? On pourrait décorer, par exemple, des statuettes de Vostok, en souvenir de cet illustre danseur du dix-huitième siècle.

Pour cette soirée, on attribuerait son petit veston personnel de la meilleure danseuse à Elisabeth Maurin, immatérielle, touchante, et déployant un si beau style dans le pas de deux du second acte de Giselle. Il faudrait trouver une autre récompense, bien sûr, pour Dominique Bagouet, transmuté dans l'Arlesienne de Roland Petit. Et pour Sylvie Guillem, très inattendue avec Manuel Legris dans le duo d'Eden de Maguy Marin, corps à corps érotique et tragique où Eve se fait serpent autour d'Adam sans presque jamais toucher le sol. Deux étoiles de l'Opéra qui se produisent dans un gala avec autre chose que Don Quichotte ou le Cygne noir, voilà un événement !

Côté masculin, difficile de contourner Patrick Dupond, plus rigoureux qu'à l'ordinaire, transmutant l'insipide Valse de Nijinsky. Mais Eric Vu-Au décoiffe aussi dans Giselle et dans l'Arlesienne ; et Michel Kalensis crée un intéressant Faune Fomich, en hommage à Nijinsky, où il intègre au langage contemporain les poses célèbres de l'Après-midi d'un faune. Mention spéciale au trio Kader Belarbi, Jean-Claude Clappara et Wilfrid Ronoli, tout à l'ailéness de danser sur un air d'accordéon le charmant Aurore de Jacques Garnier.

Le programme parcourant au galop « quatre siècles de danse en France », puisque tel est le thème de cette Biennale, Jean-Christophe Paré ouvrirait le feu en Rot-Soled, tricotant les petits pas baroques de l'Entrée d'Apollon comme il sait si bien le faire. A l'autre bout, on avait en avant-première un extrait de KOK, pour lequel Régine Chopinot fréquente les salles de boxe depuis quelques mois. Son complice Jean-Paul Gaultier lui a trousse de revisants costumes. On savait que les boxeurs boxaient comme des danseurs ; voici des danseurs qui dansent comme des boxeurs, est-ce bien nécessaire ? On en jugera mieux en voyant le ballet terminé, en novembre prochain, à la Maison de la culture de la Rochelle.

SYLVIE DE NUSSAC.

VENTE

Quatre millions pour le Roman de la Rose. - Estimé à 1 500 000 francs, le Roman de la Rose, vendu par la bibliothèque de Valence le 16 septembre à l'hôtel George V a finalement été adjugé, pour la somme record de 4 millions de francs, à un acheteur français.

SCIENCES PO. Préparations

Documentation sur demande

- Stage intensif d'été
- Stage annuel
- Stage parallèle

IPEC Enseignement supérieur privé 46, bd Saint-Michel, Paris 6^e Téléphone : 45.33.81.23 / 43.29.03.71

SORTIE MERCREDI 21 SEPTEMBRE

FANNY ARDANT GRETA SCACCHI VALERIA GOLINO

TROIS SOEURS.



MARGARETHE VON TROTTA

هكذا من الأصل

*Les ressources humaines, la ressource des années 90.
Vous saurez pourquoi le 11 Octobre.*

11 Octobre

Si vous êtes PDG, DG, directeur des ressources humaines, spécialiste du recrutement et de l'emploi, ceci vous concerne personnellement.

Vous êtes invité à participer à la première des Journées Prospectives, organisées par le journal *le Monde*, qui aura lieu le mardi 11 octobre 1988 à 8 h 30 au Palais de

l'UNESCO, sur le thème « Ressources humaines, réinventer la compétitivité ».

En direct, la confrontation des expériences et des points de vue. Vous vous devez d'être présent à ce colloque de très haut niveau. Le premier ministre Michel Rocard prononcera l'allocution d'ouverture. Roger Fau-

roux et Lionel Stoléru participeront aux débats qui réuniront des dirigeants d'entreprise (Michel Ferrebœuf, Thierry Meyer, José Bidegain...) et des experts internationaux (Jacques Lesourne, Riccardo Petrella, Anton Brender...)

Il ne manque plus que vous. Téléphonez au 45-54-20-39.

L'avenir est aux ressources humaines.

PREMIÈRES JOURNÉES PROSPECTIVES

11, 12, 13 Octobre 1988
Palais de l'UNESCO

Le Monde

Informations
45.54.20.39

مكتبة من الأصل

MÉTÉOROLOGIE

Lundi 19 septembre

20.30 Cinéma : Life Force □ Film américain de Tobe Hooper (1985). Avec Steve Railsback, Peter Firth, Frank Finlay, Mathilda May. **22.25 Série : Spenser**. **23.15 Amicalement vôtre** (rediff.). **0.00 Journal de minuit**. **0.05 Amicalement**

20.30 *Ressuscitation aux Apolles*. (en direct du Festival de Berlin) : *Sinfonia* en sol majeur, Ode pour deux soprans, chœur et orchestre Wq 239, *Sinfonia* en fa majeur, Concerto doppio pour clavier piano et orchestre en mi bémol majeur Wq 240, Concerto pour piano et orchestre Wq 177, Concerto doppio pour deux claviers et orchestre Wq 178, Concerto pour piano et orchestre Wq 46 de C.F.E. Bach, par la Musica Antiqua de Cologne, dir. Reinhard Goebel ; à 22.30, Concerto vocal : l'«Africaine» (extrait), de Meyerbeer, L'«Italienne à Alger» (extrait), de Meyerbeer, l'«Africain» (extrait), de Meyerbeer, par l'Orchestre de la RAI de Milan ; à 23.07, Les gravures d'Ignas Friedman : Concerto pour piano et orchestre op. 42 de Schubert ; à 23.30, Francesca da Rimini (acte 4), de Zandonai, et suite en pour flûte et harpe de Crea, par l'Orchestre de la RAI de Milan ; à 23.55, Concerto pour piano et orchestre Wq 100, Les aventures de Mélior : œuvres de Mozart, Schumann, Brahms et Wolf.

15.00 Court métrage : Au fin porcelet. De Roy Lekus.
15.30 Cinéma : Goodbye Columbus ■ Film américain de
Lary Peerce (1969). Avec Richard Benjamin, Ali McGraw.

Audience instantanée, France entière 1 point = 183 000 foyers

MOTS CROISÉS

[illegible]

I. Est, arriois montée par des gens
qui veulent descendre. — II. Ne
savait pas dans la main du travailleur.
Restent sans connaissances.
III. Ne se consacrent pas dans un
bar. Unité de volume acoustique.
IV. Énergique. Planches. — V. Il
reste trois quand on enlève l'eau.
VI. Qui ne sont donc pas à leur
place. — VII. Comme un chrétien
qui est une vraie proie. Cri de celui
qui a bien dégusté. — VIII. Un
vague sujet. Coule à l'étranger
Entre trois et quatre. — IX. Très
fatigant. Le mal peut y conduire.
X. Auquelles on ne peut rien repro-
cher. — XI. Riviera. Ne laisse pas
tomber.

1. Ce que devient un varrien livrai-
à lui-même. Une tête familière.
2. Ne sont évidemment pas des
enfants du bon Dieu. — 3. Moussu
au café. Peut servir de cousin.
4. Qui ne sera donc pas suivi. Un
pays de cochons. — 5. Une chère fille
— 6. Peut note faire condamner
quand il est mauvais. N'est pas un
moyen. Fleuve. — 7. Partie d'un
tête. Reste généralement froid en état
Peut être marqué au fer. — 8. Mon-
naïe étrangères. Peut servir à faire un
appel. — 9. Dieu. Petit, chez le cré-
mier.

I. Escalier. Odorat. - II. Spirituels. Muni. - III. Comète. Pied. - IV. Arête. Ess. Usine. - V. La. - VI. Trit. Trot. - VI. Adn. Muscul. - VII. Dit. Cédés. Agir. - VIII. Equerres. Apode. - IX. Ruk. - X. Eblouis. - X. Tin. Lent. - XI. Emménagement. An. - XII. Peu. Agouti. Ni. - XIII. Instit. - XIV. Été. Vultneuse. - XV. Été. Tas.

1. Escalader. Epier. - 2. Sporadi-
quement. - 3. Cime. Etui. Musée.
4. Arétin. Enta. - 5. Liter. Crain-
tive. - 6. Its. - Imérina. Lut.
7. Eu. Etudes. Galle. - 8. Reprises.
Régate. - 9. Liasses. Motus.
10. Osé. Bleuie. - 11. Dâ. Alemtour.
- 12. Om. Strapontins. - 13. Rugir.
Godt. Et. - 14. An. Nomidi. Ans. -
15. Tiret. Résiniers.

LOTO WV **TRIPLES ON BONUS**
17 **REWARDING WINNERS**

16 32 38 39 40 48 17

PROGRESSIVE JACKPOT AND BONUS: \$1.5 MILLION
WHEELING 51 DIFFERENT WAYS TO WIN \$20 TO \$100
WHEELING 10 DIFFERENT WAYS TO WIN \$20 TO \$100
WHEELING 35 DIFFERENT WAYS TO WIN \$20 TO \$100
WHEELING 10 DIFFERENT WAYS TO WIN \$20 TO \$100
WHEELING 10 DIFFERENT WAYS TO WIN \$20 TO \$100

PRIZES FOR EVERY WINNING COMBINATION

5 OF 50 NUMBERS	2	\$277,760.00 F
4 OF 50 NUMBERS	17	192,985.00 F
3 OF 50 NUMBERS	1,062	5,936.00 F
2 OF 50 NUMBERS	66,971	110.00 F
1 OF 50 NUMBERS	1,497,738	11.00 F

WHEELING 51 DIFFERENT WAYS TO WIN
20 DIFFERENT WAYS TO WIN \$20 TO \$100
35 DIFFERENT WAYS TO WIN \$20 TO \$100
10 DIFFERENT WAYS TO WIN \$20 TO \$100
10 DIFFERENT WAYS TO WIN \$20 TO \$100

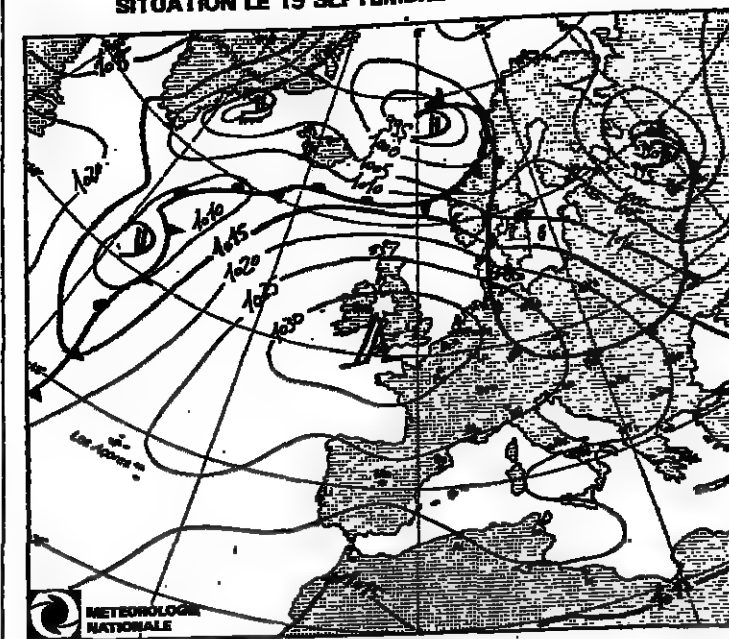
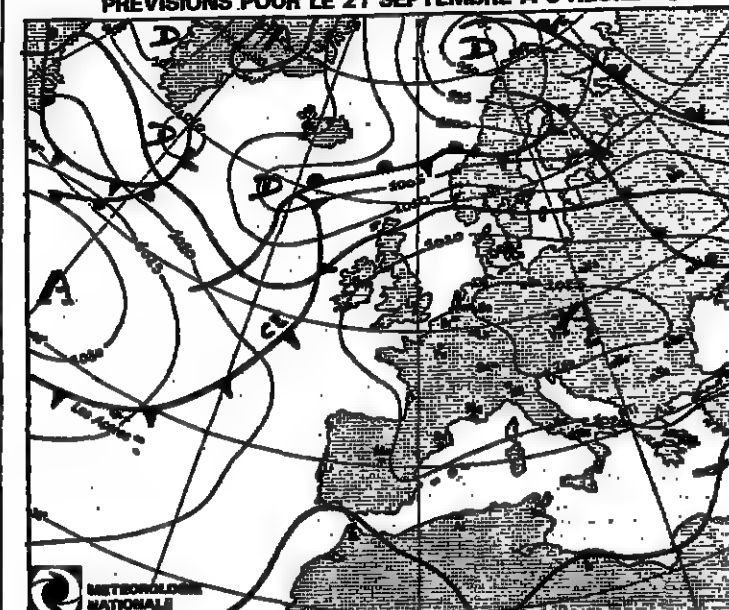
Loto Sportif											
RESULTATS COMPLETS										N° 36	
1	EXTRAORDINAIRE	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
2	VICE	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
3	PROTECTOR	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
4	PROTECTOR	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
5	PROTECTOR	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
6	PROTECTOR	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
7	PROTECTOR	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
8	PROTECTOR	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
9	PROTECTOR	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
10	PROTECTOR	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
11	PROTECTOR	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
12	PROTECTOR	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
13	PROTECTOR	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
14	PROTECTOR	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
15	PROTECTOR	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
16	PROTECTOR	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
17	PROTECTOR	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
18	PROTECTOR	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
19	PROTECTOR	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
20	PROTECTOR	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
21	PROTECTOR	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
22	PROTECTOR	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
23	PROTECTOR	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
24	PROTECTOR	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
25	PROTECTOR	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
26	PROTECTOR	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
27	PROTECTOR	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
28	PROTECTOR	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
29	PROTECTOR	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
30	PROTECTOR	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
31	PROTECTOR	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
32	PROTECTOR	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
33	PROTECTOR	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
34	PROTECTOR	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
35	PROTECTOR	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
36	PROTECTOR	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
37	PROTECTOR	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
38	PROTECTOR	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
39	PROTECTOR	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
40	PROTECTOR	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
41	PROTECTOR	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
42	PROTECTOR	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
43	PROTECTOR	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
44	PROTECTOR	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
45	PROTECTOR	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
46	PROTECTOR	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
47	PROTECTOR	1	2	3	4	5	6	7			

SEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde

**SCIENCES
ET MÉDECINE**

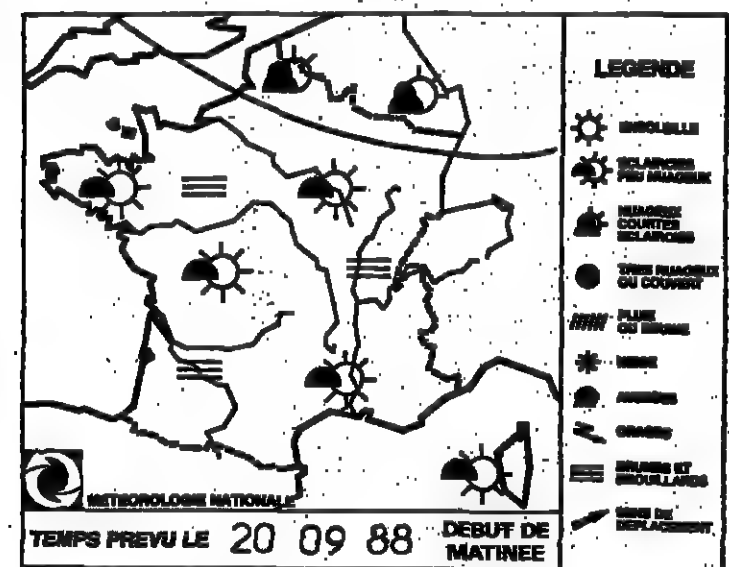
SITUATION LE 19 SEPTEMBRE 1988 A 0 HEURE TU

**PRÉPARATIONS POUR LE 31 SEPTEMBRE À 0 HEURE TU**

**Evolution probable du temps en France
entre le lundi 19 septembre à 0 heure
et le mardi 20 septembre à 24 heures
UTC.**

Ensuite, les éclaircies se généraliseront et l'après-midi sera bien ensoleillé sur tout le pays. Quelques amas passagers voileront par moment le soleil sur les Cévennes et les Alpes du Nord. Les vents seront faibles de secteur Nord-Est à Est.

Quant aux températures, au lever du jour elles seront de l'ordre de 5 à 9 degrés excepté le long des côtes où il fera 10 à 13 degrés. L'après-midi, le thermomètre atteindra 20 à 23 degrés dans le Sud-Ouest, 23 à 26 degrés dans le Midi méditerranéen, 17 à 18 degrés près de la Manche et 18 à 21 degrés ailleurs.

[illegible]

★ TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

La crise de l'andouille

Communication

La crise de l'audiovisuel public

(Suite de la première page.)

Du son arrivée au gouvernement, M^{me} Catherine Tasca a pris la mesure du danger. Le ministre de la communication estime que le service public ne doit pas rester plus longtemps à l'abandon. En privé, elle s'impatiente de la passivité des responsables des chaînes et souhaite leur démission. Tout l'été, elle se bat à Matignon et au budget pour une augmentation de la redevance. Fin août, elle a été publiquement ses cartes, fixe les nouvelles missions de la télévision, exige des efforts immédiats pour les émissions éducatives et les programmes pour enfants. Cette intervention directe surprend : le pouvoir s'est soigneusement gardé de passer au grand jour sur la politique des chaînes publiques. Mais M^{me} Tasca pense que l'Etat doit rester le gardien de l'intérêt général et sait que sa fermeté satisfait un grand nombre de professionnels.

Tension avec Matignon

Le ministre de la communication a-t-il voulu aller plus loin en profitant de l'agitation à l'Antenne 2 pour obtenir la tête de son PDG Claude Contamine ? En faisant savoir qu'elle désapprouvait les conditions de recrutement de Christine Ockrent, M^{me} Catherine Tasca n'a certes pas contribué à calmer les esprits. En rappelant soudain à Paris par un communiqué officiel Claude Contamine en voyage aux Etats-Unis, elle a mis le PDG d'Antenne 2 dans une position difficile. Il n'en fallait pas plus au RPR pour brandir le spectre d'une classe aux sorcières, dénoncer la « brutalité » du ministre et se tentative « maitrise sur l'audiovisuel ».

A Matignon, où l'on s'emploie à démentir le dossier de l'audiovisuel avec autant de prudence que celui de la Nouvelle-Calédonie, cette soudaine crispation dérange. M. Michel Rocard, qui commence cette semaine ses consultations de l'ensemble des groupes parlementaires pour définir le profil du futur Haut Conseil, ne tient pas à ce que l'on perturbe sa stratégie de consensus. De plus, les conseillers du premier ministre n'apprécient guère « l'interventionnisme » de M^{me} Catherine Tasca et n'hésitent pas à prendre le contre-pied de ses

propositions. Pour eux, les PDG des chaînes publiques, nommés par la CNCL, doivent rester en poste jusqu'au terme de leur mandat, fin 1989. Et le gouvernement doit s'abstenir de toute intrusion dans la vie des chaînes, en laissant le champ libre à l'autorité de régulation.

Le 17 septembre, M. François Mitterrand n'a pas souhaité arbitrer le conflit. Interrogé sur la crise d'Antenne 2, le président a déclaré qu'il ne s'occupe pas des problèmes « intérieurs » de ce type d'entreprise et a refusé de commenter le salaire de Christine Ockrent. « Le talent et le travail doivent être récompensés », a-t-il simplement fait remarquer, indiquant cependant être favorable à un plafonnement des hauts salaires dans le service public. Le premier ministre a, semble-t-il, obtenu du budget les moyens nécessaires pour répondre aux revendications des syndicats et permettre aux responsables des chaînes de réduire les disparités salariales les plus criantes.

Reste à calmer l'impatience des professionnels de l'audiovisuel public et à répondre à leur désir de changement. Là aussi, un compromis se dessine, entre la ligne dure de M^{me} Tasca et le souci de pacification défendu à Matignon. Les PDG des chaînes publiques resteront en place jusqu'à l'installation du futur Haut Conseil. On leur proposera alors un reclassement honorable en échange de leur démission.

M. Michel Rocard a sans doute évité que l'agitation du service public ne débouche sur une épreuve de force et un dérapage sur le terrain politique. Mais il n'est pas au bout de ses peines. L'élaboration du projet de loi sur le Haut Conseil de l'audiovisuel, qui doit être soumis au conseil des ministres à la mi-octobre, est encore l'objet d'âpres discussions. Le ministre de la communication souhaite que l'Etat conserve le pouvoir de fixer par décret les missions d'intérêt général des télévisions. Les conseillers de Matignon n'acceptent pas de voir réduire ainsi les pouvoirs de la future autorité. L'opposition, RPR en tête, ne manquera pas, d'ici le début parlementaire, de tirer parti de ces divisions au sein de l'équipe gouvernementale.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

Une chaîne allemande sur TDF 1

Dans les bagages de Konrad, en Guyane, le satellite TDF 1 subit les derniers travaux qui permettront son envol le 27 octobre sur une fusée Ariane-2 (le Monde daté 18-19 septembre). En présentant sur place ces travaux, vendredi 16 septembre, les partenaires du projet ont précisé les conditions d'emploi de ce premier satellite français de télévision directe.

Ces programmes, le délai d'un mois fixé par le premier ministre n'est pas encore écoulé, et les discussions se poursuivent avec les opérateurs candidats pour trois des cinq canaux disponibles sur TDF 1. Les deux autres seront occupés par la SEPT, la chaîne culturelle, et sans doute - c'est une surprise - par une chaîne de télévision allemande. Les Allemands ont en effet renoncé à louer un canal pour véhiculer leurs programmes de radio stéréo, comme il l'avaient d'abord proposé. A la place, pourrait être diffusée une chaîne publique germanophone, Eins Plus ou Drei-SAT.

Côté réception, les industriels annoncent la disponibilité dans les magasins de matériel de réception dès le début 1989. Le prix public, pour une réception individuelle, sera d'environ 2 000 F pour l'émission parabolique proprement dite, sur-

quel s'ajoutent 3 000 ou 4 000 F pour l'indispensable décodeur D2 MAC, suivant que ce dernier est intégré ou non dans le téléviseur.

Prendant appui sur l'exemple historique des magnétoscopes ou des lecteurs de disques compacts, les industriels affirment que ces prix ne seront pas un obstacle à la diffusion de cette nouvelle technologie, d'autant qu'ils devraient baisser en atteignant les grandes séries. Ils tablent donc sur des ventes de 100 000 unités la première année, 300 000 la deuxième année et 1 million la troisième année. La confiance des industriels va même jusqu'à estimer que la présence de la SEPT et d'une seule autre chaîne TV serait suffisante à déclencher les achats, en raison des améliorations techniques permises par la norme D2 MAC.

Il est vrai que les Français semblent friands d'innovations, même quand leur utilité est douteuse : 25 % des téléviseurs vendus en France sont ainsi munis de la stéréo, alors qu'aucune chaîne de télévision ne diffuse encore en stéréo. Or TDF 1 bénéficiera, lui, de cet atout, ainsi que d'une image améliorée.

MICHEL COLONNA D'ISTRIA.

Malgré l'embargo de TF 1

FR 3 permet à la 5 de diffuser des images de Séoul

Grâce à un accord avec FR 3, la Cinq a pu diffuser ses premières images des Jeux olympiques de Séoul dans son journal de 20 heures malgré l'opposition de TF 1. La Une a, en effet, déclaré la semaine dernière un embargo sur l'ensemble des retransmissions sportives de Séoul, dont elle partage les droits avec les deux chaînes de service public (le Monde daté 16 septembre). Un embargo maintenu malgré une intervention pressante de la CNCL, à quelques heures de la cérémonie d'ouverture. La Commission invitait « fermement TF 1 et les chaînes qui ne peuvent diffuser des images des Jeux olympiques de Séoul à trouver d'urgence une solution permettant, tout en veillant aux légitimes intérêts économiques en cause, d'assurer selon

la tradition le respect du droit à l'information dont l'ensemble des publics ne peuvent pas être privés ».

FR 3 a donc décidé de suivre l'appel de la Commission malgré les menaces de poursuites judiciaires lancées par TF 1, qui estime que les trois premières chaînes possèdent les droits de retransmission de façon « indivise ». « Le droit à l'information est un faux argument, estimait encore, samedi 17 septembre, le secrétaire général de la Une, M. Cyrille du Peloux. Ce droit est à notre sens, respecté puisque les téléscripteurs ont le choix entre trois chaînes. Ce serait, ajoutait-il, une mauvaise stratégie que de vendre à nos concurrents des images qui nous ont coûté très cher. »

Catastrophes

Des centaines de morts, des milliards de dégâts La course dévastatrice et meurtrière du cyclone Gilbert

Le cyclone tropical Gilbert a apporté la mort et la destruction sur le nord-est du Mexique jusqu'à Monterrey, pourtant situé à quelque 300 kilomètres de la côte. On pense que les crues instantanées déclenchées par les pluies diluviennes accompagnant Gilbert ont emporté plusieurs centaines de personnes. Quatre autobus, transportant au total 200 passagers, ont été balayés par la rivière Santa-Catalina, près de Tampico, au nord-est du pays. Un pont de 150 mètres de long a été emporté par les eaux de la rivière. Des voitures, des bidons d'essence ont aussi été emportés.

Avant d'arriver dans la région de Monterrey, Gilbert avait fait sentir ses effets sur la côte du Texas (où la population est dense mais avait été évacuée vers l'intérieur des terres) et la côte nord-est du Mexique, peu peuplée. Les dégâts matériels sont d'autant plus importants que le cyclone a engendré des tornades dans la région de Brownsville, localité située à la frontière mexicaine. Pour le moment, le nombre des victimes semble être très réduit.

Ainsi, du 9 au 17 septembre, le cyclone tropical Gilbert aura semé la mort et la destruction tout au long des 3 500 kilomètres de sa course dévastatrice et meurtrière.

Le 9 septembre, les pluies dues à Gilbert, qui n'était encore qu'une tempête tropicale (vents inférieurs à 120 km/h), ont fait pour 15 millions de francs de dégâts à Sainte-Lucie, une des Petites Antilles.

Les 9 et 10 septembre, est venu le tour de Porto-Rico (95 millions de francs de dommages). Et Gilbert s'est transformé en cyclone tropical (vents supérieurs à 120 km/h), le plus violent connu sur les Caraïbes : les vents ont dépassé les 300 km/h.

Le 10 septembre, la République dominicaine et Haïti ont été frappés. Dans ce premier pays, on a décombré onze morts et des millions de dollars de dégâts, dans le second vingt-neuf morts et des dommages très importants. Le même jour, des pluies torrentielles ont tué cinq personnes à Caracas (Venezuela).

Le 12 septembre, Gilbert arrive sur la Jamaïque : trente-six morts et des dégâts évalués à 8 milliards de dollars (50 milliards de francs). Le même jour, les îles Caïman sont touchées peu gravement. En revanche, le 13 septembre, on dénombre treize morts au Honduras et deux au Costa-Rica.

Le 14 septembre, le Yucatan est frappé : au moins vingt-six morts et des dégâts non encore chiffrés mais extrêmement importants.

Les 16 et 17 septembre, enfin, Gilbert apporte la mort dans le nord-est du Mexique.

Un directeur général au « Courrier picard »

M. Daniel Hutier, directeur du développement au Courrier picard (Amiens), a été nommé, à l'unanimité, directeur général par le conseil d'administration. Il a pris ses fonctions dès vendredi. A trente-cinq ans, M. Hutier est le plus jeune directeur de la presse quotidienne régionale. Diplômé de l'Institut d'administration des entreprises d'Amiens, il fut journaliste à l'Arrière nouvelle de 1974 à 1981. Il était aussi correspondant de l'AFP, du Point, de l'Yve publique et du Courrier picard.

Entré au Crédit agricole de la Somme en 1981, où il fut responsable de la communication puis analyste financier, M. Hutier a ensuite intégré le Courrier picard, en avril 1986, à l'occasion de la prise de participation du Crédit agricole de la Somme dans le capital de la société coopérative de quotidien M. Jacques Bénése, qui vient, lui aussi, du Crédit agricole, directeur du journal à l'époque, avait alors demandé à M. Hutier d'assurer les fonctions de directeur du développement.

Le réalisateur Stelio Lorezoli empêche la diffusion de « Jacou le Croquant » sur M 6

Le juge des référés du tribunal de Paris a interdit, samedi 17 septembre, la diffusion sur M 6 de Jacou le Croquant prévue pour le lendemain 18 septembre. Son réalisateur, Stelio Lorezoli, refusant selon l'ordonnance du tribunal, « de la manière la plus ferme et pour des motifs qui lui sont propres, tout accord qui conduirait à céder une œuvre conçue et réalisée dans le cadre du service public à une entreprise privée », le juge a donc demandé à la chaîne de respecter le droit moral des auteurs. La diffusion de Jacou le Croquant a été remplacée par celle d'un téléfilm américain, l'Opération de la dernière chance. Dans un communiqué, M 6 a d'autant plus regretté « l'intervention » du réalisateur, qu'elle avait accepté de ne pas interrompre l'œuvre par des messages publicitaires et de ne pas inciter l'identification de la chaîne dans l'image. Cette intrusivité, conclut la chaîne, « ne peut qu'entraver gravement le volonte de la chaîne d'offrir des programmes majoritairement français à ses téléspectateurs ».

CONCEPTEUR - GRAPHISTE

NOUS AVONS ATTENDU ETRE LE MONDIAL MARKETING DIRECT, M.

... NOUS COMPTONS SUR VOUS POUR LE RESTER !

VOUS ÊTES SUPER CRÉATIF
VOUS AVEZ DE L'EXPERIENCE EN MARKETING DIRECT
VOUS ÊTES DYNAMIQUE ET RESPONSABLE
VOUS ÊTES RAPIDE ET EFFICACE
VOUS COMPRENEZ L'ANGLAIS OU, MEILLEUR, PARLEZ.

ALORS NOUS VOUS OFFRONS UN JOB DE LEADER.

A la pointe des techniques du marketing direct mondial, nos outils sont sophistiqués et nos sources de créativité reposent sur les échanges internationaux. Si vous êtes prêt à vous investir en étroite collaboration avec un concepteur-rédacteur dans la conception graphique de nos mailings et si vous possédez tous les atouts du pro.

A VOUS CRAYONS !

Envoyez à la Direction des Relations Humaines - 1 à 7, Avenue Louis Pasteur 92220 BAGNEUX.

UNE RÉUSSITE MONDIALE EXEMPLAIRE



AMERICAN
AIRLINES
VOYAGEZ
EN
CLASSE AFFAIRES
VERS
LES USA.

VOUS VOYAGEREZ
EN
PREMIÈRE CLASSE*
SUR VOS
CORRESPONDANCES
AUX USA.

* quand la classe Affaires n'est pas proposée sur l'appareil



American Airlines

4 vols quotidiens sans escale au départ de Paris-Orly. Correspondances vers 200 destinations en Amérique du Nord (dont certaines en liaison avec notre partenaire American Eagle). Pour vos réservations, appelez votre agent de voyages ou contactez-nous au (1) 42.89.05.22.

Économie

SOMMAIRE

■ La France accepte le principe d'une harmonisation fiscale, a affirmé M. Bérégovoy, à l'occasion de la réunion des ministres des finances de la CEE (lire ci-dessous). ■ Le déficit du régime

général de la Sécurité sociale pourrait être ramené à 9 milliards de francs en 1988 (lire ci-dessous). ■ Deux rapports de banques mondiales sur les difficultés des pays du tiers-monde

indiquent que de nouveaux moyens doivent être définis (lire page 32). ■ Boulogne-sur-Mer s'affirme comme la plaque tournante européenne des produits de la mer (lire page 30).

La réunion des ministres des finances de la CEE en Crète

La France accepte le schéma Delors d'harmonisation des taux de TVA

Réunis samedi 17 septembre, dans une station balnéaire au nord de la Crète, les ministres des finances de la CEE ont réellement ouvert le dossier sur le rapprochement des taux de TVA. M. Pierre Bérégovoy s'est attaché à atténuer les récentes déclarations, particulièrement négatives, de M. Michel Rocard. De la sorte, la France n'apparaît plus en première ligne dans une affaire extrêmement difficile pour la plupart des gouvernements.

EQUINOA
de notre envoyé spécial

Il n'y a plus de problèmes entre Paris et Bruxelles, a indiqué M. Jacques Delors, à l'issue des travaux des Douze. L'opération de recentrage effectuée par M. Bérégovoy, visiblement pilotée par l'Elysée, a porté ses fruits. Le président de la Commission européenne a ainsi admis que « chacun devait faire un pas vers l'autre, et qu'en raison des problèmes fiscaux et sociaux que soulevait cette question il était peu aisé de tout réaliser sur une période trop rapide ». Et M. Delors d'ajouter en privé : « La date du 1^{er} janvier 1993 ne doit pas être considérée comme sacrée ».

Outre la nécessité de conduire la manœuvre sans l'opposition de la France, voire avec son appui, la

Commission sait combien la recherche d'un compromis entre les Douze sera longue et complexe. Il y a toujours le refus catégorique du Royaume-Uni à tout rapprochement de la TVA orchestré par la Commission. Considérant que la fiscalité relève exclusivement de la souveraineté nationale, les Britanniques proposent qu'il soit fixé un seul taux (14 % ou 15 %, ce dernier pourcentage étant celui en vigueur outre-Manche), en deçà duquel les gouvernements ne pourraient descendre, le rapprochement devant se faire par le jeu du marché. En fait, la Grande-Bretagne entend éviter une négociation qui pourrait remettre en cause le taux zéro appliqué aux produits de première nécessité.

L'opposition de Londres à la suppression des frontières entre les pays européens a trouvé l'oreille intéressée du Luxembourg, qui craint de perdre, avec le grand marché, son statut de paradis fiscal. Il en a été de même du Danemark, qui, à la fois pour des raisons de recettes fiscales (taux unique de 22 %) et de constitutionnalité, n'a pas pu, à ce stade, se prononcer nettement. Les autres États membres — M. Bérégovoy l'a confirmé pour la France, même s'il a jugé les propositions de la Commission « trop rigides » — sont d'accord sur le principe d'un rapprochement, a rappelé M. Delors, « voulu par les chefs d'État et de gouvernement ». Les États européens adhèrent également au schéma retenu par

Bruxelles, deux taux à choisir dans deux fourchettes : un taux réduit (4 % à 9 %) et un taux dit « normal » (14 % à 20 %). Le récent des points de convergence s'arrête là. Chaque gouvernement a manifestement l'intention d'avancer, au cours des pourparlers, des formules telles que le produit actuel de la TVA, soit affecté le moins possible. Autrement dit, chacun va tenter d'engranger des dérogations qui, d'un pays à l'autre, portent sur des secteurs différents.

Un schéma très discuté

Comment, dans ces conditions, la Commission va-t-elle pouvoir — comme le lui ont demandé les Douze — « affiner » son projet et introduire la « souplesse » nécessaire, alors que seuls l'Allemagne fédérale, le Luxembourg, les Pays-Bas et le Royaume-Uni (excepté la question du taux zéro, jugé contraire aux règles de concurrence de la CEE par la Commission et la Cour européenne de justice) pourraient accepter, d'un point de vue strictement fiscal, le schéma de Bruxelles, sans effectuer des efforts considérables ?

M. Delors a tout de même une bonne raison de se montrer satisfait. Politiquement, il a obtenu l'aval d'une large majorité des États membres et peut ainsi espérer trouver les solutions susceptibles d'aboutir à un compromis. D'autant que, dans son esprit, ce qui compte est la

libération des mouvements de capitaux, décidée pour le 1^{er} juillet 1990. Pour le président de l'exécutif de la CEE, le reste suivra, fatalement, même si la question de la TVA était réglée plus tard que prévu. C'est ce qui explique que M. Delors ait refusé de s'engager sur un calendrier.

Le tout est de savoir si les Britanniques le laisseront mener le jeu. M. Nigel Lawson, le chancelier de l'Échiquier, n'a-t-il pas affirmé : « Si la commission n'effectue pas de mouvement significatif, le dossier de la TVA s'enlisera ». Pour leur part, les Français doivent nécessairement concilier leur engagement européen et le souci de préserver une certaine souveraineté en matière fiscale, au sein de ce qui pour financer les dépenses publiques.

Sans compter que l'application de taxes communes à la consommation sur le tabac, les boissons alcoolisées et les carburants (droits d'accises) va poser de sérieuses difficultés dans tous les États membres. Les propositions de Bruxelles auront pour effet, d'une manière générale, de diminuer les recettes dans les pays du nord de l'Europe et de les augmenter dans ceux du Sud.

Les hausses envisagées sont considérées par la Grèce, l'Italie, l'Espagne et le Portugal, comme « socialement inacceptables ».

MARCEL SCOTTO.

Au « Grand Jury RTL-le Monde »

M. Edouard Balladur propose un moratoire de trois mois sur l'ISF

M. Edouard Balladur, ancien ministre de l'économie et des finances, invité du « Grand Jury RTL-le Monde », dimanche 18 septembre, a proposé que majorité et opposition se donnent trois mois pour trouver une solution commune sur l'impôt sur les grandes fortunes et pour réformer l'ensemble de l'imposition sur l'épargne.

Compte tenu de l'argent que détiennent actuellement l'État dans ses caisses, l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF) « est inutile pour financer le revenu minimum d'insertion, a-t-il déclaré.

« Puisque cet impôt est inutile immédiatement, et sans doute durablement, donnons-nous trois mois et essayons, majorité et opposition, de trouver une solution pour la session de printemps prochaine et de réformer l'ensemble de l'imposition sur l'épargne ».

Pour lui, c'est « une proposition de consensus ». « S'il faut absolument un impôt sur les grandes fortunes, il faut à tout le moins qu'il soit géré par une baisse très importante des autres impôts sur l'épargne et sur le patrimoine ».

Évoquant le budget 1989, M. Balladur a jugé que « le manifestait un relâchement, comme la période des efforts n'était pas terminée ».

Pour M. Balladur, des mesures d'abaissement d'impôts sont souhaitables dès 1988. En affirmant que l'État disposait actuellement de 40 milliards de francs de recettes fiscales supplémentaires — chiffre contesté par la Rue de

Rivoli, — l'ancien ministre estime qu'il « fallait saisir l'occasion de baisser davantage (une bonne dizaine de milliards de francs) le déficit budgétaire et les impôts ».

Pour 1989, il suggère que le déficit budgétaire soit ramené à moins de 100 milliards de francs et que les baisses d'impôts atteignent 20 à 25 milliards de francs, alors que, selon lui, elles ne seraient que de 10 à 12 milliards de francs.

Interrogé sur la nouvelle composition des noyaux stables des sociétés privées, M. Balladur a estimé qu'on assistait à « une transition permanente de procéder à des restructurations plus ou moins occultes ».

Il a, par ailleurs, commenté le plan pour l'emploi, présenté cette semaine par le premier ministre, Michel Rocard, en estimant qu'« il allait dans la bonne direction tout en étant toutefois un peu timide ».

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

COSMOS OBLIGATIONS

La Banque ARJIL, avec le concours de grands investisseurs, ouvre le conseil d'administration de la Sica COSMOS OBLIGATIONS dont le capital atteindra 202 millions de francs le 15 septembre.

COSMOS OBLIGATIONS intervient sur le marché obligataire en utilisant des techniques de couverture sophistiquées en fonction de l'évolution des taux d'intérêt et d'arbitrages entre marchés.

Le conseil d'administration est présidé par :

— M. Alain MARCHETEAU, directeur financier de la Compagnie nationale AIR FRANCE.

Les autres administrateurs sont :

— M. Yves VILLEGNE, vice-président de la Sica ;

— AÉROPORT DE PARIS, représenté par M. Jacques AMILHAT ;

— AIR FRANCE, représenté par M. Alain GIRARDEAU-MONTAUD ;

— CEA, représenté par M. Bernard CELLIE ;

— GAN, représenté par M. Daniel FRUCHARD ;

— GORIP, représenté par M. François de COLLONGUE ;

— HACHETTE, représenté par M. Claude NOBLE ;

— MATRASA, représenté par M. Philippe PECOUT ;

— OFFICE D'ANNONCES, représenté par M. Bertrand CLAVALDINI ;

— Banque ARJIL, représentée par M^{me} Catherine SINNGE ;

— M. Jean-Pierre BRIGOUT, directeur de la Banque ARJIL.

Le secrétariat du conseil est confié à M. Dominique BEURDELEY.

La direction générale et la gestion du portefeuille sont assurées par MM. Jean-Paul BRIGOUT et Xavier de MEAUX.

Les souscriptions sont reçues à :

— Banque ARJIL, 133, avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris ;

— BIF, 26, rue Lafitte, 75008 PARIS.

Air France, TAT et la Poste créent une filiale pour le fret express

La Poste ramasse et distribue les petits colis express ; la compagnie régionale TAT les achemine à l'intérieur de la France ; Air France les transporte sur ses lignes internationales ; profitant de cette complémentarité, ces trois partenaires ont décidé de créer une filiale spécialisée dans l'acheminement du fret express international, la Société pour le développement du fret express international (SODEXI).

La SODEXI est dotée d'un capital de 15 millions de francs, réparti entre Air France pour 60 %, TAT

pour 20 % et le holding SOFIPOST pour 20 %.

La complémentarité entre les trois entreprises est ancienne. Depuis le début de l'aviation civile, Air France et ses ancêtres ont toujours acheminé le trafic postal. TAT et la Poste avaient créé une autre filiale commune, la SFMI, qui est commercialisée sous le nom de Chronopost. Enfin, Air France et TAT ont créé ensemble, il y a quatre ans, des services baptisés Air France Express, Domiflex Express, et Concorde Express.

RÉPUBLIQUE DE GUINÉE

MINISTÈRE DES TRANSPORTS ET DES TRAVAUX PUBLICS
DIRECTION GÉNÉRALE DES TRAVAUX PUBLICS
PROJET FRANCHISSEMENT DE RIVIÈRES
AVIS DE PRÉQUALIFICATION DES ENTREPRISES

I. Le gouvernement de la République de Guinée va lancer un appel d'offres sur liste restreinte pour le REMPLACEMENT DE TROIS PONTS MÉTALLIQUES de 33 m, 66 m, 107 m.

Le projet, financé en partie par un prêt de la Caisse Centrale de Coopération Économique, est développé avec l'assistance du C.N.P.S./Direction des Routes, Ministère de l'Équipement et du Logement et de Transports international à Paris. Le présent avis de préqualification a pour objet la sélection des Entreprises ou groupements d'entreprises admissibles à soumissionner.

II. Le marché comprendra 4 lots :

— Lot 1 : Fourniture du complément de platelage, de passerelle associée et de la boulonnerie y afférente.

— Lot 2 : Galvanisation à chaud des matériels de platelage, de passerelle, et des matériels de ponts provenant des stocks du C.N.P.S.

— Lot 3 : Enlèvement et transport jusqu'au site de mise en œuvre des matériels colisés (= 500 tonnes).

— Lot 4 : Réalisation de passages provisoires, démontage des tabliers existants à remplacer, adaptation et remise en état des appuis des futurs ouvrages, construction des tabliers métalliques, rétablissement des accès.

Les entreprises ou groupements devront obligatoirement faire acte de candidature pour les quatre lots indissociables.

III. Le dossier de candidature à fournir par les Entreprises sera rédigé en langue française et devra être conforme au cadre modèle défini par le Ministère des Transports et des Travaux Publics. La Direction Générale des Travaux Publics adressera, à ceux qui en auront fait la demande, un cadre modèle de dossier de candidature, après paiement d'une somme de 120 000 GNF.

Ce dossier pourra également être retiré, contre le paiement d'une somme de 1 500 FRF, auprès de TRANSTEC INTERNATIONAL — TOUR EUROPE 92080 PARIS LA DÉFENSE CEDEX 7 — FRANCE.

Tél. : 47-78-16-60 Telex : 610579 F

IV. Le dossier de candidature devra parvenir avant le 10 novembre 1988 à 15 heures au MINISTÈRE DES TRANSPORTS ET DES TRAVAUX PUBLICS, DIRECTION GÉNÉRALE DES TRAVAUX PUBLICS BP 581 — CONAKRY — RÉPUBLIQUE DE GUINÉE.

V. Tous renseignements complémentaires peuvent être obtenus auprès de la Direction Générale des Travaux Publics au Ministère des Transports et des Travaux Publics.

Renseignements publicités

Le Monde
AFFAIRES

Tél. : 45.55.51.52.
pages 4180 et 4187.

La situation de la Sécurité sociale

Le déficit du régime général devrait être inférieur à 9 milliards de francs

Bis repetita... La progression continue des rentrées de cotisation, devrait ramener le déficit du régime général de la Sécurité sociale, à moins de 9 milliards de francs, malgré le surcoût de dépenses provenant des aménagements apportés au « plan Séguin » d'économies sur l'assurance-maladie.

Cette nouvelle amélioration, comme celle déjà enregistrée au premier semestre (le Monde du 13 juillet), est due à la poursuite de l'embellie économique, qui se traduit à la fois dans les embauches et les rémunérations. Fin juin, les cotisations encaissées par l'ACOSS (Agence centrale des organismes de sécurité sociale) correspondaient à une progression de 5,2 % de la masse salariale, alors que l'INSEE tablait sur une croissance de 4,1 % pour l'ensemble de l'année ; cette progression de la masse salariale faisait attendre un supplément de cotisations de 8 milliards de francs, s'ajoutant au « bonus » de la fin 1987. Avec la permutation des « mesures d'urgence » 1987 (1), on devait arriver à un total de cotisation de 698 milliards de francs et un déficit de 11 milliards pour le régime général.

Mais cette prévision reposait encore sur l'hypothèse d'une décelération de la croissance de la masse salariale en fin d'année. Or c'est le contraire qui se produit : début septembre, les rentrées de cotisation correspondaient à une progression de 5,5 % ! Cela signifie un gain supplémentaire de 2 à 3 milliards de francs d'ici à la fin décembre, et un total de cotisation dépassant en tout état de cause les 700 milliards de francs pour l'ensemble de l'année.

L'accélération des dépenses de médecine ambulatoire depuis juin, les corrections apportées au « plan Séguin » à compter du 3 octobre (2) devraient écorner ce nouveau bonus, de peut-être 800 millions de francs. Mais le déficit de l'exercice, évalué à 11 milliards de francs par les comptes de juillet dernier, reviendrait à 9 milliards au maximum. Non seulement on passerait sans encombre les « creux » des 15 et 28 décembre prochain avec les avances de la Caisse des dépôts (pouvant aller jusqu'à 9 milliards de francs), mais il resterait 1 milliard au fond de la caisse au 31 décembre.

De telles prévisions autorisent-elles à l'optimisme et permettraient-elles d'éviter le recours à un fort prélèvement en 1989 ? Ce n'est pas sûr. Certes pouvait-on dès juillet dernier juger exagéré le chiffre de 32,7 milliards de francs de déficit avancé pour l'an prochain, largement « conventionnel » aux dires mêmes du rapporteur, M. Jean Marmot ? Mais où pourrait-on arrêter fin 1989 ?

Trois incertitudes majeures pèsent sur les perspectives : les rentrées de cotisations, l'évolution des retraites, les dépenses d'assurance-maladie.

Des hypothèses trop prudentes ?

Les prévisions de recettes se fondaient sur les hypothèses des comptes de la nation pour 1989, notamment pour la croissance de la masse salariale (3,3 %), abouissant à une progression de 3,7 % des cotisations. Les hypothèses économiques actuelles, encore officieuses, donneraient un taux voisin. Mais ces hypothèses ne sont-elles pas trop prudentes ? Le ralentissement de la croissance escompté par tous les ins-

tituts de conjoncture étant désormais attendu plutôt pour la fin de 1989 ou le début de 1990, n'assistera-t-on pas au même phénomène que cette année ? Si les rentrées de cotisation progressent en 1989 comme en 1988 de 4,9 % (hors relèvement des taux par permutation des « mesures d'urgence »), on arriverait à la fin de l'année prochaine à un total de 733,5 milliards de francs au lieu des 723,5 annoncés en juillet.

De même les comptes prévisionnels de juillet faisaient l'hypothèse d'une revalorisation des pensions alignée sur la hausse des salaires bruts. Un alignement sur les prix, comme en 1986 et 1987, même compte tenu d'un « rattrapage » pour la fin de 1988, pourrait réduire d'environ 1,5 milliard de francs les dépenses de l'assurance-vieillesse.

En revanche les dépenses d'assurance-maladie prévues dans les comptes étaient fondées sur l'hypothèse d'une progression de 4,8 % seulement des prestations. Il faut y ajouter le coût des « corrections » du plan Séguin, évalué à 2 milliards de francs en année pleine, et peut-être un accroissement supplémentaire de la consommation médicale dû à l'effet psychologique de ces mesures, et la hausse des dépenses hospitalières entraînée par le relèvement (quasi-inévitable) des cotisations à la caisse de retraite des collectivités locales. Soit au total, 2,5 à 3 milliards de francs de dépenses supplémentaires.

Des besoins importants

L'ensemble de ces corrections de trajectoire réduirait de quelque 8,5 milliards de francs le déficit prévisible pour 1989, et le ramènerait à environ 25 milliards de francs ; c'est le chiffre que M. André Bergeron avait cité à l'issue de son entretien avec M. Claude Evlin, ministre de la santé et de la projection sociale, le 6 septembre dernier.

Mais ce chiffre représente sans doute le haut de la « fourchette ». Il repose en effet à son tour sur des hypothèses assez optimistes. Côté dépenses, sur une faible revalorisation des retraites et surtout sur une faible croissance des dépenses d'assurance-maladie. En effet les comptes prévisionnels de juillet étaient fondés sur l'hypothèse non seulement d'une hausse des tarifs médicaux alignée sur les prix (donc nettement inférieure à celle de 1986-1988), mais sur « un vigoureux freinage de la croissance de la dotation globale » des hôpitaux publics. Même avec une « bonne gestion » souvent évoquée par les socialistes pendant le gouvernement Chirac, il paraît a priori difficile de faire mieux.

Côté recettes, l'hypothèse envisagée n'est pas moins optimiste. Sans doute depuis cinq ans (à l'exception de l'année 1986), les rentrées de cotisation ont-elles toujours dépassé les prévisions initiales, mais la croissance de la masse salariale en 1988 paraît exceptionnelle.

Cela signifie qu'en tout état de cause des mesures de financement de financement importantes restent nécessaires pour 1989 : 25 milliards de francs représentent l'équivalent d'un peu plus d'un point de prélèvement sur l'ensemble des revenus ou que de points de cotisation vieillesse.

D'autre part, quelle que soit la solution choisie — il y a plus d'une façon de combler le « trou », les mesures prises en 1987, comme le « plan Bérégovoy » de 1983 l'ont montré — elle devra intervenir assez tôt. En effet, il restera fort peu de réserves dans la trésorerie de l'ACOSS au début de 1989.

GUY HERZLICH.

(1) Hausse de 0,4 point de la cotisation d'assurance-maladie et de 0,2 point de celle d'assurance-vieillesse.

(2) Il s'agit surtout de l'amélioration du remboursement des médicaments — à vignette bleue — pour les maladies longues et graves prises en charge en totalité par l'assurance-maladie (le Monde du septembre 1988).

● RECTIFICATIF. — Une erreur s'est glissée dans l'article sur la politique industrielle de M. Fauroux dans le Monde du 17 septembre. Les fonds régionaux d'aide aux initiatives pour l'emploi (FRIL) sont dotés par l'État de 250 millions de francs et non de 250 milliards.

Pan Am U.S. Super Price.* New York 2990 F

**Jamais Pan Am
ne vous a offert
les U.S.A.
à de si petits prix.**

"Pan Am U.S. Super Price" est un véritable événement. Jamais Pan Am ne vous avait proposé de meilleures occasions pour partir aux États-Unis. "Pan Am U.S. Super Price" est une offre spéciale qui s'étend du 15 octobre 1988 au 9 mars 1989 et qui vous permet de séjourner de 7 à 45 jours en territoire américain.

Petit détail important, le nombre de sièges offerts à ce tarif est limité, aussi réservez vos places dès aujourd'hui.

Demain, il sera peut-être trop tard, alors contactez au plus tôt votre Agent de Voyages ou Pan Am au (1) 42 66 45 45, l'Amérique à de si petits prix, cela ne se voit pas tous les jours.



New York	2990 F
Boston	2990 F
Albany	3560 F
Hartford/Springfield	3560 F
Buffalo	3560 F
Baltimore	3560 F
Cleveland	3560 F
Cincinnati	3560 F
Detroit	3560 F
Philadelphia	3560 F
Pittsburg	3560 F
Providence	3560 F
Rochester	3560 F
Syracuse	3560 F
Washington, DC	3240 F
Nashville	3800 F
Chicago	3800 F
Charlotte	3800 F
Indianapolis	3800 F
Norfolk	3800 F
Raleigh/Durham	3800 F
Atlanta	4125 F
Austin	4125 F
Dallas/Ft. Worth	4125 F
Houston	4125 F
Miami	3990 F
Minn/St. Paul	4125 F
New Orleans	4125 F
Orlando	3990 F
San Antonio	4125 F
Salt Lake City	4125 F
Tampa/St. Pete	3990 F
Los Angeles	4590 F
San Diego	4590 F
San Francisco	4590 F
Honolulu	5420 F

Prix aller/retour au départ de Paris en classe économie. Offre valable du 15 octobre au 19 décembre 1988 et du 25 décembre 1988 au 9 mars 1989. Supplément de prix pour les voyages effectués les vendredi, samedi, dimanche. Les billets doivent être payés 7 jours avant le départ et dans les 48 heures suivant la réservation. Pas de retour les 23, 24 et 25 mars. Pénalités en cas d'annulation. Pour les autres conditions particulières de vente, contacter votre Agent de Voyages ou Pan Am au (1) 42 66 45 45. Tarifs sujets à l'approbation gouvernementale. *Super Prix Pan Am pour les U.S.A.

N° 1 sur l'Atlantique.

PAN AM[®]

هكذا من الأصل

Économie

PÊCHE

Boulogne-sur-Mer s'affirme comme la plaque tournante européenne des produits de la mer

BOULOGNE-SUR-MER
de notre envoyé spécial

L'arrivée, le 14 septembre, dans la flottille de pêche industrielle de Boulogne-sur-Mer du grand navire surgélateur *Klondyke* (62 millions de francs) pour l'armement Nord-Pêcheries qui sera rejoint, dans trois mois, par un autre chalutier identique construit par le même chantier norvégien, pour la société Le Garrec, illustre le renouveau économique du premier port de pêche français. Un renouveau qui ne date que de deux ou trois ans et que se sont plu à souligner, dans une belle unanimité, à la fois le président de la chambre de commerce, M. Pierre Remoloux, et le maire socialiste de la ville, M. Guy Lengagne, au moment où s'ouvrait Boulogne 88, un intéressant salon international de la pêche qui rassemblait quelque quatre cents exposants d'une quinzaine de pays.

Plus encore que premier port de pêche où sont embarquées chaque année près de 90 000 tonnes de produits de la mer, Boulogne (qui n'est guère concernée directement par le conflit franco-canadien sur les quotas de morue) est avant tout une plaque tournante, un lieu de négoce et d'arbitrage commercial, et un pôle industriel pour la transformation et la valorisation du poisson de première importance en Europe, puisque quelque trois cents entreprises y traitent plus de 250 000 tonnes en provenance certes des pays de la CEE mais aussi d'Islande, de Norvège, du Canada voire d'Argentine ou de Thaïlande (1).

Toute la chaîne du froid est représentée (outre les activités spécifiques maritimes) depuis les entrepôts et les transports frigorifiques, les usines de salaison ou de fumage du poisson, les ateliers de conditionnement et surtout un secteur qui est appelé à connaître un

développement considérable — les professions des plats cuisinés et de l'alimentation préparée sous vide ou sous forme surgelés.

Selon M. Jean-Claude Homéquin, directeur du Fonds d'intervention et d'organisation des marchés (FIOM), si, entre 1980 et 1987, la consommation du poisson par les ménages français est passée de 390 000 tonnes à 480 000 tonnes (+ 21 %) celle des produits de la mer surgelés a fait un bond, elle, de 59 %. « Voilà une évolution qu'il faut savoir précéder et suivre au bon moment avec les moyens voulus », s'est-il déclaré. Les industriels et responsables économiques de Boulogne ont devancé son souhait puisqu'ils sont engagés dans un ambitieux programme d'expansion et de création d'emplois, le meilleur exemple en étant la nouvelle gare de marée en construction, qui pourra recevoir simultanément soixante camions frigorifiques et qui n'a pas son équivalent en Europe.

Guéguerre de salons

Les perspectives de consommation de produits de la mer frais et surgelés en France sont telles pour les dix ans à venir que plusieurs grands groupes alimentaires français ou étrangers songent, éventuellement en liaison avec des armateurs et des distributeurs, à mettre en place une stratégie européenne intégrée voire mondiale.

Mais cet engouement donne aussi des ailes à de nombreuses villes du littoral et l'on assiste aux prémices de ce que certains appellent déjà la « guéguerre de salons ». Nantes annonce une manifestation l'an prochain, Lorient (dont plusieurs responsables étaient venus en force à Boulogne) avec, à leur tête, Jean-Maurice Besnard, patron du grand armement Jégo-Quéret, en septembre 1989, Boulogne à nouveau dans

trois ans, sans compter les grandes manifestations internationales régionales de Copenhague dans neuf mois et de Reykjavik en Islande, dans deux ans.

Le ministre de la mer, M. Jacques Mellick, venu inaugurer le Salon de Boulogne, a estimé que cette manifestation était tout à fait saine et a annoncé qu'il soutiendrait toutes les initiatives qui le mériteraient. Dans l'immédiat, il a vigoureusement invité les responsables de Boulogne, de Calais et de Dunkerque à se regrouper dans « une communauté portuaire musclée » face à Anvers, et il a précisé que les aides de l'Etat dans le cadre du prochain contrat de plan tiendront compte du degré de coopération sur le terrain des responsables des trois ports. Mais on avait quitté là le secteur de la pêche pour celui, combien délicat, de la nécessaire coordination des investissements portuaires pour le trafic des cargos et des car-ferries.

FRANÇOIS GROSHARD.

(1) La flottille de Boulogne est composée de dix-huit grands chalutiers de pêche industrielle, cent cinquante navires de pêche artisanale de 15 à 24 mètres voire plus, regroupés essentiellement dans la coopérative d'Étaples, et quelque cent vingt embarcations de pêche côtière de moins de 12 mètres.

● Hausse du prix des matières premières importées. — Les prix internationaux des matières premières importées par la France, calculés en francs, ont augmenté de 0,8 % en août par rapport à juillet, atteignant l'indice 156,3 (base 100 en 1978) selon les statistiques mensuelles de l'INSEE publiées le samedi 17 septembre. Calculés en devises, les prix ont baissé de 1,8 %. Le prix des matières premières est en baisse de 1,8 % en francs et de 4,5 % en devises, tandis que le prix des matières premières industrielles est en hausse de 1,8 % en francs et en repli de 0,7 % en devises.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CRÉDIT FONCIER

D E F R A N C E

Société Anonyme Française (autorisée par décret du 28 mars 1952) au capital de 1997 129 520 francs
Siège social : 19, rue des Capucines, PARIS 1^{re} — R.C.S. PARIS B 542 029 848 — Code APE : 8 905I — EMPRUNT A TAUX FIXE DE 1,5 MILLIARD DE FRANCS
REPRÉSENTE PAR 300 000 OBLIGATIONS FONCIÈRES
DE 5 000 FRANCS NOMINAL

Prix d'émission : 99,80 % du nominal, soit 4 990 francs par obligation.
Produit brut de l'émission : 1 497 millions de francs.
Produit net de l'émission : Évalué à 1 474,5 millions de francs environ après déduction de 22 millions de francs au titre de la rémunération estimée des intermédiaires et 0,5 million de francs de frais légaux et administratifs.
Date de jouissance et de règlement : 3 octobre 1988.
Durée totale : 9 ans.
Durée moyenne : égale à la durée totale pour un souscripteur qui conserverait ses titres jusqu'à leur amortissement.
Intérêt : l'intérêt sera payable le 3 octobre de chaque année.
Les obligations bénéficieront, pendant toute la durée de l'emprunt, d'un taux d'intérêt annuel de 9 %, soit 450 francs par titre.
Par exception, le premier coupon d'intérêt payable le 3 octobre 1989, calculé forfaitairement, sera de 340 francs et correspondra à un taux de 8,80 % sur la période.
Taux de rendement actuariel : les conditions d'émission font ressortir un taux de rendement actuariel brut de 8,70 %.
Amortissement normal : les obligations seront toutes amorties le 3 octobre 1997, par remboursement au pair (5 000 francs chacune).
Amortissement anticipé : Le Crédit Foncier de France s'interdit de procéder pendant toute la durée de l'emprunt à l'amortissement anticipé des obligations par remboursement. Il se réserve toutefois le droit de procéder à l'amortissement anticipé d'obligations en effectuant des rachats en Bourse, à toute époque et par tous moyens, notamment par une ou plusieurs offres publiques d'achat ou d'échange.

II — EMPRUNT A TAUX RÉVISABLE ET A INTÉRÊT TRIMESTRIEL
RÉFÉRENCE SUR LE PIBOR TROIS MOIS ÉCHANGEABLE
CONTRE TAUX FIXE

a) Caractéristiques de l'emprunt

Montant : 1 500 000 000 F, représenté par 75 000 obligations de 20 000 F nominal assorties de bons d'échange contre des obligations à taux fixe existantes pendant deux périodes distinctes.
Prix d'émission : 99,90 %, soit 19 980 F par obligation.
Produit brut de l'émission : 1 498,5 millions de francs.
Produit net de l'émission : Évalué à 1 476 millions de francs environ après déduction de 22 millions de francs au titre de la rémunération estimée des intermédiaires et 0,5 million de francs de frais légaux et administratifs.

Date de règlement : 3 octobre 1988.
Date de jouissance : 15 décembre 1988.
Durée de l'emprunt : 9 ans et 342 jours.
Intérêt :
Échéances. — L'intérêt dû sur ces obligations sera payable trimestriellement à terme échu. La date de paiement de chacun des termes d'intérêt est le deuxième jour de chaque trimestre civil ou le douzième jour, lorsque le premier jour du trimestre est lui-même un jour.

Le tableau ci-dessous indique les dates d'échéance des intérêts sur toute la période de vie de l'emprunt :

Année	Mars	Juin	Septembre	Décembre
1989	16	16	14	14
1990	16	14	13	13
1991	14	13	12	12
1992	12	11	10	10
1993	18	17	16	16
1994	17	16	15	15
1995	16	15	14	14
1996	14	13	12	12
1997	13	12	11	11
1998	19	11	10	

Exceptionnellement, le premier coupon payable le 16 mars 1989 sera limité à 70 % x 81/360 x taux de référence établi le 13 décembre 1988.

Détermination du taux d'intérêt nominal. — Le taux d'intérêt applicable à chaque période trimestrielle est déterminé, en base annuelle de trois cent soixante jours, par la soustraction d'une marge de 0,20 % au taux de référence.

Ce taux de référence est le TIOP — Taux Interbancaire Offert à Paris ou PIBOR — Paris Inter Bank Offered Rate en francs français à trois mois tel qu'il est établi deux jours ouvrés avant le début de la période trimestrielle concernée, c'est-à-dire le jour de liquidation du contrat PIBOR quatre-vingt-deux jours.

Ce taux est actuellement publié entre 11 h 30 et 12 heures par Téléco (page 20041) sous l'égide de l'Association Française des Banques ; il est calculé à partir des taux d'intérêt pratiqués à 11 heures par les banques de référence représentatives de la place pour des prêts à trois mois contre effets privés sur le marché interbancaire. Après élimination des taux les plus hauts et des taux les plus bas, la moyenne des taux restants est établie. Celle-ci est une moyenne simple, non pondérée par le montant des transactions correspondantes.

Calcul du montant de l'intérêt. — Le montant de l'intérêt payable à chaque échéance trimestrielle sera égal au produit du taux d'intérêt défini ci-dessus, par le nombre de jours de la période trimestrielle divisé par trois cent soixante jours et appliqué à la valeur nominale de l'obligation. Ce montant sera, le cas échéant, arrondi au centime supérieur.

Clause de substitution. — Au cas où, à la date de calcul du taux d'intérêt pour l'une des périodes trimestrielles concernées, le taux de référence n'aurait pu être établi, il y serait substitué le dernier taux de référence publié au cours de la période trimestrielle écoulée.

Si, dans le cas visé à l'alinéa précédent, le taux de référence ne peut être calculé selon les modalités énoncées à cet alinéa, le taux d'intérêt applicable à la période trimestrielle concernée sera celui qui était applicable à la période d'intérêt trimestrielle précédente.

Si, à nouveau, à la date de calcul du taux de référence pour la période trimestrielle suivante, le taux de référence ne peut être calculé selon les modalités prévues au premier alinéa de la présente clause, l'émetteur devra, à son choix :

— Soit proposer aux obligataires de nouvelles conditions, compte tenu de cette situation. Dans ce cas, les obligataires auraient la possibilité d'obtenir le remboursement de leurs titres.

— Soit procéder dans un délai maximum de trois mois au remboursement anticipé des obligations.

Dans les deux cas, le remboursement serait effectué au pair, augmenté le cas échéant, de la fraction courue d'intérêt jusqu'à la date de mise en remboursement ; cette fraction serait calculée en prenant en considération le dernier intérêt payé.

Un avis spécial portant sur la connaissance des obligataires la date de remboursement serait publié au Journal Officiel ou, à défaut, dans un journal quotidien de diffusion nationale un mois au moins avant cette date.

Marge actuarielle : Le dernier TIOP à trois mois connu (8,1875 %), publié le 12 septembre 1988, supposé cristallisé à ce niveau pendant toute la durée de l'opération, permet de calculer un taux de rendement actuariel annuel de référence de 8,56 %. Sur cette base :

— les conditions d'émission et de rémunération font ressortir à la date du règlement une marge actuarielle négative de - 0,52 % en cas de non-échange ;

— en cas d'échange au premier exercice, le taux de rendement actuariel au 3 octobre 1988 de la nouvelle obligation ressort à 8,65 % ;

— en cas d'échange au deuxième exercice, le taux de rendement actuariel de la nouvelle obligation ressort à 8,55 %.

Amortissement normal : Les obligations seront amorties en totalité le 10 septembre 1998 par remboursement au pair.

Amortissement anticipé : Le Crédit Foncier de France s'interdit de procéder pendant toute la durée de l'emprunt à l'amortissement anticipé des obligations par remboursement. Il se réserve toutefois le droit de procéder à l'amortissement anticipé d'obligations en effectuant des rachats en Bourse à toute époque et par tous moyens, notamment par une ou plusieurs offres publiques d'achat ou d'échange.

Faculté d'échange contre des obligations à taux fixe : A chaque obligation émise est attaché un bon détachable et négociable séparément pouvant, au gré du porteur, être exercé à deux périodes différentes dans les conditions définies ci-après.

Du 22 mai 1989 au 2 juin 1989 inclus et du 21 août 1989 au 1^{er} septembre inclus, les titulaires d'un bon et d'une obligation PIBOR trois mois 1988-1998 pourront demander l'échange de cette obligation contre 4 obligations 8,50 % 1987-2000 de 5 000 F nominal.

QUI PAIE VOS IMPAYÉS ?

SFAC
VOTRE
PARTENAIRE
ASSURANCE
CREDIT.VOS CRÉANCES CLIENTS PEUVENT
REPRÉSENTER JUSQU'À 40% DE VOTRE
ACTIF.

NE PAS LES ASSURER, C'EST LAISSER VOTRE
ENTREPRISE À LA MÉRCI DE CLIENTS DÉFAILLANTS.

CE RISQUE EST MALHEUREUSEMENT BIEN RÉEL :

EN 10 ANS, LE NOMBRE DE DÉPÔTS DE BILAN
EST PASSÉ DE 12 396 À 30 786.

POUR PRÉVENIR CETTE ÉVENTUALITÉ, POUR LIBÉ-
RER VOTRE ENTREPRISE DE TOUT CE QUI POURRAIT

COMPROMETTRE SON DÉVELOPPEMENT, LA SFAC
VOUS PROPOSE BIEN PLUS QU'UNE ASSURANCE :

L'APPUI D'UN VÉRITABLE PARTENAIRE.

UN NOUVEAU CLIENT ?

NOS ANALYSTES ÉTUDIENT EN PERMANENCE LA
SITUATION FINANCIÈRE DE 75 000 ENTREPRISES.

UN PROBLÈME DE RECOURS ?

LA SFAC SE CHARGE DE GÉRER VOTRE CONTEN-
TIEUX.

UNE CRÉANCE IRRÉCUPÉRABLE ?

LA SFAC VOUS INDEMNISE.

CONTRACTER UNE ASSURANCE-CRÉDIT À LA
SFAC, C'EST LIBÉRER DE L'ÉNERGIE, C'EST DON-
NER À VOTRE ENTREPRISE LES MOYENS D'ALLER DE

L'AVANT.

POUR TOUT RENSEIGNEMENT, PRENEZ CONTACT
AVEC NOUS.

SFAC

SOCIÉTÉ FRANÇAISE D'ASSURANCE CRÉDIT

1, RUE EULER - 75008 PARIS. TÉL. (1) 40.70.50.50.

L'ASSURANCE D'ENTREPRENDRE

NOTE D'INFORMATION

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

EMPRUNTS SEPTEMBRE 1988

Note d'information relative à l'émission de deux emprunts d'un montant total de 3 milliards de francs représentés par 300 000 obligations foncières de 5 000 francs nominal et 75 000 obligations foncières de 20 000 francs nominal assorties de bons d'échange.

1. — Echange du 22 mai 1989 au 2 juin 1989

Date de jouissance des obligations nouvelles : 15 juin 1989, après paiement du coupon taux variable.
Intérêt : 8,50 % payable le 29 août de chaque année. Le premier coupon payable le 29 août 1989 sera majoré pour atteindre 257,50 F par titre nouveau.
Assimilation : Ces obligations seront assimilées aux obligations 8,50 % avril 1987-2000 à partir du 29 août 1989.

A partir du 3 juin 1989, les bons ne pourront plus être exercés qu'à la période suivante.

2. — Echange du 21 août 1989 au 1^{er} septembre 1989

L'échange sera effectué le 14 septembre 1989 après paiement du coupon taux variable et d'un sur-coupon égal à 488 F par obligation à taux variable.
Date de jouissance des obligations nouvelles : 29 août 1989.
Intérêt : 8,50 % payable le 29 août de chaque année et pour la première fois le 29 août 1990.
Assimilation : Ces obligations seront assimilées aux obligations 8,50 % avril 1987-2000 à partir du 14 septembre 1989.

A partir du 2 septembre 1989, les bons qui n'auraient pas été exercés perdront toute valeur.

b) Caractéristiques des bons d'échange

Forme : Les bons seront délivrés uniquement sous la forme au porteur, quelle que soit la forme que revêtira l'obligation correspondante. Les droits des titulaires seront représentés par une inscription en compte à leur nom.

Dépôt de la demande d'échange : Les demandes d'échange seront reçues sans frais aux guichets du Crédit Foncier de France et des établissements chargés du placement.

Les porteurs devront présenter leur demande d'échange auprès de l'intermédiaire qui comptabilise les obligations et les bons à leur nom, au plus tard le 2 juin 1989, pour la période du 22 mai 1989 au 2 juin 1989, et le 1^{er} septembre, pour la période du 21 août 1989 au 1^{er} septembre 1989.

Admission à la SICOVAM : L'admission des bons aux opérations de la SICOVAM sera demandée.

Régime fiscal : Les cessions des bons sont soumises au régime fiscal des cessions de valeurs mobilières.

Rachat des bons : Le Crédit Foncier de France pourra, pendant la période de cotation, racheter à tout moment des bons. Ceux-ci seront annulés et ne pourront être remis en circulation.

III. — DISPOSITIONS COMMUNES AUX DEUX EMPRUNTS

Forme des titres : Les obligations pourront revêtir la forme au porteur ou nominative au choix des obligataires.

Ces obligations seront admises aux opérations de la SICOVAM.

Les droits des titulaires seront représentés dans un délai d'un mois, par une inscription en compte à leur nom :

— chez l'intermédiaire de leur choix pour les titres au porteur ;

— chez l'émetteur et, s'ils le souhaitent, chez l'intermédiaire de leur choix pour les titres nominatifs.

Régime fiscal : Le paiement des intérêts et le remboursement des titres seront effectués sous la seule déduction des impôts que la loi met ou pourrait mettre obligatoirement à la charge des porteurs.

En l'état actuel de la législation, les intérêts perçus par les personnes physiques fiscalement domiciliées en France seront, sur option des bénéficiaires :

— soit soumis au prélèvement forfaitaire de 25 % libératoire de l'impôt sur le revenu majoré de la contribution sociale de 1 %, et pour les produits encaissés du 1^{er} août 1988 au 31 décembre 1989, du prélèvement social exceptionnel de 1 % ;

— soit assujettis à l'impôt sur le revenu et à la contribution complémentaire de 1 %.

Ces intérêts bénéficieront d'un abatement global sur les dividendes d'actions et les produits d'obligations, fixés, à compter du 1^{er} janvier 1988, à 15 000 francs pour les contribuables mariés soumis à imposition commune, et à 8 000 francs pour les contribuables célibataires, veufs ou divorcés.

Garantie des obligations (antérieurement émises ou à émettre) : Le capital réalisé par l'émission d'obligations foncières, d'obligations communales ou d'obligations pour prêts à la navigation, ainsi que les autres ressources que la Société se procure spécialement aux mêmes fins, ne peuvent dépasser respectivement le montant des prêts fonciers, des prêts communaux ou des prêts à la navigation consentis par la Société ; il est procédé, le cas échéant, au remboursement des obligations ou des autres ressources dans une proportion telle qu'elles n'excèdent jamais les capitaux restant dus sur les prêts.

Les créances provenant de ces prêts sont affectées, par privilège, au paiement des obligations et au remboursement des autres ressources ayant servi au financement des opérations considérées.

En application de ces dispositions, chacune des obligations de la présente émission, créées en représentation de prêts fonciers, sera gagée par les prêts de cette catégorie consentis par la Société.

Faculté d'émission ultérieure d'obligations assimilables : Au cas où le Crédit Foncier de France viendrait à émettre ultérieurement dans le public ou auprès d'organismes collecteurs d'épargne, de nouvelles obligations entièrement assimilables aux présentes obligations, notamment quant au montant nominal, aux intérêts, à leurs échéances, aux conditions et dates d'amortissement et aux garanties, il pourrait unifier, pour la totalité des obligations, les opérations d'amortissement qui porteraient ainsi, sans aucune distinction, sur l'ensemble des titres unifiés.

Cotation : L'admission des obligations et des bons d'échange à la Cote Officielle de la Bourse de Paris sera demandée. Les titres seront négociables en Bourse à compter du 5 octobre 1988.

Publications - Remboursement : Un avis spécial rappelant aux porteurs d'obligations des emprunts le date de remboursement sera publié au Journal Officiel de la République Française un mois au moins avant cette date.

Les intérêts des obligations cesseront de courir à dater du jour où le capital sera mis en remboursement par le Crédit Foncier de France.

Renseignements généraux sur le Crédit Foncier de France

Forme : Le Crédit Foncier de France est une société anonyme française autorisée par décret du 28 mars 1952, dotée d'un statut légal spécial, dont le siège social est situé 19, rue des Capucines à Paris-1^{er}, enregistrée au RCS sous le n° Paris 542029848.

Objet social : Le Crédit Foncier de France a pour objet principal de consentir :

— des prêts fonciers, soit avec une garantie hypothécaire de premier rang, soit avec une garantie totale de l'Etat, d'une collectivité territoriale ou d'une chambre de commerce et de l'industrie ;

— des prêts aux collectivités publiques ;

— des prêts à la navigation ;

et d'émettre en représentation de ces prêts des obligations foncières, communales ou pour prêts à la navigation et de contracter tous autres emprunts spécialement affectés à leur objet.

Le Crédit Foncier de France intervient également comme auxiliaire des Pouvoirs Publics pour la distribution des primes et le contrôle du respect de la réglementation des prêts conventionnés et du marché hypothécaire.

Capital : Le capital social d'un montant de 1 997 129 520 francs est réparti entre plus de 70 000 actionnaires. Les principaux actionnaires sont les Assurances Générales de France (5,3 %), la Caisse des Dépôts et les entités qui lui sont affiliées (4,8 %) et l'Union des Assurances de Paris (4,8 %).

Il n'existe pas de titres donnant accès au capital ni de droits de vote double.

Dirigeants de la société (au 12 septembre 1988) : Gouverneur : M. Georges Bonin ; Sous-gouverneur : M. Jean-Claude Colli, M. Michel Euvard.

Commissaires aux comptes : SCP Angeli M. et M. nommée pour six ans par l'assemblée générale du 11 juin 1986.

Cailliau, Dedouit et Associés nommés pour six ans par l'assemblée générale du 11 juin 1986.

Responsable de l'information : M. Denis Villarmet (tél. : 42-44-80-00).

Personnes assumant la responsabilité de la note d'information :

A notre connaissance, les données de la présente note d'information sont conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

Le gouverneur,
G. BONIN

Vu pour vérification en ce qui concerne la situation financière et les comptes de la Société.

Les Commissaires aux Comptes
CAILLIAU, DEDOUT ET ASSOCIÉS S.C.P. ANGELI M. ET M.

Par application des articles 6 et 7 de l'ordonnance 67-633 du 26 septembre 1967, la Commission des Opérations de Bourse a approuvé la présente note d'information le 15 septembre 1988.

Ouverture de la souscription et notice au BALO du 19 septembre 1988
Souscription auprès des guichets du CRÉDIT FONCIER DE FRANCE
ET DE LA PLUPART DES ÉTABLISSEMENTS BANCAIRES

Eléments significatifs d'activité depuis trois ans

(en millions de francs)			
Autorisations de prêts	1985	1986	1987
— Foncier	35 020	38 247	31 210
— Aux collectivités publiques	(32 700)	(33 838)	(28 488)
— A la navigation	25	65	586
Total	35 045	38 313	31 902

Le Crédit Foncier a vu le total du bilan augmenter de 58 % entre 1983 et 1987 en raison des programmes massifs de prêts aidés par l'Etat qu'il a eu pour mission de financer ; la réduction de ces programmes (85 800 logements financés en 1987, 80 000 prévus par la loi de finances pour 1988) ont amené un certain redéploiement de son activité vers des secteurs nouveaux et des opérations moins nombreuses mais à plus forte valeur ajoutée : prêts immobiliers non aidés, prêts aux collectivités locales, crédits promoteurs, etc. Sur les huit premiers mois de l'année, 18 milliards de prêts ont été autorisés (dont PAP = 13,4 milliards), contre 23 milliards durant la période correspondante de 1987 (dont PAP = 19,4 milliards).

Par ailleurs, la baisse des taux d'intérêt a suscité le remboursement anticipé de 15 milliards de prêts — toutes catégories confondues — occasionnant le versement d'indemnités pour un montant de 123 millions de francs en 1987, et de 13 milliards au cours des six premiers mois de 1988. Pour contrebalancer ces mouvements, des réaménagements de passif ont été entrepris : 6,4 milliards de francs d'emprunts ont été rachetés ou refinancés en 1987, le coût de la restructuration restant à la charge de la société s'élevant à 210 millions de francs. En 1988, exercice pour lequel une provision spécifique de 180 millions a été constituée à ce titre, les opérations de réaménagement se poursuivent ; en particulier, un accord de principe vient d'être conclu avec le système bancaire sur le remboursement anticipé de concours atteignant 30 milliards de francs.

(en millions de francs)			
Collecte de capitaux	1985	1986	1987
Emprunts obligataires publics	11 500	18 500	20 833
Emprunts directs (auprès d'autres institutions financières)	11 674	8 400	1 988
Bons (BMT et BSEF)	2 598	3 594	3 060
Emprunts à l'étranger	8 663	4 710	4 703
Total	31 435	32 204	30 295

Principales données financières

(en millions de francs)			
Situation en fin d'année	1985	1986	1987
— Total du bilan	261 428	289 982	308 085
— Capitaux propres hors provisions et résultat de l'exercice	1 678	2 296	2 300
— Encours total des prêts	232 476	281 113	271 806
— dont encours des PAP	(159 297)	(180 211)	(203 383)
— Encours des emprunts obligataires	94 872	113 381	140 483
— Encours de l'ensemble des emprunts, bons et avances	222 580	247 514	266 576
Résultats annuels			
— Produit d'exploitation	28 017	28 191	30 427
— Produit brut	2 824	2 671	3 321
— Résultats avant impôt, participation des salariés, amortissements et provisions	1 311	1 383	1 588
— Résultat net	187	214	388(1)
— Résultat net par action (en francs)	40,5	30,6	36,4
— Dividende par action (en francs) distribué au titre de l'exercice	32	29	30

(1) Dont 140 millions portés à la réserve spéciale des plus-values à long terme (essentiellement sur cessions de titres de participation, en particulier à la suite de l'introduction en Bourse d'une filiale immobilière).

Principales données financières consolidées (1)

(en millions de francs)		
Situation en fin d'année	1986	1987
— Total du bilan	283 286	304 848
— Capitaux propres hors provisions et résultat de l'exercice	2 740	2 936
— et résultat de l'exercice (dont intérêts des minoritaires)	(36)	(44)
— Crédits à la clientèle et prêts à d'autres établissements de crédit	258 363	272 007
— Emprunts obligataires	110 148	141 483
— Encours de l'ensemble des emprunts obligataires, bons et encours des établissements de crédit	241 518	264 818
Résultats annuels		
— Produit d'exploitation bancaire	28 424	31 055
— Résultat consolidé		
— Part du groupe	222	400
— Intérêts des minoritaires	6	9

(1) Établies selon les normes comptables bancaires.

Echéancier de la dette à long et moyen terme au 31 décembre 1987

(en millions de francs)						
	1986	1988	1990	1991	1992	1993 et ult.
● Emprunts obligataires en France	4 647	4 185	4 270	3 467	4 378	90 483
● Autres emprunts domestiques						
— long terme	2 750	3 063	3 319	3 275	3 290	89 113
— moyen terme	4 313	4 972	2 904	2 095	3 852	5 318
● Emprunts à l'étranger (1)	1 318	536	2 824	7 300	3 738	26 029
Total	13 028	12 768	13 317	18 137	15 257	190 953

(1) Convertis sur la base des parités au 31 décembre 1987.
Principale devise d'endettement à cette date : ECU (27 % du total).

Comptabilisation des instruments financiers

1) Parmi les « nouveaux instruments financiers », les seules opérations en cours au 31 décembre 1987 et à la date de la présente note étaient des swaps, pour l'essentiel rattachés à l'endettement en devises (12,2 milliards de francs au 31 décembre 1987). Il est précisé que ces opérations, réalisées pour réduire les risques de taux et de change dans le financement des prêts aidés, s'intègrent dans les mécanismes prévus par les conventions avec l'Etat.

2) Le Crédit Foncier procède à des ventes de titres à rémunéré, comptabilisés comme de véritables cessions avec, le cas échéant, neutralisation des plus-values théoriques. Les écritures de cession sont inversées lors de la réintégration des titres, jusqu'à laquelle les opérations restent retracées dans des comptes de hors bilan.

Les titres de placement sont exclusivement comptabilisés au coût historique ou, si elle est plus faible, à la valeur de marché.

Perspectives d'avenir et but de l'émission

La réorientation d'activité signalée précédemment a permis en 1987 aux résultats sociaux de progresser plus rapidement que les encours gérés ; il devrait en être de même en 1988.

La présente émission a pour but de couvrir les besoins de financement nés de la distribution des prêts nouveaux.

Il n'existe aucun fait exceptionnel ou litige susceptible d'affecter substantiellement les résultats ou la situation financière de la Société.

مكذبا من الأصل

Économie

Deux rapports de banques mondiales sur les difficultés des pays du tiers-monde

Le coût du redressement reste élevé en Amérique latine

Le coût de l'assainissement économique, en Amérique latine, reste très lourd. Dans son rapport annuel sur le « progrès économique et social » de cette région, publié le dimanche 18 septembre, la Banque interaméricaine de développement (BID) apporte quelques éléments significatifs. Confrontés à un endettement global de 408 milliards de dollars, les pays latino-américains ont presque tous joué la carte de l'exportation au détriment de la demande interne. Cette dernière a connu entre 1985 et 1987 une progression inférieure de 5,5 % à la production intérieure brute. Quant aux investissements, gage de modernisation et de développement pour l'avenir, ils étaient inférieurs de 25 % à leur niveau de 1980.

C'est sur cette toile de fond qu'il convient d'apprécier la conjoncture « décevante » de 1987 : une crois-

sance limitée à 2,6 % contre 3,6 % en 1986, soit une amélioration marginale de 0,4 % du produit intérieur brut par habitant. Encore faut-il souligner que ce résultat a été atteint grâce à une reprise de 6,4 % de la production agricole assurée pour l'essentiel par le Brésil avec une hausse de 14 %. Le secteur industriel pour sa part ne s'est que modestement amélioré de 2,1 %.

La rigueur budgétaire suivie dans nombre de pays fortement endettés a abouti à la compression non seulement des investissements mais aussi des dépenses sociales. Du moins la vigoureuse demande des pays industriels, sensible à partir du second semestre 1987, s'est-elle traduite pour l'Amérique latine par une vive progression des exportations et un excédent commercial régional de 20,2 milliards de dollars en 1987

contre 17,1 milliards un an auparavant. Ce gonflement des recettes dues aux échanges de marchandises a permis de ramener le déficit de la balance des comptes courants latino-américains à 8,8 milliards de dollars contre 40 milliards en 1981. Comme dans le cas de l'agriculture, cette amélioration découle des situations particulières, en l'occurrence le redressement des comptes extérieurs du Brésil, du Mexique et du Venezuela.

Ces progrès ont malgré tout été insuffisants pour rassurer les investisseurs étrangers. En 1987, l'entrée nette de capitaux se serait élevée à 9,8 milliards de dollars. Compte tenu du poids du service de la dette, l'Amérique latine a, une fois de plus, remboursé plus qu'elle n'a reçu, ces « transferts nets négatifs » étant estimés à quelque 22 milliards de dollars contre 24 milliards un an auparavant. Le Mexique, le Brésil et le Venezuela sont parvenus, en dépit de ce phénomène, à reconstituer des réserves de change, en hausse de 2,7 milliards de dollars pour l'ensemble du continent. La part des arriérés de paiement dans cette évolution, en apparence favorable, n'est pourtant pas à négliger.

Inquiets du retard accumulé par les investissements et par une très forte inflation dans une poignée de pays, les auteurs du rapport tiennent à souligner qu'on ne saurait attribuer à la seule crise de la dette la responsabilité des difficultés économiques de l'Amérique latine. Les crédits trop facilement attribués et utilisés dans la seconde moitié des années 70 ont certes contribué à accumuler une dette aujourd'hui paralysante. Ils ont aussi permis de reporter l'examen de certains problèmes fondamentaux, telles la surévaluation des monnaies ou la persistance de « gros déficits de certains organismes et entreprises publiques ».

De nouveaux moyens d'action doivent être relayés par d'autres prêteurs

La reprise de la demande des pays industriels a exercé, en 1987, une « impulsion majeure » sur les exportations des pays en développement, indique la Banque mondiale, dans son rapport annuel publié le lundi 19 septembre. Un facteur positif particulièrement sensible en Asie : les importations du Japon en provenance des « nouveaux pays industriels » (1) ont progressé de 50 % en dollars par rapport à 1986. Mais si l'ensemble du tiers-monde a bénéficié, en moyenne, d'une amélioration de près de 8 % de ses recettes à l'exportation, en termes réels 1987 a « encore été une année difficile pour les pays très endettés », comme l'Afrique subsaharienne.

Les progrès réalisés en matière de rigueur budgétaire ont de promotion des exportations ont permis, dans le cas des nations lourdement endettées, de réduire leur déficit extérieur. Les Africains « qui ne sont guère en mesure de comprimer davantage leurs dépenses » n'ont pu en faire autant qu'au prix d'une nouvelle contraction de leurs importations. Et alors que chacun plaide en faveur d'une reprise de la croissance par l'habitat, seule susceptible de répondre de façon saine au problème de l'endettement, « épargne et investissement ont beaucoup diminué » au cours de la décennie. Un constat d'échec de la stratégie de la dette qui se traduit dans un autre chiffre : l'ensemble des pays en développement ont remboursé l'an dernier environ 30 milliards de dollars de plus qu'ils n'ont reçu.

La Banque mondiale est particulièrement sensible à ce phénomène. Pour la première fois, elle participe aux « transferts nets négatifs ». Il lui a été remboursé, en 1987-1988 (2), 1,9 milliard de dollars de plus qu'elle n'a prêté. Ce fait recouvre des cas particuliers comme celui de la Corée du Sud, qui profite de sa récente prospérité pour réduire sa dette. Le Brésil, à lui seul, a payé

600 millions de dollars de plus qu'il n'a reçu, l'Égypte 109 millions. Mais cette tendance reflète également les limites des capacités de prêts de la BIRD avant l'augmentation de son capital, portée cette année à 171 milliards de dollars. Pourvue de nouveaux moyens financiers, l'organisation espère pouvoir augmenter rapidement ses opérations. De 14,8 milliards en 1987-1988, elles devraient atteindre entre 14,5 et 19,5 milliards durant l'exercice 1989 et se situer en moyenne autour de 20 milliards à l'horizon de 1990.

Cet effort en quantité s'accompagne d'une approche plus adaptée aux pays à soutenir. L'Association internationale de développement (AID) spécialisée dans l'aide aux plus pauvres consacra la moitié de ses fonds à l'Afrique subsaharienne et a décidé de ramener à zéro en 1989 la commission dont ses prêts à très long terme sont assortis. Pour les pays à revenus intermédiaires, les délais de grâce seront portés de trois à cinq ans. Les plus endettés se verront enfin attribuer de plus en plus souvent des « prêts d'ajustement structurel » visant à accompagner le coût financier de réformes

de gestion économiques et, surtout, de « prêts d'ajustement sectoriels » destinés, comme leur nom l'indique, à l'assainissement et la promotion de secteurs jugés essentiels au développement stable d'un pays.

De tels prêts à l'« ajustement » ont joué un rôle croissant dans les interventions de la banque. Ils représentaient en 1987-1988 le tiers du total des prêts consentis, proportion portée à quelque 40 % pour les pays très endettés. Consciente des limites de son action, la BIRD appelle les « autres créanciers » à consentir, eux aussi, un effort pour ne pas compromettre les chances de succès de pays qui ont parfois entrepris de « vigoureux programmes » d'assainissement. Le fait que l'essentiel des prêts réalisés en cofinancement avec la banque l'ait été avec des organismes publics ou des institutions multilatérales ne fait que confirmer les réticences du monde bancaire à recommencer à s'engager sur les pays en développement.

(1) Corée du Sud, Taiwan, Singapour, Hongkong.

(2) Juin 1987-juillet 1988.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

SEMA GROUP

SEMA-METRA ET CAP GROUP DEVIENNENT SEMA GROUP

L'Assemblée Générale annuelle des Actionnaires de CAP GROUP plc qui s'est réunie le 13 Septembre dernier à Londres a adopté pour l'ensemble issu de la fusion entre SEMA-METRA et CAP GROUP, la nouvelle dénomination sociale SEMA GROUP plc. Les titres de SEMA GROUP sont cotés au Stock Exchange de Londres et au marché au comptant de la Bourse de Paris.

A la suite de cette fusion, SEMA GROUP figure désormais parmi les dix premiers groupes mondiaux de services et d'ingénierie informatiques.

Merlin Gerin émet des obligations convertibles en actions

pour poursuivre son développement sur les marchés mondiaux de l'équipement électrique, par un important programme d'investissements

MONTANT DE L'ÉMISSION : 1 MILLIARD DE FRANCS

Les obligations

- Prix d'émission : F 3000 par obligation.
- Date de jouissance : 7 octobre 1988.
- Durée : 8 ans.
- Intérêt annuel : 6,50 %.
- Taux de rendement actuariel brut : 6,50 %.
- Amortissement normal : Au pair, en 4 annuités égales à partir du 1/01/1994.

Modalités

La conversion des obligations en actions est possible à tout moment à dater du 1^{er} novembre 1988, à raison d'1 action pour 1 obligation. Les actionnaires bénéficient d'une priorité de souscription du 14 au 23 septembre 1988, à raison d'1 obligation pour 6 actions. La souscription est ouverte au public du 24 septembre au 7 octobre 1988. Cotation prévue à la Bourse de Paris.

Souscrire à cette opération permet de choisir à tout moment entre rendement de l'obligation et plus-value de l'action.

la maîtrise de l'énergie électrique



GROUPE SCHNEIDER

BALU du 12 septembre 1988 Une note d'information (voir COB n° 69-307 en date du 6 septembre 1988) est tenue gratuitement à la disposition du public.

Vos prochains rendez-vous avec l'emploi dans

Le Monde

Demain (numéro daté mercredi 21 septembre) :
SECTEURS DE POINTE

Après-demain (numéro daté jeudi 22 septembre) :
INTERNATIONAL

Lundi 26 septembre (numéro daté mardi 27 septembre)
UN AUTRE SUPPLÉMENT ÉCONOMIE
Avec des centaines d'offres d'emplois pour les cadres.

ATTENTION : ce supplément est publié en cahier séparé. N'oubliez pas de le demander à votre marchand de journaux.

CANDIDATURE A LA SESSION DE SEPT/OCT INSCRIPTION IMMEDIATE

Pour vous ouvrir les grandes carrières du Management
Hôtelier International
Paris-Geneve-Londres-New York

INSTITUT INTERNATIONAL Maxim's de Paris

3 années de Formation Supérieure de Management Hôtelier

Admission : 1^{re} année : BAC
2^e année : BTS, DUT, DEUG, Licence

(1) 42 66 66 82

MAXIM'S

DEMANDE DE DOCUMENTATION GRATUITE A REMPLIR ET A RETOURNER

NOM _____ PRÉNOM _____
ADRESSE _____
TELEPHONE _____
NIVEAU D'ÉTUDES _____ DATE _____
MAXIM'S
71, rue du Faubourg-Saint-Honoré - 75008 PARIS - TEL. : (1) 42.66.66.82

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



RÉSULTATS PROVISOIRES DU PREMIER SEMESTRE 1988

Groupe consolidé	VARIATION 88/87	1 ^{er} SEMESTRE 1988	1 ^{er} SEMESTRE 1987
Chiffre d'affaires hors taxes	+ 31 %	21 305	16 236
Résultat courant avant impôt	+ 26 %	136,3	107,9
Résultat net part du groupe	+ 11 %	45,2	40,7

(en millions de francs)

Le périmètre de consolidation de 1988 inclut, contrairement à 1987, les sociétés Sofica, Gédial et Fol. Répartie par pays, la croissance du chiffre d'affaires s'établit, en monnaies locales, à 38 % en France, 4 % aux États-Unis, 31 % en Espagne.

A périmètre comparable, les ventes ont progressé de 13 %. Pour la France, le chiffre d'affaires des hypermarchés a augmenté de 17 %, celui des activités grossistes de 15 %.

Cette augmentation des ventes de gros marque une rupture de pente favorable par rapport aux années antérieures. Elle explique, pour l'essentiel, la croissance du résultat courant avant impôt.

Le Monde
PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

CONCEPT S.A.

A PRIS LE CONTRÔLE DE

C.C.M.C.

AVEC L'APPROBATION DE LA DIRECTION
ET L'ACCORD DE LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE
ET DE LA GMF

CEITE OPÉRATION A ÉTÉ RÉALISÉE
AVEC L'ASSISTANCE DE LA

Banque Stern

BSN :
RÉSULTATS SEMESTRIELS

Bénéfice semestriel en forte croissance
à 1 257 millions FF

À la fin 1988, le chiffre d'affaires consolidé s'est établi à 20,7 milliards de francs contre 18,9 milliards de francs à fin 1987.

Pour le premier semestre 1988, le bénéfice net a atteint 1 257 millions de francs contre 558 millions de francs en 1987, soit une progression de 46,5 %, confirmant ainsi les estimations provisoires publiées le 22 juillet 1988. Au 30 juin 1988, la marge brute d'autofinancement s'est élevée à 2 104 millions de francs contre 1 808 millions de francs en 1987.

Le résultat opérationnel après amortissements et avant frais financiers et impôts s'est établi à 2 299 millions de francs contre 1 895 millions de francs pour le premier semestre 1987. La répartition par branches est la suivante :

(en millions de francs)	30-6-1987	30-6-1988
Pâtisseries	318	418
Epicerie	450	498
Biscuits	372	383
Bière	362	414
Ch. cas min.	248	286
Emballage	222	357
Rés. op. bches	1 964	2 356
Frais c. non rép.	(69)	(57)
Rés. op. du Gpe	1 895	2 299

Les résultats consolidés semestriels de BSN ont fait l'objet de contrôles spécifiques des commissaires aux comptes qui ont délivré l'attestation prévue par la loi.

Pour l'ensemble de l'exercice en cours et compte tenu de l'activité du premier semestre, le bénéfice devrait s'établir en très sensible hausse par rapport à 1987.

BSN
LE PREMIER GROUPE ALIMENTAIRE FRANÇAIS

CHANGEMENT DE DÉNOMINATION
DE LA SICAV BRED INTERNATIONAL

Au cours d'une assemblée générale extraordinaire réunie le 15 septembre 1988, les actionnaires de la société BRED International, ont décidé de modifier sa dénomination sociale pour celle de :

TRANSCONTINENTS SOCIÉTÉ D'INVESTISSEMENT

A CAPITAL VARIABLE
Cette modification a été soumise par la Banque régionale d'escompte et de dépôts - BRED, promoteur de la SICAV BRED International et dépositaire de ses actifs, qui vient de créer une banque filiale à Luxembourg dont la dénomination sociale est BRED International (Luxembourg) SA.
Ainsi sera évitée toute confusion entre la SICAV de droit français et cette société de droit luxembourgeois.

LA BOURSE EN DIRECT

LE MONDE DE LA BOURSE

Suivez en direct l'évolution
des cours de la Bourse

BOURSE

36.15 LEMONDE

GFF GROUPEMENT FONCIER FRANÇAIS

SON SAVOIR-FAIRE,
SES ACTIONNAIRES PRESTIGIEUX.

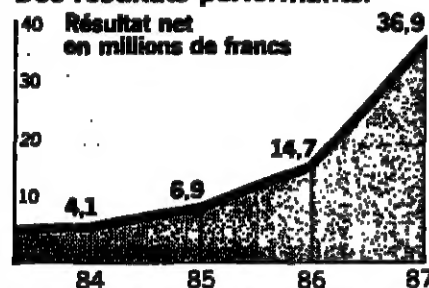
INTRODUCTION AU SECOND MARCHÉ
DE LA BOURSE DE PARIS
LE 20 SEPTEMBRE 1988.

Fondé en 1957 par les principales Compagnies d'Assurances et des Caisses de Retraite, le GROUPEMENT FONCIER FRANÇAIS est une Société de services immobiliers. Ses activités concernent :

- l'administration de biens : gérance, syndic, transactions,
- la construction : bureaux, appartements, locaux d'activités et commerciaux, aménagement urbain, rénovation,
- la gestion administrative et financière de sociétés spécialisées créées par lui.

En 1987, pour les seules constructions neuves, le GROUPEMENT FONCIER FRANÇAIS

Des résultats performants.



s'est vu confier pour 2,5 milliards de Francs d'investissements, 65 000 m² de bureaux et 7 000 m² de commerces. le plaçant ainsi parmi les plus importants intervenants du marché immobilier français. Sa stratégie de diversification assure une progression régulière de ses produits d'exploitation qui ont été de 145 millions de Francs en 1987 et sont estimés à 171 millions de Francs en 1988.

Procédure de mise en vente de 190 174 actions
de 50 F de nominal soit 10 % du capital.
Prix d'offre : 215 F.

Introduceurs : la Banque de Neufville, Schlumberger Mallet,
le Crédit du Nord et la Société de Bourse
Jean de Cholet - Gilles Dupont.
BALO du 5 septembre 1988.

Toute la gamme des services immobiliers.

Schneider S.a.
augmente son capital

pour assurer la croissance
du groupe et l'expansion de ses filiales Industrielles,
à partir d'une structure financière forte

ÉMISSION DE 2 455 497 ACTIONS
À BONS DE SOUSCRIPTION D'ACTIONS

Les actions

Priorité de souscription pour les actionnaires actuels du 13 au 27 septembre 1988.
A raison de 3 actions nouvelles pour 11 actions anciennes.
Prix d'émission : F 435.
Jouissance : 1^{er} janvier 1989.
Souscription du public du 28 septembre au 6 octobre 1988.

Les bons de souscription

A chaque action nouvelle est attaché un bon de souscription.
2 bons permettront de souscrire 1 action au prix de F 450.
Délai d'exercice des bons : du 20 octobre 1988 au 19 octobre 1991.

Les actions nouvelles ainsi que les bons de souscription et les actions à venir de l'exercice de ces bons feront l'objet d'une demande d'admission à la Cote Officielle (Bourse de Paris).

Cette souscription permet d'exercer à tout moment les bons de souscription pour l'achat d'actions Schneider à un prix fixé d'avance, les bons cotés en Bourse pouvant se valoriser avec la hausse du cours de l'action.

GROUPE SCHNEIDER

BALO du 12 septembre 1988. Une note d'information (voir CDB n° 88-303 en date du 7 septembre 1988) est tenue gratuitement à la disposition du public.

هكذا من الأصل

BOURSE DU 16 SEPTEMBRE

Cours relevés
à 17 h 32

Coupons	VALEURS	Cours proposé	Précéder cours	Dernier cours	% + -	Composition	VALEURS	Cours proposé	Précéder cours	Dernier cours	% + -	Composition	VALEURS	Cours proposé	Précéder cours	Dernier cours	% + -	Composition	VALEURS	Cours proposé	Précéder cours	Dernier cours	% + -	Composition
3820	C.A.E. 75% *	5824	5820	5820	- 0 10																			
1080	B.A.P. T.P. *	1094	1040	1040	- 0 38																			
1080	C.A.F. T.P. *	1094	1040	1040	- 0 38																			
1080	Col. Lyon. T.P. *	1110	1120	1120	+ 0 09																			
1360	Renault T.P. *	1371	1370	1371	- 0 28																			
1740	Rease-Paul T.P. *	1751	1730	1730	- 0 08																			
1740	Rease-Paul T.P. *	1751	1730	1730	- 0 08																			
1740	Rease-Paul T.P. *	1751	1730	1730	- 0 08																			
1740	Rease-Paul T.P. *	1751	1730	1730	- 0 08																			
1740	Rease-Paul T.P. *	1751	1730	1730	- 0 08																			
1740	Rease-Paul T.P. *	1751	1730	1730	- 0 08																			
1740	Rease-Paul T.P. *	1751	1730	1730	- 0 08																			
1740	Rease-Paul T.P. *	1751	1730	1730	- 0 08																			
1740	Rease-Paul T.P. *	1751	1730	1730	- 0 08																			
1740	Rease-Paul T.P. *	1751	1730	1730	- 0 08																			
1740	Rease-Paul T.P. *	1751	1730	1730	- 0 08																			
1740	Rease-Paul T.P. *	1751	1730	1730	- 0 08																			
1740	Rease-Paul T.P. *	1751	1730	1730	- 0 08																			
1740	Rease-Paul T.P. *	1751	1730	1730	- 0 08																			
1740	Rease-Paul T.P. *	1751	1730	1730	- 0 08																			
1740	Rease-Paul T.P. *	1751	1730	1730	- 0 08																			
1740	Rease-Paul T.P. *	1751	1730	1730	- 0 08																			
1740	Rease-Paul T.P. *	1751	1730	1730	- 0 08																			
1740	Rease-Paul T.P. *	1751	1730	1730	- 0 08																			
1740	Rease-Paul T.P. *	1751	1730	1730	- 0 08																			
1740	Rease-Paul T.P. *	1751	1730	1730	- 0 08																			
1740	Rease-Paul T.P. *	1751	1730	1730	- 0 08																			
1740	Rease-Paul T.P. *	1751	1730	1730	- 0 08																			
1740	Rease-Paul T.P. *	1751	1730	1730	- 0 08																			
1740	Rease-Paul T.P. *	1751	1730	1730	- 0 08																			
1740	Rease-Paul T.P. *	1751	1730	1730	- 0 08																			
1740	Rease-Paul T.P. *	1751	1730	1730	- 0 08																			
1740	Rease-Paul T.P. *	1751	1730	1730	- 0 08																			
1740	Rease-Paul T.P. *	1751	1730	1730	- 0 08																			
1740	Rease-Paul T.P. *	1751	1730	1730	- 0 08																			
1740	Rease-Paul T.P. *	1751	1730	1730	- 0 08																			
1740	Rease-Paul T.P. *	1751	1730	1730	- 0 08																			
1740	Rease-Paul T.P. *	1751	1730	1730	- 0 08																			
1740	Rease-Paul T.P. *	1751	1730	1730	- 0 08																			
1740	Rease-Paul T.P. *	1751	1730	1730	- 0 08																			
1740	Rease-Paul T.P. *	1751	1730	1730	- 0 08																			
1740	Rease-Paul T.P. *	1751	1730	1730	- 0 08																			
1740	Rease-Paul T.P. *	1751	1730	1730	- 0 08																			
1740	Rease-Paul T.P. *	1751	1730	1730	- 0 08																			
1740	Rease-Paul T.P. *	1751	1730	1730	- 0 08																			
1740	Rease-Paul T.P. *	1751	1730	1730	- 0 08																			
1740	Rease-Paul T.P. *	1751	1730	1730	- 0 08																			
1740	Rease-Paul T.P. *	1751	1730	1730	- 0 08																			
1740	Rease-Paul T.P. *	1751	1730	1730	- 0 08																			
1740	Rease-Paul T.P. *	1751	1730	1730	- 0 08																			
1740	Rease-Paul T.P. *	1751	1730	1730	- 0 08																			
1740	Rease-Paul T.P. *	1751	1730	1730	- 0 08																			
1740	Rease-Paul T.P. *	1751	1730	1730	- 0 08																			
1740	Rease-Paul T.P. *	1751	1730	1730	- 0 08																			
1740	Rease-Paul T.P. *	1751	1730	1730	- 0 08																			
1740	Rease-Paul T.P. *	1751	1730	1730	- 0 08																			
1740	Rease-Paul T.P. *	1751	1730	1730	- 0 08																			
1740	Rease-Paul T.P. *	1751	1730	1730	- 0 08																			
1740	Rease-Paul T.P. *	1751	1730	1730	- 0 08																			
1740	Rease-Paul T.P. *	1751	1730	1730	- 0 08																			
1740	Rease-Paul T.P. *	1751	1730	1730	- 0 08																			
1740	Rease-Paul T.P. *	1751	1730	1730	- 0 08																			
1740	Rease-Paul T.P. *	1751	1730	1730	- 0 08																			
1740	Rease-Paul T.P. *	1751	1730	1730	- 0 08																			
1740	Rease-Paul T.P. *	1751	1730	1730	- 0 08																			
1740	Rease-Paul T.P. *	1751	1730	1730	- 0 08																			
1740	Rease-Paul T.P. *	1751	1730	1730	- 0 08																			
1740	Rease-Paul T.P. *	1751	1730	1730	- 0 08																			
1740	Rease-Paul T.P. *	1751	1730	1730	- 0 08																			
1740	Rease-Paul T.P. *	1751	1730	1730	- 0 08																			
1740	Rease-Paul T.P. *	1751	1730	1730	- 0 08																			
1740	Rease-Paul T.P. *	1751	1730	1730	- 0 08																			
1740	Rease-Paul T.P. *	1751	1730	1730	- 0 08																			
1740	Rease-Paul T.P. *	1751	1730	1730	- 0 08																			
1740	Rease-Paul T.P. *	1751	1730	1730	- 0 08																			
1740	Rease-Paul T.P. *	1751	1730	1730	- 0 08																			
1740	Rease-Paul T.P. *	1751	1730	1730	- 0 08																			
1740	Rease-Paul T.P. *	1751	1730	1730	- 0 08																			
1740	Rease-Paul T.P. *	1751	1730	1730	- 0 08																			
1740	Rease-Paul T.P. *	1751	1730	1730	- 0 08																			
1740	Rease-Paul T.P. *	1751	1730	1730	- 0 08																			
1740	Rease-Paul T.P. *	1751	1730	1730	- 0 08																			
1740	Rease-Paul T.P. *	1751	1730	1730	- 0 08																			
1740	Rease-Paul T.P. *	1751	1730	1730	- 0 08																			
1740	Rease-Paul T.P. *	1751	1730	1730	- 0 08																			
1740	Rease-Paul T.P. *	1751	1730	1730	- 0 08																			
1740	Rease-Paul T.P. *	1751	1730	1730	- 0 08																			
1740	Rease-Paul T.P. *	1751	1730	1730	- 0 08																			

Comptant

(selection)

[illegible]**SICAV** (sélection)

VALEURS	Emission Finis ind	Rachet net	VALEURS
A.A.A.	857 83	636 91	Francis Pigeon
Action	209 98	204 07	Franc-Asso
Action France	542 41	427 87	Franc-Comp
Actions alternatives	440 82	332 80	Francifol
Alcatel	578 24	557 34	Francis
A.G.E. Action (ex-CP)	1043 94	1018 19	Francor
A.G.E. 5000	543 53	620 27	Francilux
A.G.E. ECU	1071 63	1089 12	Francilux
A.G.E. Pacific	100 08	100 03	Francive
A.G.E. Insearles	438 22	414 48	Fract ECU
A.G.E. Insearles	117 78	109 35	Fract-Pacifi
A.G.E. ORLE	1072 28	1058 96	Fract-Pharm
A.G.E. Sicofin	10594 71	10594 71	Gastelux
Agilux	515 47	503 07	Geston Asso
Alto	215 40	205 77	Habitus
AL.T.O.	195 65	178 98	Horizon
Alto	565 94	521 96	Interact
Amorin-Hill	626 78	602 72	Interact-Pac
Amorin-Hill	536 12	520 40	Invest. net
Amorin-Hill	1527 04	1512 89	Invest-CP
Amorin-Hill	1144 04	1134 60	Japicor
Amorin-Hill	205 13	205 41	Jeanne
Amorin-Hill	248 08	238 08	Lafitte-Asso
Amorin-Hill	138 36	130 37	Lafitte-Comp
Amorin-Hill	114 11	109 94	Lafitte-Comp
Amorin-Hill	108 61	104 83	Lafitte-Comp
Amorin-Hill	2630 22	2622 35	Lafitte-Comp
Amorin-Hill	1207 59	1207 59	Lafitte-Comp
Amorin-Hill	27 57	27 57	Lafitte-Comp
Amorin-Hill	5060 57	5065 09	Lafitte-Comp

IS	Emission Price incl.	Ratchet rate	VALUES
	1003 82	874 58	Paravel
	27 73	27 73	Praxis Placement
	27 58	26 81	Prxy Invention
	32 43	31 05	Placement A
108970 71	10870 17		Placement ex-bravo
	246 40	261 77	Placement A
	752 87	734 51	Placement Premier
	26 07	25 43	Pelindaba
	4281 08	4270 40	Pemphong Odagone
	572 73	564 27	Perseus External
	11173 70	10946 56	Pfz/Associates
	1768 67	1073 16	Quare
	50473 12	58830 63	Quare-Quare Rentals
	150 45	145 81	Quare
	1086 76	1057 62	Reunus Titulair
	12041 02	11577 30	Reunus Vert
	437 86	425 11	St-Herard Asset
150908 60	15039 62		St-Herard St-Hilbert
16491 08	16464 77		St-Herard Pacific
	1885 72	1863 45	St-Herard P&LE
	236 57	232 08	St-Herard Rail
	242 87	231 85	St-Herard Randfontein
	244 82	238 81	St-Herard Randfontein
	273 88	261 45	St-Herard Randfontein
	301 73	289 05	St-Herard Value
	228 25	216 50	Sciencis
	363 08	365 72	Sciencis Tech
	146 76	138 14	Siebert
	206 04	195 70	Siebert (Cape) Pty
	328 05	339 80	Suez Associates
			S.E.A. & Co.

Cote des changes

Marché libre de l'

MARCHÉ OFFICIEL	COURS		COURS DES BILLES		MONNAIES ET DEVISES	COURS	CO
	préc.	16/9	Achat	Vente			
Estate-Unis (\$ 1)	5 382	5 391	5 130	5 620	Or fin (en barre)	86250	86250
22K	7 051	7 060			Or fin (en lingot)	86500	86500
Aluminium (100 t/m)	340 180	340 120	330	350	Plata troy (230 g)	467	467
Rubidium (100 g)	16 218	16 211	19 480	16 490	Plata française (100 g)	380	380
Pays-Bas (100 g)	301 640	301 620	28	91	Plata mexicaine (100 g)	435	435
Argent (100 t/m)	89 640	89 580	94	97	Plata indus (20 g)	436	436
Norvège (100 g)	92 140	91 990	98	95	Scandinave	630	630
Grande-Bretagne (£ 1)	10 710	10 678	10 330	11 365	Pièce de 20 dollars	3050	3050
Canada (100 t/m)	42 750	42 620	4 350	4 830	Pièce de 10 dollars	1550	1550
Union (100 t/m)	47 470	47 452	4 350	4 900	Pièce de 5 dollars	775	775
Inde (100 t/m)	403 200	403	390 500	612 500	Pièce de 50 paise	3220	3110
Suisse (100 t/m)	98 650	98 590	95	101	Pièce de 10 francs	518	518
Autriche (100 t/m)	49 370	49 360	46 900	49 800	Or London	421 60	421 60
Espagne (100 pias)	5 094	5 092	3 900	4 420	Or Zurich	419	419
France (100 g)	4 231	4 227	3 780	4 400	Or Hongkong	421 46	421 46
Japan (100 g)	5 212	5 217	5	5 400	Argent London		
China (100 g)	4 761	4 765	4 800	5 820			

Calculation	158 50	159 20
Cash	148	148
Debit	95	95

viewing. *Fluorescent*

C. Dactyl. Française	180		Eurodisk
Compart	252		Euro-Gaz
Cochise Int. (Clam.)	865		Euro-Mini
Copier	71	71	Exco
Guy Dignette	815		Finland Placement
Hongkong	187		Finland Vacation
Immunologie (Jard.)	13	12	Finland Visa, par 10
Immun	300		Fischer
Particip. Pers.	350		Fischer-Gesellschaft
Nancy et Aménage	280	250 80	Fischer-Institut
Nature N.Y.	173 80	173 80	Fischer-Oligation
Nature N.Y.	570		Fischer
S.P.A.	351	580	Fischer-Therm
Sol Leontine du Monde	350		
Ullrich	280		
Union Breweries	127		

c : coupon détaché - o : offert - * : droit

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :

45-55-91-82, poste 4330

c : coupon détaché - g : offert - * : droit

هكذا من الأصل

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	TELEMATIQUE
2 Démission du gouvernement en Islande. 3 Après le nouveau coup d'Etat en Haïti. 4 La visite de M. Dumas à Prague. 6 La Birmanie semble plonger dans la guerre civile. 7 La fin de la visite du pape en Afrique.	8 M. Le Pen à la Fête des « Bleu Blanc Rouge ». 10 M. Balladur au « Grand Jury RTL-le Monde ». — M. Mitterrand à Cluny. 12 La préparation des élections cantonales.	14 Un entretien avec M ^{me} Dorithac, secrétaire d'Etat à la famille. — Les conséquences socio-économiques du SIDA sur l'Afrique. 18 à 20 Les XXI ^e Jeux olympiques à Séoul.	22 Les Soldats, de Zimmermann, à Strasbourg. — Quinze concerts de Pierre Henry. 23 Betty Carter au Festival d'Albi. — La III ^e Biennale internationale de la danse à Lyon. 27 Communication.	28 La réunion des Douze en Crète. — Le déficit de la Sécurité sociale. 30 Boulogne-sur-Mer s'affirme comme la plaque tournante européenne de la pêche. 32 Deux rapports sur les difficultés du tiers-monde. 34-35 Marchés financiers.	Abonnements 22 Annonces classées 41 à 65 Campus 20 Carnet 20 Loto et Loto sportif 26 Météorologie 28 Mots croisés 26 Radio-Télévision 26 Spectacles 24	● Petits ou gros porteurs, le courrier par avion est en route ● Le marché de l'art sur internet ● LES JEUX OLYMPIQUES EN DIRECT 36-15 tapes LEMONDE 36-15 tapes LM

Le RPR vainqueur des élections législatives partielles de l'Oise

BEAUVAIS
de notre correspondant

Le sort de la gauche dans la première et la deuxième circonscription de l'Oise dépendait de l'importance de la participation au second tour. Une plus forte mobilisation du corps électoral (+ 7,98 points dans la première circonscription et + 6,38 dans la deuxième), qui a profité à tous les candidats, n'a cependant permis ni à M. Walter Amsaillen ni à M. Guy Vadepied de l'emporter, là où M. Mitterrand avait obtenu le 8 mai respectivement 59,67 % et 56,02 % des suffrages exprimés.

Les deux candidats socialistes n'ont pas réussi à mobiliser suffisamment les électeurs, ni sur « l'injustice » de l'annulation de leurs bulletins au mois de juin, ni sur leur connaissance du terrain, si sur « l'argent de leurs adversaires », ni sur la personne du président de la République, ni, enfin, sur les bienfaits de l'action du gouvernement vantis encore mercredi par M. Pierre Mauroy, en visite à Beauvais.

Dans la deuxième circonscription, le président du conseil général, M. Mancel, ébranlé par l'affaire de juin, trouve, dans sa victoire, un sérieux appoint à la veille des élections cantonales dans lesquelles il s'est impliqué personnellement en menant campagne pour les candidats de la « majorité départementale ».

Dans la première circonscription, le revers est particulièrement amer pour le maire de Beauvais. Au soir du 5 juin, M. Amsaillen pouvait raisonnablement espérer gagner au second tour, face à l'ancien suppléant de M. Marcel Dassault, M. Guy Desseant, évincé ensuite par ses amis politiques. Il avait obtenu 44 % des suffrages contre 37,55 % à son adversaire. La famille Dassault, devant laquelle il échoue pour la troisième fois, est décidément un obstacle infranchissable pour le maire de Beauvais, dont la position se trouve ce soir quelque peu affaiblie dans sa ville, où l'on prête au petit-fils l'intention de se présenter aux municipales.

BOURSE DE PARIS

Matinée du 19 septembre

Consolidation

Le mouvement de consolidation observé en fin de semaine se poursuivait lundi dans la matinée à la Bourse. L'indice instantané gagnait 0,3 % à l'issue des premiers échanges. Les plus fortes hausses étaient enregistrées par Essilor ADP (+ 4,6 %), UFB (+ 3,7 %), SCREG (+ 3,7 %) et CFAO (+ 3,6 %). En baisse, on notait OFF (- 3,4 %), BP France (- 3,1 %), Skis Rossignol (- 3 %) et Michelin (- 2,5 %).

Le numéro de « Monde » daté 18-19 septembre 1988 a été tiré à 507 993 exemplaires

TISSUS D'AMEUBLEMENT, NOTRE PLUS FORT ARGUMENT COMMERCIAL: COMPAREZ!

Vivre la vraie concurrence. Celle qui éclaire, informe totalement sur les articles proposés. Un tissu, c'est à la fois une qualité, une création, un aspect, un usage et un prix. Dans votre intérêt, vérifiez tous ces points avant de vous décider et vous ferez alors un bon achat. Voilà pourquoi, nous vous conseillons de « comparer ».

RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

A B C D E F G

M. Olivier Dassault a accompli un parcours fulgurant. 18 août-18 septembre, trente jours séparant sa candidature de son élection. 1958-1988, trente ans séparant la première élection de Marcel Dassault (élu dans l'Oise continuellement jusqu'à sa mort en 1986) de celle de son petit-fils. L'intergène n'aura duré que deux ans.

Comment s'explique un tel succès ? Le nom, c'est incontestable. Dans la circonscription, il évoque de cadieux fabuleux contributeurs. Une personnalité, un homme jeune, sans passé politique, avenant. Une campagne enfin, c'est sûr, qui a su habilement jouer de la mémoire, des rêves, de l'héritage et de... la générosité pour mettre entre parenthèses le jeu politique traditionnel.

JEAN-MARIE DEROT.

2^e circ. (Beauvais N-E, N-O).

Inscr., 66 177 ; vot., 48 858 ; abst., 26,17 % ; suffr. expr., 47 793. MM. Olivier Dassault (RPR), c.m. de Paris, 24 683 voix (51,64 %), ELU ; Walter Amsaillen (PS), c.r., c.g., m. de Beauvais, anc. prés. du cons. rég. de Picardie, 23 110 (48,35 %).

Rappel du 1^{er} tour : inscr., 66 205 ; vot., 44 256 ; suffr. expr., 43 545. MM. Dassault, 20 792 ; Amsaillen, 17 612 ; Claude Aury (PCF), 2 507 ; Georges Toutain, 1 349 ; Claude Angelelli, FN, 285.

2^e circ. (Beauvais S.-O.)

Inscr., 66 838 ; vot., 43 861 ; abst., 34,37 % ; suffr. expr., 42 724. MM. Jean-François Mancel (RPR), prés. cons. gén., 23 229 voix (54,36 %), ELU ; Guy Vadepied (PS), m. de Méru, a.c.r., a.c.g., 19 495 (45,63 %).

Rappel du 1^{er} tour : inscr., 66 850 ; vot., 39 606 ; suffr. expr., 38 619. MM. Mancel, 18 944 ; Vadepied, 15 064 ; M^{me} Solange Schmitt-Trécan (PCF), 2 697 ; Katherine d'Herbais, FN, 1 914.

M. OLIVIER DASSAULT

[M. Olivier Dassault est né le 1^{er} juin 1951, à Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine). Après des études au lycée Janson-de-Sailly et au lycée Saint-Louis à Paris, il est entré à l'École de l'air d'où il est sorti ingénieur d'Etat et pilote d'avion, puis il a soutenu une thèse de doctorat d'informatique de gestion. Outre le séminaire qu'il anime à HEC, le nouveau député de l'Oise travaille avec son père M. Serge Dassault, après avoir dirigé pendant quelque temps une agence de communication (Olivier Dassault international communication). Au sein du groupe Avions Marcel Dassault-Breguet Aviation, il s'occupe tout à la fois de la vente et de la maintenance des Falcon, respectivement au sein de la direction internationale des ventes de la société et de sa filiale Europe Falcon Service.]

Membre du comité central du RPR, M. Olivier Dassault siège depuis 1978 au conseil municipal de Paris, où il représente le 12^e arrondissement.]

● La composition de l'Assemblée nationale. — Les 577 sièges de l'Assemblée nationale, désormais tous pourvus, sont ainsi répartis : 275 PS et app., 132 RPR et app., 90 UDF et app., 40 UDC et app., 25 PC et app. et 15 non inscrits (dont 1 FN).

Le Monde ÉCONOMIE

La France et l'Asie Pacifique
La faiblesse de la présence française

La création d'une monnaie européenne
Un allègement de la contrainte extérieure pour la France

Le développement à l'étranger
Quand le Vietnam décollera

La chronique de Paul Fabra
Qui retrouvera le fil conducteur ?

(Lire le supplément dans notre deuxième cahier disponible seulement en métropole)

Israël s'approprierait à lancer un satellite

JÉRUSALEM
de notre correspondant

Israël se prépare à rejoindre un club très fermé, celui des rares pays — moins d'une dizaine — disposant d'une fusée assez puissante pour placer en orbite un satellite spatial.

L'information était donnée pour certaine, dimanche 18 septembre, par un nombre de médias israéliens : certains laissaient entendre qu'un tir expérimental devait même avoir lieu incessamment. Cité officiel, on se garde de démentir ou de confirmer ; de même était-on resté silencieux lorsque l'hebdomadaire américain Time fit état, le premier, le 29 août dernier, de cette évolution du programme spatial israélien.

De l'avis de tous les experts, ce serait une remarquable performance

La préparation du prochain vol spatial franco-soviétique

Une mission de confiance pour Jean-Loup Chrétien

La plus longue mission spatiale franco-soviétique jamais effectuée devrait commencer le mercredi 21 novembre avec le lancement, de la base de Baïkonour, du vaisseau soviétique Soyuz TM-7, le directeur de la station orbitale MIR. A son bord, deux Soviétiques — Alexandre Volkov, quarante ans, commandant de bord, et Sergueï Trekalov, trente ans, — et un Français, Jean-Loup Chrétien, cinquante ans, qui avait déjà volé pendant une semaine à bord de la station soviétique Salout-6 en 1982. La mission, prévue pour durer un mois, devrait notamment permettre au cosmonaute français de devenir le premier Européen à effectuer dans l'espace une expérience d'écologie « véhicule ».

Une sortie de près de quatre heures est en effet programmée pour le 8 décembre, au cours de laquelle sera déployée dans l'espace une antenne en « structure treillis » de 3,8 mètres de diamètre, réalisée en fibres de carbone par l'Aérospatiale. Le but : vérifier, dans les conditions réelles d'apesanteur, le comportement d'une telle structure, qui devrait équiper la future station spatiale européenne Columbus. Prévu pour le 21 décembre, le directeur de Jean-Loup Chrétien accompagnera celui des deux cosmonautes soviétiques Vladimir Titov et Moussa Manorov. Ces derniers auront alors passé exactement 365 jours dans l'espace, dont 363 à bord de la station orbitale MIR. — (AFP, AP.)

technologique — et, surtout, militaire. Car l'objet de ce programme de lanceurs serait de placer sur orbite un satellite espion pour observer les mouvements des forces armées. A en croire les spécialistes israéliens, l'acquisition par les pays arabes d'un important arsenal de missiles sol-sol porteurs d'armes chimiques impose au gouvernement de Jérusalem de développer un système d'alarme des plus perfectionnés.

De ce point de vue, expliquait M. Gérard Steinberg, un scientifique interrogé par la radio, Israël dispose de plusieurs atouts pour concevoir un satellite de renseignements à 100 % israélien : ses connaissances extrêmement avancées dans les domaines de l'optique et de l'information spatiale. En tout état de cause, il ne pourrait s'agir que d'un petit satellite opérant sur orbite basse (seulement susceptible de donner des informations deux fois par jour) ; la mise en place d'un véritable réseau de satellites de renseignements ressemblant à ceux des grandes puissances est hors de la portée financière et technique d'Israël.

La vraie difficulté, c'est le lanceur, c'est-à-dire la capacité à mettre au point une fusée suffisamment puissante. C'est cette fusée qui ferait l'objet des expérimentations actuelles. Selon la presse et la revue britannique Flight International, il s'agit d'un dérivé du missile Jéricho (1), un engin israélien à deux étages et d'une portée de quelque 1 600 kilomètres. Un premier tir aurait lieu en mai dernier, suscitant des réactions d'inquiétude de la part de l'URSS.

A l'origine de ce programme, il y a la volonté d'être moins dépendant, militairement et politiquement, des informations collectées par les satellites américains et que les États-Unis veulent bien remettre au gouvernement de Jérusalem. Or, comme le rappelle encore dimanche le général Mordechai Gur, ancien chef d'état-major, les autorités israéliennes se sont plaintes à plusieurs reprises de n'avoir reçu ces renseignements américains que de manière incomplète ou tardive.

Parallèlement, Israël poursuit la mise au point d'un satellite de télécommunications à usage exclusivement civil — appelé Amos — et qui devrait être lancé au début des années 90 par l'Agence spatiale européenne.

AL. FR.

(1) Le Jéricho a été conçu, dans les années 60 et 70, avec l'assistance de Dassault-Breguet, qui a construit pour Israël un missile sol-sol, le MD620, et sa version plus puissante, le MD660.

Sur le vif Très cher grand maître

Vous avez vu Apostrophes, vendredi soir ? Terrible, non ? D'une cruauté dans la satire involontaire des mœurs littéraires récemment atteinte à la 10^e. Le Babette show, c'est bien à côté. Il faut avoir planté ses caméras dans la salle à manger des Goncourt. Invité d'honneur, le président du jury, René... pardon, Hervé Bazin. Il vient de sortir un bouquin plus ou moins autobiographique, le Démon de raison, ou comment épouser et engrosser une jeunesse à sept ans.

Et maintenant, cher grand maître, on va demander aux autres invités, tous candidats au prix, écrivains, haletants, ce qu'ils pensent de votre roman. Allons, messieurs Labro, Besson, Oresma et Lévy. Et, surtout, ne vous gênez pas. Pour y aller, ils y sont allés à la coupe. Fais gémir pour deux sous. Ils se bousboulent, les ténoriciens sur le vif : c'est plus qu'admirable, c'est fabuleux, un pur chef-d'œuvre ! D'une humanité, d'une lucidité, d'une sensibilité incomparables, c'est vrai, mais pas, les autres l'ont pas dit, c'est aussi d'une immense ordure. Quelle plume, quel talent, quel génie !

CLAUDE SARRAUTE.

Pologne

Le premier ministre a présenté la démission de son gouvernement

Varsovie, (AFP). — Le premier ministre, M. Zbigniew Messner, a présenté la démission de son gouvernement, lundi matin 19 septembre, devant la Diète (Parlement), réunie en session à Varsovie, qui avait sévèrement critiqué sa gestion du pays, à la suite des grèves du mois d'août.

M. Messner, membre du bureau politique du PC polonais (POUP), occupait le poste de premier ministre depuis novembre 1985, succédant au général Wojciech Jaruzelski.

Dans un discours retransmis à la radio, le premier ministre a déclaré, avant d'annoncer la démission de son cabinet, que « pour mener à bien les réformes, le gouvernement doit bénéficier d'un crédit de confiance ».

La Diète, réunie depuis lundi matin à Varsovie, avait demandé à M. Messner de « procéder à un profond remaniement gouvernemental », critiquant la manière dont le gouvernement avait mené les réformes dans le pays. Elle

avait chargé une commission de rendre un rapport sur « les activités du gouvernement ». Les syndicats officiels (OPZZ) avaient de leur côté réclamé à plusieurs reprises la démission du premier ministre.

Une démission en bloc du gouvernement est un fait sans précédent en Pologne depuis 1945. Il s'est toutefois pas exclu, estiment les observateurs, que M. Messner puisse se succéder à lui-même pour former un nouveau cabinet.

Sans nier les carences, relevées contre son gouvernement, M. Messner a estimé qu'il s'agissait de « phénomènes existant depuis des décennies, mais qui n'ont éclaté au grand jour que récemment ». « Les gouvernements partent, les problèmes restent », a-t-il lancé après avoir affirmé qu'il existait au sein des instances suprêmes du pouvoir des « contradictions » et des « divergences d'opinion » qu'il « ne fallait pas occulter, mais chercher à surmonter ».

Faites une affaire avec un de nos derniers modèles 88!

Nous vous proposons:

- 104 Style Z Gris fumé métallisé
- 205 XR T24 et 1360 cm³ Blanc, Gris Winchester
- 205 XT-T20 Gris graphite
- 205 GTI 115 et 130 cv
- 205 GRD et SRD
- 305 GLS Diesel Gris Futura, Gris Winchester
- 309 XS Rouge Valfelunga
- 309 GR Beige Thesti
- 309 GTI Gris graphite, Rouge Valfelunga
- 505 GRD Bleu glacier
- 405 GR et SR 131"



NEUBAUER

227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎ 48.21.60.21
4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎ 42.85.54.34

9 % SUR VOITURES NEUVES TOUTES MARQUES
FINANCEMENT 100 % — LIVRAISON RAPIDE

Après des concessionnaires français
CENTRA-K (1) 69.09.55.55

14, av. de la Grande Armée - 75017 Paris
34, av. Charles-de-Gaulle - 91380 Chilly

NICOLL
La tradition anglaise du vêtement
vous propose
COSTUME 3050F
à vos mesures

TOUT SUR LES JEUX OLYMPIQUES
RECORDS A BATTRE
RÉSULTATS
EN DIRECT
36.15 LVI